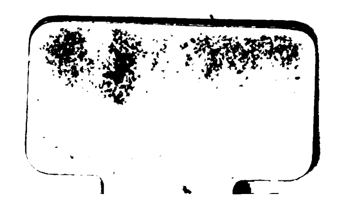
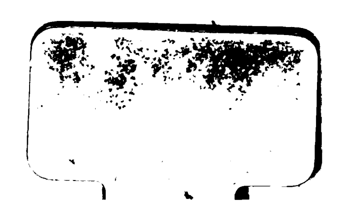

TAYLOR INSTITUTION
DOMI NUS ILLU
MINA TIO MEA






TAYLOR INSTITUTION
DOMI MINA
NUS TIO
ILLU MEA



HISTOIRE

DE

CHARLES-ÉDOUARD.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, RUE JACOB, 56.

HISTOIRE

DE

CHARLES-ÉDOUARD,

DERNIER PRINCE DE LA MAISON DE STUART;

PRÉCÉDÉE D'UNE HISTOIRE

DE LA

RIVALITÉ DE L'ANGLETERRE
ET DE L'ÉCOSSE.

PAR AMÉDÉE PICHOT, D. M.

—Stuart, a name once respected,
A name, which to love was the mark of a true heart,
But now 'tis despised and neglected.
Robert Burns.

Quatrième Édition,

REVUE, CORRIGÉE, ET AUGMENTÉE DE PIÈCES INÉDITES.

TOME PREMIER.

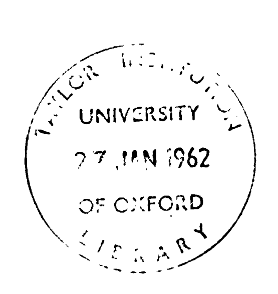
PARIS,

LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR,

RUE DE LA PAIX, 6.

LONDRES. — Chez Barthès et Lowell, 14 Great Marlborough street.

1845 ET 1846.



PRÉFACE

DE LA QUATRIÈME ÉDITION.

1845 — 1846.

Le succès de mon *Histoire de Charles-Édouard* a été dû principalement à l'intérêt d'un sujet qui n'avait pas été traité encore, ni avec autant d'étendue et de détails, ni au point de vue de la longue lutte des anciennes nationalités du Royaume-Uni. Les encouragements de la critique sont aussi venus en aide à l'auteur, et je remercie sincèrement tous ceux qui ont bien voulu m'honorer de leurs suffrages ou de leurs conseils. C'est à eux surtout que j'ai songé chaque fois que j'ai rendu mon livre plus digne de leur attention bienveillante, en l'améliorant par des additions utiles ou des corrections sévères. Cette quatrième édition n'aura pas subi moins de changements que les précédentes. Cependant la pensée politique qui dictait, il y a quinze ans, mon ancien avant-propos et mes conclusions, subsiste.

Je les reproduis donc pour constater la date de mon premier travail, et montrer qu'alors comme aujourd'hui j'avais cherché à concilier mes *sympathies* pour le dernier prince de la maison de Stuart avec mes réserves contre le principe de sa cause. L'âge, et l'expérience des révolutions contemporaines, calment naturellement les opinions; cependant je ne crois pas que l'indifférence doive aller jusqu'à dire avec Pope, le poëte philosophe, que « le meilleur gouvernement est celui qui est le mieux administré; » à moins qu'on ne limite toute magistrature suprême à une durée viagère. Mais je dirais volontiers, avec une autorité respectée en Angleterre (le docteur Arnold), qu'un gouvernement est une chose tout à fait relative; et qu'il ne peut y avoir rien qui s'appelle le meilleur gouvernement, d'une manière absolue, pour toutes les époques et pour tous les pays.

Le docteur Arnold me semble encore dans le vrai, lorsqu'il prétend que « le simple changement des temps et des circonstances peut altérer le caractère d'un parti sans qu'il ait changé lui-même, et que son triomphe peut à telle époque être un bien, et à telle autre époque être un mal (1). »

(1) *Lectures on modern History*; London, 1843.

Ce que le docteur Arnold dit des partis, je le dirais aussi des princes qui, comme Charles-Édouard, représentent un parti. J'ai cru à la sincérité de ce prétendant, à la générosité chevaleresque et à la probité politique qui pouvaient justifier l'ambition de sa jeunesse; mais je n'ai pu dissimuler que, si le principe d'une restauration pouvait devenir avec lui un principe de progrès, ce principe était, à tout bien considérer, plutôt un intérêt monarchique qu'un intérêt populaire. C'est au reste toute une thèse à soutenir. Ce qu'on peut remarquer en passant, c'est que l'abandon de ce principe, en Europe, a peut-être influé plus qu'on ne croit sur le dénoûment des révolutions qui ébranlèrent et renversèrent tant de trônes un an après la mort de Charles-Édouard. Celles-là même de ces révolutions qui ont un moment affecté la forme républicaine semblent, en définitive, n'avoir profité qu'aux collatéraux ou aux branches cadettes des anciennes dynasties. En 1745, il n'y avait qu'un prétendant en Europe; un siècle s'est écoulé, nous n'en voyons pas moins de trois en 1845: un pour la France, un pour l'Espagne, un pour le Portugal, qui tous prétendent également représenter le passé et l'avenir, leurs droits héréditaires et le droit national.

Je ne sais si cette circonstance y est pour quelque chose ; mais depuis quelques années, en Angleterre, en Allemagne et en France, le nom des Stuarts semble exciter le même intérêt qui fit beaucoup en 1830 pour le succès de mon ouvrage. Charles-Édouard a trouvé enfin d'autres historiens qu'en France : dans les histoires générales de l'époque où il vécut, on ne se contente plus de raconter son expédition en quelques pages ; cet épisode remplit des volumes entiers, comme dans l'*Histoire d'Angleterre depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle*, par lord Mahon, et dans l'*Histoire des Highlands et des clans d'Écosse*, par M. J. Browne.

Tout n'est pas avantage à venir avant tout le monde, en histoire surtout ; même après avoir réussi vous n'êtes pas longtemps seul, et vous risquez d'être bientôt laissé en arrière. Vos découvertes profitent au dernier qui les met en œuvre, et, fondues avec les siennes, lui appartiennent autant qu'à vous. C'est donc aussi de peur qu'on ne refît complétement mon livre que je l'ai refait déjà trois fois moi-même. Dans ma première édition, j'avais devancé M. Chambers et sir Walter Scott ; dans la seconde et la troisième, lord Mahon et M. James Browne ; j'ai pu compléter celle-ci en m'éclairant des indications précieuses qu'on

trouve sur les événements de 1745 dans les histoires et les mémoires de ces deux derniers auteurs. J'ai eu, enfin, le bonheur de recueillir quelques documents qui leur avaient échappé, ou qui ne pouvaient entrer dans le plan de leurs ouvrages, et que je ne devais pas négliger pour le mien.

Dans la liste des historiens ou biographes contemporains à qui j'ai des obligations que j'aime à reconnaître, je ne demanderais pas mieux que de comprendre un professeur de Breslau, conseiller de S. M. le roi de Prusse, qui a bien voulu me citer, et relever même deux ou trois de mes dates inexactes (1). Mais la sage lenteur allemande m'a permis de devancer ce nouveau maître qui s'offrait à moi de l'autre côté du Rhin : il n'avait pas lu encore toute mon édition de 1830, que j'en avais publié une autre, où je me montrais beaucoup plus sévère que lui pour mon premier travail. Il m'est pénible de troubler par un regret une si haute érudition : si, au lieu de s'en tenir à l'édition de 1830, le biographe prussien eût consulté celle de 1833, il eût trouvé

(1) Ce ne fut qu'en 1751 que la réforme du calendrier fut adopté en Angleterre; de là quelque embarras à faire concorder les dates d'un même événement raconté par les historiens et les biographes français et anglais, antérieurement à 1751.

quelque chose de mieux que les deux ou trois documents qu'il m'a empruntés. J'ai encore à son service aujourd'hui plus de cent pièces diverses, copiées pour moi dans les archives du ministère des affaires étrangères (1); et en fait de documents anglais, puisqu'il paraît n'avoir connu des *manuscrits des Stuarts* que ceux qui sont dans les appendices de lord Mahon, je lui apprendrai que M. J. Browne en cite textuellement deux cent quatre-vingt-huit dans ses quatre gros volumes. Je suis étonné de pouvoir paraître plus fort en bibliographie qu'un professeur prussien, car je ne respecte pas moins l'érudition allemande que la probité littéraire allemande. Mais

(1) La note suivante était en tête de l'édition de 1832 :

« Quand un auteur *a fait son siége,* comme l'abbé Vertot, c'est alors que de nouveaux documents lui arrivent.

« Cette édition n'est pas une simple réimpression de la première, mais un nouveau travail sous le double rapport des corrections et des additions, qui équivalent à plus de 150 pages. On y remarquera plusieurs pièces autographes, dont les unes me sont venues de mes amis d'Angleterre et d'Écosse, et les autres des archives du ministère des affaires étrangères à Paris, qui, avant la révolution de juillet, était un livre fermé, *a blank book,* comme dit Milton. Malgré le caractère libéral de l'homme d'État chargé alors de ce précieux dépôt (M. le comte d'Hauterive), malgré l'amitié dont il m'honorait, je n'avais pu qu'entrevoir les pièces relatives aux Stuarts. Aujourd'hui, mon ouvrage doit beaucoup à l'obligeance de M. Mignet, successeur de M. le comte d'Hauterive, qui, dans sa position éminente, a su rester, chose plus rare qu'on ne le pense, l'ami de ses amis.»

aussi, comment donc un auteur allemand qui veut refaire un livre français n'a-t-il pas craint de faire soupçonner sa bonne foi en parlant assez inexactement de ce livre, pour dire que le premier volume a paru en 1830 et le second seulement en 1838, lorsqu'à cette date deux éditions nouvelles avaient été publiées? Le savant professeur, du reste, a parfaitement raison de prétendre que je n'ai point fait une *biographie :* j'accepte cette critique comme un éloge, si, dans la vie du dernier prince de la maison de Stuart, j'ai réussi à résumer tout le passé historique de sa race; si, surtout, j'ai relevé mon sujet en mêlant à l'histoire des faits celle des idées, des opinions et des mœurs. Le professeur prussien a fait, lui, une biographie; et aucune rivalité littéraire ne m'empêchera de la proclamer excellente, quoique, arrivée douze ans trop tard, elle n'ait pu me fournir, pour cette édition de mon ouvrage, qu'un seul nom propre, celui de la sage-femme qui délivra la mère de notre héros! C'est peu, en échange d'emprunts plus considérables; mais, en citant scrupuleusement ma dette, je prouve du moins jusqu'où va la minutieuse exactitude du biographe prussien, et l'heureuse émulation qu'il a excitée en moi.

Sèvres-Bellevue, novembre 1845.

AVANT-PROPOS

DE LA PREMIÈRE ÉDITION.

(Mai 1830.)

— STUART, a name once respected,
A name, which to love was the mark of a true heart,
But now 'tis despised and neglected.
ROBERT BURNS (1).

Quand j'intitulai mon ouvrage sur l'Angleterre et l'Écosse « Voyage *historique* et littéraire, » j'avais l'arrière-pensée d'y rattacher en forme d'épisode quelque chronique empruntée à l'histoire, qui me donnât l'occasion de rappeler les traits les plus saillants des annales des deux royaumes. Un roman de WALTER SCOTT entre nécessairement dans la bibliothèque portative de tout voyageur en Écosse, comme auxiliaire du *Guide* obligé. Je portais avec moi WAVERLEY, auquel je m'étais engagé à joindre une espèce de commentaire qui a paru depuis. Mon attention se fixa donc tout naturellement sur le principal personnage historique du livre, le prince CHARLES-ÉDOUARD. Telle fut la première pensée des deux volumes que je publie aujourd'hui, et qui, dans l'origine, ne devaient former que la moitié, tout au plus, du tome quatrième de mon VOYAGE. Mais je vis peu à peu grandir mon sujet; l'histoire de Charles-Édouard, si intéressante par elle-même, se liait à celle des rois de sa race, et l'histoire des rois du nom de Stuart à celle des deux pays qu'ils réunirent sous un même sceptre ; c'est-à-dire qu'un détail en appelait un autre, et nous aimons maintenant les détails. Je m'étonne aujourd'hui encore de m'être tenu dans les limites de

(1) « STUART, nom jadis respecté, nom que tout cœur loyal devait aimer, nom négligé et méprisé aujourd'hui. »

deux volumes, quand je laisse dans le carton de mes matériaux tant de débris de notes, tant d'extraits, tant de descriptions de lieux, etc. Le lecteur, qui me trouvera encore trop long, sera du moins plus indulgent quand il saura que je pouvais l'être bien davantage.

Un sujet historique dont l'idée première a été prise dans un roman, une histoire qui avait même été étudiée d'abord sous son aspect romanesque, voilà une origine qui mettra peut-être en défiance ceux qui penseront qu'il y a d'ailleurs dans mon livre une sympathie assez prononcée pour le héros. L'impartialité est certes la qualité essentielle de l'historien; cependant j'aime à croire que ce qu'on pourrait appeler ma partialité pour Charles-Édouard n'est heureusement que l'amour de mon sujet, parce que j'ai encore plus redouté d'être froid que d'être partial. M. Cousin pourrait me reprocher de n'avoir pas eu une foi assez vive à la *moralité de la victoire;* M. Thierry du moins m'approuvera, j'espère, de n'avoir pas dissimulé *ma sympathie pour les vaincus*. Si j'avais altéré un fait, dans l'un comme dans l'autre système, je ne serais pas aussi rassuré sur cette question de critique. Je relis donc sans trop d'inquiétude une des lettres de mon *Voyage*, résumée par ces mots du sommaire : « L'auteur se déclare jacobite en entrant en Écosse. »

Ce jacobitisme relatif s'efface même complétement dans tout ce qui tient aux principes généraux de la politique ; il ne m'a pas été difficile de le concilier avec ce qu'on appelle les idées libérales, sans qu'on puisse m'accuser d'être en contradiction avec moi-même : cela tient un peu, je pense, à ce que je suis d'une ville où il y a un petit levain de républicanisme au fond de nos principes les plus monarchiques ; ou plutôt n'est-ce pas là où en sont arrivées dans toute la France les nuances d'opinion par la pente naturelle du siècle? La révolution nous a imposé à tous son baptême de sang (1) :

(1) M. de Chateaubriand a rendu à la dynastie légitime le grand service de prouver que la liberté ne lui était nullement incompatible. On a dit d'un autre noble pair que c'était le républicain le plus dévoué à la monarchie ; et dans le parti ultramontain, croit-on que l'abbé de Lamenais, qu'il faut toujours admirer, si on ne pense pas toujours comme lui, demande la souveraineté absolue? N'est-ce pas lui qui a dit : « *Là où est l'esprit de Dieu, là est la liberté.* Pour constituer une société parfaite, il faut ne reconnaître de *souveraineté absolue* et

sous un gouvernement représentatif, il n'y a plus de discussion que sur le plus ou moins de liberté dont nous sommes en droit de jouir; la légitimité elle-même a eu besoin d'une charte qui consacrât en même temps les droits du peuple et ceux du monarque; car lorsque la royauté a retrouvé ses sujets en France, c'est qu'ils étaient fatigués des excès d'un gouvernement absolu. — Après cette déclaration franche de principes, je puis dire que si, dans mon ouvrage, je n'ai pas cherché les allusions, je ne me suis nullement cru obligé de les éluder. J'en ai même franchement signalé quelques-unes par une application directe, pour aller au-devant de toute interprétation jésuitique. Un assez long extrait de mon CHARLES-ÉDOUARD a été publié en 1826, et cette date prouve que je me suis occupé des Stuarts longtemps avant que le nouveau ministère en fit un sujet de circonstance par les procès intentés récemment aux journaux (1).

A dire vrai, l'histoire de la dynastie malheureuse des Stuarts occupe depuis longtemps tous nos écrivains, et si j'ai choisi Charles-Édouard dans cette liste de rois et de princes, c'est parce qu'il était le seul qui n'eût pas encore servi de titre à aucun ouvrage sur les révolutions d'Angleterre. Je m'estimerai heureux si mes deux volumes peuvent être un appendice des histoires justement estimées de MM. Guizot, Villemain, Mazure, Carrel, etc., etc., et du fragment éloquent intitulé « les QUATRE STUARTS, » par M. de Chateaubriand.

Nous n'avons guère en France sur Charles-Édouard que le précis brillant mais inexact de Voltaire dans son SIÈCLE DE LOUIS XV, source où nos romanciers et nos auteurs dramatiques ont puisé leurs renseignements quand ils ont mis le dernier des Stuarts en scène. J'ai entendu cependant quelques personnes citer « la Continuation des RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE par Turpin, » et j'ai dû la lire. Un critique des ARCHIVES LITTÉRAIRES DE L'EUROPE (tome I[er])

éternellement légitime qu'en Dieu, de qui la vérité, la raison et la justice sont les lois; ne considérer le *pouvoir humain* ou la souveraineté subalterne et dérivée que comme le ministre de Dieu, et ne possédant dès lors qu'un droit conditionnel; *légitime*, quand il gouverne selon la raison, la vérité et la justice; *sans autorité*, dès qu'il la viole? »

(1) Il n'est pas nécessaire, je pense, de rappeler que ceci était imprimé quelques mois avant juillet 1830. (NOTE DE LA NOUVELLE ÉDITION.)

traite M. Turpin « d'auteur famélique. » C'était tout bonnement, à ce qu'il paraît, un auteur ministériel ; car c'est lui qui disait à M. de Boynes, ministre de la marine, dans une dédicace de L'HISTOIRE DE SIAM : « Je suis dans l'habitude de chérir et de respecter les ministres qui vous ont précédé, etc. » Sous le rapport du talent, La Harpe appelle M. Turpin un phrasier; et certes La Harpe a raison. Jamais on n'abusa de la phrase comme ce pauvre M. Turpin. Il ne manque pas d'une certaine chaleur factice ; ses déclamations ont quelquefois un air de verve ; mais il est impossible d'être à la fois plus emphatique et plus incorrect que cet écrivain ; et quant à sa Continuation des RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE, le critique des ARCHIVES a bien raison de dire que rien n'est plus ridicule que cette rapsodie, où quelques faits puisés à une source authentique sont travestis par le mélange des notions les plus fausses en style burlesque, où, d'un livre à un autre, les discours les plus contradictoires sont prêtés au même personnage, où les conclusions les plus absurdes sont déduites des événements les plus simples. L'orthographe des noms est étrangement défigurée par M. Turpin. Par exemple, les Grants de Glenmoriston deviennent des glands de Glenmoriston ; mais c'est là sa moindre peccadille : on va juger de son talent à broder un fait et en inventer un autre. Non content de créer en Angleterre et en Écosse des villes qui ne furent jamais ni sur le sol ni sur la carte, M. Turpin a grossi l'armée de Charles-Édouard de deux espèces d'auxiliaires, dont j'ai, certes, regretté de n'avoir pu embellir moi-même mon histoire. On verra bien dans le dénombrement des forces jacobites quelques amazones ; j'en ai même fait parler une d'après une note des JACOBITE RELICS, recueil de poésies publié par Hogg. Mais voici les amazones de M. Turpin qui méritent de passer avant les miennes :

« Un enthousiasme héroïque avait saisi l'imagination des femmes « du Nord : la plupart furent subitement transformées en soldats « pour défendre leurs rochers et leurs montagnes ; elles formèrent « une compagnie de cent trente combattants, dont la plus âgée « n'avait pas encore quarante ans. Toutes, endurcies par les tra- « vaux les plus pénibles, pouvaient supporter sans effort les fatigues « de la guerre. Leur uniforme sauvage faisait méconnaître leur « sexe : au lieu de coiffes elles portaient un bonnet à la polonaise ; « le reste de leur ajustement ressemblait à celui d'un coureur, ex-

« cepté le jupon, qui descendait plus bas, et qu'au lieu de manteau, « une demi-capote les couvrait jusqu'aux genoux. Des haches et des « sabres armaient leurs mains robustes et valeureuses. Il n'y en avait « que cinquante qui portassent des épées et des fusils : c'en était « les plus distinguées par leur naissance ou leur grade; leur dra- « peau, de la grandeur d'un parasol rond et plissé, était fait d'une « toile bleu céleste ; on y lisait ces mots, brodés en langue vulgaire : « *Pour la délivrance de l'Écosse.* Cette troupe belliqueuse était « commandée par une fille de vingt-sept à trente ans. Ses grâces « décentes et majestueuses semblaient annoncer qu'elle était née « pour commander ; quoiqu'un peu brun, son teint uni et vermeil « n'empruntait point son éclat de cet artifice dont les femmes des « autres nations se servent pour rajeunir leur visage décrépit et « flétri ; c'était la beauté sortant des mains de la nature : ces dons « extérieurs étaient encore ennoblis par les qualités que donne une « éducation soignée ; elle possédait toutes les finesses de sa langue, « et parlait latin avec facilité. Une simplicité modeste, une pudeur « innocente, embellissaient son front et manifestaient la pureté de « ses mœurs ; ce n'était qu'à la tête de sa troupe qu'elle laissait « transpirer cette fierté militaire qui assure l'autorité du comman- « dement. Son ascendant sur l'esprit des compagnes de ses périls, « une prompte obéissance à ses ordres, semblaient dévoiler le mys- « tère d'une naissance illustre, qu'elle avait la discrétion de cacher, « sans doute pour ne pas compromettre sa famille; elle prenait, « ainsi que ses compagnes, des leçons de guerre d'officiers instruits « qui lui apprenaient à manœuvrer, ainsi qu'à ses compagnes ; « mais ces officiers n'avaient aucune autorité sur sa troupe, et ne « combattirent jamais confondus avec elle. Cette amazone moderne, « en abordant le prince, lui adressa cette harangue :

« Prince,

« La sagesse et la modération font les grands hommes, et lorsque « ces deux vertus sont accompagnées de la valeur, elles en font des « héros: c'est à ces titres que nous vous reconnaissons pour notre « libérateur et pour un roi digne de l'être. Gémissantes dans nos « déserts, nous formions depuis longtemps des vœux pour revoir « nos légitimes maîtres sur le trône où Fergus était assis du temps

« d'Alexandre. L'électeur de Hanovre avait lié nos langues et nos « bras ; mais Dieu, qui protége l'innocence, avait mis un terme à « l'esclavage des Orcadiens : les erreurs de nos pères devaient être « expiées après un temps marqué dans les décrets de sa miséricorde. « Notre pénitence sans doute est finie, puisque ce même Dieu arme « votre bras pour nous délivrer, comme un autre juge d'Israël. « La gloire d'opérer cette grande révolution vous était réservée. « Quel bonheur pour nous de pouvoir ajouter à notre amour une « reconnaissance éclatante, sans avoir mérité vos bienfaits! victi-« mes de nos infidélités, c'est vous qui vous chargez d'en être l'ex-« piateur. *Sous votre règne, la beauté vertueuse n'aura point à « redouter les attentats de l'impudicité.* Loin d'être un attrait à « la licence, elle servirait d'ornement à la vertu ; sage et pudique, « sous vos auspices, notre sexe faible et fragile sera honoré, parce « qu'il retrouvera des ressources contre la séduction.

« C'est dans ces heureuses espérances que nous avons pris les ar-« mes pour avancer votre règne, pour étendre votre gloire et pour « cimenter les prospérités publiques : ces armes que nous portons, « et que la rouille a respectées, ne seront point déposées que nous « ne vous ayons couronné dans nos temples, au défaut de la pierre « sacrée de Fergus qu'Édouard enleva à notre nation. Mes compa-« gnes protestent de ne jamais vous abandonner : toutes, émules de « vos braves guerriers, sont disposées à vous suivre dans les plus « grands périls, à la honte de ces hommes dégradés qui, nés vos « sujets, traînent leurs chaînes sous un joug étranger, et se sont « rendus les esclaves et les complices d'un gouvernement impie qui « a proscrit votre tête. Pour nous, grand prince, nous ne contrac-« tons d'autres engagements que celui de vivre et mourir pour votre « service. *Les hommes ne nous sont rien* : nous n'usons de nos « priviléges que pour faire notre devoir. Persuadées que Dieu vous « protége, et qu'il vous envoie pour monter sur le trône de vos « ancêtres, nos vœux seront comblés si nous pouvons nous associer « à la gloire de ce mémorable événement. »

« Ainsi parla cette femme guerrière, entourée de ses compagnes « armées, qui l'écoutèrent avec un religieux silence. Quand elle eut « fini sa harangue, le prince s'avança pour l'embrasser ; mais elle « le prévint, et, se jetant à ses genoux, elle lui baisa la main : il « l'admit deux fois à sa table, où, au milieu de l'abondance, elle

« donna l'exemple de la plus sévère sobriété; elle s'abstint de vin, « et préféra les aliments les plus grossiers aux mets les plus délicats. « L'expérience confirma l'idée qu'elle avait donnée de sa valeur : « dans tous les combats et escarmouches où elle se trouva, elle « agit en capitaine, et ses compagnes combattirent en soldats.

« Son exemple et les honneurs qui lui furent rendus répandirent « une ivresse de courage dans toutes les villes et les montagnes « de l'ouest de l'Écosse : les dames les plus qualifiées prirent l'épée « et le bouclier pour soutenir la cause des Stuarts. Toutes se cru- « rent encore outragées dans la personne de plusieurs femmes ti- « trées qu'on avait traînées dans les prisons d'Édimbourg. Les unes « prirent les armes pour effacer la honte de leurs époux et de leurs « parents qui servaient les oppresseurs de leur pays ; les autres, par « le seul intérêt que le prince leur inspirait par ses malheurs et ses « vertus héroïques. Plusieurs formèrent des compagnies de cent « trente hommes ; les plus qualifiées voulurent combattre à la tête de « leur tribu. Comme tous ces nouveaux soldats n'étaient que braves « et robustes, elles se reposèrent sur des officiers blanchis sous la « tente du soin de les former et d'en faire de véritables soldats ; mais « elles se réservèrent l'honneur exclusif de les mener au combat et « d'être à leur tête dans la mêlée. L'émulation en devint plus vive « et plus agissante dans l'armée : les deux sexes se disputèrent le « mérite du courage par une noble rivalité. Les femmes sans doute « avaient l'avantage, puisqu'elles faisaient plus que ce qu'on avait « droit d'exiger de la faiblesse de leur sexe, etc. »

Voici maintenant une seconde milice bien plus extraordinaire que celle de ces amazones, comme M. Turpin en convient lui-même. Je souligne quelques expressions, mais sans en changer aucune.

« Les Hollandais débarqués en Angleterre s'avancèrent vers les « frontières de l'Écosse, et, dès qu'ils furent arrivés à Berwick, ils « eurent à combattre un ennemi qu'ils *n'auraient jamais imaginé* « *pouvoir trouver*. C'est un phénomène dont l'histoire ancienne et « moderne ne cite point d'exemple. Un bataillon de *six cents chiens* « des Orcades, qui les assaillit, se montra plus redoutable que les « troupes les plus braves et les plus disciplinées. Cette milice extra- « ordinaire, façonnée à l'obéissance et dressée pour la guerre, dis- « tinguait à l'odorat et aux vêtements ses maîtres de leurs ennemis. « Elle marchait sans confusion, observant une discipline dont ses

« conducteurs indociles et féroces étaient incapables. Ce fut avec « ces braves auxiliaires que le chef des Orcadiens demanda et ob- « tint la permission de se porter dans un bois que les Hollandais « devaient traverser pour aller prendre leurs logements à trois « lieues de la côte. Ce fut dans cette embuscade que les Orcadiens, « assurés de vaincre, attendirent les alliés de leurs ennemis.

« A peine les Hollandais se furent enfoncés dans le bois que les « Orcadiens donnent le signal du combat à leurs chiens, qui for- « maient l'avant-garde. Cette meute guerrière s'avance en poussant « des aboiements épouvantables. Les Hollandais, étonnés de la « grandeur monstrueuse et de la figure hideuse de ces animaux, « restent immobiles. Ils s'imaginent que ce sont autant de Cerbères « conduits par des démons que l'enfer a vomis pour les dévorer. « Quelques-uns, *saisis d'effroi*, *meurent de frayeur*, avant d'avoir « tiré l'épée; d'autres, sans force, et presque sans connaissance, « se laissent égorger comme des *animaux stupides*. Ceux qui n'a- « vaient point succombé à la peur s'enfoncent dans les bois, que « l'approche de la nuit rendait encore plus sombres et plus terri- « bles ; ils y furent poursuivis par les chiens, qui, *malgré l'obscu-* « *rité*, les distinguant à l'odorat, s'élancèrent sur eux sans leur « faire aucun quartier. Ce *corps de troupes légères*, dont la chair « et le sang de l'ennemi animaient encore l'ardeur martiale, en fit « plus périr que le fer et le mousquet. Quand ils eurent nettoyé le « bois, et qu'ils se furent rassasiés de leur proie, *ils retournèrent* « *tranquillement à leur poste ; mais ayant aperçu quelques Hol-* « *landais qui s'étaient réfugiés dans le camp, où ils avaient* « *trouvé un asile*, leur fureur se ranima, et ils allaient donner une « nouvelle scène de carnage, si leurs chefs ne les eussent contenus, « en sonnant de certains cornets à bouquin, que ces montagnards « appellent *menstret*. A ce signal, toutes les hostilités cessèrent, et « cette milice docile et victorieuse retourna à son poste avec autant « d'obéissance qu'on en pourrait exiger des troupes les mieux ré- « glées. Les Anglais n'eurent point dans cette guerre d'ennemis « plus terribles, et le prince n'eut point de serviteurs plus fidèles. « *Ne serait-il pas à souhaiter que les souverains vidassent leurs* « *querelles avec de pareils auxiliaires?* ils auraient quelques ci- « tadelles de moins, *et beaucoup de sujets de plus*. Cette victoire « fut achetée par la perte de cinq chiens tués, de dix-neuf de bles-

« sés, dont huit à mort, et les autres légèrement. On fit deux cent « sept prisonniers, qui furent conduits tout mourants au camp du « duc de Perth, qui, en ennemi généreux, les fit traiter comme « s'ils avaient été pris en combattant pour sa cause (1). »

Qu'on nous parle après cela des chiens que les Espagnols conduisirent à la conquête du Pérou ! Il est vrai de dire que, dans les vieilles chroniques, nous lisons que les Anglais et les Écossais avaient réellement des limiers dressés à poursuivre l'ennemi : Bruce faillit être la proie d'un de ces blood-hounds; mais il paraît que la race en était perdue en 1745, car aucun mémoire contemporain n'a daigné faire mention de cette milice canine enrégimentée et exercée par les Orcadiens; et quant aux Orcadiens eux-mêmes, M. Turpin seul en a parlé (2).

Une histoire complète de CHARLES-ÉDOUARD n'existe pas en Angleterre, quoique les matériaux de cette histoire y soient devenus depuis quelques années de plus en plus abondants. L'HISTOIRE DE LA RÉBELLION, par John Home, auteur de DOUGLAS, était encore le meilleur des ouvrages publiés sous ce titre, avant celui de M. Robert Chambers, qui a paru en 1827. Home, témoin oculaire, acteur même dans les événements qu'il raconte, eut le malheur de dédier son ouvrage au roi, neveu du duc de Cumberland, sous les auspices du duc lui-même : aussi s'est-il arrêté à la bataille de Culloden. En histoire, les omissions ne sont guère moins perfides que les mensonges, et la modération de Home n'est plus qu'une fausse couleur d'impartialité.

L'HISTOIRE d'Henderson, imprimée en 1748, fut composée dans l'intérêt exclusif des vainqueurs; mais c'est un résumé exact des faits, dans lequel sont conservées les déclarations, proclamations et manifestes des deux partis. Le JEUNE CHEVALIER, ou « Récit de

(1) Révolutions d'Angleterre, par M. Turpin, tome II. page 61.

(2) J'ai découvert depuis où M. Turpin avait trouvé cet épisode fabuleux de l'expédition de 1745. Les partisans de Charles-Édouard, sur le continent, faisaient imprimer des bulletins des victoires du prince, et ils *inventèrent*, entre autres incidents, cette fable, que l'historien a acceptée comme un fait, et qu'il s'est contenté de broder des fleurs de sa rhétorique. J'ai sous les yeux un de ces bulletins intitulé : « Relation d'une victoire *singulière* remportée par l'armée du prince Charles-Édouard. » M. Turpin y a consciencieusement copié la liste exacte des morts et des blessés de la milice canine. (N. N. E.)

tout ce qui arriva après Culloden à Charles-Édouard » (appelé le Jeune Chevalier, comme fils du chevalier de Saint-Georges), complète l'histoire d'Henderson, qui est aussi l'auteur anonyme de cette suite. Les autres historiens contemporains de la rébellion de 1745 sont Boyce, Ray, Merchant et Dougald Graham, qui appartiennent à l'opinion whig. Les Écossais jacobites n'ont laissé que des mémoires la plupart personnels à leurs auteurs. Ceux du chevalier de Johnstone sont les plus étendus, et ils ont été commentés, dans une réimpression récente, par un éditeur anti-jacobite, dont les réfutations mettent les deux opinions en regard.

Les recueils intitulés LOCKHART-PAPERS et CULLODEN-PAPERS sont encore une riche mine de matériaux. Vient ensuite la collection des pamphlets de l'époque, expression animée des sentiments des deux partis, et qui nous donne la clef d'une foule d'allusions ou de réticences des historiens et des mémoriographes. Plusieurs de ces pamphlets sont excessivement rares; sir Walter Scott en a réuni un nombre considérable dans sa bibliothèque d'Abbotsford; d'autres amateurs, entre autres le libraire David Laing, ne sont guère moins riches en ce genre que le romancier écossais. J'ai lu les principaux. J'en possède quelques-uns, et j'ai obtenu des extraits manuscrits de ceux qu'il est plus difficile de rencontrer. C'est, du reste, une lecture plus utile pour se pénétrer de l'esprit du siècle que pour y puiser des matériaux proprement dits.

Mes deux volumes étaient déjà écrits, lorsque a paru « l'Histoire de la rébellion » de M. Chambers; j'ai été encore à temps de profiter de cet ouvrage presque complet, souvent pittoresque, et supérieur à la troisième série des CONTES D'UN GRAND-PÈRE A SON PETIT-FILS, où Walter Scott traite des événements de 1745. En effet, M. Chambers a été assez impartial pour se croire obligé de protester, en terminant, par une note, de son dévouement à la dynastie de Brunswick; tandis que sir Walter Scott, moins impartial dans cette histoire que dans ses romans, semble trop souvent composer son récit, comme l'auteur de DOUGLAS, en présence du duc de Cumberland (1).

Mais ceux qui veulent encore écrire l'histoire de la dernière

(1) M. R. Chambers a publié, en 1840, une seconde édition de son *Histoire de la rébellion*, avec des additions et des notes nouvelles. (N. N. E.)

lutte de l'Écosse jacobite contre l'Angleterre, car je ne suis pas très-sûr qu'elle ne soit pas encore à faire après moi, ne doivent pas négliger les « ballades jacobites, » qui sont à l'histoire de Charles-Édouard ce que sont les « romances espagnoles » à celle du Cid. Ces poésies, chants de triomphe ou élégies de deuil, naïves ou satiriques, ont été recueillies en corps d'ouvrage et annotées par James Hogg « le Berger poëte » (1). Sous le rapport littéraire, elles ont exercé une influence marquée sur le génie de Robert Burns, qui en a rajeuni plus d'une; sous le rapport historique, il est facile, en les classant, d'y retrouver la chaîne des faits, qu'il est, je crois, important d'étudier aussi sous ce reflet de poésie, si l'on tient à colorer un peu la narration. Mais je me réserve d'examiner ces ballades dans la partie littéraire du tome quatrième de mon Voyage, où je reviendrai sur la partie bibliographique des deux volumes que je publie aujourd'hui; je termine cette explication préalable par la description d'un autre genre de documents historiques : c'est la liste des principales médailles sur les Stuarts, depuis la révolution de 1688 jusqu'à la mort de Charles-Édouard.

J'ai dû employer dans cette histoire un assez grand nombre de ces mots à peu près intraduisibles, à moins d'une périphrase, et que des équivalents ne sauraient jamais remplacer. Tels sont, entre autres, les sobriquets de parti, avec lesquels le lecteur se familiarise du reste bientôt. Si l'étymologie en était toujours bien connue, la mémoire les retiendrait plus facilement encore. Chacun sait que les PURITAINS s'appelaient ainsi parce que ces sectaires prétendaient à une grande pureté de principes : les royalistes leur donnaient le nom de TÊTES-RONDES, à cause de leurs cheveux coupés ras, tandis que les CAVALIERS portaient ces belles chevelures bouclées que nous admirons dans les tableaux de Vandyck. Les cavaliers s'appelaient aussi les LOYALISTES, c'est-à-dire les hommes loyaux, les fidèles du roi : d'où *lealty* (*loyalisme*) est synonyme de royalisme. Cette *loyauté* n'empêchait pas leurs adversaires de les désigner sous le nom de *malignants*, malveillants, etc.

Après les premières guerres civiles, les mots WHIG ou whigamore, et TORY, furent substitués à ceux de *cavalier* et *tête-ronde*. Whig, contraction de whig-a-more, est un mot dont se servent les paysans de l'ouest de l'Écosse pour faire avancer leurs montures : *to whig* signifie aller vite; *to whig a more*, aller

(1) Deux nouveaux recueils de ballades ont paru depuis, l'un par M. Allan Cunningham, l'autre par M. R. Chambers. (N. N. E.)

plus vite. Les paysans de ces cantons furent ainsi nommés dans une insurrection qu'ils firent en 1648 ; et ce surnom fut appliqué par extension aux covenantaires (partisans du Covenant), aux parlementaires, aux mécontents, et en général à tout membre de l'opposition antiroyaliste.

Les voleurs, en Irlande, se servaient des mots *torie me*, donnez-moi (c'est-à-dire donnez-moi la bourse), d'où l'on fit le mot *tory*, voleur ; et ce mot, qui rappellera celui de *brigand*, dont on fut naguère si libéral en France, fut appliqué aux partisans de Jacques II, parce que parmi ses partisans se trouvaient naturellement beaucoup d'Irlandais, comme catholiques.

Sous Guillaume, les royalistes se divisèrent en torys, ou *monarchistes*, à qui toute dynastie était indifférente au fond, pourvu qu'il y eût un roi, roi légitime ou roi de fait ; et en jacobites (de Jacobus), partisans de Jacques et des Stuarts, de l'hérédité, du droit divin ; les Whigs furent quelquefois nommés alors Williamites, et puis Hanovriens, quand la maison de Hanovre monta sur le trône. L'histoire elle-même révèle une foule de subdivisions et de nuances dans cette classification des partis.

DESCRIPTION

DES PRINCIPALES MÉDAILLES RELATIVES AUX STUARTS,

FRAPPÉES EN ANGLETERRE ET SUR LE CONTINENT (1).

(1688.)

I. (Naissance du prince de Galles.)

Un enfant, dans un berceau d'apparat, étrangle un serpent dans chaque main ; le sol est semé de tronçons de serpents. *La légende porte :* MONSTRIS DANT FUNERA CUNÆ; *le revers :* le cimier du prince; *légende :* FULTA TRIBUS METUENDA CORONA; *exergue :* 1688.

II. (Id.)

Écu armorié du prince de Galles, couronné, supporté par quatre génies, dont l'un tient le cimier du prince, un autre l'écu ducal de Cornouailles; *lég. :* HONOR. PRIN. MAG. BRIT. FRA. ET HIB. NAT. 10 JUN. 1688; *rev. :* Le prince enfant sur un coussin; au-dessus, deux génies avec des trompettes, qui tiennent une couronne, et une palme qui supporte un écriteau où l'on lit : VENIAT CENTESIMUS HÆRES.

III. (Id.)

La Vérité, foulant aux pieds le serpent de l'Imposture, et ouvrant la porte d'une armoire ou d'un cabinet, sur lequel est écrit : JACO.

(1) On compte plus de cent médailles relatives à l'histoire des Stuarts. La plupart de ces médailles, décrites par Henri Ellis (*Lettres originales relatives à l'histoire d'Angleterre*), sont à Paris, à la Bibliothèque du Roi. M. Is. Löwenstein, amateur distingué, les possède aussi dans son précieux cabinet. Enfin, l'année dernière, à Londres, j'ai pu admirer une collection non moins précieuse, chez lord Mahon, que le noble historien a bien voulu examiner avec moi une à une. (N. N. E.)

FRANC. EDUARD. SUPPOSIT., 20 JUNII 1688 (1). En dedans paraît un jésuite qui pousse par le haut de la porte un coussin, sur lequel est assis un enfant, tenant d'une main un calice, et se couronnant de l'autre; *lég.:* SIC NON HÆREDES DEERUNT; dans le lointain paraît la flotte hollandaise, dont un vent favorable enfle les voiles; *rev.:* le cheval de Troie avec ses housses, sur lesquelles est écrit: LIBERT. CONS. SINE JURAM. ET LEG. P. *lég.:* EQUO TU NUNQUAM CREDE BRITANN.

IV. (id.)

Aglaure ouvre une corbeille, au milieu des ronces et des chardons, d'où s'échappe Erichthon; à distance sont des femmes effrayées; *lég.:* INFANTEMQUE VIDENT APPORRECTUMQUE DRACONEM; *rev.:* un rosier flétri portant des fleurs fanées; à côté sort un petit rejeton avec un seul bouton; *lég.:* TAMEN NASCATUR OPORTET; *exerg.:* MDÇLXXXVIII.

V. (id.)

Guillaume III, en empereur romain, foulant aux pieds un serpent, et soutenant Marie, qui porte les couronnes de son triple royaume; son écu pend à un oranger, auquel s'enlacent des chardons et des roses; à distance, sont Jacques II et le père Peters, emportant le jeune prince qui joue avec un moulin à vent (allusion au meunier qu'on supposait le père de l'enfant); *lég :* DEO VINDICE JUSTITIA COMITE; *rev.:* troupes débarquant près d'une forteresse; *lég.:* CONTRA INFANTEM PERDITIONIS; *exerg.:* EXPEDITIO NAVALIS PRO LIBERTATE ANGLIÆ : MDCLXXXVIII.

VI. (Triomphe de Guillaume III.)

Le roi Guillaume en cheveux longs et en manteau; *lég.:* GUILIEL. III L. G. PRINC. AVRA. RELIG. LIBER. QUE RESTI.; *rev.:* l'arche du Covenant; au-dessus, EMMANUEL foudroie les soldats français, et jette des rayons sur l'Angleterre et la Hollande; sur le devant, le père Peters et un moine avec le jeune prince tombant.

VII. (Triomphe du prince de Galles.)

Un vaisseau français; le père Peters, sur une écrevisse, tient le

(1) Les médailles françaises portent la date du 20, et celles d'Angleterre du 10 juin, vieux style.

prince jouant avec un moulin; *exerg.*: JAC. EDWARD SUPPOSÉ, 20 JUIN 1688; *rev.*: les armes du prétendant; un écu avec un moulin; au-dessus, un bonnet de jésuite, d'où pend un double rosaire renfermant la devise: HONNI SOIT QUI MAL Y PENSE; au lieu du Georges, une écrevisse; *lég.*: LES ARMES ET L'ORDRE DU PRÉTENDU PRINCE DE GALLES.

VIII. (Triomphe de Guillaume.)

La Grande-Bretagne salue la Hollande; *lég.*: M. BRIT. EX. NAV. BAT. LIB. REST. ASSERTA.; *rev.*: un aigle repoussant un coucou de son aire, un autre aigle au-dessus; dans le lointain, une flotte; *lég.*: EJICIT INDIGNUM.

IX. (Fuite de Jacques II.)

Buste de Louis XIV, à droite; *lég.*: LUDOVICUS MAGNUS REX; *rev.*: le lion belge, appuyé sur la lance de la Liberté et le labarum, s'avance vers la côte, où un navire français attend; le roi Jacques II, avec son épée brisée; le père Peters, tenant le jeune prince avec son moulin; et les serpents de la discorde; *lég.*: AUT REX AUT NIHIL; *exerg.*: REGIFUGIUM JAC. AD LUD. XIV.

X. (Id.)

Buste de Jacques, à gauche, couronné de lauriers, cheveux longs, manteau; *lég.*: JACOBUS II. D. G. BRITANNIARUM IMPERATOR; *rev.*: Un renard met le feu à un arbre où est un aigle dans son aire; plus loin, un aigle emporte un petit ours; *lég.*: MAGNIS INTERDUM PARVA NOCENT. REGNO ABDICATO IN GALLIAM APPULIT; *ex.*: 4 jan. 1689. s. n.

XI. (Arrivée de Jacques II en France.)

Louis XIV, buste à droite; *lég.*: LUD. MAG. REX CHRISTI; *rev.*: PERFUGIUM REGIBUS; *ex.*: JAC. II. MAG. BRIT. REX. CUM. REG. CON. ET PR. WALLIÆ IN GALL. RECEPTIS. MDCLXXXIX.

XII. (Triomphe de Guillaume.)

Buste du roi Guillaume, à droite; *lég.*: GULIEL. III. D. G. BRIT.

REX RELIG. LIBERTATISQ.; *rev.:* un oranger enlacé de roses et de chardons, et auquel est attaché l'écu de la Gr.-Bret., élève sa tête dans les nues, où on lit les mots: *Ite missa est*, et d'où part d'un côté la foudre contre Jacques II, laissant échapper de ses mains la couronne et le sceptre; de l'autre côté est le père Peters, s'en allant avec le calice, et le jeune prince portant son moulin; serpents de discorde; *ex.:* INAUGURATIS MAJESTATIBUS, EJECTO PAPATU, EXPULSA TYRANNIDE, BRITANNIA FELIX. 1689.

XIII. (La reine Marie.)

La reine Marie; *lég.:* MARIA D. G. MAGN. BRIT. FRAN. HIB. REG.; *rev.:* un aigle, qui vole vers le soleil, tient un aiglon, et en laisse tomber un autre; *lég.:* NON PATITUR SUPPOSITITIOS; *ex.:* EXCELLENTISSIMÆ PRINCIP. JUS REGNI VINDICATUM, EJECTO SUPPOSITITIO.

XIV. (Expédition de 1695.)

Buste du prince de Galles, en armure, à gauche; *lég.:* JACOB WALLIÆ PRINCEPS; *rev.:* un navire démâté dans l'orage. Ag. 1697. JACTATUR, NON MERGITUR UNDIS.

XV. (1697.)

Autre buste du prince, à gauche, sans draperie; *lég.:* JAC. WALLIÆ PRINCEPS; *rev.*: le soleil en partie éclipsé; *lég.:* CLARIOR EX TENEBRIS. *ex.:* 1697.

XVI. (Id.)

La même; *rev.:* mine faisant explosion près d'un bastion; *lég.:* QUO COMPRESSA MAGIS; *ex.:* 1697.

XVII. (Id.)

La même; *rev.:* lever du soleil; *lég.:* OMNIA FACIT; IPSE SERENAT. 1697.

XVIII. (Avénement de Jacques III.)

Buste à gauche; *lég.:* JAC. III. D. G. MAG. BRIT. REX; *rev.:* le

soleil dispersant les nuages; *lég.* : VIRTUS MOX NUBILA PELLET; *ex.* : 1704.

XIX. (Id.)

Buste du roi Jacques III, à gauche, en manteau, et avec une couronne de laurier; *lég.* : CUJUS EST; *rev.* : carte d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande; *lég.* : REDDITE (1).

XX. (Médaille des scrofuleux.)

Vaisseau à pleines voiles, vent propice; *lég.* : JAC. III. D. G. M. BR. F. ET H. REX; *rev.* : saint Michel et le dragon; *lég.* : SOLI DEO GLORIA (2).

XXI. (Georges Ier.)

Georges Ier, couronné; *lég.* : GEORGIUS D. G. MAG. BR. FR. ECOS. ET HIB. rex F. D.; *rev.* : un ange, armé du glaive, poursuit de la cavalerie; *lég.* : PERJURII ULTRIX; *ex.* : AD DUNBLAINUM. 13 Nov. 1715.

XXII. (Défaite de Mar et de Jacques III.)

Buste du roi Jacques III, en armure; *lég.* : NIHIL EFFICIENS; *rev.* : les trois royaumes. 1716; *leg.* : BIS VENIT, VIDIT, NON VICIT, FLENSQUE RECESSIT.

XXIII. (Mariage de Jacques III.)

Deux bustes, l'un en armure, l'autre couronné; *lég.* : JACOB III. R. CLEMENTINA R.; *rev.* : Hercule, appuyé sur sa massue, prend la main de Vénus; Cupidon tenant un caducée; *lég.* : REGIUM CONNUBIUM; *ex.* : Kal. sept. MDCCXIX.

(1) La duchesse de Gordon fit hommage de cette médaille à l'université d'Édimbourg, qui l'agréa. Il y est fait allusion dans la PRISON D'ÉDIMBOURG.

(1) Médaille donnée à ceux qui venaient se faire toucher les écrouelles.

XXIV. (Id.)

Buste à gauche, robes riches, manteau, etc.; *lég.:* CLEMENTINA. M. BRIT. FRANC. ET HIB. REGINA; *rev.:* Clémentine dans un char, Rome à distance; *lég.:* FORTUNAM CAUSAMQUE SEQUOR; *ex.:* DECEPTIS CUSTODIBUS. MDCCXX.

XXV. (Naissance de Charles-Édouard.)

Jacques III et Clémentine; *rev.:* une femme, appuyée contre une colonne, tient un enfant et montre la Grande-Bretagne sur une sphère; *lég.:* PROVIDENTIA OBSTETRI; *ex.:* CAROLO PRINCIPI WALLIÆ NAT. DIE ULTIMA A. MDCCXX.

XXVI. (Les deux princes.)

Buste de Charles-Édouard, à droite, en armure; *lég.:* HUNC SALTEM EVERSO JUVENEM; *rev.:* buste du prince Henri, même colonne; *leg.:* TRIPLICIS SPES TERTIA GENTIS.

XXVII. (1745.)

Buste de Charles-Édouard, à droite, sans draperie; *lég.:* CAROLUS WALLIÆ PRINCEPS, 1745; *rev.:* la Grande-Bretagne, debout sur le rivage, tient une lance, s'appuie d'une main sur un écu, et attend des vaisseaux; *lég:* AMOR ET SPES; *ex.:* BRITANIA.

XXVIII. (1745, Charles-Édouard.)

Charles-Édouard, en costume écossais, la claymore à la main, tient un bouclier où on lit: QUIS CONTENDAT MECUM; *lég.:* NULLUM NON MOVEBO LAPIDEM UT ILLUD ADIPISCAR. 1745; *rev.:* une rose; *lég.:* MEA RES AGITUR.

XXIX. (Le duc de Cumberland.)

Buste du duc, à droite, en armure; *lég.:* GULIELMUS DUX CUMBRIÆ; *rev.:* Charles-Édouard en montagnard écossais, la toque à la main, et fléchissant le genou devant un lion rampant couronné; *ex.:* 1746.

XXX. (1746.)

Le duc de Cumberland à cheval, l'épée nue; *lég.* : DUC DE CUMBERLAND; *rev.* : Charles-Édouard, cherchant à prendre une couronne sur une colonne, est saisi par le duc de C., qui le frappe avec son épée; *lég.* : REBROUSSE CHEMIN; *ex.* : PRÉTENDANT.

XXXI. (Justice du duc de Cumberland.)

Le duc de Cumberland à cheval, l'épée à la main; *lég.* : DUC DE CUMBERLAND; *rev.* : un rebelle pendu à un gibet, deux rebelles suppliant; *lég.* : QU'IL VIENNE D'AUTRES REBELLES.

XXXII. (1752.)

Buste de Charles-Édouard, à droite; *lég.* : REDEAT MAGNUS ILLE GENIUS BRIT; *rev.* : la Grande-Bretagne sur le rivage attend des vaisseaux; *lég.* : G. DIU DESIDERATA NAVIS; *ex.* : LÆTAMINI CIVES, SEPT. XXIII. MDCCLII.

XXXIII. (Le duc d'York, cardinal.)

Buste à droite, en robe et chapeau de cardinal; *lég.* : HENRICUS M. D. EP. TUSC. CARD. DUX. EBOR. S. R. E. V. CAN; *rev.* : la Religion tenant une bible et supportant la croix; à ses pieds un lion, une couronne ducale et un chapeau de cardinal; au-dessus, une auréole; l'église Saint-Pierre dans le lointain; *lég.* : NON DESIDERIIS HOMINUM SED VOLUNTATE DEI; *ex.* : Anno MDCCLXVI.

XXXIV. (Mariage de Charles-Édouard.)

Buste à gauche, en manteau; *lég.* : CAROLUS III. A. 1720. M. B. ET H. REX. 1766; *rev.* : buste à gauche, en manteau royal, en longues boucles pendantes; *lég.* : LUDOVICA. M. B. F. ET HIB. REGINA. 1772.

XXXV. (Le cardinal d'York, vice-chancelier du Vatican.)

Les armes de la Grande-Bretagne, surmontées d'une couronne ducale et d'un chapeau de cardinal; *rev.* : HENRICUS CARDINALIS DUX EBOR. S. R. C. VICE CANCELLARIUS SEDE VATICAN. 1774.

XXXVI. (Avénement de Henri IX.)

Buste à droite, en costume de cardinal; *lég.:* HENRI IX. MAG. BRIT. FR. HIB. REX. FIDEI DEF. CARD. EP. TUSC.; *rev.:* la Religion tenant une bible et supportant la croix; à ses pieds un lion, la couronne d'Angleterre, et un chapeau de cardinal; à distance, l'église de Saint-Pierre et un pont. *Lég.:* NON DESIDERIIS HOMINUM, SED VOLUNTATE DEI; *ex.:* an. MDCCLXXXVIII.

HISTOIRE

DE LA RIVALITÉ

DE L'ANGLETERRE ET DE L'ÉCOSSE,

POUR SERVIR D'INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DE CHARLES-ÉDOUARD.

CHAPITRE Ier.

RAPPORTS DE L'HISTOIRE DE CHARLES-ÉDOUARD AVEC L'HISTOIRE GÉNÉRALE. — DE L'ÉCOSSE AVANT 1057. — ANCIENS ROIS D'ÉCOSSE. — USURPATION DE MACBETH. — RESTAURATION DE MALCOLM CANMORE.

La dynastie des Stuarts s'est éteinte dans la proscription et l'exil, après avoir donné neuf souverains à l'Écosse indépendante, et six aux royaumes réunis de la Grande-Bretagne. Il ne reste plus d'eux que ce nom de STUART, texte fécond d'allusions politiques, jeté souvent par les partis à la tête des rois comme une leçon menaçante, et rappelé aux peuples comme un témoignage de la force toujours jeune de l'opinion, qui domine tous les principes, tous les souvenirs, toutes les institutions monarchiques ou républicaines, toutes les légitimités. Cette dynastie a eu ses titres de gloire comme ses faiblesses, ses

princes patriotes comme ses princes contempteurs des lois; son sang avait coulé sur le champ de bataille avant d'être versé sur l'échafaud. Sans doute les flatteurs ne lui manquèrent pas aux jours de sa puissance, mais, en retour, elle a été sévèrement jugée dans son abaissement. L'esprit de parti et la haine d'une dynastie riche de ses dépouilles exagérèrent longtemps ses torts, et la calomnièrent jusque dans le prince chevaleresque qui, le dernier, mit l'épée à la main pour la défense des droits de sa famille. Il est enfin permis à l'histoire d'être plus juste à l'égard de CHARLES-EDOUARD. Mais, quelles que fussent les qualités personnelles de ce prince, quelque intérêt qu'excitent sa courageuse tentative et ses romanesques aventures après sa défaite, les événements de 1745 ne seraient qu'un court épisode de l'histoire de la Grande-Bretagne, si nous ne pouvions considérer Charles-Édouard moins comme le représentant d'une dynastie déchue que comme le champion de l'Écosse elle-même, jalouse de reprendre son rang parmi les nations. Il n'est plus possible de ne voir autour du petit-fils de Jacques II qu'une poignée de rebelles faisant *une pointe* jusqu'à trente lieues de Londres. Pour apprécier toutes ses chances de succès, il faut compter aussi ce qu'il avait avec lui de forces morales; il faut connaître ce que valaient encore à cette époque, dans les cœurs écossais, la mémoire de quatre siècles d'hostilités entre les deux pays, et la vue de cette bannière de Wallace et de Bruce qui, effaçant l'affront de l'*union*, associait la vieille indépendance nationale à la restauration des Stuarts. L'expédition de 1745 fut en effet le terme

de cette alternative d'invasions qui, depuis le temps des trois Édouard, conduisaient tour à tour l'Écosse en armes au sein de l'Angleterre, et l'Angleterre au sein de l'Écosse.

Ces invasions continuelles avaient été plus que des querelles de voisinage. Avec le rôle que l'Angleterre a toujours prétendu jouer sur le continent, ses guerres avec l'Écosse intéressaient le reste de l'Europe. La France le savait bien, et ce fut souvent la France elle-même que les Anglais allèrent chercher et combattre sur l'un et l'autre bord de la Tweed.

L'ancienne lutte de l'Angleterre et de l'Écosse, rattachée à la contre-révolution tentée par Charles-Edouard, comprend une longue suite de batailles et de négociations qui appartiennent souvent à l'histoire générale de l'Europe : notre but est d'en rapprocher ici les traits saillants, en nous aidant des chroniques et des traditions populaires, pour conserver, autant què possible, aux scènes qui se succèdent dans ce tableau, la naïveté et la couleur de chaque époque.

L'Écosse, appelée quelquefois aussi *North-Britain*, fait partie de l'île appelée Grande-Bretagne; mais elle diffère de l'Angleterre proprement dite par son aspect topographique autant que par la physionomie et les mœurs de ses habitants. L'Angleterre, à l'exception de quelques-uns de ses comtés, est généralement un pays de plaines relativement à l'Écosse, qui présente presque partout une surface montagneuse. L'Angleterre ressemble à un riche parc ou jardin partagé en

compartiments symétriques, dont la variété même appartient au dessin de la culture : il n'y a, encore aujourd'hui, qu'un tiers de l'Écosse qui soit cultivé; les bruyères règnent partout ailleurs pour unique verdure, et le vallon le plus riant a pour remparts des rochers en apparence inaccessibles.

L'Écosse se divise en deux régions bien distinctes, les *Lowlands*, ou Basses-Terres, Bas-Pays, Basse-Ecosse, et les *Highlands*, ou Hautes-Terres, Haut-Pays, Haute-Écosse. Entre l'Angleterre et les Lowlands, la dissemblance est moins sensible. Des deux rives de la Tweed, les habitants des deux royaumes peuvent se donner la main; mais là aussi une ligne de démarcation avait été tracée profondément par l'animosité nationale (1).

C'était là le Border (ou frontière) habité par ces maraudeurs qui étaient l'avant-garde permanente des deux peuples, et qui, ne vivant que de pillage, n'avaient d'autre occupation que la guerre. La population de l'intérieur des Lowlands se trouvait comme pressée entre les *Borderers* belliqueux et les clans à demi barbares des Highlands : ceux-ci, affectant quelquefois de confondre leurs voisins avec les Anglais, se regardaient comme les descendants des premiers propriétaires du sol, qui, repoussés par la conquête derrière les montagnes, leur avaient légué, comme un héritage légitime, le droit de vivre aux dépens des conquérants. Le lien commun des

(1) Il est peut-être assez singulier que l'Arioste compare le golfe et la montagne qui servaient de défense au domaine de Logistille contre les empiétements d'Alcine à la rivière de la Tweed, qui sépare l'Écosse de l'Angleterre. (ROLAND FURIEUX, ch. VI.)

diverses races de la population d'Écosse était, en temps de guerre, la haine contre les Anglais, qui suspendait pour un moment toutes les autres.

L'Écosse de nos jours n'a conservé que quelques traits généraux de l'aspect de l'ancienne Écosse : ses montagnes, ses fleuves et ses lacs ne semblent plus les mêmes. Quelques riches propriétaires, comme le duc d'Athol, ont depuis quelques années multiplié les plantations de mélèzes sur leurs terres; mais ce ne sont plus là ces immenses forêts qui rendaient les abords du Haut-Pays si sombres et si dangereux; là où l'élégante *villa* moderne ne s'est pas encore emparée du site et des pierres de la forteresse féodale, ce sont les ruines qui parent seules aujourd'hui la nudité du désert; le mouton va brouter paisiblement là où le sanglier, l'ours, le bison et le loup se rendaient redoutables au troupeau et au berger. De vastes marais ont été aussi convertis en des plaines cultivées, où l'on ne retrouverait plus les traces de ces sentiers connus de Wallace et de Bruce, qui y bravaient, après leurs défaites, la lourde cavalerie des Anglais. Enfin, on chercherait vainement à vérifier les récits de ces vieux chroniqueurs qui rencontraient à chaque pas une chapelle ou un château, une abbaye ou un fort royal, à l'abri desquels vivaient, moyennant une faible redevance, les habitants de quelques cabanes formant un hameau. L'*union* des deux couronnes d'abord, et des deux royaumes ensuite, a fait peu à peu disparaître ces citadelles estimées imprenables. Les guerres religieuses avaient déjà détruit les édifices ecclésiastiques les plus vénérés. Naturellement aussi les villes, filles de l'industrie, se sont agrandies :

quelques-unes de celles-ci, par le progrès rapide des manufactures et du commerce extérieur, sont devenues plus considérables que la capitale.

La physionomie distincte des races primitives a vu aussi ses traits caractéristiques s'effacer peu à peu. L'occupation de l'Écosse par les Romains, qui avait commencé en l'année 80, dura près de quatre siècles. Sous les ordres d'Agricola, les légions s'établirent dans des camps, entreprirent des routes et fondèrent des stations ou même des villes, comme l'atteste un autel de Jupiter conservé au musée d'Édimbourg. Mais des races indomptables résistèrent toujours par delà les montagnes au double ascendant de la conquête et de la civilisation romaines : l'aigle des empereurs dut renoncer à planer sur la chaîne des GRAMPIANS. Il fallut restreindre deux fois les limites de la province régulière de VALENTIA, comme les Romains appelèrent l'Écosse méridionale, et les protéger par une muraille jetée en travers de l'île.

Les tribus sauvages, *horribiles ultimique Britanni*, qui bravèrent ainsi les Romains jusqu'en 422, tribus assez semblables à ces Indiens tatoués que leurs descendants civilisés trouvèrent dans l'Amérique du Nord, formaient à ce qu'il paraît deux races distinctes, les MEATES, ou Bretons méditerranéens, et les Bretons CALÉDONIENS, ainsi désignés parce qu'ils habitaient la forêt de Calyddon, mot du dialecte celte d'où l'on a fait dériver le nom de Calédonie. Une troisième race, celle des Pictes, ne paraît que dans le troisième siècle, et quelques auteurs en font une peuplade survenue tout à coup de la Gothie; mais d'autres prétendent que les Pictes n'étaient qu'une

troisième grande branche des tribus bretonnes. Quant aux Scots, autre tribu celtique ou gaélique, ils étaient d'abord venus d'Espagne en Irlande un siècle avant d'émigrer de nouveau d'Irlande en Écosse; et, expulsés par les Pictes vers le milieu du cinquième siècle, ils revinrent, le siècle d'après, imposer définitivement leur nom à leur conquête de la province de Valentia, comme les Francs avaient imposé le leur à la Gaule romaine. Le roi de ces Scots était Fergus, qui serait ainsi le Pharamond de la royauté écossaise (1).

D'abord ligués avec les Pictes contre les Romains, les Scots finirent par exterminer leurs propres alliés vers l'année 840, sous la conduite de Kenneth-Mac-Alpine, le vingt-quatrième successeur de Fergus. Le nom des Pictes disparut même entièrement. Les Scots tendaient toujours à gagner du terrain sur la frontière d'Angleterre, lorsqu'ils eurent à se défendre à leur tour contre les invasions successives des Saxons, des Norwégiens, des Danois et des autres tribus scandinaves qui descendirent directement sur les côtes d'Écosse, ou qui s'étaient substituées peu à peu aux Romains et aux Bretons sur le sol britannique. Depuis Kenneth-Mac-Alpine jusqu'à Macbeth, de 841 à 1040, quinze rois des Scots continuèrent à porter plus ou moins glorieusement le sceptre de Fergus; mais il serait difficile de raconter leurs faits et gestes sans se perdre dans des fictions qui n'ont

(1) Un jeune historien, Robert Stuart, vient de résumer, dans un volume intitulé *Caledonia romana*, l'histoire des antiquités romaines de l'Écosse. Ce volume érudit est aussi une élégante narration : *Caledonia romana*, in-4°, Edinburgh, 1845.

pas même reçu, comme la chronique de Macbeth, cette consécration poétique à laquelle le génie prête une autorité presque égale à celle de la véritable histoire. Nous sommes forcés de les laisser dans une sorte de nuage moins transparent que la vapeur merveilleuse à travers laquelle Shakspeare fait défiler les successeurs de Banquo, ce thane de Lochaber « de qui la maison de Stuart est issue, » dit le chroniqueur Hollinshed (1).

L'Écosse, comme la France, a même eu longtemps sa généalogie classique. Lorsque les rois de France descendaient de Francus, fils d'Hector, le héros de

(1) La polémique des historiens et des archéologues d'Écosse sur leur ancienne histoire a produit une bibliothèque entière de traités, de dissertations, etc. Consultez Hector Boece, Wynton, le Prieur de Lochleven, et Buchanan : le catalogue des rois issus de Cécrops est imposant. Lorsque W. Loyd, évêque de Saint-Asaph, dans son *Histoire du gouvernement de l'Église en Angleterre et en Écosse*, osa retrancher quarante-quatre de ces monarques antérieurs à Fergus Ier, les érudits de l'autre côté de la Tweed faillirent renouveler à leur manière les anciennes guerres des deux nations. Georges Mackenzie, avocat du roi à Édimbourg (*lord advocate*), sous Charles II, se crut obligé, par les droits de sa charge, de défendre ces quarante-quatre souverains frappés tout à coup de déchéance. « Comment souffrirais-je, s'écrie-t-il, qu'on attente aux droits et priviléges de notre couronne d'Écosse par une assertion qui vient supprimer environ trois cent trente ans de son antiquité ! »

L'investigation calme et consciencieuse de cette antiquité obscure fut commencée par le père Innes, prêtre bénédictin du collége des Écossais, à Paris. Les recherches de sir David Dalrymple (lord Hailes) éclairèrent encore les points douteux des vastes annales d'Écosse. Il faut consulter aussi Pinkerton, F. Ritson, G. Chalmers, etc.

Troie, les rois d'Écosse avaient pour ancêtre Gathelus, fils de Cécrops, roi d'Athènes et gendre de Pharaon, roi d'Égypte, dont il avait épousé la fille Scota. Le scepticisme moderne a effacé de l'histoire ces noms-là et bien d'autres, chers à l'imagination du moyen âge. S'il est une tradition que nous regrettons parmi toutes celles qui sont désormais reléguées au rang des fables, c'est l'alliance jurée entre Charlemagne et le roi Achaïus, un de ces successeurs de Fergus dont les sombres portraits décorent aujourd'hui encore le palais d'Holyrood à Édimbourg.

Les annales de l'Écosse ne commencent à être appuyées par quelques témoignages historiques que sous le règne de Macbeth. Quelques-unes des scènes de la tragédie de Shakspeare sont déjà de l'histoire. Shakspeare a copié Hollinshed comme copiait Shakspeare. Avant de devenir roi par une usurpation sanglante, Macbeth avait plusieurs fois combattu, en vaillant capitaine, contre les Danois ou Norwégiens de la colonie scandinave établie dans les Hébrides, et contre la grande invasion des peuples qui asservirent en ce temps-là à peu près toute l'Angleterre. Après une dernière victoire, les deux capitaines Macbeth et Banquo allaient rejoindre le roi Duncan, lorsque arriva cette étrange rencontre « qui, dit le chroniqueur, devait être la cause de beaucoup de trouble dans le royaume d'Écosse. » Macbeth et Banquo marchaient tous les deux ensemble et traversaient les bois et les champs; au milieu d'une bruyère, « ils aperçurent trois femmes dans un appareil étrange, ressemblant à des créatures d'un autre monde; la première parla, et dit : — « Salut, Macbeth, thane

« de Glammis (car il venait de succéder à cette di-
« gnité et à ces fonctions par la mort de son père
« Sinell). » La seconde dit : — « Salut, Macbeth,
« thane de Cawder. » Mais la troisième dit : — « Salut,
« Macbeth, qui, par la suite, seras roi d'Écosse. » —
« Alors Banquo : — « Quelle sorte de femmes êtes-
« vous (dit-il), qui semblez m'être si peu favorables,
« tandis qu'à mon compagnon, outre de hautes di-
« gnités, vous promettez aussi le royaume? Ne ré-
« servez-vous rien pour moi? » — « Oui, dit la pre-
« mière, nous te promettons à toi bien plus qu'à lui,
« car il régnera, en effet, mais pour une fin malheu-
« reuse, ne laissant aucune postérité pour lui succé-
« der; tandis qu'au contraire tu ne régneras pas,
« mais de toi naîtront ceux qui gouverneront le
« royaume d'Écosse, par une longue suite de rois. »
« Cela dit, disparurent aussitôt les susdites femmes.
« D'abord, Banquo et Macbeth regardèrent cette
« rencontre comme quelque vaine vision; Banquo
« appelait en riant Macbeth le roi d'Ecosse, et Mac-
« beth, en riant aussi, appelait Banquo le père de plu-
« sieurs rois. Mais ensuite l'opinion commune fut que
« ces femmes étaient soit les sœurs fatales (*weird sis-
« ters*), ou, comme vous diriez, les déesses du destin,
« soit quelques nymphes ou fées douées du don de
« prophétie par leur science nécromantique, car tout
« advint comme elles avaient dit. Bientôt après, le
« thane de Cawder ayant été condamné comme traître
« au roi, ses terres, ses revenus et ses titres furent
« donnés à Macbeth par la libéralité royale. »

Hollinshed nous dit comment Macbeth dissimula quelque temps encore son projet d'aider lui-même à

l'accomplissement du reste de la prédiction, attendant l'occasion et le prétexte. Par une singulière coïncidence, qu'il est permis de remarquer au début de cette histoire, cette usurpation, qui préparait le trône à la race des Stuarts, n'est pas sans quelque analogie avec celle qui devait un jour le leur enlever. Macbeth, selon Hollinshed, était de la famille royale, comme Guillaume d'Orange. Si, à cette époque, les femmes eussent hérité de la couronne, il eût pu régner du chef de sa mère, fille du roi Malcolm, dont Duncan n'était que le neveu. Comme Guillaume le stathouder, Macbeth le thane avait ses griefs contre son royal parent, qui désigna d'avance son fils pour lui succéder, au mépris des éventualités qui appartenaient à Macbeth, car il n'y avait entre le trône d'Écosse et le thane de Cawder que des enfants en bas âge. En ces temps de trouble, où il s'agissait de sauver si souvent non pas les libertés, mais l'indépendance du royaume, les oncles en état de régner pouvaient être légitimement préférés à leurs jeunes neveux. La femme de Macbeth ne lui apportait pas, comme celle de Guillaume, un titre d'héritage, mais elle fut la conseillère ardente qui l'encouragea à l'acte décisif : « Sa femme surtout, dit Hollinshed, le pressait vive« ment d'oser la chose (*to attempt the thing*), étant « très-ambitieuse et enflammée d'un insatiable désir « de porter le nom de reine. »

Enfin, Duncan est assassiné; Macbeth se fait proclamer roi, et va se faire couronner à Scone. Les deux fils de Duncan se réfugient l'un dans le Cumberland, l'autre en Irlande, « craignant pour leur vie, » dit simplement la chronique, qui, rendant justice à l'u-

surpateur et attribuant aux nobles Écossais une complicité semblable à celle de l'oligarchie anglaise de 1688, nous dit combien furent heureuses les premières années de ce nouveau règne : « Pour être bref, « telles furent les dignes et royales actions de ce Mac- « beth dans l'administration du royaume, que s'il « fût devenu roi par des moyens légitimes et eût con- « tinué jusqu'à la fin de son règne avec droiture et « justice comme il avait débuté, il aurait pu être « compté parmi les plus nobles princes. Il fit plusieurs « bonnes lois et utiles statuts pour le bien public de « ses sujets. »

Banquo fut sacrifié un des premiers à la jalouse défiance de Macbeth, qui voulut aussi se défaire de Fléance son fils, et ne put le faire tuer en même temps que son père. A partir de ce nouveau crime, Macbeth, dans la chronique, n'est plus qu'un tyran et un oppresseur, qui se fait craindre et haïr, qui le sait, et gouverne non plus par de bonnes lois, mais par des moyens de police : « Les rois, dit à ce pro- « pos Hollinshed, ont une vue aussi perçante que « Lynx et des oreilles aussi larges que Midas. Mac- « beth avait dans la maison de tout noble un agent « adroit, ou tout autre individu à lui dévoué, pour « lui révéler ce qui s'y disait et faisait; par laquelle « politique il opprimait la plupart des nobles de son « royaume. »

Macduff, un de ces nobles opprimés, se décide enfin à aller en Angleterre chercher Malcolm, le fils de Duncan, l'héritier légitime. La scène par laquelle s'ouvre ce drame ancien d'une restauration n'est certes pas plus intéressante dans la tragédie que dans la chro-

nique : Hollinshed et Shakspeare mettent à peu près les mêmes paroles dans la bouche de ce jeune prince, qui se demande combien durera cette espérance de bonheur que l'Écosse attache au retour de l'héritier légitime; et si un jour ces *fidèles* sujets, qui détestent si cordialement l'usurpateur, ne tourneront pas vers celui-ci un regard plein d'amers regrets. Malcolm parlait surtout ainsi parce qu'il ne savait pas jusqu'à quel point il pouvait se fier à Macduff : « Je suis vraiment « affligé, lui dit-il, des misères de mon pays d'Écosse; « mais, quoique, dans mon affection pour lui, je fusse « très-porté à le délivrer, cependant, en raison de « certains vices incurables qui règnent en moi, je n'y « suis nullement propre. D'abord, telle est ma soif « immodérée de luxure et de voluptés sensuelles « (abominable source de tout vice), que si j'étais fait « roi des Scots, je ne respecterais ni jeunes filles ni « matrones; de telle sorte que mon intempérance « vous serait plus insupportable que ne vous l'est à « présent la sanguinaire tyrannie de Macbeth. » — « Sur quoi Macduff répondit : « C'est un très-odieux « vice assurément, car maints nobles princes et rois « ont perdu par là leur royaume et leur vie. Toutefois, « il est assez de femmes en Écosse; suivez donc mon « conseil; faites-vous roi : je me charge de mener les « choses si prudemment et si secrètement que vous « serez satisfait dans vos plaisirs sans qu'aucun le « sache. » — Malcolm reprit alors : « Je suis aussi « la plus avaricieuse créature de la terre; si j'étais « roi, je chercherais tant de moyens d'acquérir terres « et domaines que je ferais périr la plupart des no- « bles d'Écosse par de fausses accusations, à cette

« fin de jouir de leurs biens, propriétés et richesses.
« Et pour vous montrer quels malheurs pourraient
« fondre sur vous par le fait de mon insatiable ava-
« rice, je veux vous répéter une fable : Il y avait
« un renard qui, s'étant fait une plaie, fut assailli
« par un essaim de mouches, acharnées à sucer tout
« son sang; un autre renard survenant lui demanda
« s'il voulait qu'il chassât ces mouches : Non, ré-
« pondit-il, car celles-ci, bientôt repues, sont déjà
« moins avides; si vous les chassiez, d'autres plus
« altérées viendraient remplacer les premières. De
« même, continua Malcolm, laissez-moi demeurer
« où je suis, de peur que si je réussissais à m'emparer
« du royaume, mon insatiable avarice ne vous fît
« paraître bien légers les outrages dont vous vous
« plaignez aujourd'hui. » — A cela répondit encore
« Macduff : « Ce vice-ci est bien pire que l'autre,
« car l'avarice est la source de toute sorte de mal-
« heurs, et ce vice est celui qui a perdu et fait périr
« la plupart de nos rois. Cependant, suivez encore
« mon conseil, et acceptez la couronne : il est en
« Écosse assez de richesses et d'or pour satisfaire vos
« cupides désirs. » — Alors Malcolm reprit encore :
« Je suis porté à la dissimulation, à l'artifice et
« au mensonge, si bien que c'est mon bonheur na-
« turel de trahir et tromper ceux qui se fient à ma
« parole. Or, puisque rien ne convient à un prince
« comme la constance, la vérité, la justice, et toutes
« les autres vertus ennemies du mensonge, vous
« voyez combien je suis impropre à gouverner au-
« cune province, à moins qu'ayant un secret pour
« habiller et couvrir tous mes autres vices, vous

« n'en ayez un pour cacher celui-ci parmi le reste. » « Là-dessus, Macduff : « Ah ! c'est là le pire de tous, « et je te laisse en m'écriant : Malheureux Écossais, « que tant de calamités accablent coup sur coup ! « Vous avez d'un côté un maudit et méchant tyran « qui, régnant sur vous sans droit ni titre, vous op- « prime par sa cruauté sanguinaire; et de l'autre, ce- « lui qui auroit tous droits à la couronne *s'est si bien* « *imprégné de l'inconstance et des vices manifestes* « *des Anglais* (1) qu'il n'est pas digne d'en jouir; « car, de son propre aveu, il est non-seulement « avare et livré à une insatiable luxure, mais encore « traître si félon qu'on ne peut avoir aucune fiance « à sa parole. Adieu, Écosse; car désormais je me « regarde comme banni pour toujours, sans réconfort « ni consolation... (Et à ces mots d'amères larmes tom- « bèrent de ses yeux). »

Enfin, au moment où il était prêt à partir, Malcolm l'arrête par le bras, et lui dit : « Réconforte-toi, Mac- « duff; je n'ai aucun de ces vices, et n'ai fait que plai- « santer avec toi pour t'éprouver; car déjà maintes et « maintes fois Macbeth a cherché à me surprendre. « Mais plus j'ai mis de lenteur à me rendre à ta re- « quête, plus j'userai de diligence pour accomplir ce « que nous aurons résolu. » Là-dessus ils s'embrassè- « rent, promirent d'être fidèles l'un à l'autre, et se con- « sultèrent sur ce qu'ils avaient de mieux à faire. »

On remarquera plus tard la contre-partie de ce

(1) Shakspeare a négligé ce trait de satire, pour y substituer cet admirable appel au père et à la mère de Malcolm, *qui*, dit Macduff, *étaient, ton père, un saint homme, et ta mère, plus souvent à genoux que sur ses pieds, mourant chaque jour de sa vie.*

tableau à la manière antique, dans l'entrevue de Charles-Édouard et de Boisdale, à bord de la Doutelle, au moment où, comme Malcolm, le jeune prince va arborer son étendard sur la terre d'Écosse.

Malcolm et Macduff s'étant concertés, entrent en campagne : « Les nobles se divisent en deux fac« tions, les uns pour eux, les autres pour Macbeth. » Après divers combats, c'est Macbeth qui a le dessous, et se voit peu à peu abandonné des siens. Il se rappelle encore la prédiction qui lui a promis qu'il régnera jusqu'à ce que la forêt de Birnam se transporte à Dunsinane. Justement il est dans le comté de Fife et au pied du château de Dunsinane, où il croit pouvoir braver tous ses ennemis. Mais Malcolm, qui l'a suivi de près, « commande à chaque homme de « son armée de prendre une grosse branche, et de « s'avancer sans bruit, pendant la nuit, derrière cette « forêt mobile. » Le matin, à cette vue, Macbeth éprouve un accès de découragement; mais du moins il est encore invulnérable, car il lui a été dit qu'il ne périrait par aucun homme né d'une femme. Avant de croiser le fer avec Macduff, il le raille en lui racontant cette prédiction. Mais Macduff, son épée nue à la main : « On t'a prédit vrai, Macbeth ; et tes cruau« tés vont avoir aujourd'hui une fin, car je suis celui « dont tes sorcières ont parlé, moi qui ne naquis pas « de ma mère, car elle était morte lorsqu'on m'arracha « de son sein. » — Ce disant, il se précipite sur lui et « le tue sur place; puis lui coupant la tête, il la fixe « au bout d'une lance et l'apporte à Malcolm. Ainsi « finit Macbeth, après avoir régné dix-sept ans (1). »

(1) Hollinshed place cet événement à la date de 1057.

CHAPITRE II.

MALCOLM CANMORE.

Nous retrouvons dans la physionomie du fils de Duncan quelques-uns des traits de notre Clovis, et à côté de lui, sur le trône, une autre Clotilde. Malcolm, surnommé Canmore (grosse tête), avait l'impétuosité, la fureur batailleuse, et la violence du *fier Sicambre;* mais le lion devenait agneau sous le charme de la reine, ange de douceur et de paix. Cette princesse était Marguerite, sœur de l'atheling saxon, que Malcolm avait connue et peut-être aimée dans son exil en Angleterre. Cette digne petite-nièce d'Édouard le Confesseur, monarque plus grand comme saint que comme roi, aurait préféré un couvent au trône de la *barbare* Écosse; mais, princesse proscrite, elle se résigna à partager ce trône avec un prince autrefois proscrit et fugitif comme elle. Quoique porté par caractère à guerroyer, Malcolm, par reconnaissance et par amour, se fit un civilisateur et presque un apôtre chrétien. Il savait à peine lire, et il eût méprisé les missels qui occupaient tous les loisirs de sa femme; mais pour mériter à la fois son sourire indul gent et ses douces prières, il vénérait ces livres sacrés qu'il ne comprenait pas; il les baisait dévotement, et voulait qu'ils fussent splendidement reliés. Cette piété n'était encore que la superstition de l'amour. Malcolm fit plus: la douce et sainte Marguerite était naturellement un peu prêcheuse, et s'immisçait volontiers

dans les questions d'Église. Malcolm alors lui servait d'interprète auprès de ces prêtres de la race gaëlique, qui n'entendaient pas l'anglais, mais qui étaient fiers du patronage et de la collaboration de la reine.

D'ailleurs, dans le bas pays de l'Écosse, s'établirent bientôt quelques seigneurs d'Angleterre, les uns saxons, les autres normands : ceux-ci, les victimes de la conquête sous Guillaume de Normandie ; ceux-là, mécontents peut-être du partage. Ces sujets d'adoption étaient à ménager pour eux-mêmes, pour la reine et pour son frère aussi, car avec Marguerite était venu en Écosse, après la bataille d'Hastings, Edgard, réclamant de Malcolm l'hospitalité qu'il avait reçue lui-même à la cour saxonne. Peu à peu la cour d'Écosse devait naturellement accepter l'influence des mœurs de ces étrangers, et parler comme eux l'anglo-saxon. Ce dialecte enfin ne fut pas inutile à Malcolm dans sa vie de guerroyeur, car, plus tard, il fit des incursions sur le territoire anglais, ravageant ces mêmes provinces du Nord dont les habitants, fuyant devant Guillaume, s'étaient en partie réfugiés en Écosse. Il emmena aussi des prisonniers en grand nombre dans son propre royaume, pour y cultiver la terre *comme esclaves*. Malheureusement, la guerre devait avoir de cruelles représailles avec un ennemi tel que Guillaume. Celui-ci fit à son tour une campagne en Écosse, quoique les chroniqueurs écossais prétendent qu'il ne dépassa jamais la frontière. Selon les uns, Malcolm se soumit et prêta serment de vassal à Guillaume ; selon les autres, cet hommage fut en effet obtenu du roi d'Ecosse, mais parce qu'il retint la possession féodale des terres par lui conquises en Angleterre. Ce

qu'il y a de certain, c'est que dans les révolutions de ce siècle l'Écosse resta elle-même, toujours le pays des *Scots*, tandis que l'Angleterre changea tout à fait le caractère de sa nationalité anglo-saxonne, étant devenue par la conquête une Angleterre *normande*, la propriété territoriale non pas seulement des chevaliers, mais encore des ecclésiastiques normands, substitués partout, les uns aux thanes saxons, les autres aux prêtres saxons. Remarquons encore que c'est en ce moment que le roi d'Écosse s'allie par mariage avec le roi d'Angleterre, mais justement avec le roi vaincu et dépossédé. Si un mariage devait rapprocher les deux pays, calmer les haines et les rivalités des deux couronnes, ce n'était pas sans doute celui de Malcolm et de Marguerite. Cependant, l'élément de la civilisation normande s'introduit réellement à cette époque dans le bas pays de l'Écosse. C'est en même temps dans cette partie du royaume, à Édimbourg, que le siége de la royauté tend à se fixer, et la constitution de l'État, encore celtique, incline de plus en plus aux formes féodales. Le roi restera le chef suprême, quoique non absolu; son pouvoir, comme celui des rois d'Angleterre, sera contrôlé par la haute noblesse, mais il n'aura que plus tard pour contrepoids régulier les trois états du royaume. Si vers le milieu du quatorzième siècle, nous trouvons le grand conseil d'Écosse constitué de manière à répondre à la définition moderne de la représentation nationale; si le parlement, assemblé à Édimbourg en 1357, nous offre la réunion des délégués des dix-sept bourgs royaux, formant le troisième ordre de l'État, et s'associant aux délégués des prélats et des barons pour

régler les conditions du retour de David II, retenu captif par les Anglais, nous sommes encore loin du gouvernement représentatif. L'importance de la classe qui aurait pu prétendre à parler au nom du peuple ou des communes ne grandit que lorsque des villes industrielles et commerçantes groupèrent autour d'une corporation municipale une population assez considérable de bourgeois et d'artisans pour faire équilibre au cortége armé de la féodalité. Or, l'Écosse, sous le double rapport de l'industrie et de l'agriculture, fut longtemps en arrière de l'Angleterre.

Le roi avait la haute direction de l'État comme chef de l'aristocratie militaire, et comme grand-juge ou administrateur de la justice. Il était la source des honneurs, parce que c'était lui qui distribuait les rangs et les dignités. Mais à la longue, quoique le monarque, en Ecosse comme en Angleterre, fût plus particulièrement la personnification de la hiérarchie aristocratique, les luttes des rois avec la noblesse les forcèrent plus d'une fois de s'appuyer sur les représentants directs de la nation, et un parlement se constitua. Pendant longtemps la royauté, en apparence, gagnait seule à cette alliance, mais plus tard les précédents ne manquèrent pas au parlement pour réclamer sa part de la souveraineté; et l'aristocratie du bas pays, battue dans les révoltes féodales, sut à son tour habilement transporter ses forces sur le terrain des discussions parlementaires.

Nous ne saurions ici signaler toutes les différences essentielles qui distinguaient les deux peuples, dont un siècle d'*union* n'a pu encore former une nation homogène. Quelques-uns de ces traits caractéristiques ressortiront du récit de leurs rivalités.

CHAPITRE III.

SUCCESSEURS IMMÉDIATS DE MALCOLM CANMORE.

Malcolm Canmore mourut en 1093 à la bataille d'Alnwick, surpris et trahi dans une de ces incursions en Angleterre qui prouvent que Guillaume avait bien pu châtier l'Écosse, mais non la soumettre. Son fils aîné étant mort avec lui, et les autres étant trop jeunes pour lui succéder, la couronne échut à leur oncle Donald (le Donaldbane de Shakspeare), qui s'était réfugié en Irlande après l'assassinat de Duncan. Son règne fut troublé par les prétentions de l'oncle maternel de ses neveux. Alexandre, l'un de ces derniers, finit par s'asseoir sur le trône, et il défendit à la fois ses domaines contre les chevaliers normands, et les libertés de l'Église d'Écosse contre les évêques de Cantorbéry et d'York, qui aspiraient à une suprématie sur toute l'île. Son frère David, qui lui succéda en 1123, continua plus vigoureusement encore la politique de Malcolm Canmore, dont il eut les nobles qualités avec une éducation meilleure. Oncle de l'impératrice Mathilde, fille de Henri I[er], David défendit la succession de sa nièce contre les prétentions du comte de Boulogne. Lorsque ce prince se fit couronner sous le nom d'Étienne, le roi d'Écosse s'empara du comté de Northumberland, s'avança deux fois jusqu'au cœur du Yorkshire, et y porta une guerre dont les histo-

riens anglais dénoncent la cruauté, oubliant que l'armée écossaise se composait en partie de Normands ou d'Anglais chassés de leur pays par la guerre civile. Pour ceux-ci, cette guerre était une occasion de représailles contre leurs ennemis personnels, et ils rivalisèrent de barbarie avec les sauvages Galwegiens, corps de soldats à demi sauvages, qu'on supposait être les derniers débris des anciens Pictes (1). David, à l'instigation des exilés, refusa le Northumberland qu'on lui offrait pour prix de sa retraite. Ce refus imprudent détacha de son parti deux barons, Robert de Bruce et Bernard de Baliol, qui possédaient à la fois des terres sur les deux frontières. A leur défection on peut attribuer en partie au moins la perte de la grande bataille dite de l'Étendard (2), qui dispersa une des plus belles armées de l'Écosse, qu'il eût fallu ménager pour mieux profiter des discordes civiles de l'Angleterre. Cependant David sut encore se rendre assez redoutable à Étienne pour en obtenir, après sa défaite, ce même comté de Northumberland qui lui était offert avant la bataille. Dans son propre royaume, ses donations au clergé et de nombreux

(1) Les sauvages à demi nus et à demi armés auxquels les Normands furent obligés de céder, à Northallerton, l'honneur de combattre à l'avant-garde, habitaient surtout la province de Galloway, sur la côte opposée à l'Irlande, d'où ils étaient venus en Écosse. C'étaient donc plutôt des Scots que des Pictes. Après la bataille de l'Étendard, les habitants de Galloway ne sont plus appelés que les *Galwegiens*.

(2) *L'étendard! l'étendard!* criaient les Anglais, qui avaient dans leur armée une bannière sainte envoyée par Thurstan, évêque de York.

monastères fondés par sa piété généreuse lui valurent d'être canonisé après sa mort. *Saint fatal à la couronne!* dit plus tard un de ses successeurs, lorsque le clergé se trouva plus riche en Écosse que le roi. Les historiens, en répétant cette protestation contre saint David, n'ont pas tous oublié qu'en se montrant si religieux, ce monarque servait aussi la civilisation dans un siècle où les monastères étaient non-seulement les dépositaires des hautes sciences, mais encore les dispensateurs de toute éducation pour la seule classe qui pouvait alors en recevoir les éléments. En Écosse comme ailleurs, l'Église fut longtemps aussi la seule école des beaux-arts, des belles-lettres, de l'agriculture, et même des métiers manuels. Quant à la sainteté de David, il faut bien dire qu'on canonisait alors les rois aussi facilement que sous les Césars à Rome on avait décerné l'apothéose aux empereurs. Mais les artistes qui ont vu les ruines de l'abbaye de Melrose seront comme nous très-indulgents pour la pieuse libéralité du frère de Malcolm III.

Malcolm IV, son fils et son successeur, est on ne sait pourquoi surnommé *la Vierge;* car, si le trône passa après lui à son frère, faute d'enfants légitimes, les antiquaires ont découvert dans le cartulaire de l'abbaye de Kelso une charte par laquelle il avoue un fils naturel. Prince actif et brave, il fut moins heureux à la guerre que son père, et se vit forcé de rendre au roi d'Angleterre ce comté de Northumberland acquis par l'Écosse sous le règne précédent. Tenu en échec par la supériorité des armes normandes, il put du moins tourner ses efforts contre ces mêmes sauvages de Galloway, toujours redoutables au sou-

verain qui ne les conduisait pas au pillage en Angleterre. Il parvint à les soumettre. Il lui fallut réduire aussi le comté de Moray, habité par une peuplade issue de ces Scandinaves jetés sur plusieurs points de l'ancienne Écosse par le continuel flux et reflux des hommes du nord, Danois ou Norwégiens. Cette peuplade, composée moitié de chasseurs et de pasteurs, comme les tribus gaëliques des montagnes, refusait de se fondre dans l'unité nationale. Malcolm IV la dispersa sur les divers comtés de ses États, en lui défendant de chercher à se grouper en tribu distincte. Les rois écossais commençaient à comprendre le besoin de réunir en faisceau les éléments de cette nationalité qui allait avoir à se défendre contre le génie conquérant de la chevalerie normande. Malcolm IV mourut en 1165.

CHAPITRE IV.

GUILLAUME LE LION ET HENRI II.

C'est du règne de Guillaume le Lion, frère et successeur de Malcolm IV, que date la grande querelle de la suzeraineté des rois normands, prétexte des guerres continuelles des deux peuples, jusqu'à leur réunion sous une seule couronne, cinq siècles après.

Tout semblait promettre un règne glorieux à Henri-Plantagenet, lorsqu'à la mort d'Étienne de Blois il monta sur le trône d'Angleterre (19 décembre 1134). Possédant du chef de son père l'Anjou, la Touraine, le Maine et une partie du Berri; duc de Normandie par sa mère Mathilde, il était encore, par la dot d'Éléonore sa femme, le maître de la Guyenne, de la Saintonge, du Poitou, de l'Auvergne, du Périgord, de l'Angoumois et du Limousin, réunissant ainsi le tiers du beau royaume de France à la conquête de son aïeul Guillaume. Emporté, plein d'orgueil, mais surtout ambitieux, ce prince ne dédaignait pas de descendre à la ruse quand il s'agissait de réussir dans les desseins de sa politique. Assez puissant pour se faire craindre de ses ennemis au dehors, il sut aussi faire respecter son administration intérieure en domptant ou contenant les grands; mais sa lutte avec le clergé fut moins heureuse. Prévoyant tout ce que ce corps préparerait de résistance aux innovations qui

menaçaient ses priviléges, Henri avait cru faire un acte de profonde politique en appelant à la première dignité ecclésiastique de ses États son favori, le fameux Thomas Becket, courtisan aimable, négociateur habile, capitaine expérimenté, auquel il ne manquait donc en apparence que les vertus cléricales. Peu importait à Henri, qui pensait n'avoir besoin que de son dévouement à ses volontés; mais sous la mitre de primat d'Angleterre, Becket «dépouilla le vieil homme» ou changea d'ambition. Traitant avec son roi de puissance à puissance, cet opiniâtre champion des droits de Rome ne céda pas même en voyant étinceler le glaive de ces assassins que suscitèrent contre lui des paroles imprudentes arrachées par le dépit à Henri-Plantagenet. Bien plus, sa mort acheva la victoire de l'Église : les foudres de l'excommunication frappèrent le monarque, et ses sujets prirent parti pour le prélat devenu martyr. En vain Henri s'humilia, désormais sa fortune semblait l'avoir abandonné. Sa femme et ses enfants conspirèrent avec les mécontents, et les rois ses égaux se liguèrent avec les rebelles.

Parmi ses ennemis, Guillaume, roi d'Écosse, se montra le plus ardent. Guillaume avait réclamé en vain la restitution du Northumberland. Abusé par les promesses de Henri, il saisit avidement l'occasion de la vengeance. Il fut convenu entre les alliés que, pendant que Louis VII envahirait la Normandie, et que les partisans de Geoffroy et de Richard, fils du roi anglais, investiraient les places fortes d'Aquitaine et de Bretagne, le comte de Flandre descendrait sur les côtes méridionales d'Angleterre, et le roi d'Écosse ferait une excursion sur les frontières du nord. Bien-

tôt les Écossais sont maîtres d'Appleby, d'Harbottle, de Warworth; déjà leurs ravages s'étendent au-delà de ces forteresses, et jettent l'épouvante jusque dans le comté d'York. Sur le continent, les efforts des ennemis de Henri sont si bien concertés que la couronne semble chanceler sur sa tête. Il était lui-même en Normandie, lorsque, accablé par la menace de tant de périls, il crut y voir les preuves évidentes d'une intervention surnaturelle : ses remords se réveillèrent, et il prit la résolution d'aller solennellement fléchir le ressentiment de Thomas Becket à Cantorbéry. Peut-être aussi, entendant attribuer par le peuple tous ses revers à l'assassinat commis en son nom, il jugea convenable de céder à l'opinion populaire, au lieu de révoquer en doute les miracles du martyr, attestés d'ailleurs par sa canonisation.

Henri s'embarque presque mystérieusement et arrive à Southampton; sans prendre aucun repos, il met pied à terre et voyage toute la nuit jusqu'à Cantorbéry : à peine au lever du jour aperçoit-il les clochers de la ville qu'il descend de cheval, change ses habits pour un cilice, et marche pieds nus sur les cailloux de la route, « où l'on remarqua en plusieurs endroits l'empreinte sanglante de ses pas. » Il franchit en tremblant le portail de la cathédrale, et se fait conduire dans la crypte, église souterraine, où était le tombeau de Becket : là, il se prosterne, étend les bras en croix dans l'attitude de la plus humble prière, et l'évêque de Londres déclare en son nom qu'il ne fut coupable que de quelques paroles inconsidérées; mais que puisqu'elles causèrent la mort du saint, il se soumet à la discipline de l'Église. Les moines du cou-

vent, au nombre de quatre-vingts, quatre évêques, les abbés, et d'autres prêtres présents, étaient armés d'une corde garnie de nœuds. Henri découvrit ses épaules et reçut cinq coups de chaque prélat, trois de chaque prêtre ou moine. Après cette fustigation, le monarque reprit sa posture suppliante jusqu'à ce que la cloche de minuit sonnât les matines : alors il visita tous les autels de la cathédrale, se mit en oraison devant tous les corps saints, et au point du jour, après avoir entendu la messe, il rompit son jeûne en buvant de l'eau rougie avec quelques gouttes du sang de Becket. Ayant voté une somme annuelle destinée à entretenir des cierges allumés autour du tombeau, il partit pour Londres, où, épuisé par cette rude pénitence, il fut obligé de rester cinq jours au lit avec la fièvre.

Le soir du cinquième jour, un messager, porteur de nouvelles importantes, arrive et demande à être admis sans retard auprès de Henri : le roi le reconnaît pour être au service de Ranulfe de Glanville, depuis grand-justicier d'Angleterre. « Glanville est-il sain et sauf? lui demande-t-il. — Oui, sire, répond le messager, et il a sous sa garde votre ennemi le roi des Scots. — Répète-moi ce que tu viens de dire, s'écrie Henri, transporté de joie. » Le messager répéta que le roi d'Écosse était prisonnier, et remit ses dépêches à Henri, qui fit assembler les membres de son conseil, et, remerciant Thomas Becket de son intercession miraculeuse, leur communiqua la nouvelle de sa réconciliation avec le saint martyr; car, en comparant les dates, il leur fit observer que Guillaume avait été fait prisonnier le matin du jour où il avait lui-même

accompli le dernier acte de sa pénitence. C'était le 12 juillet que les barons du Yorkshire, ayant rassemblé leurs vassaux, étaient accourus par une marche forcée jusque sous les remparts d'Alnwick, où Guillaume en personne, à la tête d'un corps d'élite, surveillait les mouvements de la garnison, pendant que le reste de sa nombreuse armée mettait à feu et à sang tout le comté de Northumberland. Un brouillard qui avait régné toute la nuit fit croire aux barons du Yorkshire qu'ils s'étaient égarés : les plus prudents proposaient déjà la retraite, lorsque Bernard de Baliol s'écria qu'il y allait de l'honneur, et ranima leur courage. L'aurore, dissipant le brouillard, leur découvrit les remparts d'Alnwick dans le lointain, et Guillaume qui chevauchait avec soixante cavaliers à sa suite. Le roi d'Écosse prit d'abord les Anglais pour un détachement de ses propres troupes revenant de la maraude; mais s'apercevant de son erreur : « On va voir qui sont les vrais chevaliers, » cria-t-il aux siens, et il chargea l'ennemi. Accablé par le nombre et désarçonné, il fut forcé de rendre son épée à Glanville. Ses barons partagèrent volontairement son sort. On le mit sur un cheval, on lui attacha les jambes, et il fut conduit ainsi garrotté jusqu'à Newcastle. La nouvelle de sa captivité jeta la terreur dans son armée, qui se dispersa.

La protection de saint Thomas Becket ne fut pas moins puissante pour le roi repentant, sur tous les autres points où il était menacé par des rebelles et des ennemis. Ce fut Henri qui bientôt dicta partout les articles de la paix.

Guillaume fut enfermé d'abord à Richmond; et

dans ce siècle où les prophéties de Merlin n'obtenaient guère moins de croyance que les miracles de Thomas Becket, on ne manqua pas de rappeler que le magicien avait annoncé cet événement, lorsqu'il avait dit qu'un roi d'Écosse serait bridé avec un frein forgé dans la baie d'Armorique (1).

De Richmond, Guillaume fut transféré au château de Falaise, où l'ennui du captif et l'impatience de ses sujets furent d'accord pour racheter sa liberté au prix exigé par le vainqueur. Du consentement de ses barons et de son clergé, Guillaume se reconnut « le vassal de Henri pour l'Écosse et ses autres possessions : » traité important, duquel datèrent les prétentions d'Édouard Ier et de ses successeurs sur l'Écosse. Le clergé anglais voulut aussi établir sa suprématie sur le clergé écossais : l'acte en fut rédigé et signé; mais, avec une finesse caractéristique de leur nation, les évêques du peuple vaincu y introduisirent une clause illusoire qu'ils surent bien faire valoir plus tard.

Guillaume n'eut garde de douter du miracle de saint Thomas Becket; quelque cher qu'il lui eût coûté, ce miracle lui sauvait en quelque sorte l'honneur; mais, voulant aussi se rendre le saint favorable, ou du moins obtenir de lui la neutralité dans l'occasion, il lui consacra un monastère à Aberbrothock. Cet acte de dévotion envers le dernier martyr canonisé par Rome n'empêcha pas le pape Alexandre de

(1) *Dabitur maxillis ejus frænum quod in armorico sinu fabricabitur :* — Le château de Richmond avait été fondé par un prince de Bretagne.

prendre parti pour le roi et le clergé d'Angleterre, lorsque les évêques d'Écosse refusèrent de reconnaître la juridiction des archevêques d'York et de Cantorbéry, toujours jaloux d'étendre leur suprématie sur l'autre rive de la Tweed. Guillaume, à son tour, quoique vassal d'un roi qui n'avait vaincu qu'en courbant ses épaules sous la flagellation ecclésiastique, refusa de se soumettre à la décision du pape au sujet de la nomination de l'archevêché de Saint-André, et brava l'interdit et les foudres de l'Église. La mort du pape lui donna seule gain de cause. En 1188, Clément III déclara solennellement que l'Église d'Écosse était la fille de l'Église de Rome par «grâce spéciale,» et ne devait relever que de Rome.

Henri II, cependant, méditait une croisade; il offrit de rendre à Guillaume les châteaux de Roxburgh et de Berwick, si ce prince voulait céder les dîmes de son royaume pour la guerre sainte; les barons d'Écosse, assemblés en parlement, répondirent qu'ils n'y consentiraient pas, «quand bien même les *deux* rois auraient juré de les lever.» Cette réponse prouve combien les Écossais saisissaient avidement l'occasion de protester contre le traité qui soumettait l'Écosse à l'Angleterre; enfin, ce traité, qu'ils supportaient comme un joug humiliant, fut annulé à l'avénement de Richard Cœur-de-Lion, fils de Henri. Ce prince, selon les historiens anglais, fut impolitiquement généreux dans cette circonstance; mais il s'agit d'examiner s'il pouvait faire autrement. Richard partait pour la Terre-Sainte; il devait craindre qu'en son absence l'Écosse ne recommençât ses invasions sous le prétexte de reconquérir son indépendance; il avait,

d'ailleurs, besoin d'argent : un seul de ces motifs aurait pu suffire. Guillaume, sur son invitation, se rendit à sa cour, tenue dans Cantorbéry. Ce fut là que, moyennant dix mille marcs d'argent, Richard déclara qu'il rendait à Guillaume, « roi d'Écosse par la grâce de Dieu, » les châteaux de Roxburgh et de Berwick, qu'il annulait toutes les obligations que son père lui avait arrachées en abusant de sa captivité, et qu'il rétablissait les limites des deux pays telles qu'elles étaient avant cet événement.

David, comte d'Huntingdon, frère du roi, combattit en Palestine sous la bannière anglaise. Éprouvé par des périls et des aventures non moins extraordinaires, il eut sa part de gloire, même à côté de Cœur-de-Lion. Lors de la captivité de Richard, Guillaume donna deux mille marcs pour sa délivrance, soit en pur don, soit plutôt pour acquitter le reste de la dette de son royaume.

Sous Jean-sans-Terre et Henri III, l'animosité des deux peuples ne s'éteignit pas, mais n'éclata qu'en courtes hostilités; Guillaume et les deux Alexandre ses successeurs éludèrent toute espèce d'hommage qui eût compromis l'indépendance nationale; ils furent fidèles à l'alliance française, soutinrent les barons anglais qui réclamaient la grande charte, et donnèrent asile aux mécontents.

Alexandre III avait été fiancé à la fille de Henri III, et il se rendit à York pour l'épouser; le roi d'Angleterre voulait qu'il se reconnût son vassal; le jeune roi répondit prudemment qu'il était venu « pour se marier, et non pour traiter d'affaires d'État. » Cette

distinction était remarquable dans la bouche d'un monarque de quatorze ans.

La jeune reine fut emmenée en Écosse, et se plaignit bientôt d'y être la prisonnière plutôt que l'épouse d'Alexandre. Henri envoya des commissaires pour vérifier les doléances de sa fille, et, selon la chronique, ces commissaires exigèrent que le mariage ne fût pas seulement un lien politique (1). Alexandre III eut à repousser une formidable invasion du roi Hacco de Norwége, qui lui disputait la souveraineté des îles Hébrides. Les Norwégiens furent vaincus à Largs, près de l'embouchure de la Clyde, et la tempête brisa ou fit échouer la plupart des vaisseaux de leur flotte. Pour prévenir le retour de cette querelle, un mariage fut conclu entre Marguerite, fille d'Alexandre, et le jeune Éric, successeur de Hacco.

Malheureusement le roi d'Écosse, encore dans la fleur de l'âge, perdit ses deux fils. Il se remaria à Jollete, fille du comte de Dreux. Quelques jours avant cette union, il lui était apparu tout à coup un spectre infernal, comme celui qui, en France, troubla la raison de Charles VI. Le roi en éprouva une profonde terreur. Était-ce la personnification d'un de ces pressentiments indéfinissables qui affectent les têtes les plus fortes? Le pressentiment ne se vérifia que trop : il n'y avait que peu de temps qu'Alexandre avait

(1) *Fecerunt eos licenter in uno lecto ut sponsum et sponsam condormire.* Ils les firent s'endormir en époux et épouse dans un seul lit.

épousé Jollete, et il chevauchait près de Kinghom (le rocher du roi, nom donné à cette localité depuis l'événement fatal), lorsque le pied manqua au cheval, qui tomba dans un précipice avec son cavalier. Il ne restait des enfants d'Alexandre III que sa seule petite-fille, née de Marguerite, mariée à Éric, roi de Norwége, et appelée du même nom. Ce fut en 1286 que Marguerite de Norwége se trouva ainsi héritière du trône d'Écosse, à l'âge de trois ans.

CHAPITRE V.

ÉDOUARD Ier ET JEAN BALIOL.

Lorsque Édouard Ier monta sur le trône d'Angleterre (1274), à son retour de la Palestine, on ne pouvait voir en lui qu'un héros digne de son aïeul Cœur-de-Lion par le courage, et un champion désintéressé de la chrétienté. Sur les champs de bataille comme dans les tournois, il semblait n'avoir aimé la gloire que pour elle-même; mais l'ambition seule dirigea désormais ses entreprises, et en lui le politique l'emporta même sur le guerrier. Le pays de Galles devint sa conquête, et, quand l'Écosse fut exposée aux dangers d'une minorité, sous une princesse en bas âge, il dut regarder naturellement ce royaume comme une proie assurée : il y avait même en sa faveur tant de chances que ce prince peu scrupuleux put se donner tous les dehors de la modération en laissant, pendant près de quatre années, les événements se succéder sans avoir l'air d'y prendre part. De sinistres et inquiètes pensées accablaient tous les esprits dans la malheureuse Écosse, où l'on se rappelait avec effroi le spectre apparu à Alexandre III. On citait des prédictions de Thomas le Rimeur; on chantait tristement la félicité dont on avait joui sous le roi défunt; on célébrait ses vertus dans ces poésies qui se terminaient par une prière plaintive :

When Alexander our king was dead, etc.

« Quand est mort Alexandre notre roi, qui gouvernait l'Écosse par l'amour et les lois, nous avons vu s'évanouir notre abondance d'ale et de pain, de vin et de miel, nos jeux et nos fêtes si gaies : notre or s'est changé en plomb (1). O Christ né d'une vierge, sois secourable à la pauvre Écosse, et souviens-toi qu'elle est dans la perplexité. »

Les tuteurs naturels de la jeune princesse norwégienne étaient son père, le roi Éric, et son grand oncle, Édouard d'Angleterre.

Les barons de l'Écosse, assemblés en parlement, nommèrent six régents pour gouverner le royaume, et demandèrent la jeune reine à son père. Le roi de Norwége, dont quelques historiens ont fait un père très-indifférent, hésitait à confier sa fille à cette noblesse si fière, et dont la bonne foi lui paraissait au moins douteuse; il crut trouver pour elle un protecteur dans Édouard, et les Écossais apprirent que le monarque anglais venait d'obtenir du pape les dispenses nécessaires pour le mariage du prince de Galles avec la vierge de Norwége : c'est ainsi que Marguerite est communément désignée. Le plus prudent pour eux fut d'applaudir à cette alliance, en prenant Édouard pour l'arbitre de tous leurs différends. Un traité fut conclu, dans lequel tous les droits de l'Écosse furent reconnus par Édouard, d'autant plus facilement qu'il croyait agir pour son fils, car déjà il intervenait dans tous les actes de souveraineté au nom de sa

(1) Our gold is turned into lead.

C'est, moins les épithètes, le vers de Racine :

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé!

future belle-fille. S'essayant, en quelque sorte, à l'usurpation qu'il méditait, il avait nommé gouverneur d'Écosse l'évêque de Durham, et se faisait des créatures par ses largesses parmi les barons les plus influents, lorsqu'on apprit (septembre 1290) la mort de la jeune reine, qui avait été obligée de relâcher aux Orcades en partant de Noréwge.

La crise où se trouvait l'Écosse fut compliquée par cet événement : Édouard changea de plan. Il n'existait plus de descendants d'Alexandre III; la couronne appartenait à ceux de David, comte d'Huntingdon, le compagnon d'armes de Richard Cœur-de-Lion. Le rôle d'Édouard était de se porter pour arbitre entre les candidats : il s'en présenta jusqu'à treize; car il entrait dans sa politique d'en susciter un grand nombre, de n'en repousser aucun, quelque légers que fussent ses titres, et de les flatter tous de l'espérance de sa protection : aussi obtint-il de tous la reconnaissance de sa suzeraineté sur l'Écosse, et ce fut d'un commun consentement qu'ils lui remirent toutes les places fortes, sous prétexte que, comme juge, il devait tenir en dépôt toutes les pièces du procès. De concession en concession, de délais en délais, le procès dura plus de quatre ans, et alors Édouard était si évidemment non-seulement le suzerain, mais encore le maître de l'Écosse, que celui des prétendants à qui la couronne serait délivrée ne pourrait plus la recevoir de lui que comme un don de pure générosité.

Parmi tous ces candidats à la couronne, Jean Baliol avait les titres les plus incontestables : Robert Bruce pouvait seul les balancer; mais, en se prononçant

pour Baliol, Édouard, on doit le supposer, vit en lui celui de tous les candidats dont le caractère faible lui promettait le vassal le plus docile. Baliol fut donc couronné, et bientôt il se rendit à Newcastle pour y rendre hommage au roi d'Angleterre.

Baliol ne tarda pas à comprendre qu'il n'était qu'un instrument dans les mains d'Édouard. Celui-ci saisissait toutes les occasions de lui rappeler sa dépendance. Si Baliol se soumettait, il était pour lui affable, et juste même; s'il voulait faire le roi, Édouard le traitait avec une hauteur qui lui prouvait qu'il s'adressait à un maître. Cependant Édouard se trouvait lui-même, à cause de l'Aquitaine, le vassal de Philippe, qui voulut en exiger l'hommage dû au seigneur suzerain. Édouard refusa; et, ayant déclaré la guerre, somma Baliol et les barons d'Écosse de joindre sa bannière. Les Écossais méprisèrent cet appel : ils assemblèrent un parlement, et se liguèrent avec le roi de France, qui promit de donner sa nièce, fille du comte d'Anjou, au fils aîné de Baliol. Le Cumberland fut envahi; mais la division régnait parmi les barons d'Écosse : plusieurs étaient à la solde d'Édouard; d'autres avaient des domaines sur la rive anglaise de la Tweed. Édouard assembla une armée de quarante mille hommes aguerris, pénétra en Écosse, prit d'assaut Berwick, gagna la bataille de Dunbar, et, victorieux partout, vit arriver en suppliant le malheureux Baliol, qui, croyant n'avoir plus qu'à demander merci pour ses sujets, abdiqua en faveur de son suzerain.

La terreur et la trahison consommèrent la soumission de l'Écosse. Bruce, comte de Carrick, alors

au service d'Angleterre, rappela au monarque la promesse qu'il lui avait faite de le placer sur le trône : « Croyez-vous, lui dit Édouard, que je n'ai autre chose à faire que de vous conquérir des royaumes? » Les juridictions nationales furent abolies, les grandes charges confiées aux seigneurs anglais, le sceau de l'Écosse fut brisé et remplacé par un nouveau. Enfin, il y avait dans l'église de l'abbaye de Scone, près de l'autel, une énorme pierre ronde et concave, en forme de chaise, sur laquelle les rois d'Écosse s'asseyaient le jour de leur couronnement; c'était une espèce de palladium mystérieux : Édouard ordonna que cette pierre fût transportée à Londres, dans l'abbaye de Westminster, où elle est encore de nos jours. Pour anéantir toutes les chartes contraires à ses prétentions, il détacha le sceau des unes, déchira les autres, et en emporta plusieurs dans les archives de Londres.

La monarchie d'Écosse semblait finie.

CHAPITRE VI.

WALLACE.

« Quand les Saxons (les Anglais) envahirent le « royaume, pour obéir à Édouard, ce roi perfide, « ils y exercèrent de grands ravages, égorgeant nos « seigneurs, détruisant leurs demeures, s'emparant, « suivant leur caprice, des épouses et des veuves, « des nonnes et des jeunes filles. L'Écosse les vit imi- « ter le roi Hérode, en immolant les jeunes enfants; « leur archevêque eut tous les revenus des meilleurs « évêchés; il n'y eut pape au monde qui pût préserver « les églises de leurs violences...... »

Ainsi s'exprime Henri l'Aveugle, l'Homère des ménestrels d'Écosse, en rimant les récits qu'il tenait de la bouche des contemporains d'Édouard. Le chanoine Barbour, chapelain et poëte de Robert Bruce, déplore en vers touchants et naïfs les mêmes malheurs, et l'on aime à l'entendre, avant de commencer ses plaintes, s'écrier avec une conviction passionnée :

Ah! Freedome is a noble thing! etc.

« Ah! la liberté est une noble chose! La liberté « réjouit le cœur de l'homme; il vit heureux celui « qui vit libre : il n'est point de plaisir pour un no- « ble cœur si la liberté lui manque. Que sont tous « les trésors, que sont tous les palais, avec l'odieux

« esclavage! Ah! celui qui a goûté la liberté la met « bien au-dessus de tout l'or du monde! »

Ces sentiments étaient ceux de l'Écosse humiliée et opprimée par les officiers d'Édouard et par ses insolents soldats; mais ces sentiments restaient muets au fond du cœur : quiconque se permettait la plainte était proscrit, mis hors la loi, et forcé de vivre en bandit dans les forêts ou les cavernes.

Non loin de Paisley, dans le Renfrewshire, demeurait un simple chevalier, d'une famille ancienne, mais pauvre, sir Malcolm Galleys d'Ellerslie : il avait un fils appelé Guilliam Galleys, selon l'orthographe normande, et plus connu sous le nom de William Wallace. Ce fils, à peine âgé de dix-huit ans, faisait l'orgueil de son père : il était grand de taille, et d'une force presque merveilleuse; son caractère semblait farouche et violent; cependant il se plaisait surtout dans la compagnie d'un vieux oncle ecclésiastique. Ce n'était pas que le jeune Guilliam songeât à devenir un clerc tonsuré; son oncle l'entretenait plutôt des honneurs qui attendent les hommes de guerre que des bénéfices, grâces auxquels chôment les hommes d'église : il lui vantait la liberté, déplorait les humiliations de la pauvre Écosse, et répétait souvent que ce serait faire chose agréable à Dieu que de délivrer le pays des Anglais. Son neveu l'écoutait avec enthousiasme, et nourrissait contre les oppresseurs une haine qui causait ces transports de violence ou ces accès de sombre humeur qu'on remarquait en lui.

Déjà il avait eu plus d'une querelle avec les Anglais, lorsque, ayant été provoqué par le fils du constable de Dundee, il tira son poignard, et le tua sur la place.

Comme Moïse, quand il eut tué l'Égyptien, Wallace fut obligé de fuir, et eut sa tête mise à prix. Il devint bientôt le chef de ceux qui étaient obligés, comme lui, de se dérober aux sentences des tribunaux d'Édouard. Sa bande se grossit après quelques attaques heureuses contre les Anglais. Le bruit de ses premiers exploits, et le prestige qui s'attachait à sa force, à sa stature gigantesque et à son courage, le désignèrent bientôt comme le sauveur futur de l'Écosse. Il vit accourir sous sa bannière non plus seulement les *outlaws* (proscrits), mais encore des barons avec leurs vassaux, tels que le fameux sir William Douglas le Hardi. Ormesby, le grand-judicier d'Édouard, tenait sa cour à Scone : Wallace le surprit par une marche rapide, dispersa ses troupes, lui enleva un riche butin, fit des prisonniers, et faillit le saisir lui-même.

A la tête d'une armée, Wallace se montra général aussi habile qu'il avait été brave chef de partisans : tout reculait devant lui; il fit main basse sur les oppresseurs. On dit qu'il était surtout impitoyable envers les prêtres anglais qui avaient pris possession des cures d'Écosse. S'autorisant d'un édit d'exil rendu contre eux sous Baliol, et l'interprétant avec un excès de rigueur, il les faisait précipiter du haut des ponts dans la rivière. Ces actes de barbarie appartenaient au siècle; mais gardons-nous de les approuver, même au nom de la plus sainte des causes. Il y avait sans doute, de la part de Wallace, le désir de venger quelque injustice dont son oncle avait été la victime. Il faut aussi croire que son chroniqueur, Henri l'Aveugle, n'a rien exagéré en racontant les représailles que son héros avait à exercer sur les Anglais : ils l'avaient

privé d'une femme qu'il aimait tendrement, et, entre autres lâches exploits, ils pendirent un jour aux poulies d'une ferme plus de trente barons et gentilshommes, dont un parent de Wallace.

Édouard méprisa d'abord cette révolte; il avait pour otages nombre de seigneurs écossais; mais quand il sut que ses lieutenants avaient été battus les uns après les autres, et que leur vainqueur avait acquis assez d'importance aux yeux de ses concitoyens, nobles et peuple, pour être, lui simple chevalier, nommé général et gouverneur de l'Écosse, il comprit qu'un tel ennemi ne pouvait être réprimé que par toutes les forces réunies de ses États. La guerre avec la France le contraignait de différer encore la répression de l'Écosse : mais déjà Wallace, se voyant menacé par la famine, après une guerre de dévastation, avait porté les armes au sein de l'Angleterre. Édouard se hâte de conclure la paix avec Philippe, et assemble sur les frontières du nord une armée formidable de plus de cent mille hommes, composée de Gallois, d'Irlandais et de Gascons; il vient à Roxburgh se mettre à leur tête; mais, au moment de partir, ses barons réclament la confirmation de la grande charte et de la charte des forêts. Édouard, par un serment conditionnel, promet de les satisfaire après la victoire. La garnison de la forteresse de Dirleton et celle de deux autres places molestaient son avant-garde par de fréquentes sorties : il envoie l'évêque de Durham, un de ses guerriers favoris, pour s'emparer de Dirleton. Le prélat, avant de tenter un assaut douteux, veut prendre les ordres d'Édouard : « Dites à Anthony « Beck, répond le roi, qu'il fera le pacifique quand il

« aura sa mitre d'évêque sur la tête; qu'il fasse ici le « métier de soldat. » L'évêque prit la forteresse : les deux autres places furent abandonnées avant l'arrivée d'une troupe de nouveaux chevaliers qu'Édouard avait chargés de la réduire pour gagner leurs éperons. Un mois s'était passé cependant, car Édouard voulait marcher à une conquête sûre. Les Gallois, peuple encore indocile dans sa soumission récente, ayant eu une querelle avec les Anglais, menacèrent de se joindre aux Écossais : « Qu'ils y aillent, reprit froidement Édouard; je châtierai deux ennemis à la fois. » Tel était le roi à qui Wallace avait affaire. Wallace pouvait encore lui résister; mais il aurait eu besoin de l'union des barons écossais, et, par malheur, la jalousie des uns, la lâche trahison des autres, conspirèrent contre le héros du pays.

Édouard s'avance, et s'étonne de ne pas trouver d'armée : un ennemi invisible semblait avoir ravagé l'Écosse. Wallace, par un sage plan de campagne, avait résolu d'éviter une grande bataille; il espérait que la famine ferait bientôt justice d'une armée d'invasion aussi considérable, dans une contrée qui offrait déjà si peu de ressources en temps ordinaire. Tous ses efforts devaient tendre à intercepter les convois, et cela lui eût été facile par la connaissance qu'il avait de tous les postes et défilés, grâces à ses premières campagnes. Édouard comprit le danger, et il songeait à faire un mouvement rétrograde sur Édimbourg, pour se rapprocher de la flotte, lorsque deux comtes écossais, Patrick, comte de Dunbar, et le comte d'Angus, révélèrent au roi que Wallace était campé à peu de distance dans la forêt de Falkirk,

attendant le moment de fondre sur l'armée anglaise pendant la nuit, et de troubler sa retraite.

Édouard ne put contenir sa joie : « Loué soit Dieu, s'écria-t-il, loué soit Dieu, qui m'a jusqu'ici sauvé de tout danger! Ils n'auront pas besoin de me suivre, c'est moi qui irai à eux. » A l'instant tous les ordres sont changés; l'armée est en marche sur Falkirk, et arrive à la nuit tombante dans une plaine de bruyères près de Linlithgow : « Chaque soldat, dit la chronique d'Hemingford, se coucha par terre, se servant de son casque pour oreiller; chaque cavalier resta adossé à son cheval, et les chevaux eux-mêmes, n'ayant d'autre nourriture que le fer, rongèrent leurs mors. » Au milieu de la nuit, un cri s'éleva du côté où le roi était étendu, comme les autres, sur la dure : c'était son cheval qui, mal tenu par son page, l'avait réveillé tout à coup en appuyant un pied sur sa poitrine. L'alarme fut au camp. Le monarque blessé put se rendormir, et fut le premier en selle aux premières lueurs du matin. Au delà de Linlithgow, on fit une halte sur une colline, où une tente fut dressée pour célébrer la messe en l'honneur de sainte Marie-Madeleine, dont c'était la fête. Déjà on découvrait l'armée écossaise, qui se mettait en bataille. Wallace avait été surpris; il n'était plus temps pour lui de faire retraite sans risques. Sa position étant avantageuse, il espéra encore la victoire, quoique ses forces fussent inférieures des deux tiers à celles des Anglais. Pouvait-il surtout soupçonner la trahison des nobles? pouvait-il croire qu'ils le trahiraient un jour de bataille? Il forma de son infanterie armée de piques quatre divisions circulaires; les sol-

dats de la première ligne plièrent un genou, de manière à présenter de toutes parts une barrière de fer à l'ennemi : les espaces intermédiaires furent remplis par les archers du comté de Selkirk, et la cavalerie resta à l'arrière-garde.

Le premier corps anglais qui s'avança, ignorant la nature du terrain, alla s'enfoncer dans la fange d'un marais; l'évêque de Durham, à la tête d'un autre, fit un détour, et vint se placer en présence de la cavalerie de Wallace; il attendait sans doute que l'attaque commençât à l'avant-garde, pour charger la noblesse écossaise. « Évêque, lui cria Ralph de Drayton, qui crut qu'il hésitait, retourne à ta messe. — En avant donc! répondit le prélat, qui n'aimait pas à porter les derniers coups; nous sommes tous soldats aujourd'hui. » La cavalerie écossaise, excepté quelques chevaliers, se retira sans tirer l'épée; ce n'était point faute de bravoure, mais envie contre Wallace. Les archers de l'infanterie soutinrent l'attaque, et offrirent un front impénétrable à la cavalerie des Anglais. Wallace, abandonné des nobles, était condamné à l'immobilité de la défense, au lieu de pouvoir attaquer à son tour. Édouard fit avancer ses archers, chacun armé de ses vingt-quatre longues flèches qui avaient donné lieu à cette expression proverbiale, « que chaque archer anglais portait vingt-quatre Écossais à sa ceinture. » Ils furent fidèles à leur réputation d'adresse, et ouvrirent de larges brèches dans les rangs ennemis, où la cavalerie anglaise, se précipitant avec fureur, continua le carnage. La déroute fut complète; le seul corps que Wallace avait plus immédiatement sous ses ordres put gagner, à l'abri de la forêt, la route de Stir-

ling. Édouard se mit à sa poursuite; la citadelle de Stirling ne pouvait être défendue, on la livra aux flammes, et ce fut au milieu de ses ruines fumantes que le monarque victorieux passa quinze jours à se rétablir de la blessure que lui avait faite son cheval la veille de la bataille; pendant ce temps-là, ses lieutenants soumettaient ou achevaient de dévaster les comtés voisins. Mais ils servaient par là les vues de Wallace, et le dernier résultat de la victoire devait être pour Édouard la retraite que le héros avait prévue.

Cependant, voyant que son titre pouvait devenir un obstacle à la défense du pays, Wallace l'abandonna généreusement à ses envieux, et redescendit au rang de simple chef de partisans. Pendant les sept années que dura encore la guerre, son nom ne reparaît plus que de loin en loin dans les chroniques; mais on reconnaît souvent son génie dans les plans de ses successeurs au commandement, et l'on verra qu'Édouard ne l'oublia pas.

Les deux peuples se retrouvèrent une seconde fois en présence, l'année suivante, à peu près dans les mêmes positions près de Falkirk; cette fois-ci ce furent les barons anglais qui refusèrent de combattre, pour se venger d'Édouard, qui éludait toujours la promesse qu'il leur avait faite de confirmer la grande charte et la charte des forêts.

Les campagnes de 1299 et de 1300 auraient lassé la patience d'un ennemi moins invétéré qu'Édouard; les Écossais semblaient fuir sans cesse, et la conquête était toujours à recommencer. Ils obtinrent même une trêve, que le roi eut l'air d'accorder à la protection

du roi de France et du pape; Philippe parlait haut pour les droits de Baliol, et Boniface s'avisa de réclamer le royaume d'Écosse comme une dépendance du saint-siége. Or, le pape tenait entre ses mains, comme arbitre, les possessions d'Édouard en France, et Philippe menaçait de les confisquer sur son vassal. La haîne de l'Écosse était devenue la passion dominante d'Édouard : il contracta une alliance de famille avec Philippe, et, après avoir fait inutilement soutenir, par des commissaires choisis parmi les docteurs des universités, une espèce de lutte scolastique sur la suzeraineté de l'Écosse contre les légats de Rome, il abandonna les subtilités de cette argumentation pour gagner le pontife à ses intérêts par des sollicitations secrètes. Il y parvint, et, armé d'une bulle favorable, fort de la neutralité de la France, entouré de tous ses barons, dont il avait consenti à confirmer les divers priviléges, il marcha enfin à la tête d'une armée plus formidable que les précédentes, pour soumettre définitivement l'Écosse, épuisée par ses propres efforts, et même par une dernière victoire remportée récemment à Roslyn. La valeur des Écossais fit encore des prodiges, mais le découragement y succéda. Édouard vit sa conquête à ses pieds; il ne fut plus question de traiter au nom de Baliol; les vaincus se reconnurent rebelles, et demandèrent merci. Le château de Stirling, reconstruit par les Anglais, repris par les Écossais, fut le dernier à ouvrir ses portes; mais sa reddition devint un spectacle d'humiliation féodale que le monarque se plut à donner pour bien constater son triomphe. Les défenseurs de Stirling avaient

déployé tant de bravoure, qu'ils crurent à la générosité d'un roi chevalier en se rendant sans condition ; sir William Olifaunt, le gouverneur, et ses vingt-cinq compagnons, couverts de nobles blessures, ou exténués par la famine, furent dépouillés de leurs vêtements, excepté la chemise, et vinrent, pieds nus, les cheveux flottants, les mains en croix, demander la vie à genoux : ils furent enfermés, les uns à la Tour de Londres, et les autres dans diverses places fortes. Sir William Olifaunt nous rappelle Eustache de Saint-Pierre, et les autres héroïques bourgeois de Calais.

Il manquait une victime à Édouard pour être sûr de sa conquête. La noblesse était soumise, mais il fallait ôter au peuple celui qui avait été le représentant de ses intérêts, son chef et l'objet des rivalités de cette même noblesse. Quelques historiens prétendent que Wallace refusa l'amnistie qui lui fut offerte, d'autres, qu'il la demanda vainement; sa tête fut de nouveau mise à prix. Tous les capitaines et gouverneurs du roi eurent l'ordre de lui donner la chasse comme à une bête féroce; ses ennemis particuliers furent caressés, et invités à découvrir sa trace; un baron écossais du parti anglais, sir John Menteith, se chargea de trouver un traître, et réussit à intéresser dans son projet un ancien domestique qui avait quelque sujet de haine contre Wallace. On le surprit la nuit, dans les bras de sa maîtresse, qui sans doute n'était point complice de la trahison, car les chroniqueurs l'eussent maudite comme une autre Dalila livrant aux Philistins le champion d'Israël. « Maudit soit le jour où naquit John Menteith ! » s'écrie le

moine Blair, chapelain du héros, « et que son nom soit rayé du livre de vie! »

Les historiens anglais, en applaudissant à la justice d'Édouard, ont éternisé la tache que le supplice de Wallace a imprimée sur sa mémoire, et dont on eût pu croire les détails exagérés, sans le soin qu'ils ont pris de les consigner dans leurs annales. Le captif fut conduit à Londres, et la foule se pressait sur son passage pour voir ce « chef de voleurs » (*master of thieves*) qui avait commis le crime de combattre pour son pays. La veille de Saint-Barthélemy, on le fit monter à cheval depuis Fenchurch jusqu'à Westminster, et il traversa la ville accompagné du lord-maire, des shérifs et des aldermen, à cheval comme lui. Dans la grand'salle de Westminster, on lui mit sur la tête une couronne de laurier, parce qu'il s'était vanté, assurait-on, d'en être digne. Sir Peter Mallorie, le justicier, l'accusa alors d'être traître à Édouard; d'avoir incendié les villages et les abbayes, pris d'assaut les forteresses, égorgé et cruellement torturé les fidèles sujets du roi son maître : « Je ne saurais être traître à votre maître, répondit Wallace, car je ne l'ai jamais reconnu pour le mien; quant à ses sujets, j'ai usé de représailles. » Il fut condamné à mort; on lui ôta sa couronne, on le chargea de chaînes, et on le traîna dans les rues attaché à la queue d'un cheval jusqu'au pied d'un énorme gibet. Là, il fut pendu; mais il respirait encore lorsque le bourreau lui ouvrit le ventre, en retira les entrailles, et les lui brûla au visage; on lui coupa la tête, pour la placer au bout d'une pique sur le pont de Londres; et les quatre quartiers de son

corps écartelé furent envoyés à Newcastle, à Penrith, à Perth et à Aberdeen. « Tels furent, dit un chroniqueur contemporain, les trophées du héros favori des Écossais, qu'ils eurent à contempler, au lieu des bannières et des gonfanons qu'ils avaient suivis naguère si fièrement! » Trophée affreux, en effet, mais sang fécond pour les vaincus. Il avait fallu quatorze ans aux Anglais pour dompter l'Écosse; au bout de six mois le martyre de Wallace avait porté ses fruits, l'Écosse était libre.

CHAPITRE VII.

LES ÉDOUARD ET ROBERT BRUCE.

Vers l'année 1268, une troupe de vaillants chevaliers écossais partit pour la croisade : dans le nombre était Adam, comte de Carrick, qui tomba un des premiers sous le fer des Sarrasins, laissant sa fille unique Marjory, héritière de ses biens, sous la tutelle d'Alexandre III.

« Un jour que le temps était bel et clair, comme il « pouvait être en la fin de septembre, la jeune com- « tesse de Carrick, montée sur un palefroi blanc, che- « vauchait plaisamment dans les environs de son châ- « teau de Turnberry, accompagnée de ses dames et « damoiselles, de ses écuyers et de ses pages, allant « prendre le plaisir de la chasse. Or, advint que le « chemin que la comtesse tenait l'amena tout droite- « ment à l'encontre d'un chevalier armé de haubert « et de chausses chevaleresques, qui traversait soli- « tairement sur son destrier le domaine de Turnberry. « Frappée de sa bonne mine, Marjory l'invita cour- « toisement à se joindre à la chasse : — Quand vous « aurez un cerf tué, et moi un autre, dit-elle, en- « core en restera-t-il pour les survenants. — Après la « chasse, le chevalier voulut prendre congé, sachant « bien qu'il y avait péril à rendre trop de soins à une « pupille du roi; mais, à un signe de la dame, il se

« vit entouré des écuyers, des pages et des damoi-
« selles : Marjory elle-même, mettant pied à terre,
« saisit son cheval par la bride, comme pour em-
« mener le chevalier captif, et force fut au chevalier
« de la suivre de bonne grâce au manoir de Turn-
« berry. Là, son départ fut différé d'un jour à l'autre;
« et, au bout de quinze jours, la châtelaine lui avait
« dit que tout l'avoir de ce château était à lui, plus le
« cœur de celle à qui était le château. Le chevalier
« aurait eu le cœur bien félon et bien traître s'il eût
« refusé pour son amie la dame qui plus l'aimait
« qu'elle-même, et qui serait morte si d'elle il n'avait
« eu merci. »

Le mariage eut lieu sans qu'on eût prévenu aucun parent des deux époux, et encore moins le roi d'Écosse, dont le consentement eût été nécessaire. Alexandre fit saisir le château de Turnberry et tous les domaines de la comtesse de Carrick; mais enfin l'intercession de quelques amis puissants et une amende lui firent pardonner cette violation des lois féodales : le nouveau comte de Carrick fut reconnu à la cour. Ce chevalier était Robert Bruce, fils de Robert Bruce, comte d'Annandale et de Cleveland; et de son mariage romanesque naquit, l'année d'après, le grand Robert Bruce, destiné à succéder à la gloire de Wallace, et à régner victorieux sur l'Écosse (1).

Le premier Robert Bruce, descendant d'Isabelle,

(1) Il est bien facile de relever une erreur dans le livre le plus érudit. M. Thierry, dans son bel ouvrage de la Conquête de l'Angleterre par les Normands, a confondu le roi Robert Bruce avec son grand-père.

seconde fille de David, frère de Guillaume le Lion, avait été le concurrent le plus redoutable de Baliol, lors de la vacance du trône d'Écosse, à la mort de la princesse Marguerite de Norwége. Édouard s'étant prononcé en faveur de Baliol, Bruce, qui possédait des domaines dans les deux royaumes, éluda de lui prêter foi et hommage en cédant ses terres d'Écosse à son fils, le comte de Carrick. Par le même motif, en 1293, le second Bruce se démit des mêmes terres en faveur du jeune Robert, qui se trouva au service d'Édouard lorsque celui-ci ne dissimula plus qu'il faisait la guerre pour son compte. Sa conduite s'explique par la difficulté de sa position : il avait à la fois à ménager la faveur du monarque anglais, et à ne pas renoncer à son titre d'Écossais. En Angleterre il y allait pour lui de la liberté ou même de la vie; en Écosse, de ses titres à la couronne. Il fut assez habile ou assez heureux dans ses indécisions pour conserver ses domaines pendant que ses rivaux, les Comyn, héritiers des droits de Baliol, perdirent peu à peu leur crédit sur le peuple par leurs défaites, et leur influence territoriale par les confiscations auxquelles Édouard les condamna.

Comyn vaincu fut réduit à s'humilier devant Édouard. Le jeune Bruce se tourna secrètement du côté des intérêts nationaux de l'Écosse; les barons et les prélats écossais, qui, dans la soumission générale du pays, ne pouvaient plus songer qu'à conspirer sourdement sa délivrance, le trouvèrent disposé à entrer dans leur ligue de garantie mutuelle : c'est ainsi qu'il conclut avec William de Lamberton, archevêque de Saint-André, un pacte par lequel ils s'engageaient

à s'avertir de leurs périls communs, et à se prêter mutuellement secours envers et contre tous. Ces diverses alliances ne pouvaient rester longtemps cachées à Édouard. Comyn, devenu courtisan du roi victorieux sans avoir renoncé à ses prétentions, comprit bientôt qu'il n'avait plus à redouter l'ambition de Bruce, auprès d'Édouard seulement; il lui demanda une entrevue, ou força Bruce à la lui demander. Ils se virent dans l'église du couvent des frères minimes de Dumfries, et là, soit que Comyn menaçât Bruce de le trahir, soit que la trahison fût déjà consommée et que Bruce en fît le reproche à Comyn, leur explication fit naître l'outrage et le défi. Forcé de se défendre ou provoqué de manière à se croire en droit de porter le premier coup, Bruce tira sa dague, poignarda Comyn au pied de l'autel, et alla rejoindre deux amis, Lindsay et Kirkpatrick, qui l'attendaient à la porte : A cheval! s'écria-t-il, pâle, l'œil hagard, et le fer sanglant à la main! — Qu'est-il arrivé? demanda Kirkpatrick. — Je crois, répondit Bruce, que j'ai tué Comyn. — *Vous croyez?* dit Kirkpatrick d'une voix farouche; je vais rendre la chose *sûre.* » Et il alla achever le mourant, qui respirait encore sur les marches de l'autel; les deux compagnons de Comyn accoururent, mais trop tard, et l'un d'eux périt sous les coups de Kirkpatrick.

Cet événement imprévu força Bruce à une mesure décisive; il ne s'agissait plus d'en appeler aux seuls barons : le sang de Comyn lui faisait des ennemis de tous les amis de la victime; la violation d'un sanctuaire par un meurtre allait l'exposer à l'excommunication de l'Église. Obligé de commencer l'insurrec-

tion, comme Wallace, en menant la vie d'un proscrit, il conçut la possibilité de l'ennoblir en se déclarant roi, et en appelant sa cause celle de tout le pays. Telle était la haine vouée aux oppresseurs, que le poignard d'un assassin finit par l'emporter dans la balance sur l'épée d'Édouard, et que la bannière d'un Outlaw réunit encore une fois la vieille Écosse contre la chevalerie anglaise. Bruce lui-même, en s'identifiant à la cause populaire, épura en quelque sorte son ambition; le baron artificieux et égoïste devint un chevalier brave, généreux, et l'Outlaw coupable d'un meurtre, un roi noble et humain.

Une démarche décisive était nécessaire pour frapper l'imagination de ses ennemis. Bruce courut à Glascow, et de Glascow à Scone pour s'y faire sacrer. Son alliance avec l'archevêque de Saint-André mettait de son parti quelques prélats; ce fut celui de Glascow qui fournit les vêtements royaux; au lieu de la couronne héréditaire, on emprunta un mince diadème d'or à un des saints en pierre de l'abbaye, et ce diadème fut en grande pompe posé sur la tête du nouveau roi. La cérémonie était à peu près finie, lorsque arriva Isabelle, comtesse de Buchan, sœur du comte de Fife, qui réclama le privilége qu'avait sa famille, de temps immémorial, de couronner les rois d'Écosse; Bruce fut couronné une seconde fois. Ce roi deux fois couronné avait encore tout son royaume à conquérir; il se hâta d'en parcourir les divers comtés, s'emparant des forteresses et chassant les Anglais.

Édouard venait d'achever un voyage de plaisir, lorsqu'il apprit cette révolte; les infirmités de l'âge commençaient à atteindre son corps, usé par les fa-

tigues de la guerre; mais son âme avait encore toute sa vigueur, et l'approche de nouveaux combats semblait lui rendre sa jeunesse; il se fit précéder par ses généraux, chargés d'ordres sévères, et annonça que son projet était d'armer son fils chevalier à Westminster le jour de la Pentecôte, où le même honneur serait accordé de la main du jeune prince à tous les jeunes écuyers qui voudraient aller mériter leurs éperons en Écosse. Au jour fixé, le roi donna l'accolade à son fils en grande pompe, et le prince de Galles arma à son tour chevaliers plus de trois cents jeunes gens, la fleur de l'Angleterre. Un grand banquet eut lieu; et quand, selon l'usage, deux cygnes furent servis sur la table, Édouard se leva, et fit un vœu à Dieu et aux cygnes qu'il irait en Écosse venger Comyn et punir les rebelles; puis, s'adressant à son fils, il lui fit jurer que s'il mourait en chemin, on le transporterait avec l'armée, pour ne l'ensevelir qu'après la victoire. La politique d'Édouard avait toujours été de convertir ses guerres avec l'Écosse en croisades nationales; le clergé et le commerce offrirent de contribuer à celle-ci par des impôts volontaires.

Bruce et ses partisans n'avaient pu encore rassembler leur armée, lorsque l'avant-garde anglaise les surprit, et la première bataille leur fut contraire. La vengeance d'Édouard s'exerça sur les prisonniers, dont les plus éminents furent exécutés comme traîtres : la comtesse de Buchan et les sœurs de Bruce tombèrent entre ses mains, et furent enfermées dans des cages de fer; un jeune frère de Bruce, Nigel, fut

(1) Barbour (*le Bruce*), W. Scott (*le lord des îles*).

pendu. Bruce lui-même, fugitif, erra longtemps dans les Hébrides, où la tradition de ses aventures romanesques s'est conservée religieusement, et a heureusement inspiré les poëtes de sa terre natale; mais, dans cette vie errante, héros redoutable quoique souvent invisible en quelque sorte, ses entreprises hardies, ses exploits personnels, sa patience, son génie inventif, le grandirent aux yeux des Écossais autant que l'eussent fait des victoires; et lorsqu'il reparut, il rallia sans peine autour de lui une nouvelle armée, fut vainqueur à son tour, et put faire prévoir à Édouard mourant que Wallace était remplacé.

Ce fut le 7 juillet 1307 qu'Édouard, trop faible pour faire de longues journées, s'arrêta à Burgh-upon-Sand, et sentit que sa fin était proche. — « Il « fit appeler son aîné fils par devant ses barons, et « lui fit jurer sur les saints qu'aussitôt qu'il serait « trépassé, il le ferait bouillir en une chaudière tant « que la chair se départirait des os, et après ferait « mettre la chair en terre et garderait les os; et toutes « les fois que les Écossais se rebelleraient contre lui, « il semondrait ses gens, et porterait avecques lui les « os de son père (1). » Ce fut ainsi qu'il expira, en vue du pays qu'il avait voué à la destruction.

Édouard II respecta peu les intentions du roi défunt, et n'hérita pas de la persévérance de sa haine contre l'Écosse; il consentit bientôt à accepter la médiation du roi de France, qui envoya Olivier des Roches pour négocier la paix. Louis, comte d'Évreux, et Guy, évêque de Soissons, vinrent ensuite

(1) Froissard.

comme ambassadeurs porter de plus pressantes sollicitations, et une trêve fut conclue; mais déjà les Écossais se sentaient assez forts pour chercher des prétextes de la rompre; la guerre continua, et chaque fois que Philippe put croire sa médiation utile aux Écossais, il sut habilement suspendre les hostilités par ses ambassades. En même temps des volontaires français combattaient dans les rangs de Bruce, dont les progrès furent tels, que le roi d'Angleterre, inspiré un moment par la haine de son père, crut devoir faire un dernier effort pour soumettre « *le rebelle ;* » une armée formidable et toute la chevalerie anglaise envahirent l'Écosse, et parvinrent jusqu'au delà d'Édimbourg, dans la plaine de Bannockburn, près de Stirling et Falkirk. Bruce les attendait de pied ferme; plein de confiance en sa cause, combattant comme un simple champion en présence des deux armées, il fit mordre la poussière à un chevalier anglais assez hardi pour se mesurer avec lui en champ clos, et se plaignit seulement que cet exploit avait un peu ébréché sa bonne hache d'armes.

L'abbé d'Unchaffray célébra la messe sur une éminence, et, saisissant le crucifix sur l'autel, il bénit les Écossais en les exhortant à combattre pour leurs droits et leur liberté. Toute l'armée fléchit le genou : « Ils demandent merci, dit Édouard. — Oui, lui répondit d'Umfraville, mais c'est la merci du ciel et non la nôtre. » Les archers anglais commencèrent le combat, et déjà la grêle de leurs flèches éclaircissait les rangs écossais; mais Robert ordonna à son maréchal, sir Robert Keith, de les tourner en faisant un circuit à droite : les archers, surpris et chargés,

se débandèrent. La cavalerie anglaise s'avançait avec impétuosité pour achever la déroute présumée de l'ennemi; Robert avait fait creuser en avant de sa position des fossés couverts, où les chevaux anglais s'abattirent. Déjà Robert les taillait en pièces, lorsqu'une seconde armée vint à son secours; telle parut du moins aux Anglais la foule tumultueuse des varlets et des conducteurs de bagages qui accouraient au pillage. Édouard prit la fuite, laissant sur le champ de bataille ses plus vaillants chevaliers, morts ou captifs. Dans le nombre de ces derniers fut un carme nommé Boston, qu'Édouard avait emmené avec lui pour célébrer son triomphe; ce moine fut condamné à payer sa rançon en poëte, et composa le chant de victoire de Bruce.

Citons un court épisode de cette journée. Douglas ayant aperçu Randolphe, son rival en bravoure, qui tenait tête avec quelques soldats à une force anglaise de beaucoup supérieure, s'élance à son secours; mais, au moment où il arrivait, le petit corps des Écossais de Randolphe, repoussant l'ennemi sans rompre ses rangs, voyait les Anglais fuir dans la plaine « comme ces vagues qui sont venues se rompre contre la masse immobile d'un rocher. » Douglas alors : « Arrêtez, dit-il aux siens, arrêtez! nous arrivons trop tard pour les aider : ne diminuons pas l'éclat de leur victoire en affectant d'y prendre part (1). »

La loyauté chevaleresque est de tous les pays; certes ce sentiment, on le voit, existe depuis longtemps en Écosse; mais ce sentiment qu'exprime Douglas ne

(1) Walter Scott.

vous rappelle-t-il pas cette générosité délicate qui, entre toutes les chevaleries du moyen âge, distingua surtout la chevalerie française?. Nous avons dans notre histoire vingt traits comme celui de Douglas. Que de fois, même avant Fontenoy, cette chevalerie fit la partie belle, non-seulement à ses amis, mais encore à ses ennemis!

La bataille de Bannockburn (juin 1314) repoussa Édouard sur ses frontières; et pendant tout le règne de Bruce jusqu'à sa mort, qui eut lieu en 1329, chaque fois que la guerre éclata entre les deux nations, l'Angleterre en fut plus souvent le théâtre que l'Écosse: non-seulement le Cumberland et le Northumberland virent couler le sang anglais, mais encore Bruce portant ses armes en Irlande y fit couronner son frère, qui ne survécut pas longtemps à cet honneur.

Ce règne fut l'âge d'or de la noblesse écossaise, l'âge des Douglas, des Randolphe et d'une foule de braves chevaliers. Le roi Robert Bruce lui-même, leur maître, les surpassait tous par sa bravoure personnelle, par sa force, qui, dans ce siècle, était aussi une vertu, et par ses talents guerriers. Comme roi, il déploya des qualités non moins remarquables, et son administration intérieure pendant la paix et ses négociations avec Rome auraient suffi pour le placer au rang des plus grands politiques. Robert I[er] est le vrai fondateur de la monarchie écossaise.

En 1326, un traité d'alliance offensive et défensive entre la France et l'Écosse fut conclu à Corbeil. Deux années après, le roi d'Angleterre renonça solennellement à toutes ses prétentions sur le royaume d'Écosse, déclarant toutes chartes contraires à cette renoncia-

tion nulles et non avenues. Ce roi d'Angleterre était le jeune Édouard III, qui avait succédé à son père depuis deux ans.

Robert Bruce était malheureusement atteint déjà de la maladie qui le conduisit au tombeau. Il passa encore un an dans les loisirs de la paix au château de Cardross, sur les bords de la Clyde, exerçant une généreuse hospitalité envers ses compagnons d'armes, et nourrissant les pauvres du superflu de sa table. Selon l'usage des princes du temps, il avait un fou à sa cour; mais il lui préférait la compagnie d'un lion apprivoisé, qui se laissait caresser de ses royales mains. Quand sa santé ne lui permettait pas le plaisir de la chasse, il aimait à se promener en bateau sur la Clyde.

Ce fut le 7 juin 1329 « qu'il sentit, dit Froissard, et connut que mourir lui convenait. Il manda tous ceux de ses barons auxquels il se fiait le plus pardevant lui, et les pria de garder fidèlement son royaume, en aide de David son fils; et après il appela le gentil chevalier messire Jacques Douglas, et, lui rappelant qu'il avait été empêché d'accomplir le vœu de son pèlerinage en Palestine, il le chargea de faire embaumer son cœur pour l'emporter et le présenter au saint sépulcre, — puisque le corps n'y pouvait aller. — Tous ceux qui étaient là commencèrent à pleurer moult tendrement, et ledit messire de Douglas promit à son gentil et noble sire d'exécuter ses volontés, comme loyal chevalier. *Adonc, dit le roi, ores soit Dieu gracié, car je mourrai plus à paix dorénavant.* Aussitôt après trépassa de ce siècle le pieux Robert de Bruce.

« Quand le printemps vint et la bonne saison pour mouvoir, messire Jacques de Douglas entreprit son voyage, accompagné d'une suite nombreuse; mais en traversant l'Espagne il trouva le roi qui était en guerre contre le roi maure de Grenade; il voulut être de la partie, et fit *merveilles d'armes* lui et les siens; mais ils n'y purent durer, ni oncques pied n'en échappa que tous ne furent occis avec grand méchef. »

On sauva le cœur de Robert, qui fut rapporté en Écosse et déposé à Melrose.

CHAPITRE VIII.

ÉDOUARD III ET DAVID II.

Édouard Ier semblait revivre dans son petit-fils, tandis que le sceptre du roi Robert Bruce était trop pesant pour les faibles mains de David II. Ce prince, monté sur le trône à l'âge de six ans (1329), en régna plus de quarante, mais successivement mineur, exilé, prisonnier et tributaire de son puissant ennemi. Il y eut pendant ce règne une solidarité de malheurs entre la France et l'Écosse, car ce fut l'époque de Crécy et de Poitiers; et David vit arriver à Londres le roi Jean pour partager ses fers. On peut dire que ce fut la diversion de la France qui sauva l'indépendance de l'Écosse, car il est douteux que les Écossais eussent pu résister à la puissance d'Édouard, s'il n'avait voulu conquérir les deux pays à la fois. L'animosité des Anglais et des Écossais n'eût pas permis, il est vrai, que la conquête fût durable; car à cette époque il n'existait guère moins d'antipathie entre eux qu'entre les Anglais et les Français.

Douglas étant mort en Espagne, Randolphe était celui de tous les compagnons de Bruce qui pouvait le mieux continuer son règne; et pendant sa régence Édouard respecta les traités : mais il eut pour successeur le comte de Mar, dont tout le mérite était sa parenté avec le feu roi; et déjà Édouard avait trouvé un prétendant à la couronne d'Écosse, pour diviser les

Écossais. C'était le jeune Édouard Baliol, qu'il avait fait venir de France, et qui, appuyé par quelques anciens partisans de sa famille, mais surtout par les barons anglais des frontières, traversa rapidement l'Écosse, surprit l'armée du comte de Mar, la battit, et courut se faire couronner à Scone. Trois mois après, il était déjà repassé en Angleterre; mais la route était ouverte à Édouard III, qui, s'étant fait promettre préalablement foi et hommage, se déclara ouvertement pour Baliol. La guerre fut fatale aux Écossais, et la prudence les engagea à envoyer en France le jeune David : la régence passa du comte de Mar à sir André Moray, qui fut plus heureux que son prédécesseur; mais ce ne fut que sous le régent Robert Stewart que David, qui avait fait ses premières armes contre les Anglais en France, osa rentrer dans ses États, dont Robert Stewart avait enfin chassé Baliol. David prit lui-même les rênes du royaume, et, voulant aussi avoir sa part de gloire dans une guerre toujours populaire, il fit une excursion dans les comtés du nord jusque sous les murs de Durham. Ce mouvement était d'ailleurs concerté avec la France, car Édouard faisait en ce moment le siége de Calais. Les barons du Yorkshire vengèrent une seconde fois l'Angleterre comme sous Guillaume le Lion. Ils s'unirent aux forces que la régence put assembler à la hâte; et David, trahi par le désavantage du terrain, perdit la fameuse bataille de Nevil's Cross, où il fut fait prisonnier. Il fut conduit à Londres et enfermé à la Tour, pendant que les vainqueurs poursuivirent ses soldats jusqu'au sein de l'Écosse (1346): il semblait que Baliol n'avait plus qu'un pas à faire pour re-

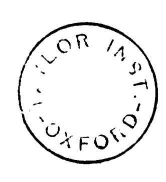
monter sur le trône; Robert Stewart, réélu régent, soutint bravement la guerre, profita habilement de l'intervalle des trêves, et repoussa Édouard III quand il envahit de nouveau le pays en personne. Édouard III fut plus heureux à Poitiers, où les Écossais combattirent vaillamment et périrent en grand nombre. Cependant l'année d'après (1357) l'Écosse partagea le bénéfice du traité conclu à Bordeaux, et David obtint sa liberté moyennant une rançon de 100,000 marcs d'argent.

David avait trouvé des séductions dans ses fers; il revint en Écosse avec une concubine anglaise, et tout disposé à une lâche condescendance pour les volontés anglaises. Sa concubine fut assassinée, victime des ressentiments de l'Écosse. David visita plus d'une fois le pays qui avait été sa prison, et, se voyant sans enfants de sa femme légitime, il osa proposer à son parlement de reconnaître pour son successeur un fils d'Édouard III. Il vit bientôt ses sujets en armes lui rappeler avec des cris de révolte qu'il était le fils de Bruce : le sang coula, les possessions des traîtres qu'on supposait favorables à la politique anglaise furent pillées; le roi opposa la force à la force, mais l'ordre ne se rétablit que par des concessions mutuelles. On ne connut qu'après la mort de David un traité secret par lequel il s'engageait à frustrer Robert Stewart de la couronne, au profit du monarque anglais. Un tel roi avait besoin du double prestige de son nom et de ses malheurs pour mourir sur le trône, au milieu d'une nation de plus en plus fière et jalouse de son indépendance.

Les guerres sanglantes du règne de Robert Bruce

avaient eu du moins l'heureux résultat de rendre en quelque sorte de plus en plus compacte la patrie écossaise. Les diverses races, rapprochées par le même intérêt de la défense commune, perdirent jusqu'à leurs dénominations distinctives. Il n'y eut plus que des Highlanders et des Lowlanders, tandis que, sous Alexandre III, il y avait encore des Scots, des Galwegiens, des Pictes, des Normands, des Saxons, etc. Il n'était guère de provinces où l'étendard de Bruce n'eût rallié des soldats, qui, autour du roi vengeur de l'Écosse, n'étaient plus que des Écossais.

Le vassal s'attacha davantage au baron, et le baron au roi, par suite de cette fraternité qui naît des mêmes dangers et des mêmes exploits parmi les guerriers. Obéir les armes à la main n'est plus un vasselage, ou plutôt alors on obéit moins au chef qu'à un devoir; non que le soldat fasse philosophiquement cette distinction, mais il y a un instinct qui la lui révèle.



CHAPITRE IX.

ROBERT STUART (1371). — LA BATAILLE D'OTTERBOURNE.

Parmi les rois descendants de Banquo qui apparaissent à Macbeth dans l'antre des sorcières, il en est un qui tient trois sceptres à la main : cette flatterie de Shakspeare, adressée à Jacques Ier d'Angleterre, repose sur une tradition qui faisait remonter l'origine des Stuarts jusqu'à Fleance, fils de Banquo. Le nom de Stuart ou de Stewart exprimait la dignité héréditaire dont cette noble maison était investie en Écosse depuis le roi David Ier (1124), sous lequel Walter, fils d'Alan (1), est désigné comme *steward* ou *sénéchal du royaume*. On sait quelles fonctions importantes exerçait le sénéchal dans le moyen âge ; en France, où ces fonctions parurent trop dangereuses dans les mains d'un seul sujet, elles furent divisées en deux charges encore fort considérables par elles-mêmes, celles de connétable et de grand justicier.

« Mais ici, je pense (c'est Hollinshed qui va raconter) que ce ne sera pas beaucoup m'écarter de mon but, si, suivant l'ordre observé dans l'histoire d'Écosse, je raconte en quelques mots l'origine de ces rois descendus du susdit Banquo......

« Fleance, comme il a été narré ci-dessus, se réfugia dans le pays de Galles, où bientôt, par sa conduite

(1) Les Stuarts étaient une famille anglo-normande.

courtoise et aimable, il gagna si bien la faveur et l'estime du prince de cette contrée, qu'il n'aurait pu aspirer à davantage. Et à la fin il se fit une liaison si familière entre lui et la fille de ce prince, qu'elle devint mère; ce que le prince son père ayant appris, se montra fort courroucé contre Fleance, et tint sa fille en une humble servitude, pour la punir de s'être laissé séduire par un étranger. Elle fut cependant délivrée d'un fils nommé Walter, qui, au bout de quelques années, devint un homme d'un courage et d'une vaillance au-dessus du commun, quoique (par ordre de son grand-père) il eût été élevé parmi les enfants du peuple. Mais il n'en fit pas moins voir, dès la plus tendre enfance, qu'il régnait en lui une certaine force de cœur prête à tenter de hautes entreprises.

« Il arriva que dans une querelle avec un de ses compagnons, après plusieurs paroles de bravade, l'autre lui reprocha d'être bâtard, conçu dans un lit illégitime; sur quoi Walter, irrité, courut sur lui, et dans sa rage le tua de sa main. Il fut alors charmé de pouvoir s'échapper du pays de Galles; et étant allé en Écosse y chercher des amis, il rencontra quelques-uns de ces Anglais venus avec la reine Marguerite, et se conduisit si convenablement dans leur compagnie, qu'il se fit grandement aimer d'eux. Bientôt après, s'étant acquis cette haute réputation, il fut envoyé avec une troupe nombreuse dans les îles d'Écosse, dans le Galloway et autres parties du royaume, pour les délivrer de la tyrannie et de l'oppression qu'y exerçaient diverses personnes désordonnées; laquelle entreprise il paracheva selon sa mission

avec tant de courage et de prudence, qu'après son retour à la cour, il fut créé lord Stewart d'Écosse, avec les attributions de recevoir les revenus du roi dans le royaume. »

Les descendants de Walter Stewart agrandirent leurs domaines par de riches alliances; et Robert, le septième sénéchal, petit-fils de Bruce par sa mère Marjorie, n'avait, sous ce rapport, d'autre rival que le représentant de la maison de Douglas; son père avait été un des compagnons de Wallace et un des héros de Bannockburn; lui-même, il avait gouverné une première fois le royaume sous la minorité de David II, et une seconde pendant sa captivité. Désigné par Robert Bruce et soutenu par les barons et le peuple, Robert Stewart triompha de la jalousie de David, et plus tard des prétentions de Douglas. Malheureusement, lorsqu'il s'assit sur le trône, quoiqu'il n'eût que cinquante-cinq ans, une vieillesse anticipée avait usé sa vigueur : son surnom de Robert le Chassieux prouve que ses sujets oublièrent ses exploits pour ne plus voir que ses infirmités. « Or, s'en vint le roi Robert d'Escoche, qui était un grand bonhomme, à tout ungs rouges yeux, rebrachis, qui semblaient de cindal (1). »

En Angleterre, le règne illustre d'Édouard III se terminait par cinq années de faiblesse et de troubles intérieurs; le roi d'Écosse n'en profita que pour consolider sa propre administration, et se montra fidèle aux traités, sans négliger de se lier toujours plus étroitement avec la France.

(1) Froissard.

Ces dispositions pacifiques n'avaient point changé, quand Richard II succéda à son grand-père ; mais il tardait au fils du Prince Noir de se distinguer par quelques coups d'épée contre l'Écosse, et les barons écossais commençaient à se lasser de leur long repos. Qu'étaient pour eux quelques incursions des frontières, après les grands combats des deux règnes précédents ? Le fils aîné de Robert était affligé d'une infirmité qui le rendait impropre à la guerre ; son frère, le comte de Fife, depuis duc d'Albany, et le lord Douglas, avaient la principale conduite des troupes ; Lancastre et Northumberland étaient leurs redoutables antagonistes, les champions de l'Angleterre.

D'après une convention conclue entre la France et « le roi, royaume et *communauté* d'Écosse, » les Français s'étaient engagés à fournir à leurs alliés mille hommes d'armes, chevaliers et écuyers, douze cents armures complètes, et une grosse somme d'argent. Ce fut le célèbre Jean de Vienne, amiral de France, qui arriva dans le golfe du Forth, à la tête de cette « fleur de chevalerie et d'escurie, » comme l'appelle Froissard ; les Français, cantonnés dans les villages autour d'Édimbourg, trouvèrent d'abord très-plaisant de rire de leurs privations au milieu de la rude et pauvre Écosse, « plus déserte qu'habitée, presque toute couverte de montagnes, et plus pleine de sauvagine que de bétail (1) ; » ils finirent par murmurer, et l'ordre de marcher contre l'Angleterre vint à propos les distraire de leur mécontentement ou de leur ennui. Ils aidèrent les Écossais à ravager le Northum-

(1) Le Laboureur.

berland et le Cumberland, pendant que Richard II pénétrait de son côté en Écosse jusqu'à Stirling. Les Français paraissaient surpris de cet échange de dévastations; mais les Écossais leur firent comprendre qu'en suivant ainsi les dernières instructions de Bruce mourant, ils revenaient chez eux quand ils avaient fait assez de butin, tandis que les Anglais ne trouvaient en Écosse que des horions sans profit.

A la fin de la campagne, les auxiliaires français furent bientôt à charge à leurs hôtes, qui s'en débarrassèrent avec humeur, quoique sans vouloir payer leur passage; aussi les Français répétaient, en parlant de leurs alliés, que « onques si mauvaises gens ne virent et ne trouvèrent si faulx, ne de si petite cognaissance. » Cependant, ils avaient été bien accueillis des dames et des damoiselles, au grand scandale des habitants, et Jehan de Vienne, entre autres, avait eu une intrigue avec une cousine du roi.

Deux ans après (1388), eut lieu ce fameux épisode des guerres du *Border*, célébré sous le nom de « *la bataille d'Otterbourne* » dans les ballades écossaises, qui ont ici la plus grande analogie avec les chants nationaux des exploits du Cid en Espagne : aussi Froissard, dans sa chronique, en parle comme d'une « des plus nobles rencontres de chevalerie » de l'époque.

Une nombreuse armée écossaise s'était rassemblée à Jedburgh pour entrer en Angleterre, sous les ordres du comte de Fife, second fils du roi; mais, apprenant que les Anglais se préparaient de leur côté à une invasion de l'Écosse, le prince se contenta d'envoyer un détachement d'environ cinq mille hommes dans

le Northumberland. Douglas commandait cette troupe, le lord James, comte de Douglas, et digne de porter ce nom si redoutable à l'Angleterre. Ayant traversé rapidement la Tyne, il ravagea l'évêché de Durham et tout le pays jusqu'aux portes d'York. A son retour, il passa comme en triomphe devant les portes de Newcastle, où étaient les deux fils du comte de Northumberland, sir Henry Percy, le bouillant Hotspur de Shakspeare, et son frère sir Ralph. Ils n'étaient pas en force pour arrêter Douglas; ils se contentèrent de le harceler, et Hotspur, dans un combat corps à corps avec son ennemi héréditaire, se vit enlever sa lance, à l'extrémité de laquelle flottait un pannonceau à ses armes. « Ce trophée, dit Douglas, sera placé sur la plus haute tour de mon château de Dalkeith. » — « Cela ne sera pas, répondit Hotspur. » — « Eh bien! reprit Douglas, tu viendras alors cette nuit le chercher à la porte de ma tente. » Et il se remit en marche; mais il campa le soir, et ne s'éloigna pendant deux jours que lentement, comme pour donner le temps à sir Henry Percy de venir chercher son pennon.

Le troisième jour, Hotspur l'atteignit à Otterbourne, à la tête de plus de huit mille hommes qu'il avait enfin eu le temps de rallier. Les Écossais furent à demi surpris; le choc fut terrible, et la victoire semblait devoir rester à sir Henry, lorsque Douglas, prenant sa hache d'armes à deux mains, fondit, suivi de son porte-bannière, dans les rangs anglais, y fit un carnage affreux, et seul rétablit l'avantage du côté des siens; mais lorsque les Écossais se pressaient sur ses traces victorieuses, il tomba percé de trois blessures mortelles. On l'entoure, on s'informe de son état.

« Je me sens mourir, répondit-il froidement; mais il y a dans notre maison une prophétie qui promet qu'un chef mort gagnera une bataille; j'espère que cette prophétie va s'accomplir. Je meurs en Douglas, en plein air, et non dans un lit de malade; vous autres, cachez ma mort à l'ennemi : je vous confie mon étendard; faites entendre mon cri de guerre, et vengez-moi. »

Il fut obéi et vengé; la déroute des Anglais fut complète, et les deux Percy furent faits prisonniers. Mais l'armée rentra tristement en Écosse, plutôt comme un long cortége de deuil que comme une armée victorieuse.

CHAPITRE X.

LE RÈGNE DE ROBERT III.

En 1389, les Anglais ne possédaient plus que trois places fortes en Écosse : Robert II régnait depuis dix-neuf ans, mais son amour de la paix augmentait avec la vieillesse, et son fils aîné étant trop faible pour le remplacer, le gouvernement passa de fait dans les mains de son second fils, qui fut reconnu régent par les trois États du royaume. La mort du vieux roi fit peu de sensation, et quand son successeur monta sur le trône de son père, en changeant son nom de Jean en celui de Robert, parce que ce nom de Jean rappelait le nom et les malheurs du premier Baliol, on continua de respecter le roi dans son frère créé duc d'Albany, et à ne vanter de Robert que sa douceur, sa piété, son humilité de moine. Les grands barons levèrent plus haut la tête, et ensanglantèrent quelquefois les marches mêmes du trône. Les guerres avec les Anglais, devenues de moins en moins importantes, laissèrent une plus vaste carrière aux dissensions intestines. Les Highlanders, appelés toujours les sauvages des montagnes, firent de fréquentes excursions sur leurs voisins de la basse Écosse; et ils auraient été plus redoutables, s'ils n'avaient soigneusement entretenu leurs propres inimitiés entre tribus rivales.

Dans les loisirs de la paix, les nobles des Lowlands donnèrent souvent le spectacle chevaleresque des

tournois : on y voyait briller le jeune duc de Rothsay, héritier présomptif de Robert, et qui, plus léger que vicieux, semblait promettre à l'Écosse un prince du caractère de cet Henri V, son contemporain, dont l'âge mûr racheta si bien depuis les torts d'une jeunesse dissolue. Rothsay s'était distingué aussi pendant une courte invasion de Henri IV en Écosse. Sa mère, Annabella, espéra que le mariage changerait les mœurs de son fils; mais l'artificieux Albany mit à prix la main de son neveu, qui fut forcé d'épouser la fille de Douglas, le plus haut enchérisseur des concurrents, au préjudice du comte de March, qui avait déjà fiancé sa fille au prince, et avancé une dot moins considérable. March embrassa le parti anglais; et le jeune prince, respectant peu les nœuds d'un mariage intéressé, se fit de Douglas un ennemi personnel qui se ligua avec Albany, s'empara de son gendre, et le conduisit, d'accord avec Albany, au château de Falkland. Là, deux scélérats subalternes firent, dit-on, mourir de faim le fils du roi, dont la charité de deux femmes inconnues prolongea la vie de quelques jours, l'une d'elles lui donnant le lait de son sein à travers les barreaux de sa prison. Ce fut pour détourner l'attention publique de ce forfait que la guerre fut reprise avec l'Angleterre, et les Écossais allèrent perdre à Holmidon-Hill une bataille où les Percy vengèrent la défaite d'Otterbourne. Plus tard, Henri IV les retrouva comme auxiliaires dans les rangs des rebelles que le comte de Northumberland arma contre lui.

Cependant le malheureux Robert III, retiré dans son manoir patrimonial de l'île de Bute pour y pleurer son fils, avait découvert quels étaient ses vrais

meurtriers; dans sa sollicitude pour le jeune Jacques, qui restait encore à sa vieillesse, il le fit embarquer pour la France. Le navire fut capturé par un navire anglais, et le jeune prince captif envoyé à Henri IV, qui dit en riant qu'il parlait assez bien le français pour le lui apprendre, et lui épargner le voyage de France. Cette nouvelle acheva de précipiter le vieux roi au tombeau, et combla les vœux ambitieux du duc d'Albany. Celui-ci régna désormais pendant treize années sans contrôle, sous le titre de régent, jusqu'à sa mort, arrivée en 1419. Il eut son fils Murdoch pour successeur.

Dans l'intervalle, Henri V, qui avait succédé à son père, était presque exclusivement occupé de ses guerres avec la France, se contentant de prolonger la captivité de Jacques. Ce fut en France que les Écossais firent la guerre: on en comptait plus de dix mille au service du Dauphin, et ce fut vainement que Henri V crut se faire un bouclier de la présence de Jacques dans son camp. Il y avait chez eux un sentiment plus fort que l'amour du roi, et c'était toujours cette haine contre le nom anglais que nous verrons être longtemps encore l'expression caractéristique de la nationalité écossaise.

Le Dauphin avait confié aux Écossais, sous la conduite des comtes de Buchan et de Stuart de Darnley, la défense de la province d'Anjou contre le duc de Clarence. Celui-ci, averti que les Écossais étaient campés non loin du petit village de Beaugé, espéra les surprendre, et, laissant ses archers, parut tout à coup avec ses seuls hommes d'armes; mais une poignée de Français, retranchés dans une église, donna

au comte de Buchan le temps de ranger ses troupes en bataille. Les Anglais, craignant de perdre une occasion favorable, s'avancèrent sans prendre la peine d'emporter un poste aussi important; mais ils trouvèrent Buchan bien préparé. Clarence, distingué par une couronne d'or et des joyaux attachés à son casque, fut le premier tué de la main de Buchan. Avec lui périrent le comte de Kent, les lords Grey, Ross, et plus de quatorze cents hommes d'armes. Les comtes d'Huntingdon et de Somerset restèrent prisonniers. Pour prix de ses services, le comte de Buchan fut créé connétable de France; plus tard, Stuart de Darnley reçut la seigneurie d'Aubigny, et, faveur encore plus haute, un Douglas, détaché des intérêts de Henri V, devint duc de Touraine. Mais la fortune trahit ces braves auxiliaires de la France à Crévant et à la fatale journée de Verneuil : leurs débris devinrent les fameuses gardes écossaises de Charles VII.

Henri V n'était plus, et le duc de Bedford consentit à rendre la liberté au roi Jacques; le régent Murdoch venait de jurer une nouvelle alliance avec la France; Bedford pouvait espérer que Jacques embrasserait les intérêts de l'Angleterre par opposition aux vues du régent, qui l'avait laissé languir pendant dix-neuf ans dans les fers, sans se montrer très-empressé à traiter de sa rançon. Selon quelques historiens (1), Murdoch contribua lui-même à ramener le roi en Écosse, pour se venger de ses fils, dont l'indocilité envers lui allait jusqu'à la menace et l'insulte. On savait aussi à la cour d'Angleterre que Jacques aimait la belle Jeanne,

(1) Jean Cartier, Leland, Monstrelet, Pinkerton, etc.

fille du comte de Somerset, qu'il épousa en effet avant son départ. C'était la petite-fille d'Édouard III par son père, et par sa mère elle descendait d'Édouard Ier : que ne devait-on pas attendre de son influence sur son époux! Mais Jacques, en amenant en Écosse une femme anglaise, y apporta un cœur tout écossais. Fidèle à Charles VII, s'il ne le servit pas activement, c'est qu'il eut assez à faire chez lui pour punir Murdoch et ses fils, réprimer les rébellions, et faire respecter l'autorité royale dans les Highlands comme parmi les nobles des basses terres. Ses soins se portèrent sur tous les détails de l'administration; il encouragea l'industrie et les arts; mais il ne put étouffer tous les ressentiments des seigneurs, qui étaient grands surtout par l'anarchie. Il fut assassiné dans les bras de la reine, par une troupe de meurtriers qui pénétrèrent dans le château de Stirling comme aurait pu faire une troupe de voleurs. Cette mort avait suffi sans doute à la vengeance des mécontents, car elle ne fut le signal d'aucune révolte, et les assassins, saisis au bout d'un mois, subirent le supplice des traîtres, sans que rien annonçât qu'ils eussent été les instruments d'aucun parti.

CHAPITRE XI.

JACQUES II ET JACQUES III.

Pendant la minorité de Jacques II, il n'y eut entre les Anglais et les Écossais d'autres guerres que les incursions des deux Borders (frontières); quand Jacques fut d'âge à régner, il eut d'abord à s'affranchir de la redoutable tutelle des Douglas, que leur titre de ducs de Touraine enhardissait encore à se regarder tour à tour comme les dominateurs de l'Écosse et comme des souverains étrangers et indépendants. Il y avait quelque analogie entre le rôle que jouaient les Douglas à cette époque en Écosse et celui que jouèrent plus tard en France les princes de la maison de Lorraine. Dans un tournoi donné à l'occasion du mariage du roi avec Marie de Gueldre, le comte de Douglas parut avec une suite de cinq mille cavaliers. Il était alors lieutenant général du royaume. Après qu'il eut été obligé de se dépouiller de cette charge, il se sentit encore si puissant qu'il ne lui manquait plus que la couronne. Il avait entraîné une grande partie des nobles dans son parti, lorsque le roi le manda à la cour : soit que ce fût un plan concerté d'avance, soit que l'insolence d'un vassal aussi redoutable excitât la colère de Jacques, il eut avec Douglas une altercation si vive qu'il mit la main sur son poignard, et, dans une lutte d'homme à homme, il perça le cœur du comte. Ce fut le signal d'une insurrection,

mais la victoire resta au monarque. Le feu couva encore sous la cendre pendant quelques années. Les intérêts de l'Angleterre, d'accord avec la vengeance des Douglas, rallumèrent la sédition en 1452. Cependant cette alliance des révoltés, qui leur permit de lever une armée de quarante mille hommes, devait à la longue détacher le gros de la nation de leur cause (1). Les Douglas eurent encore le dessous, furent mis hors la loi, et dépouillés de leurs biens : ils n'eurent d'autre asile que l'Angleterre, où Jacques fit une incursion pour se venger de l'appui qu'ils y avaient trouvé.

Dans les guerres civiles des « deux roses, » Jacques prit parti pour la maison de Lancastre, et, marchant lui-même à la tête d'une nombreuse armée, il s'arrêta devant la forteresse de Roxburgh, qui depuis longtemps était au pouvoir des Anglais. C'était pour l'Écosse un monument humiliant des guerres des Édouard, et dont la destruction valait pour l'orgueil national une grande victoire. Pendant que le roi surveillait une décharge d'artillerie dirigée contre la forteresse, un canon vint à crever, et un éclat de fer le tua sur la place. Marie de Gueldre, la reine, accourut avec son fils, et, demandant vengeance aux soldats, célébra les funérailles de son époux par la prise de Roxburgh, qui fut rasé.

La minorité de Jacques II avait été funeste au pays, celle de son fils fut l'époque la plus glorieuse du nouveau règne, grâce aux soins de la reine mère et de l'évêque Kennedy, associé au gouvernement.

(1) Lettre de Jacques II au roi de France Charles VII.

Quand Henri VI fut chassé du trône d'Angleterre, la reine Marguerite et lui trouvèrent auprès de Marie de Gueldre la protection due au malheur. La cession de la ville de Berwick fut le prix de cette généreuse hospitalité. Cependant la paix était le premier besoin du royaume, et le politique Louis XI n'obtint pas de grands secours des Écossais dans ses querelles avec Édouard IV.

La mort de la régente et celle de l'évêque Kennedy livrèrent le jeune roi à l'influence d'un favori ambitieux, le lord Boyd, qui contribua cependant à l'acquisition des îles Orcades, en négociant le mariage de Jacques avec Marguerite de Norwége. Boyd et sa famille excitèrent la jalousie des nobles : leur perte fut jurée. Ils succombèrent et furent abandonnés par le roi; mais d'autres favoris leur succédèrent, qui révoltèrent encore davantage l'orgueil de l'aristocratie écossaise, et avec quelque raison. Ce n'était pas encore le temps de dépouiller entièrement la haute noblesse de ses priviléges, ou du moins une telle tentative convenait peu à la faiblesse de Jacques. Il rêva un despotisme égoïste beaucoup plus qu'une juste réforme dans l'intérêt de la couronne et du peuple. Tour à tour tributaire d'Édouard et de Louis XI, Jacques III s'attacha surtout à imiter ce dernier monarque : il ne réussit qu'à copier ses ridicules et non sa profonde politique. Superstitieux, il estimait à un haut prix les saintes reliques, et violait les droits les plus légitimes du clergé en favorisant la simonie; il eut confiance aux sorciers et aux astrologues, qui nourrirent, par leurs prédictions, sa haine jalouse pour ses frères, le duc d'Albany et le

comte de Mar. La cour d'Écosse eut ses Martius Galéoti et ses Olivier-le-Daim. Les grands seigneurs se virent dédaignés, et les hauts emplois furent confiés à d'obscurs favoris, tels que Cochrane, un maçon; Rogers, un musicien anglais; le forgeron Léonard, le tailleur Homyl. Aussi la noblesse n'eut pas de peine à faire cause commune avec le peuple contre un roi et des parvenus qui, comme tous les parvenus quand ils sont les créatures d'un caprice royal et non les représentants de leur classe, méprisaient encore plus le peuple qu'ils n'outrageaient la noblesse. Les frères mêmes du roi, dépouillés de leurs titres au profit des favoris, furent obligés de chercher un asile en France, et ne rentrèrent en Écosse que les armes à la main. Les autres grands seigneurs complotèrent unanimement contre Cochrane, devenu comte de Mar. Sa perte était arrêtée, lorsque, apercevant un moment d'hésitation, un des conjurés raconta la fable des rats et du chat auquel il était question d'attacher un grelot : C'est moi qui *attacherai le grelot au chat*, s'écria le comte Archibald d'Angus, héritier de la puissance territoriale des Douglas : le surnom de Bell-the-Cat lui en resta, car le grelot fut attaché audacieusement. Cochrane, Rogers, Léonard et les autres furent pendus sur le pont de Lauder, presque sous les yeux du roi.

Une réconciliation entre Albany et Jacques eut lieu par la suite, et dura peu : malheureusement Albany se laissa aller aux suggestions criminelles de Richard III, et sa vengeance devint trahison, même aux yeux des nobles mécontents, dont la plupart abandonnèrent sa cause par esprit de nationalité. Il

alla achever son exil en France, et y eut un fils, qui fut régent pendant la minorité de Jacques V.

Jacques III crut devoir à la terreur qu'il inspirait l'abandon d'Albany; il s'estima assez fort pour envelopper dans sa disgrâce toute sa noblesse, et se laissa abuser par la facilité avec laquelle son parlement accéda à certaines mesures qui tendaient à l'humiliation des grands. Une conspiration générale fut tramée sourdement. Le roi chercha un appui dans la médiation de l'Angleterre : ce fut un nouveau grief contre lui; on l'accusa de se vendre à l'influence anglaise. Il eut recours à la jalousie des clans et des barons du nord de l'Écosse contre les barons du midi : ces clans n'avaient pas, après les Anglais, d'ennemis plus détestés que les habitants des basses terres. Mais les barons du midi s'emparèrent du fils de Jacques, et en firent leur chef : ils livrèrent bataille au monarque sous les murs de Stirling. Jacques prit la fuite; son cheval eut peur en traversant un ruisseau, et le renversa; un meunier et sa femme, sans le connaître, l'emportèrent évanoui dans leur moulin; en revenant à lui, le monarque demanda un prêtre; interrogé par la meunière, curieuse de savoir qui il était, il lui échappa de dire : « J'étais votre roi ce matin. » Cette femme sortit en criant : « Un prêtre pour le roi! » Un homme d'armes de la suite de lord Grey s'avançant, se dit prêtre et chirurgien; il entra dans le moulin, écouta, dit-on, la confession du roi, et, en faisant le geste de l'absolution, le poignarda, puis disparut avec le cadavre sur ses épaules, sans qu'on sût qui il était précisément, ni ce qu'étaient devenus la victime et le meurtrier.

CHAPITRE XII.

JACQUES IV.

De même qu'en France le règne de Charles VIII était une sorte de réaction contre celui de Louis XI, l'Écosse vit succéder à Jacques III un prince chevaleresque et galant, jaloux de plaire à la fois aux nobles et au peuple par sa magnificence, son affabilité, son amour des arts et son aventureuse bravoure. Nous pourrions dire, pour mieux le peindre, qu'il y avait en lui encore plus du François Ier que du Charles VIII, et par malheur la fortune lui réservait une journée plus fatale que celle de Pavie. Mais avant ce jour néfaste, le tableau de son règne offre les jeux et les plaisirs d'une cour à demi française au milieu de la « sauvage Écosse : » c'étaient tantôt des tournois pour l'honneur des dames, tantôt des fêtes où présidaient des enchanteresses qui rappellent les Féronnière et les comtesse d'Étampes.

A tous ses sentiments chevaleresques, Jacques mêlait une dévotion qui venait par accès interrompre ses plaisirs; la part que, dans sa jeunesse, il avait eue à la révolte des seigneurs contre son père éveillait quelquefois en lui des remords qu'il allait apaiser en passant quelques heures et même des jours entiers dans un monastère, pour revenir à ses maîtresses, tout aussi amoureux. On prétend aussi qu'il

portait sous ses riches habits une espèce de cilice ou ceinturon de fer.

Malheureusement la fatalité mystérieuse qui allait désormais s'attacher aux Stuarts avait mis sur le trône d'Angleterre un prince prévoyant et habile, qui sut tirer parti des qualités comme des faiblesses du roi d'Écosse. Jacques eut foi volontiers au rôle qu'on fit jouer à Perkin Warbeck, prétendu fils d'Édouard IV, et il embrassa chaudement sa cause. Henri VII n'en conserva aucune rancune, et employa sa persévérante politique à distraire l'Écosse de l'alliance française. Après huit ans d'intrigues, il parvint à surmonter l'antipathie de Jacques jusqu'à lui faire accepter sa fille Marguerite pour femme : ce mariage donnait à Jacques l'espoir qu'un jour sa postérité monterait sur le trône d'Angleterre ; on voulut en faire peur à Henri : « Non, non, reprit ce prince, ce sont toujours les petits poissons qui mangent les gros. »

L'Italie était alors le théâtre où la France déployait sa valeur. Louis XII s'aperçut un peu tard qu'il avait trop négligé l'Écosse; mais il fut encore facile de détacher le chevaleresque Jacques IV des intérêts de l'avare et artificieux Henri VII (1). Henri VIII, qui succéda à son père, montra trop d'orgueil pour ramener son beau-frère à des intentions plus amicales; il suffit d'un désir exprimé par Anne de Bretagne et d'un appel fait à Jacques au nom de la dame de ses pensées, pour lui faire faire une incursion en Angleterre. Bientôt il suscita une expédition plus

(1) A peu près de cette même époque datent les lettres de naturalisation accordées en France à tous les Écossais.

sérieuse. Henri VIII guerroyait sur le continent; ses ministres répandirent l'or à pleines mains parmi les ministres de Jacques, pour détourner le coup qui menaçait les Anglais. Jacques méprisa les conseils de la politique; on eut recours aux coups de théâtre de la superstition : saint André, le patron de l'Écosse, apparut en personne dans l'église de Linlithgow, pour prédire au roi que le ciel ne combattait pas avec lui; des voix surnaturelles effrayèrent aussi pendant la nuit les bons bourgeois d'Édimbourg. Jacques n'écouta que son courage, et continua de rassembler ses troupes : l'ardeur avec laquelle il vit accourir sous l'étendard royal non-seulement ses barons, mais encore les corporations des villes et les artisans, lui prouvaient que la guerre était populaire. La tradition a conservé la chanson de guerre des gens de métier de la ville de Selkirk, qui, au nombre de quatre-vingts, combattirent à Flodden-Field, et dont le capitaine, William Brydone, greffier ou clerc de la commune, fut armé chevalier par le roi. La vengeance des Anglais condamna Selkirk à être rasé; mais les chartes de la ville attestent l'honorable réparation qu'elle obtint de Jacques V. Aujourd'hui, c'est encore une distinction recherchée que d'être admis dans les corporations de tisserands et des cordonniers de Selkirk (1).

Plus l'armée écossaise approchait de la frontière, plus elle entraînait dans ses rangs de ces belliqueux maraudeurs qui, en faisant baptiser leurs enfants,

(1) Sir W. Scott était *cordonnier* de Selkirk, et n'en était pas moins fier que d'être le vice-shérif du Selkirkshire.

exceptaient du sacrement leurs mains droites, pour qu'elles portassent des coups plus terribles à leurs ennemis.

Jacques entra en Angleterre à la tête de cent mille hommes, comme s'il eût marché à un grand tournoi; le comte de Surrey n'en avait pour lui résister que vingt-six mille. Il eût fallu que Jacques profitât du dernier moment de terreur causé par son approche; par malheur, il trouva sur les frontières les séductions du château enchanté d'Armide : lady Heron vint se jeter à ses pieds pour obtenir la grâce de son époux, qui, accusé d'un meurtre, était prisonnier en Angleterre. Jacques se montra clément; mais il ne s'en tint pas là, et perdit plus d'une semaine à faire l'amour dans le château de Ford..... Il faut être juste envers saint André : il avait mêlé à ses promesses des avis salutaires pour empêcher le roi de trop se fier à « certaines femmes, » ce qui avait fait croire que la reine délaissée était pour quelque chose dans toutes les *apparitions* en faveur de l'Angleterre. Enfin, la grande armée du roi d'Écosse commençait à manquer de vivres; la vue seule des Anglais put ranimer son ardeur : la bataille de Flodden-Field fut livrée, bataille funeste, où l'Écosse perdit ses plus vaillants chevaliers, avec son roi, dont le corps resta longtemps ignoré sous un monceau de cadavres. Le peuple crut qu'il avait échappé à la mort par un miracle, et qu'un secret pèlerinage l'avait conduit à Jérusalem : c'est ainsi que le roi dom Sébastien de Portugal avait disparu mystérieusement dans son dernier combat avec les Maures.

CHAPITRE XIII.

JACQUES V. — LA RÉFORME RELIGIEUSE.

Il fut heureux pour l'Écosse que Surrey ne se crût pas assez fort pour profiter de la victoire de Flodden-Field; le désespoir semblait n'avoir laissé aux Écossais que des larmes après un tel désastre. D'ailleurs, le temps des conquêtes était passé. Désormais la diplomatie va se charger presque seule de continuer la lutte entre les deux peuples, jusqu'à leur réunion sous un même prince. L'influence française et l'influence anglaise autour des Stuarts n'auront recours aux armes qu'après avoir épuisé l'intrigue, luttes non moins terribles que celles des âges féodaux, luttes de croyances et d'opinions, qui déplaceront les points d'appui du pouvoir, dont l'arène sera une salle de délibération ou une église, et les champions des prédicateurs ou des tribuns, dont le terme enfin pour les rois sera plus souvent l'échafaud qu'un champ de bataille.

Le point de départ de la réformation écossaise mérite toute l'attention de l'historien, car c'est la doctrine de J. Knox qui désormais, renouvelant les anciennes invasions, portera au sein de l'Angleterre les idées républicaines, destinées à conquérir le double trône des Stuarts au profit de Cromwell. Henri VIII et Wolsey, Élisabeth et Cécil, qui ne fit que suivre pas à pas les instructions de l'imprudent cardinal, ne

virent dans la réformation de l'Écosse qu'un auxiliaire de l'Angleterre contre les Stuarts et les Guises. Cependant nous sommes loin de penser que la réformation naquit en Écosse des intrigues de l'Angleterre, pas plus qu'elle ne naquit en Angleterre des adultères de Henri VIII. Elle était sans doute dans le besoin des esprits, dans le progrès naturel de la civilisation; mais elle dut sa modification particulière dans les deux pays à ces circonstances secondaires qui, en s'associant à son mouvement, furent quelquefois assez fortes pour le diriger. La réformation étant le grand événement de ce siècle, tous les autres s'y rattachent plus ou moins.

Jacques V devenait roi à l'âge de dix-huit mois. Le testament de son père conférait la régence à la reine Marguerite, sous la condition qu'elle resterait veuve. Elle s'associa les comtes d'Angus, Huntley, Arran et l'archevêque de Glascow; mais ayant épousé Angus, l'héritier de la puissance des Douglas, elle fut privée de sa part au gouvernement, et la discorde qui se glissa dans le conseil fit penser au duc d'Albany, premier prince du sang, né en France du duc d'Albany, exilé sous Jacques III. Henri VIII chercha vainement à soutenir le titre de sa sœur, et puis à l'attirer avec ses enfants en Angleterre; il sema ensuite l'or par ses agents pour ruiner l'autorité du nouveau régent, avant qu'il fût venu prendre les rênes de l'État. En arrivant, le duc trouva un parti anglais tout formé et redoutable: la jalousie des grands le grossissait encore tous les jours, et au bout de deux ans, quand Albany assembla une armée contre Henri, les chefs refusèrent de passer la frontière. Alors Al-

bany alla en personne demander à la France des secours et de l'argent. A son retour, la reine se rallia à lui; mais l'opposition des grands resta la même, et Henri comprit dans sa haine cette sœur dont il avait prétendu jusqu'alors défendre les droits. Une seconde fois Albany se rendit à la cour de François Ier, et revint avec une flotte française. L'enthousiasme du peuple fit croire que le moment était arrivé de venger l'affront de Flodden-Field. Albany conduisit une invasion en Angleterre; mais cette fois les nobles se firent battre plutôt que de seconder les projets du régent. Dans son indignation, Albany renonça dès lors au pouvoir et à l'Écosse pour retourner en France, où il mourut.

Angus, qu'un divorce sépara bientôt des intérêts de la reine, se mit à la tête du parti anglais : appuyé par Wolsey, il s'empara du gouvernement et de la personne du jeune monarque. La faveur des Douglas passait avant toutes les lois, et Jacques, alors âgé de seize ans, commençait à comprendre que la tutelle de ces grands vassaux ressemblait beaucoup à une tyrannie : il fut obligé, pour s'en affranchir, de comploter, en quelque sorte, sa fuite. Il s'évada pendant une partie de chasse, se retira au château de Stirling, et appelant autour de lui les ennemis des Douglas, se sentit assez soutenu pour les mettre hors la loi. Les Douglas se réfugièrent en Angleterre.

Jacques se vit bientôt forcé de s'armer de toute son autorité contre de nouveaux ennemis. Naturellement humain, il acquit le titre de roi du peuple et d'ami des pauvres, ce qui ne pouvait que le brouiller avec la noblesse opprimant ses vassaux. Il aimait les arts;

poëte lui-même, il aimait les lettres; mais la noblesse, ignorante et barbare, n'estimait que la science de la guerre. Il aimait la justice, et la noblesse se croyait au-dessus des lois. Il était franchement Écossais, fidèle à la France par esprit national; la noblesse prêtait l'oreille aux intrigues de Henri VIII. Repoussant les propositions d'alliance de ce monarque, Jacques alla lui-même en France chercher une reine, et épousa Madeleine, fille de François Ier. Après la mort de cette princesse, au bout de quarante jours, ce fut encore une Française qu'il voulut choisir pour compagne, et son mariage fut conclu avec Marie de Guise, veuve du duc de Longueville. Henri VIII tenta alors de s'attacher son neveu par des liens politiques : il venait de se séparer de la religion catholique, qui avait refusé de sanctionner ses adultères; il voulut persuader à Jacques qu'il devait l'imiter, dans leur intérêt commun. Le fameux diplomate Sadler se chargea de commencer sa conversion, et insista beaucoup sur l'utilité qu'il y avait pour le trésor royal de s'emparer des revenus ecclésiastiques : de tels motifs répugnaient à la conscience du roi d'Écosse. Les nouvelles doctrines n'avaient pas encore fait assez de progrès dans son royaume pour lui offrir un point d'appui assez fort dans sa lutte avec les nobles, dont plusieurs avaient d'ailleurs abjuré le catholicisme, grâce aux instigations de Henri, et moins par conviction que par envie et haine contre le clergé. Jacques, au contraire, trouvait dans le clergé un corps riche et puissant, un corps éclairé, et qui, à cette époque, lui offrait les seuls hommes d'État du pays : ce fut dans le clergé qu'il prit ses ministres. Son alliance

avec le clergé resserrait ses liens d'amitié avec la France, où les doctrines réformées avaient le dessous; il faut dire aussi que, de temps immémorial, le roi se trouvait en Écosse le chef réel de l'Église, dans ce sens qu'il était le grand dispensateur des bénéfices, investi de tous les droits de patronage. Ce n'est pas qu'il n'y eût de justes reproches à adresser, au nom de la morale et de la foi, au clergé d'Écosse : respectées jadis par un privilége spécial dans les guerres avec l'Angleterre, les abbayes avaient été trop multipliées. On pouvait justifier ces fondations lorsque c'était, de la part des rois, ménager une protection à leurs sujets, que de les rendre vassaux des monastères; mais cette protection allait se changer en proscription depuis l'apostasie de Henri VIII : il était donc temps de suspendre les donations territoriales faites à l'Église. Trop souvent les bénéfices étaient confiés à des bâtards de grands seigneurs, qui déshonoraient leur saint ministère par leurs profanations et leurs débauches; l'orgueil des prélats, enfin, égalait quelquefois celui des nobles. Mais Jacques espérait introduire une réforme parmi les ecclésiastiques, sans tomber dans l'hérésie. Telle avait été aussi, en Angleterre, la pensée du cardinal Wolsey avant sa disgrâce. Un des grands griefs des nobles contre le roi fut de le voir disposer en faveur d'hommes sortis de la classe du peuple, ou distingués par leurs talents, des bénéfices et de ces hautes dignités cléricales qu'ils avaient jusque-là regardées comme une propriété de famille.

Henri VIII, qui tranchait du théologien, envoyait ses thèses au roi son neveu, et l'invitait à des conférences religieuses. Ses ministres continuaient cepen-

dant leurs sourdes menées : sir Ralph Sadler tentait de rendre suspect à Jacques le cardinal Beaton ou Béthune, alors son premier ministre, et promettait sous main aux novateurs l'appui de son maître. Peut-être en se mettant, comme Henri, à la tête du mouvement général qui entraînait les esprits à la réforme, Jacques eût comme lui prévenu, pendant quelque temps, la révolution républicaine du calvinisme par un catholicisme mitigé; car tel est l'anglicanisme avec ses pompes, ses évêques, ses dîmes, ses bénéfices, opposé surtout aux sévères doctrines de John Knox. Il aurait pu même réformer les abus de l'Église écossaise sans rompre avec Rome, qui devait être avertie, par la scandaleuse hérésie de Henri VIII, qu'il était prudent de céder quelquefois aux exigences des temps. Jacques ne vit qu'une question d'indépendance nationale dans la répression des nouvelles doctrines; il se crut assez fort pour ne pas faire de concessions, et espéra peut-être vaincre sur le même champ de bataille la réforme et l'Angleterre.

Plaignons ce prince si affable, si juste, si généreux, et digne d'avoir été comparé quelquefois à Henri IV; plaignons-le d'avoir cru que les semences de la réforme pouvaient être anéanties dans les bûchers de l'inquisition. Il y eut quelques martyrs sous son règne: les lois parlaient, sans doute; mais il y avait de la cruauté à les écouter, de la part d'un prince qui favorisait si franchement la civilisation.

Enfin, Henri VIII crut avoir assez bien préparé les voies pour ne plus reculer devant la guerre : les deux nations allaient se heurter par un dernier choc sur les frontières, lorsque les nobles, les descendants

de ces barons naguère si heureux de pouvoir combattre les Anglais, désertèrent honteusement la bannière de leur roi. Jacques, trahi, délaissé, désespérant de l'honneur national, se retira dans son château de Falkland. Il expira à peine âgé de trente ans, le cœur brisé et rempli de tristes prévisions. Ses enfants mâles l'avaient précédé au tombeau ; il apprit sur son lit de mort qu'il venait d'être père d'une fille : « Ah! » s'écria-t-il, comme si avant de fermer les yeux il avait, ainsi que les Voyants d'Écosse, une vision incomplète de l'avenir, « la couronne nous est venue par une fille, et par une fille elle s'en ira. » Cette fille fut Marie Stuart, qui en effet devait perdre une couronne, mais en laisser deux à son fils (1).

(1) Quoique la couronne fût venue aux Stuarts par une femme, c'était la première fois que leur sceptre *tombait en quenouille*, selon l'expression de la vieille loi salique. Les historiens ont souvent récapitulé les malheurs des rois de la race des Stuarts : Robert III meurt de douleur entre un de ses fils mort de faim et un autre captif des Anglais ; — Jacques Ier est assassiné par son oncle ; — Jacques II est tué par l'éclat d'un canon ; — Jacques III est assassiné par un inconnu ; — Jacques IV meurt vaincu à Flodden Field ; — Jacques V meurt de désespoir, comme Robert III ; — Henri Stuart, lord Darnley, l'époux de Marie Stuart, mourra dans l'explosion de son palais, et Marie Stuart sur l'échafaud ; — Jacques VII seul finira dans son lit, mais l'on soupçonnera Buckingham de l'avoir empoisonné ; — Charles Ier sera décapité comme Marie Stuart ; — Charles II vivra longtemps fugitif et exilé ; — Jacques, son frère, sera chassé par son gendre et sa fille.

La fatalité ne commence pas de si bonne heure pour les Bourbons, auxquels on a comparé si souvent les Stuarts. Sous le rapport des infortunes personnelles, on trouve un autre parallèle dans l'histoire des descendants de Charlemagne : ainsi Louis le Débonnaire meurt de faim ; — Charles le Chauve est empoisonné ; —

Louis le Bègue est empoisonné; — Charles, roi d'Aquitaine, est tué par Alboin; — Louis III se casse les reins en poursuivant, à cheval, la fille d'un bourgeois de Tours; — Carloman est frappé mortellement en chassant un sanglier; — Charles le Gros périt à la fois de faim, de chagrin, de poison; — Charles le Simple meurt en prison; — Louis IV, son successeur, meurt d'un accident à la chasse; — Lothaire et Louis V, les deux derniers monarques carlovingiens, sont tous les deux empoisonnés par leurs femmes. — Enfin, le dernier héritier de cette race, Charles, duc de Lorraine, se voit forcé de céder la couronne à l'*usurpateur* Hugues Capet.

—

CHAPITRE XIV.

LA RÉGENCE DE MARIE DE GUISE.

L'Écosse, sous beaucoup de rapports, se retrouvait dans la crise où l'avait plongée autrefois la mort d'Alexandre III. La mort de Jacques changea tous les plans de Henri VIII; il revint à son premier projet de conquérir l'Écosse par un mariage. Quoique Marie Stuart ne fît que de naître, il la destina à son fils Édouard; et, pour fortifier son parti parmi les Écossais, il renvoya sans rançon tous les prisonniers et les exilés des deux règnes précédents, après leur avoir fait promettre de disposer les esprits en sa faveur.

Hamilton, comte d'Arran, qui, malgré le testament de Jacques V, avait obtenu la régence, à l'exclusion du cardinal Beaton et de la reine mère, Marie de Guise, entra d'abord dans les intentions du monarque anglais, jusqu'à ce que ses perfides menées lui eussent ouvert les yeux; mais, en s'étant déclaré pour lui, il avait fourni à ses ennemis personnels le moyen d'attaquer sa popularité. Beaton et la reine, soutenus par le parti anglais, s'emparèrent de la régence, et crurent frapper à la fois Henri VIII, l'Angleterre protestante et le parti anglais, en invoquant les mesures de rigueur contre les sectaires; mais à la tête de

ceux-ci s'élevait alors un de ces hommes indomptables qui, dans les temps de révolution, se proclamant la voix du peuple, ou plutôt celle de Dieu, semblent avoir en eux la force de toutes les résistances. C'était John Knox, qui, inférieur peut-être à Luther et à Calvin dans chacune des qualités éminentes par lesquelles brillèrent ces deux grands réformateurs, peut être alternativement comparé à l'un ou à l'autre sans trop de désavantage. Champion de la réforme écossaise encore persécutée, John Knox en resta le pontife après le triomphe. Au bruit de sa parole énergique, la persécution hésitait comme devant un être supérieur, et les victimes retrouvaient leur courage pour rappeler sa menace même en expirant; armé de la doctrine terrible du tyrannicide, John Knox brava tour à tour Beaton, Marie de Guise, Marie Stuart, et plus tard Élisabeth elle-même.

Le cardinal fut assassiné par des meurtriers qui obéissaient à la double influence de l'Angleterre et du fanatisme protestant: John Knox, s'il ne prit pas une part directe à cet acte de sang, se chargea du moins de l'approuver en langage biblique. Beaton ne fut pour lui qu'un lévite apostat égorgé par l'inspiration d'un saint zèle, au pied de l'autel, comme Zambri et Cozbi frappés par Phinéas, comme Agag coupé en morceaux par Samuel, comme les prêtres de Baal mis à mort par l'ordre d'Élie. Pour Henri VIII, les conspirateurs étaient des agents fidèles de l'Angleterre, qu'il devait soutenir publiquement contre le châtiment des lois. Ils s'étaient retirés dans le château de Saint-André, où ils défiaient la régente, lorsqu'une

armée française vint aider Marie à les soumettre : parmi les prisonniers se trouva John Knox, qu'on envoya en France passer dix-huit mois aux galères, c'est-à-dire sur les navires du roi, d'où il parvint à s'échapper.

Après la mort de Henri VIII, le lord protecteur Somerset fit demander la main de la jeune reine pour le jeune Édouard, en ayant soin d'appuyer sa demande par une armée qui gagna la fameuse bataille de Pinkie. Ce fut un coup mortel pour la nation écossaise, mais qui parut d'abord servir les intérêts du parti catholique, en lui fournissant le prétexte d'envoyer Marie Stuart à la cour de Henri II, où elle fut fiancée au dauphin. La guerre continua; mais les querelles intestines de Somerset et de Warwick amenèrent la paix entre la France et l'Écosse d'une part, et l'Angleterre de l'autre.

Marie de Guise, jalouse d'attirer à elle toute l'autorité comme régente, parvint à faire abdiquer le comte d'Arran en sa faveur : elle crut pouvoir faire alors, sans danger, quelques concessions aux réformés ; mais s'apercevant que les doctrines nouvelles ne pouvaient s'imposer à elles-mêmes de rester stationnaires, elle leur retira sa protection. John Knox, de retour, fit entendre « le son de la trompette contre le régiment des femmes ; » et les principaux réformés, les uns par esprit de prosélytisme, les autres décidés à dépouiller le clergé, se liguèrent sous le nom de « Lords de la Congrégation, » par un *covenant* ou ligue dont le terme devait être le triomphe absolu du calvinisme. Deux chefs puissants s'associèrent alors à ce parti :

le premier fut l'ancien régent que les Guises avaient créé duc de Châtellerault, mais dont le fils, ayant embrassé la réforme, avait détaché son père du parti catholique ; le second fut le fameux Murray, bâtard de Jacques V, nommé prieur de Saint-André depuis l'âge de sept ans. L'ambition et les talents de Murray le mirent à la tête de la congrégation comme chef politique. John Knox en était le chef spirituel. De nombreux renforts furent envoyés de France par les Guises à leur sœur, et avec ces missionnaires armés vinrent un évêque et trois docteurs de Sorbonne, qui ne se croyaient pas les personnages les moins importants d'une expédition à la fois théologique et militaire. Bientôt le bruit des armes couvrit celui de leurs argumentations. Si le règne de Marie d'Angleterre eût duré plus longtemps, les protestants d'Écosse, réduits à leurs propres forces, eussent été en danger ; déjà même la reine se voyait sur le point de les soumettre ou de les anéantir, lorsqu'une flotte d'Élisabeth, qui avait succédé à sa sœur Marie, vint contre-balancer les secours de la France : un traité arrêta l'effusion du sang, et ce fut même en apparence une réconciliation entre les catholiques et les protestants. Comme d'un mutuel accord, on feignit de laisser de côté la question religieuse, en stipulant seulement que les Français et les Anglais quitteraient en même temps l'Écosse : ce qui fut fait ; mais c'était abandonner la partie aux plus audacieux.

La régente mourut, et mourut probablement de douleur, disent les historiens ; Knox, occupé à rédiger une profession de foi, trouva le temps de mau-

dire son cercueil; un parlement s'assembla; la Congrégation, sûre de sa force, y fit parler ses tribuns en maîtres, et déjà même en persécuteurs. Cependant François II venait de mourir; Marie Stuart fut invitée à venir s'asseoir sur le trône d'Écosse.

—

CHAPITRE XV.

MARIE STUART.

Il est peu de noms qui réveillent autant de souvenirs que celui de Marie Stuart ; il est peu d'images aussi connues que la sienne. Ce n'est pas seulement en Écosse que le théâtre, le roman, la poésie, les ballades populaires, nous entretiennent d'elle tous les jours, et que la peinture reproduit sans cesse ce visage si beau et si doux. C'est pour nous une reine française. Son « Adieu au plaisant pays de France » nous fait encore verser des larmes, comme si d'hier dataient ces vers au pays de sa prédilection. La beauté de Marie sembla d'abord devoir être une puissance (1) ; mais cette beauté fatale lui suscita encore plus d'amants ambitieux que de serviteurs sincères. Ce fut l'occasion de ses faiblesses, le prétexte des plus atroces calomnies. Les grâces d'une femme ne furent bientôt que des armes bien fragiles dans un pays où l'austère presbytérianisme portait le coup de la mort à l'esprit galant de la chevalerie. La beauté de Marie Stuart fut un crime aux yeux de John Knox, à qui elle n'inspira que d'outrageants reproches, et qui l'appelait la nouvelle Jézabel. Enfin, le mauvais génie

(1) « Notre petite reinette écossoise, disait Catherine de Médicis, n'a qu'à sourire pour tourner toutes les têtes françoises. »

de la jeune reine d'Écosse était assis sur le trône d'Angleterre, sous la forme d'une autre reine qui convertit presque en haine de femmes jalouses la rivalité politique des deux royaumes.

Quoique, par la réduction de Calais, les Anglais fussent enfin à jamais expulsés du sol français, Élisabeth n'avait pas hésité à prendre le double titre de « reine d'Angleterre et de France. » A l'instigation des Guises, et comme par représailles, Marie Stuart avait accepté celui de « reine d'Écosse et d'Angleterre : » Élisabeth en avait été d'autant plus blessée qu'elle avait cru y voir une allusion à sa naissance, dont la légitimité pouvait être contestée. Quand le traité de Leith, qui liait les auxiliaires anglais et français, eut été conclu, elle s'empressa de l'envoyer à Marie pour qu'elle l'approuvât, tenant surtout au sixième article, qui exprimait la reconnaissance pleine et entière de ses droits à la couronne de Henri VIII. Marie refusa longtemps sa signature à un traité fait sans sa participation par des sujets rebelles, et s'en référa au parlement, qu'elle devait convoquer elle-même à son retour : ce fut le premier grief d'Élisabeth contre Marie. Digne fille de Henri VIII et d'Anne de Boulen, à la fois hautaine et dissimulée, coquette et pédante dans l'orgueil de sa science théologique, Élisabeth s'irrita toute sa vie au seul nom de Marie : comme Anglaise, elle haïssait en elle la reine de France et d'Écosse ; comme protestante, la reine catholique ; comme vouée au célibat et à la stérilité, l'épouse et la mère ; comme prétendant régner par sa beauté sur tous les cœurs, celle qu'on proclamait la plus belle des reines ; enfin, comme étant le dernier débris de la

maison de Tudor, celle qui pouvait être son héritière (1).

Quand Marie songea à prendre un époux, il n'y eut point d'intrigues qu'Élisabeth n'inventât pour rompre tous les mariages que lui conseillait son cœur ou la raison d'État; quand la démocratie religieuse humilia tous les rois dans la personne de Marie, Knox fut soudoyé par Élisabeth; quand les seigneurs se révoltèrent, Élisabeth soudoya la révolte des seigneurs; quand, dans sa fuite, Marie réclama un asile chez la reine d'Angleterre, elle y trouva la captivité, les ennuis d'une longue prison, et enfin son supplice.

Les ennemis ne manquèrent pas à Marie dans son propre royaume. Son frère lui-même, qu'elle avait fait son premier ministre, devint son persécuteur, et usurpa la royauté, moins le titre. Déjà Murray avait engagé Élisabeth à s'emparer de sa sœur lorsqu'elle partait de France. Sans doute la violence de la réforme eût suffi à briser tôt ou tard le sceptre de

(1) Jeune encore, Marie Stuart avait entrevu sous un autre jour ses rapports avec Élisabeth, lorsqu'elle disait à l'ambassadeur d'Angleterre : « Il est plus de raisons de contracter amitié entre Élisabeth, ma bonne sœur, et moi, qu'entre n'importe quels deux autres princes de la chrétienté. Nous sommes toutes deux d'une même île, toutes deux parlant une même langue, toutes deux les plus proches parentes l'une de l'autre, toutes deux reines. » *Lettre de sir N. Throckmorton au conseil d'Angleterre*, 1561. — Brantôme, un des gentilshommes chargés d'accompagner Marie en Écosse, avait trouvé un triste augure jusque dans le brouillard qui déroba sa galère aux navires anglais; car il dénonce ce brouillard comme un « digne emblème de *son royaume, brouillé, brouillon et mal plaisant.* » Brantôme, *Œuvres*, vol. II, p. 142, édit. de 1740.

Marie, reine catholique; mais, par une fatalité doublement cruelle, ce furent ses proches qui se rendirent les instruments de cette révolution régicide. L'intérêt qu'inspire une vie d'ailleurs bien connue nous défend de nous y arrêter ici, de peur d'être entraîné à dépasser les limites de notre plan. C'est à l'histoire générale d'Écosse de raconter les premiers dangers de Marie Stuart quittant la France pour l'Écosse, l'enthousiasme causé par son débarquement, les trahisons de son frère et de Maitland, les machinations insidieuses d'Élisabeth contre elle, son mariage avec Darnley, la répression d'une première révolte, la mort de Rizzio, coupable d'amuser sa souveraine avec l'aide des beaux-arts; l'effroi causé par cette mort, effroi qui alla se communiquer jusqu'au fruit que la reine portait dans son sein; le meurtre de Darnley, procès criminel mal éclairci, sur lequel la postérité n'a pas prononcé encore; la plus belle des reines comme fascinée de terreur par le farouche Bothwell, qui la condamne à un hymen sanglant et à une odieuse complicité; sa fuite, son entrée de reine captive dans sa capitale, précédée de lugubres drapeaux; sa prison au Loch-Leven; son abdication arrachée par de nouvelles violences, son évasion, sa dernière défaite à Longside, sa prison en Angleterre, l'indifférence de son fils, son jugement après dix-huit ans de captivité, sa fermeté devant ses juges, sa condamnation, son martyre, et son regret, à la vue de la hache, de n'être point décapitée avec une épée à la française (1).

(1) Le caractère de Marie Stuart est resté un sujet de controverse depuis sa mort : historiens, romanciers, poëtes, ont tour à

Avec Marie succombèrent en Écosse et l'influence de la France et la religion catholique, qui se réfugia dans quelques comtés du bas pays, et parmi les clans des montagnes.

tour rompu une lance pour ou contre la reine d'Écosse. Le recueil à peu près complet de ses lettres, publié récemment par le comte de Lebanoff, va encore renouveler le combat. La meilleure histoire à consulter est sans contredit celle de M. Patrick Fraser Tytler (tomes VI, VII et VIII), Edinburgh, 1840. Nous avons analysé le règne de Marie Stuart d'après la *Quarterly Review* (*Revue Britannique*, avril 1841). Cet article seul jette déjà de nouvelles lumières sur plusieurs des points contestés, en nous faisant surtout connaître deux personnages importants de ce drame tragique : d'abord l'agent anglais Randolph, l'espion et le traître ; puis le comte Bothwell, « audacieux, actif, libertin, mais subordonnant le plaisir à l'ambition ; faisant aussi peu de cas de la vie d'un homme que de la vie d'une bête fauve ; entouré de sicaires prêts à dégaîner leurs poignards et leurs épées au premier signal de leur maître. » Bothwell en mourant, dans un château fort de Danemark, dicta une confession testamentaire qui absolvait la reine de toute participation au meurtre de Darnley. Cette confession, adressée à Élisabeth, fut supprimée par elle. « L'histoire, qui raconte tant de crimes des rois, dit lord Brougham en parlant d'Élisabeth, offre à notre exécration peu de caractères comme celui de cette grande, heureuse et populaire princesse. » Lord Brougham rappelle qu'Élisabeth ne fit juger et condamner Marie qu'après avoir voulu se défaire d'elle par un assassinat secret ; enfin il ajoute que Marie elle-même, *comme victime d'un emprisonnement illégal*, se rendit complice de toute mesure hostile contre Élisabeth, *sans offenser ni les lois ni la morale*. (*Men of letters and sciences*, p. 185, éd. Paris.)

———

CHAPITRE XVI.

LES RÉGENTS ET JACQUES VI D'ÉCOSSE.

Pendant les dix-huit ans de la captivité de Marie Stuart, l'anarchie régna maintes fois en Écosse; et lorsque Élisabeth eut à craindre sa délivrance, c'étaient les mécontents d'Angleterre qui l'inquiétaient plus que les sujets de sa prisonnière. Elle entretint habilement les séditions autour des quatre régents qui précédèrent l'avénement de Jacques VI, et se servit à propos de la menace de rendre la liberté à Marie, pour les tenir sous sa dépendance; une seule fois elle était réellement d'accord avec Murray pour renvoyer la reine dans ses États, mais c'était sur l'assurance qu'elle y reparaîtrait en accusée, et condamnée d'avance. Sur ces entrefaites, la mort tragique de Murray vint laisser à la charge d'Élisabeth le supplice de sa rivale : Murray fut assassiné par Hamilton de Bothwellhaugh, qu'il avait dépouillé de ses biens, et dont la femme avait perdu la raison par suite de mauvais traitements qu'elle avait subis. Le comte de Lennox, père de Henri Darnley, lui succéda; un moment le parti français, ou catholique, releva la tête, mais vaincu, et réduit désormais à conspirer, ou à inquiéter le gouvernement par quelques audacieux coups de main. Lennox fut assassiné dans une tentative de révolution, qui n'aboutit qu'à cet acte de vengeance.

Le comte de Mar fut choisi par les nobles pour le remplacer. C'était un homme bien intentionné, qui mourut de douleur en voyant qu'il n'était entouré que d'ambitieux qu'irritait sa modération. Morton s'empara du gouvernement, et ne fut pas plus heureux que Mar en suivant un système contraire : sa hauteur, ses violences et ses exactions lui suscitèrent une foule d'ennemis, même parmi ceux qui applaudissaient à ses rigueurs contre les catholiques ; il perdit la régence, et la reprit en s'emparant de la personne du jeune roi ; mais celui-ci commençait à se croire d'âge à régner : il secoua le joug, et fit juger et exécuter Morton. Jacques gouverna d'abord avec de jeunes favoris ; les nobles en furent jaloux, et se révoltèrent contre le fils, comme jadis contre la mère ; ils étaient soutenus par le clergé presbytérien, qui s'écria que des favoris dissolus ne pouvaient que rendre le monarque idolâtre et papiste. Depuis le triomphe de la réforme, le clergé presbytérien, après avoir organisé une espèce de république théocratique à côté du pouvoir de la couronne, prétendait exercer un droit de censure illimité sur le gouvernement civil. Élisabeth avait d'abord favorisé cette rébellion ; elle l'étouffa en se déclarant pour Jacques, dont la dépendance devint le prix de cette médiation. Le roi d'Écosse se trouvait par là enchaîné à la cause d'Élisabeth contre sa propre mère. Intéressé à la captivité de Marie Stuart, il laissa bientôt croire à l'Europe qu'il l'était à sa mort, tant il composa froidement sa douleur quand le sacrifice fut consommé. L'Espagne jugea qu'il était de son honneur d'embrasser plus vivement la cause d'une royale victime ; mais ici l'hon-

neur de l'Espagne était aussi l'intérêt du papisme; et Jacques, héritier du trône d'Élisabeth comme arrière-petit-fils de Henri VII, avait à ménager l'orgueil national de l'Angleterre: il se déclara contre Philippe, et rendit des actions de grâces au ciel après la dispersion de l'Armada. Élisabeth ne fut pas tellement touchée de ce *désintéressement* de Jacques, qu'elle ne vît avec jalousie qu'il songeait à se marier; ce fut malgré ses intrigues pour entraver cette alliance, que le roi d'Écosse épousa une princesse de Danemark.

Dans les dernières années du règne d'Élisabeth, Jacques sut gagner à sa cause les ministres de cette souveraine, afin de s'assurer d'une utile assistance au moment de sa mort. Il voulait aussi prouver à l'Angleterre que le disciple de Buchanan était digne de continuer le règne de la savante Élisabeth; et ce fut un *livre* sur la théorie du gouvernement, le *Basilicon Doron*, qui lui servit de manifeste.

Les disputes entre le roi et le clergé presbytérien, qui se renouvelèrent plus d'une fois, irritèrent la vanité littéraire et théologique de Jacques autant que son amour pour le pouvoir. Il fut plus heureux dans ses efforts pour pacifier les montagnes, que dans ses thèses scolastiques; la conspiration de Gowrie donna cependant une pauvre idée de son courage et de sa fermeté. Mais enfin Élisabeth mourut; Cécil, fidèle à ses engagements secrets, fit avertir Jacques, qui courut prendre possession du trône d'Angleterre.

CHAPITRE XVII.

JACQUES VI D'ÉCOSSE OU JACQUES Ier D'ANGLETERRE. — SON PROJET D'UNIR LES DEUX ROYAUMES. — SES TENTATIVES POUR CONVERTIR LES PRESBYTÉRIENS A L'ÉPISCOPAT ÉCHOUENT. — SON VOYAGE EN ÉCOSSE. — SA MORT. — SON CARACTÈRE.

Quoique descendant de Henri VII, Jacques VI d'Écosse était, aux yeux des Anglais, un souverain étranger : sa mère avait péri sur l'échafaud dans ce même royaume que sa naissance l'appelait à gouverner; mais les intérêts des divers partis triomphèrent des antipathies nationales. Les puritains avaient précédemment sollicité et obtenu l'intercession de Jacques auprès d'Élisabeth. Les épiscopaux voyaient en lui un prince prévenu en faveur de leur Église, tout aussi monarchique que le catholicisme. Les catholiques pouvaient attendre au moins quelque tolérance de la part du fils de Marie Stuart : leur chef, le comte de Northumberland, entretenait depuis plusieurs années une correspondance active avec le monarque écossais. Dans cette Angleterre enfin, où naguère la vacance du trône suscitait tant d'ambitieux, aucun prétendant ne pouvait plus opposer à Jacques une rivalité dangereuse parmi les nobles, décimés en quelque sorte par les guerres civiles des « deux roses, » encore ruinés la plupart, malgré les dotations qui leur avaient été faites par Henri VIII aux dépens des abbayes, et accoutumés au rôle de courtisans dociles par la superbe Élisabeth. Le nouveau monarque ad-

mira la facilité avec laquelle ses nouveaux sujets avaient changé trois fois de religion sous les Tudors, voté et payé les impôts et les dons gratuits, les grands renonçant à leur puissance féodale, la bourgeoisie à ses franchises; tandis que la noblesse de son ancien royaume conservait ses juridictions territoriales, et que le parlement ainsi que l'Église presbytérienne exerçaient à l'envi leur « droit de remontrances. » L'uniformité des lois pour les deux pays devait donc tenter Jacques, comme un moyen de réduire l'esprit séditieux de l'Écosse; en effet, l'*union* des royaumes fut une des premières pensées du nouveau monarque. Des commissaires furent nommés à cet effet; mais cette tentative prématurée, impolitique même, parce qu'elle n'était pas populaire en Angleterre, ne fit qu'alarmer les Écossais, et n'aboutit qu'à une alliance fédérative.

Jacques échoua également dans son projet d'établir la conformité des cultes : le presbytérianisme d'Écosse s'effraya des prétentions de l'épiscopat anglican; ni l'intrigue, ni les promesses, ni les menaces, ne purent réconcilier les deux clergés. Dans les conférences d'Hampton-Court, le roi lui-même parla en docteur plutôt qu'en roi, inspiré autant par son amour pour les arguties de la théologie que par cet instinct anti-démocratique qui, malgré son éducation presbytérienne, le rattachait aux doctrines anglicanes, et peut-être, dans le fond, aux doctrines catholiques. Déjà même, avant de monter sur le trône d'Angleterre, Jacques s'était exprimé assez clairement à ce sujet dans son *Basilicon Doron;* et la complaisance dévouée du clergé anglican avait dû lui faire prendre encore

plus en haine l'âpreté des héritiers de John Knox. Il avait vu à Hampton-Court les évêques, prosternés à ses pieds, s'écrier que Sa Majesté parlait par l'inspiration du Christ. En Écosse, lorsqu'il avait voulu imposer silence, en invoquant le bon sens, aux invectives d'un prédicateur, celui-ci lui avait répondu : « Je ne veux point parler bon sens. »

En quittant l'Écosse, Jacques avait promis de visiter son royaume natal tous les trois ans : l'exécution de cette promesse fut longtemps différée.

Enfin, en 1616, il partit pour Édimbourg; son entrée en Écosse fut un triomphe, et un triomphe selon ses goûts scolastiques, car les panégyriques et les vers latins ne lui furent pas épargnés; mais ce qui charma surtout le monarque fut l'accueil que lui firent les universités : aussi voulut-il que les professeurs argumentassent en sa présence. Il lutta lui-même avec eux par de savants jeux de mots, et promit de leur témoigner sa satisfaction par ses libéralités. Mais il fut un peu refroidi par le non-succès de ses nouveaux efforts en faveur de l'uniformité des cultes; il fallut acheter bien cher les consciences du parlement d'Écosse, pour obtenir son approbation de certaines mesures favorables à la prélature; et le clergé presbytérien, toujours plus indocile, protesta contre *les cornes* de la mitre, et les rites d'un culte qui lui semblait entaché d'idolâtrie. Jacques insista au nom de sa double prérogative, comme roi et chef officiel de la religion de ses royaumes. Treize évêques furent admis dans la hiérarchie presbytérienne; mais cette concession du clergé, obtenue moitié par artifice, moitié par violence, ne fit que préparer une réaction religieuse :

dans un débat devant le conseil privé, le ministre Melville osa déchirer le linon du surplis de l'archevêque de Cantorbéry, en l'appelant *guenille* de Rome; il déclara illégales les assemblées de l'Église convoquées au nom du roi, et attribua à Satan les « sept articles de Perth, » légères modifications de la liturgie écossaise. On ne put qu'exiler Melville, qui mourut à Sedan.

Les rapports de Jacques avec l'Écosse se bornèrent presque à ces querelles théologiques et à la pacification des deux frontières. Il mourut à l'âge de cinquante-sept ans, la vingt-deuxième année de son avénement à la couronne d'Angleterre. Ce prince, devenu plus puissant qu'aucun de ses prédécesseurs, sans avoir justifié sa fortune par aucune grande qualité, eut aussi en partage plus de bonheur qu'aucun prince de son nom avant et après lui; bonheur d'autant plus remarquable que son règne est placé dans l'histoire entre deux échafauds, celui de Marie Stuart sa mère, et celui de Charles Ier son fils. Il n'avait ni beauté dans sa personne, ni héroïsme dans l'esprit. Constant en amitié, il choisit généralement fort mal ses amis. Naturellement doux et clément, il eut pour ses favoris de coupables complaisances, et lui-même il se laissa aller à des excès de vengeance. Souverain pacifique ou plutôt pusillanime, il vécut en bonne intelligence avec tous les rois de l'Europe, osant à peine réclamer par de simples négociations en faveur de son gendre, quand celui-ci perdit la couronne de Bohême. Élisabeth aurait eu l'âme plus fière (1). Il avait rapporté de sa cour presbytérienne d'Écosse des

(1) *Rex fuit Elisabeth, nunc est regina Jacobus.*

habitudes bourgeoises et mesquines; il croyait être affable, lorsqu'il n'était que trivialement familier; gâtant son instruction par son pédantisme et sa vanité, il voulut aussi quelquefois se montrer magnifique et généreux : il n'était alors que prodigue sans discernement (1).

La rivalité entre les deux peuples sembla, sous Jacques Ier, n'être plus qu'une lutte de courtisans. Les Écossais accouraient en foule à Londres, avec la prétention d'avoir la préférence sur les Anglais dans la distribution des faveurs royales. Les plus pauvres gentilshommes venaient montrer fièrement autour du trône leur pourpoint percé au coude, et s'étonnaient de ne pas être toujours reçus avec familiarité par un roi de leur pays, naguère presque aussi pauvre qu'eux. La jalousie des Anglais fut d'accord avec la vanité du monarque pour renvoyer dans leurs manoirs la plupart de ces « mendiants d'Écosse, » comme on les appelait; mais ce ne fut qu'après des querelles dont quelques-unes furent sanglantes, que Jacques parvint à modérer cette nouvelle espèce d'invasion.

L'Angleterre retira plus d'avantages du nouveau règne que l'Écosse, qui fut même lésée dans certains intérêts matériels. Avant l'union des couronnes, le commerce écossais jouissait en France de certains privilèges, supprimés naturellement du jour où la réu-

(1) Les troubles qui agitent encore l'Église d'Écosse remontent aux prétentions qu'avait Jacques Ier de soumettre le presbytérianisme comme l'anglicanisme à la suprématie du roi. Il s'est trouvé encore aujourd'hui (1845) deux opinions dissidentes dans le clergé écossais : un schisme en est résulté.

nion des couronnes plaça les marchandises de tous les sujets de Jacques sous le même pavillon.

Jacques mourut paisiblement dans son lit; cependant quelques historiens ont prétendu qu'il avait été empoisonné par Buckingham.

Les Stuarts, dans la personne de Jacques Ier, arrivèrent au trône d'Angleterre à peu près à la même époque que les Bourbons au trône de France. Il avait fallu que le roi de Navarre renonçât au culte protestant pour succéder à Henri III; si le roi d'Écosse eût été élevé comme sa mère dans le catholicisme, il n'eût pas probablement succédé à Élisabeth. Des chefs de ces deux dynasties, l'un était un guerrier dont la tête avait grisonné sous le casque, l'autre un pédant qui avait peur de l'acier d'une épée : que de contrastes dans les qualités comme dans les défauts de ces deux princes, si l'on voulait poursuivre le parallèle (1)!

(1) Sir Walter Scott a peint ce prince, au physique et au moral, dans les *Aventures de Nigel*. Le savant M. D'Israeli le père a essayé de réhabiliter Jacques Ier, en prétendant qu'il avait été à la fois renié par ses frères en royauté et ses frères en littérature. Le caractère ridicule du fils de Marie Stuart est si bien établi, que M. D'Israeli semble ne s'être proposé que la difficulté d'une argumentation paradoxale. Voir son *Character of James I*, dans ses *Miscellanies of litterature*.

CHAPITRE XVIII.

AVÉNEMENT DE CHARLES Ier. — IL PENCHE POUR LE GOUVERNEMENT DE DROIT DIVIN, ET VEUT ÉTABLIR L'ÉPISCOPAT EN ÉCOSSE. — ÉCOSSAIS AU SERVICE DE LA SUÈDE. — CHARLES VA SE FAIRE SACRER EN ÉCOSSE. — OPPOSITION DU CLERGÉ PRESBYTÉRIEN. — PERSÉCUTION. — INSURRECTION. — COVENANT.

Charles était né à Dumferline le 29 novembre 1609 : c'était en 1616 que, par la mort de son frère Henri, il était devenu l'héritier de la couronne de son père. Le nouveau roi, n'étant que prince de Galles, avait eu quelquefois une conduite légère, mais ses bonnes qualités dominaient plus souvent ses défauts. Il y avait en lui une élégance naturelle, qui contrastait avec le pédantisme de Jacques : il aimait surtout les arts en roi. Jamais monarque ne fut salué de plus d'acclamations que Charles Ier, lorsqu'il monta sur le trône (1625). Par malheur, le fameux comte de Buckingham, qui avait été son gouverneur, restait son favori; et ce seigneur sacrifia la gloire de son maître à ses propres vices. Les douze premières années du règne de Charles Ier furent signalées par ses premières luttes avec le parlement d'Angleterre; mais l'Écosse jouit de la plus complète tranquillité. Cependant, en Écosse même, germaient déjà les semences des guerres civiles qui bouleversèrent plus tard les deux royaumes. Sans tenir compte de la difficulté des temps, surtout des idées révolutionnaires nées de la réforme religieuse, Charles se croyait de bonne foi monarque absolu par la grâce de Dieu; en se comparant aux rois

de France et d'Espagne, ou plutôt en se regardant comme l'héritier des Tudors, plus absolus qu'aucun roi du continent, chaque concession qu'il faisait à ses peuples lui semblait être un don libre de sa clémence; et chaque fois qu'il attaquait un privilége ou une franchise nationale, il pensait n'user que de ses droits. C'étaient là les résultats de l'éducation qu'il avait reçue de son père, et Buckingham ne lui épargnait pas dans l'occasion ses perfides conseils. Les nobles d'Écosse se virent, dès le commencement de ce règne, menacés dans la possession des biens et revenus ecclésiastiques qu'ils avaient usurpés sur le clergé à l'époque de la réforme; leur ressentiment éclata directement ou indirectement toutes les fois qu'ils en trouvèrent l'occasion.

Depuis l'avénement des Stuarts à la couronne d'Angleterre, la paix intérieure aurait bientôt fatigué l'esprit aventureux des Écossais, si une carrière ne s'était ouverte à eux dans le nord de l'Europe, où ils purent aller dérouiller leurs épées. Déjà un régiment avait été levé en Écosse, pour le roi de Danemark, par le général Monro; le grand Gustave-Adolphe de Suède appela les Écossais en plus grand nombre sous ses drapeaux, et plus de dix mille s'y rendirent avec l'agrément tacite de Charles. Ces soldats contribuèrent à la victoire de Leipsick, au siége de Magdebourg, et à la gloire dont Gustave mourant se couvrit à Lutzen : ceux qui, depuis, retrouvèrent le chemin de leur patrie, furent d'excellents maîtres de discipline pour les troupes qui combattirent sous les étendards du Covenant (1).

(1) Voyez la *Légende de Montrose*, où le capitaine Dalgety est

Cependant Charles désirait se faire couronner roi d'Écosse en Écosse même; il entreprit comme son père le voyage d'Édimbourg, et comme lui il fut reçu avec enthousiasme. Par malheur, dans le fils comme dans le père, le théologien l'emporta encore sur le roi; et à Buckingham avait succédé dans la faveur de Charles l'évêque de Londres, Laud, aussi zélé pour la suprématie épiscopale que Charles l'était pour la prérogative royale. Le prince et l'évêque obtinrent d'abord beaucoup. Un siége épiscopal fut érigé dans Édimbourg. Pour la première fois depuis la réforme, les sceaux d'Écosse furent confiés à un ecclésiastique, l'archevêque Spottiswood; et sur quatorze autres prélats, neuf entrèrent au conseil, où leur influence prépondérante, et quelquefois leur orgueil, révoltèrent la noblesse et le peuple. Le rétablissement des abbés mitrés fut proposé par eux, et Laud eût même voulu qu'on ne tardât pas davantage à proclamer la liturgie anglicane. En général, les prélats les plus jeunes se montraient les plus exaltés; les plus vieux avaient plus de prudence, sinon moins d'ambition. Cependant la défiance fit naître des alarmes plus vives. Le roi n'était plus en Écosse; quatre ans de délai donnèrent le temps aux mécontents les plus hardis de prêcher la résistance; et quand le nouveau service fut enfin ordonné et célébré dans les églises, le tumulte grondait déjà. Dans la cathédrale de Saint-Gilles, à Édimbourg, au milieu d'une assemblée nombreuse,

le type de ces vétérans écossais. La brigade écossaise contribua surtout au gain de la bataille de Leipsick, en faisant usage du feu de peloton, qui était inconnu dans la tactique des Impériaux.

une vieille fruitière nommée Jenny Geddes, indignée contre le doyen, qui voulut officier en surplis, lui cria : « Oses-tu bien nous dire la messe? Que la colique du diable te serre les entrailles, voleur que tu es! » Puis, saisissant la chaise ou le banc sur lequel elle était assise, elle le lui jeta à la tête. Ce fut un signal pour les autres femmes du peuple, qui se précipitèrent sur le doyen pour lui arracher son odieux surplis. L'évêque s'interposa, et monta en chaire, mais ne put se faire respecter. On fit sortir du temple les plus mutins; la multitude assiégea les portes, brisa les fenêtres, et empêcha que le service fût continué, en criant : « Un pape! un pape! A l'antechrist! lapidez-le! » L'évêque et le doyen échappèrent avec peine à la vengeance des séditieux. Ces tumultes se renouvelèrent; des pétitions et des dénonciations contre les prélats furent adressées à Londres. Les grands et le peuple firent cause commune : on jura le maintien du presbytérianisme dans les assemblées particulières, puis dans les places publiques; une alliance générale de la nation fut enfin arrêtée sous les auspices d'une espèce de comité appelé les *Tables*, d'après les tables autour desquelles se réunissaient ses membres. Telle fut l'origine du fameux Covenant. Ce Covenant était une profession solennelle de la religion calviniste, — « une minutieuse abjuration des rites, « des doctrines et de toute la discipline de Rome, de « ses sacrements bâtards, de sa messe diabolique, de « ses saints, de ses anges, de sa confession, de son « eau bénite, de sa monarchie temporelle, de sa hié- « rarchie maudite, de sa prêtrise inique, y compris la « liturgie anglicane, qui en était une dérivation. » —

Le Covenant fut juré dans toutes les églises, au milieu de l'enthousiasme : cette cérémonie suspendit même dans la partie protestante des Highlands toutes les haines de clans pendant deux mois. Ce fut « la seconde réformation, sanctifiée par Dieu lui-même, » et comparée dans ses progrès « au nuage d'Élisée, qui en un instant s'étendit sur tout le firmament. » De l'adoption du presbytérianisme, il faut faire dater une réforme réelle dans les mœurs extérieures de l'Écosse, ce caractère de dévotion austère et de sombre réserve qui distingue encore les descendants des covenantaires.

Charles, comme tous les princes qui prennent leur obstination pour la fermeté, finit par s'effrayer; mais il fit des concessions, ou plutôt des demi-concessions, en prince qui cède malgré lui. En révoquant sa liturgie, il eût voulu abolir le Covenant presbytérien, et il fit proclamer un *Covenant du roi*, pour l'opposer à l'autre; mais le Covenant du roi fut repoussé comme un odieux subterfuge : « Dieu a ratifié le Covenant de l'Écosse, » s'écria une femme enthousiaste; « Satan a ratifié le Covenant du roi. » Une assemblée générale du clergé fut convoquée par Charles lui-même à Glascow, et présidée par le duc de Hamilton; mais son premier acte fut de mettre en accusation tous les prélats. Le duc de Hamilton voulut la dissoudre : l'assemblée se déclara permanente, et excommunia les évêques, ainsi que tous ceux qui signeraient le Covenant du roi. L'Écosse presbytérienne n'avait plus qu'à prendre les armes; elle le fit au nom de Jésus Covenantaire. Une armée de vingt-six mille hommes fut levée, et mise sous les ordres d'Alexandre Lesly,

général sorti de l'école de Gustave-Adolphe; la bannière, aux armes d'Écosse, portait cette devise en lettres d'or : POUR LA COURONNE DU CHRIST ET LE COVENANT.

Il fallut bien se décider à la guerre; la bannière royale rassembla à York une nombreuse armée. Qui eût dit aux ancêtres de Charles, du temps des Édouard et des Henri, qu'un Stuart conduirait un jour lui-même la chevalerie anglaise à l'invasion de son royaume héréditaire? Le presbytérianisme devint alors une nouvelle forme de la nationalité écossaise : une flotte commandée par le marquis de Hamilton se montra dans le golfe d'Édimbourg, pendant que le roi s'avançait à la tête de vingt-trois mille hommes. Les Écossais n'en conçurent aucun effroi, et franchirent la frontière; mais Charles répugnait à une bataille. Au lieu d'en donner le signal, il entama des négociations, et, désirant la paix, il l'obtint par de nouvelles concessions. Les deux armées furent licenciées; malheureusement le levain de la révolte était dans tous les cœurs : le presbytérianisme se sentait désormais la force d'être exigeant. D'ailleurs, l'exemple de l'Écosse n'avait pas été perdu pour les mécontents de l'Angleterre; ce que les uns avaient demandé et presque conquis les armes à la main pour leur conscience religieuse, les autres se croyaient en droit de le demander et de le conquérir par les mêmes moyens pour leurs libertés politiques. Les uns et les autres entrèrent en communication secrète; ce fut après de nouvelles défiances et de nouvelles prétentions que les presbytériens d'Écosse arborèrent une seconde fois l'étendard de la révolte. Charles trouva encore

une armée pour l'opposer aux rebelles. Mais cette fois-ci c'était le tour des Écossais d'envahir l'Angleterre. Les négociations arrêtèrent une seconde fois l'effusion du sang; cependant les Écossais se montrèrent moins prompts à mettre bas les armes, et leurs commissaires allèrent à Londres même pour signer le traité de pacification, pendant que leurs soldats obtenaient par avance d'être soldés par le trésor royal.

CHAPITRE XIX.

LES COMMISSAIRES ÉCOSSAIS A LONDRES. — LEUR IMPORTANCE. — GUERRE CIVILE. — CHARLES SE REND A L'ARMÉE ÉCOSSAISE, QUI LE VEND AU PARLEMENT. — SA MORT.

Les commissaires écossais trouvèrent à Londres ce Long Parlement qui éleva toutes les grandes questions des franchises nationales, et les décida enfin par une révolution d'abord constitutionnelle, et peu à peu républicaine. Désormais, dans l'histoire, les hommes les plus éminents ne sont plus que des principes personnifiés; ce qui explique l'enthousiasme et la haine des masses. Tel était déjà le progrès des idées démocratiques à Londres, qu'une sorte de sympathie pour les doctrines du presbytérianisme, représentées par les commissaires écossais, entoura bientôt leurs personnes de la vénération publique. Leur chapelle particulière était envahie par une foule où tous les rangs se mêlaient. La parole de leur prédicateur porta ses fruits; et ces mêmes Écossais, si opposés à la conformité du culte des deux royaumes, se laissant aller à l'ambition du prosélytisme, purent espérer cette « conformité » dans le sens de l'adoption générale du Covenant. Les communes et la cour rivalisèrent d'égards pour les représentants de l'Écosse en armes, qui traitèrent avec le roi dans les formes et sur les bases qu'ils voulurent. Plus tard, quand Charles, privé de ses ministres, menacé dans tous ses pouvoirs par le parle-

ment anglais, ouvrit les yeux sur sa position critique, ce fut en Écosse même qu'il résolut d'aller chercher un dernier appui. Sans doute il espérait ramener à lui les grands seigneurs et les chefs des grandes familles. Déjà il avait gagné le marquis de Montrose, naguère engagé sous les drapeaux du presbytérianisme; mais les chefs populaires des communes avaient de leur côté fait une alliance secrète avec les chefs les plus influents de l'armée écossaise. Le roi trouva Montrose en prison, et fut obligé de parler plus en suppliant qu'en roi à ses sujets, soit dans le parlement, soit sous les tentes du camp. Il fut prodigue de grâces et de promesses; mais la révolution était imminente : l'ascendant des communes d'Angleterre l'emporta sur l'autorité royale. De retour à Londres, Charles ne reçut du parlement que des remontrances sur le passé. La bourgeoisie et le peuple lui adressèrent d'abord de séditieuses pétitions, et puis réclamèrent contre les abus par des rassemblements. Les dénominations de «Cavaliers» et de «Têtes rondes» devinrent une autre sorte de manifestation d'opinions qui révéla au monarque la faiblesse numérique de son parti. Mais ce parti était la classe belliqueuse de la nation, la noblesse. Voyant sa bonne foi mise en doute, le roi se décida à courir les hasards de la guerre civile; et l'étendard royal fut arboré à Nottingham le 25 août 1642. D'abord ses armes furent heureuses; et les Écossais, restés neutres en apparence, pouvaient donner la victoire à celui des deux partis qu'ils choisiraient. Charles ne négligea rien pour les gagner à sa cause; mais ils s'offrirent pour médiateurs, et les intrigues alors se multiplièrent de part

et d'autre : le roi et les communes se jetèrent également dans leurs bras. Aux dons de la cour ils préférèrent l'alliance offerte par le peuple : le Covenant et la ligue solennelle furent adoptés par les deux royaumes. Humilier le roi flatta l'orgueil des Covenantaires, et surtout ils obéirent à l'impulsion du fanatisme, en croyant accomplir une sainte mission. Les drapeaux réunis du parlement, et ceux de Lesly, devenu marquis de Leven, furent couronnés d'une première victoire importante à Marston-Moor, et York se rendit aux vainqueurs. Ils remportèrent une seconde bataille à Newbury, et Newcastle fut pris d'assaut.

Le marquis de Montrose comprit qu'il ne pouvait plus arrêter les progrès des Écossais en Angleterre, et se rendit en Écosse même, où, joint par les royalistes d'Irlande, il espéra s'emparer du royaume. En effet, il défit les Covenantaires à Tippermuir, au pont de la Die, à Kylsyth, etc., montrant tout le parti qu'on pouvait tirer de la valeur indisciplinée des Highlanders; mais presque tout l'éclat de ses brillantes marches et de ses plus beaux exploits fut effacé par une seule défaite; la guerre de Montrose en Écosse, comme de nos jours celle de la Vendée en France, ne fut qu'une diversion passagère : la révolution devait se consommer. Charles, trahi, vaincu, se rendit lui-même à l'armée presbytérienne.

Après beaucoup d'hésitations, de négociations interrompues et reprises, les Écossais le livrèrent ou plutôt le vendirent au parlement d'Angleterre : ses sujets, devenus ses juges, l'abreuvèrent d'outrages et le condamnèrent. Un échafaud fut dressé devant son

palais; il y monta sans émotion, vit sans effroi le bourreau masqué, prononça une courte prière, adressa à l'évêque Juxon, qui l'assistait en ce moment, le mot souvent cité de « *remember* (souvenez-vous), » et abandonna sa tête à la hache régicide. Pauvre souverain, héroïque martyr, il avait été petit dans le pouvoir, il fut digne et presque grand dans le malheur.

Charles Ier avait régné vingt-quatre ans; il était dans la quarante-neuvième année de son âge.

CHAPITRE XX.

EFFET QUE LA MORT DE CHARLES PRODUIT EN ÉCOSSE. — L'ÉCOSSE RECONNAÎT CHARLES II. — MONTROSE.

L'événement tragique du régicide prouva, par l'effet qu'il produisit en Écosse, que ce royaume avait cru moins combattre pour la démocratie politique que pour la liberté religieuse. Les paroles de Charles retentirent dans tous les cœurs. « Les Écossais, avait-il dit avant de se livrer à eux, ont souvent déclaré qu'ils ne combattaient pas contre moi, mais pour moi. Je dois maintenant trouver le mot de l'énigme de leur loyauté, en leur offrant l'occasion de montrer au monde s'il faut s'en rapporter à leurs paroles plutôt qu'à leurs actions. » Quand le marché avait été conclu : « Je proteste, avait-il écrit, que les Écossais ne m'ont point trompé en ceci, car ce sont des hommes à qui je me suis confié. S'ils m'ont réellement vendu, j'en suis fâché pour eux, et je regrette que ce soit à un prix tellement au-dessus de celui du Sauveur. » Toutes ces paroles et d'autres, dignes d'un saint, avaient été scellées par le sang de Charles. Ce sang était plus écossais qu'anglais. Toutes les passions violentes cèdent promptement à une réaction. Les principes monarchiques se réveillèrent un moment chez les royalistes tièdes : les plus violents presbytériens n'osèrent justifier la vente du roi quand il ne fut plus; d'ailleurs, ils se voyaient débordés dans le par-

lement et à l'armée par les Indépendants. La monarchie était garantie par le Covenant lui-même. Les commissaires écossais avaient protesté contre le régicide : l'Écosse, en expiation de la part qu'elle y avait eue, se crut obligée de reconnaître Charles II, qui fut proclamé immédiatement. On se réserva seulement de lui dicter des conditions pour protéger la foi presbytérienne et l'indépendance du royaume. Charles II était alors à la Haye avec les royalistes vaincus, et entre autres avec Montrose, qui fut d'avis de combattre, et non de traiter avec des rebelles. Charles hésita; et puis se décidant pour ces deux partis à la fois, il entra en négociation, tout en laissant partir le vaillant marquis pour l'Écosse à la tête d'un corps d'auxiliaires allemands. Les propositions du parlement écossais furent renouvelées à Bréda, et elles venaient d'être acceptées, lorsqu'on apprit la malheureuse issue du dévouement de Montrose, qui, défait dans les Highlands, proscrit, fugitif, fut livré à Lesly, et condamné au supplice des traîtres. Il répondit avec une fierté pleine de noblesse aux lâches insultes du clergé presbytérien, qui le persécuta de ses importunités jusqu'à son dernier soupir. « Je serai plus heureux, dit-il, d'avoir ma tête exposée sur les murs d'une prison, que mon portrait dans la chambre du roi. » Quand le bourreau lui attacha au cou, par dérision, l'histoire de ses exploits qui avait été imprimée à Paris, il sourit en disant qu'il préférait cette décoration aux insignes de la Jarretière, et demanda si c'était la dernière indignité qu'on lui réservait. Ainsi mourut ce héros royaliste, dont l'héroïsme fut irréfléchi peut-être, comme l'ont prétendu les histo-

riens, mais digne encore d'être classé parmi les grands hommes de Plutarque par le cardinal de Retz. Son rival ou plutôt son ennemi, le duc d'Argyle, était à la tête du parti contraire : on l'accusa, avec quelque raison, d'avoir cherché dans sa mort un triomphe personnel. Argyle était le chef du clan des Campbells, dans lequel nous trouverons par la suite une opposition héréditaire aux Stuarts.

«On est naturellement conduit, dit sir Walter Scott, à comparer les guerres civiles d'Angleterre, pendant le dix-septième siècle, avec la révolution de France à la fin du dix-huitième; l'esprit est surtout frappé de l'analogie entre l'insurrection de la Vendée et celle qui fut dirigée en Écosse par Montrose dans le siècle précédent.

«Le parallèle n'est pas sans doute exact sur tous les points. Les montagnards d'Écosse étaient conduits au combat par leur amour naturel de la guerre, leur usage habituel des armes, et leur attachement patriarcal pour leurs chefs. Les Vendéens, peuple pacifique, ne levèrent l'étendard de la révolte que pour défendre leur religion et leurs libertés de province. Les Highlanders, commandés par le génie supérieur d'un homme dont le cardinal de Retz disait qu'il était celui qui remplissait le mieux pour lui son idéal d'un héros de Plutarque, étendirent la guerre plus loin que les Vendéens, et profitèrent mieux de leurs victoires, mais furent accablés par une seule défaite. Les habitants de la Vendée, commandés par différents chefs, ne montrèrent pas la même énergie dans le succès; mais, se confiant moins à la fortune d'un seul homme, ils se ralliaient et redevenaient victorieux

après avoir subi plusieurs échecs répétés. Le mode de combattre des Vendéens et celui des montagnards écossais étaient différents : les tirailleurs du Bocage comptaient sur la guerre de buissons ; tandis que les montagnards, après avoir fait feu, chargeaient en colonnes peu nombreuses, mais serrées, sur divers points d'une ligne étendue, et comptaient principalement sur leur habileté à manier l'épée écossaise dans une rencontre d'homme à homme. La religion, qui joua un grand rôle dans la guerre vendéenne, n'était pas au nombre des motifs qui excitaient l'armée de Montrose. Tels sont les points de dissemblance ; mais les points d'analogie sont plus fortement marqués.

« Dans ces deux guerres mémorables, ce fut une race à part, une race primitive, qui se souleva contre les forces régulières du reste de la nation, pour défendre les institutions anciennes qui lui avaient été léguées par ses pères. Dans les deux guerres, l'intrépidité, la sagacité naturelle, la force du corps et l'activité rendirent les insurgents supérieurs à leurs adversaires disciplinés, par l'impétuosité de l'attaque, la justesse des combinaisons, la célérité des marches, et la patience à supporter les fatigues de la campagne. Dans les deux guerres ils obtinrent de brillantes victoires, malgré le désavantage du nombre, malgré le manque d'armes convenables, et surtout de munitions.

« Les habitants du Bocage avaient encore cette ressemblance avec les montagnards écossais, que les mêmes désavantages accompagnaient leur mode particulier de faire la guerre. Étant tous volontaires, et servant sans solde, ils se croyaient libres de quitter

l'armée quand cela leur plaisait ; et une victoire devenait, plus fréquemment encore qu'une défaite, le signal de la diminution de leur nombre. Les Vendéens, comme les montagnards, étaient sans expérience dans l'attaque des places fortes ; et quelques-uns de leurs plus grands revers furent la conséquence d'imprudentes entreprises de cette nature. Dans un pays ouvert, favorable à l'action de la cavalerie, ces guerriers primitifs combattaient avec moins d'avantage que dans des terrains bordés de clôtures. Le nombre de chefs et officiers indépendants, tendait à introduire la discorde dans leurs conseils. Ce fut ce qui désorganisa plus d'une fois tous les plans de Montrose, et paralysa presque toujours les efforts des Vendéens. Enfin, pour conclure, une guerre qui fit tant d'honneur aux chefs qui la dirigèrent se termina, en France comme en Écosse, par leur ruine et leur mort. Plusieurs périrent par les exécutions militaires, ou sous le coup d'une sentence judiciaire ; leurs familles furent exilées ou privées de leur héritage, et ils ne laissèrent après eux d'autres fruits de leurs succès que la gloire de leur nom. »

CHAPITRE XXI.

CHARLES II EN ÉCOSSE. — CROMWELL, GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE. — IL DÉFAIT LES ÉCOSSAIS. — COURONNEMENT DE CHARLES II. — IL FAIT UNE INCURSION EN ANGLETERRE. — EST DÉFAIT A WORCESTER.

Charles II se récria contre l'exécution de Montrose, comme si c'était une violation du traité; mais on lui répliqua en lui faisant entendre que son honneur était intéressé à garder le silence : c'était le menacer de faire connaître les instructions qu'il avait secrètement données au vaillant marquis pour continuer la guerre et l'invasion, sans avoir égard au traité de Bréda. Charles souscrivit à tout; et ayant promis d'observer le Covenant, il s'embarqua pour l'Écosse. A son arrivée, il fut reçu avec des témoignages de respect. Sa table, sa suite, ses équipages, étaient d'un roi; mais les Covenantaires se réservaient tout le pouvoir, et l'insolence du clergé lui faisait surtout sentir qu'il n'était qu'un prisonnier couronné : il sut toutefois réprimer assez sa légèreté naturelle pour assister au service presbytérien, et écouter les longs sermons des prédicateurs avec une certaine gravité, que trahissaient par moments quelques signes d'impatience ou un sourire moqueur (1).

(1) Parmi d'autres aventures non moins ridicules, on raconte qu'un tête-à-tête amoureux de Charles fut observé par un voisin curieux. Un vieux ministre fut député par ses confrères pour reprocher au roi ce scandale énorme. Introduit devant le monarque,

Cependant les Écossais auraient désiré conserver la neutralité vis-à-vis de l'Angleterre : leur espoir fut déçu. Un traité avec Charles était déjà un acte d'hostilité aux yeux des Indépendants, qui se souvenaient d'ailleurs des précédentes invasions. La république devait être naturellement soupçonneuse. Tout pouvoir qui commence a besoin d'agir, pour ne pas douter de lui-même. La guerre fut décidée : on rappela Cromwell d'Irlande ; et Fairfax, qui avait d'abord accepté le commandement, s'en démit en sa faveur. Cromwell marcha contre l'Écosse, précédé de la renommée terrible de ses exploits. Les « Saints » de l'Écosse ne l'aimaient pas, et ne lui épargnèrent pas leurs malédictions, malgré son appel au Covenant. Leur indignation contre lui augmenta encore lorsque, ayant franchi la Tweed et assis son camp non loin d'Édimbourg, il convertit des églises en étables pour sa cavalerie. Lesly, qui alors égalait Cromwell en réputation de bonheur et de talent, Lesly, qui avait vaincu Montrose, fut le général chargé de réaliser les prédictions présomptueuses du clergé contre « l'impie ; » mais les prédicateurs ne se contentèrent pas de leurs anathèmes, et, accusant Lesly d'une coupable lenteur, ruinèrent par leur fanatique imprudence la sagesse de son plan de campagne. Cromwell était à Dunbar comme le lion aux abois, et Lesly se voyait sûr d'une victoire sans effusion de sang, lorsque les

il se borna à lui recommander sérieusement de fermer à l'avenir ses fenêtres en pareille occasion. On dit qu'après la restauration, Charles récompensa le ministre accommodant ; il se rappelait sans doute la plaisanterie, quoiqu'il eût bien pu oublier la sagesse du conseil. (*Border Minstrelsy*.)

prophètes crièrent à « Israël » de sortir de ses tentes malgré les remontrances du général, et de « fondre sur les Philistins à Gilgal ! » Les officiers et les soldats anglais observaient ce jour-là un jeûne solennel. Cromwell aperçut à travers sa lunette un mouvement extraordinaire dans le camp écossais : « Les voici, s'écria-t-il ; le Seigneur les livre entre nos mains. » Les Écossais continuèrent à descendre des hauteurs de Lammermoor pendant une nuit orageuse : le matin, avant qu'ils fussent rangés en bataille, ils furent surpris par Cromwell, qui, repoussé d'abord, rallia ses troupes, mit l'ennemi en déroute, s'empara de son artillerie et de son bagage, lui tua trois mille hommes dans la poursuite, et fit plus de dix mille prisonniers, dont cinq mille environ, conduits en Angleterre, furent transportés comme esclaves aux colonies. Cette victoire a été comparée par les historiens écossais à celle de Pinkie, sous la régence de Marie de Guise ; mais elle fut plus fatale encore aux vaincus par les avantages que Cromwell sut en tirer. Édimbourg se rendit à lui, et le château seul retarda le progrès de ses armes.

Ce fut une cruelle leçon pour les presbytériens ; Charles y gagna que les partis sentirent la nécessité de se rallier à une cause commune. Malgré les invectives du clergé, malgré la découverte d'une espèce de contre-révolution royaliste tentée par Charles, le parlement ne s'opposa plus à son couronnement. Après un jeûne public, en expiation des péchés de sa famille, la cérémonie fut célébrée à Scone avec la pompe la plus solennelle. Le serment au Covenant fut renouvelé, et le marquis d'Argyle posa la couronne

sur la tête du *premier roi covenantaire* de l'Écosse. On s'occupa ensuite d'une défense vigoureuse; mais Cromwell fut victorieux dans tous les combats, et Charles, sur le point d'être chassé de l'Écosse, se décida à faire une diversion en Angleterre, où il espérait être soutenu par les Cavaliers. Il s'avança donc jusqu'à Worcester à la tête de dix-huit mille hommes. Cromwell le poursuivit comme une proie assurée, l'attaqua, et anéantit l'armée royaliste par une victoire complète (3 septembre 1655). Le prince s'éloigna en fugitif avec quelques amis jusqu'aux frontières du Staffordshire, et trouva un refuge dans le château de Boscobel. Il passait tout le jour déguisé en bûcheron. La nuit, il errait de chaumière en chaumière : une fois il se cacha dans le feuillage d'un chêne, d'où il put entendre parler de lui les soldats envoyés à sa recherche.

Les guerres civiles avaient forcé chacun de montrer ses opinions à découvert : on savait jusqu'à quel point on pouvait compter sur la fidélité de ceux à qui on s'adressait. Chaque maison royaliste contenait une cachette qui avait servi de refuge aux prêtres persécutés. Charles ne trouva pas un traître, et fut conduit heureusement à Bristol par le colonel Lane, dont la sœur montait en croupe sur le cheval du monarque. De Bristol il se rendit dans le Dorsetshire, faillit être arrêté sur la dénonciation d'un maréchal qui reconnut que sa monture avait été ferrée en Écosse, traversa miraculeusement la troupe du colonel parlementaire Desborough, et s'embarqua enfin pour la France à Shoredam, après quarante et un jours de périls et d'aventures romanesques, qui devaient un

jour se renouveler pour le dernier de ses petits-neveux après la bataille de Culloden (1).

(1) Walter Scott a transporté à Woodstock quelques-uns des événements qui eurent lieu à Boscobel. (Voyez *Woodstock*, ou *le Cavalier.*)

CHAPITRE XXII.

MONK EN ÉCOSSE. — PROTECTORAT DE CROMWELL. — WOGAN. — LES DERNIÈRES ANNÉES DE CROMWELL. — SA MORT. — RESTAURATION.

Cromwell avait laissé le général Monk en Écosse : la conquête et la pacification de ce royaume devinrent désormais plus faciles ; l'union des deux pays en une seule république fut même réalisée par la volonté toute-puissante du Protecteur; mais l'Écosse ne cessa point de se regarder comme province conquise, et elle éprouva souvent toutes les rigueurs de la conquête. Bientôt Cromwell, s'élevant à la hauteur de sa fortune et personnifiant en lui les droits de la nation, substitua sa volonté souveraine à l'omnipotence parlementaire. L'effet de son gouvernement fut sensible en Écosse : sa main de fer y comprima toutes les réactions. Sous son règne, les fanatiques gardèrent le silence comme les royalistes. Il faut citer toutefois la chevaleresque entreprise de ce jeune Wogan, qui avait passé du service du parlement à celui de Charles II. Converti au royalisme par le martyre de Charles Ier, il avait rejoint le monarque dans les pays étrangers : impatient de l'exil, brûlant du désir de se distinguer par quelque prouesse, il entraîna avec lui quelques cavaliers enthousiastes, débarqua à Douvres, recruta quatre-vingts hommes, et, traversant audacieusement l'Angleterre et l'Écosse à leur tête, parvint jusqu'aux Highlands, où venait d'éclater une insurrection com-

mandée par le comte de Glencairn. Là, il se distingua par des prodiges de valeur; mais blessé, et vaincu par le nombre, il paya de la vie sa témérité.

Quand le fameux Evan Dhu, chef du clan des Camerons, et le dernier des royalistes qui portèrent les armes, les eut enfin déposées, l'Écosse subit peu à peu la paix de la servitude. La turbulence naturelle des esprits s'adoucit dans les deux royaumes; car l'enthousiasme de la religion et celui de la liberté ont aussi leur lassitude. Le despotisme militaire de Cromwell et son administration ferme préparèrent, il est vrai, les voies à la réconciliation du peuple avec le gouvernement monarchique : il n'y eut plus entre la république devenue muette et la monarchie absolue des Stuarts que la vie d'un seul homme. Cet homme avait l'instinct de la domination, mais aussi celui de la grandeur. Malheureusement, comme tous ceux qui ont eu à lutter contre des factions, il apprit à mépriser les hommes, et ne les crut bons qu'à être gouvernés malgré eux. Peut-être aussi les factions vaincues par lui l'ont-elles calomnié. La souveraine puissance modifie peu à peu les caractères les mieux trempés. Courtisé par tous les potentats de l'Europe, Cromwell s'assimila à eux, et en fut puni; car, au lieu de se grandir, il devint accessible à quelques-unes des faiblesses des rois. Ses propres soldats conspirèrent contre sa vie : il lui fallut une cuirasse sous ses habits et des gardes autour de sa personne; il évitait d'aller et de revenir par le même chemin, ou de dormir plus de trois nuits de suite dans la même chambre. Son enthousiasme religieux avait été pour lui un moyen d'influence et d'ascendant sur les autres; cet enthou-

siasme se changea en superstition. Comparé à Israël, digne de lutter avec l'ange du Seigneur, il avait bravé des armées; l'approche d'un inconnu, selon ses détracteurs, le remplissait de crainte. Au-dessus des faiblesses du remords par son ambition, lui qui avait souvent parlé en maître aux orateurs les plus exaltés, et dirigé à son gré les résolutions des chefs comme la pensée des peuples,... il se taisait confondu en écoutant les reproches de sa jeune fille, qui ne comprenait pas que le trône pût être relevé sans y faire asseoir les Stuarts. La maladie s'empara de cet esprit épuisé; il mourut, âgé de soixante ans, le 3 septembre (1658), anniversaire des batailles de Dunbar et de Worcester, qu'il avait toujours célébré comme un jour heureux pour lui (1).

(1) « Il est encore douteux dans l'opinion publique, disait J. J. Rousseau, si le meurtrier de Charles Stuart n'est point, avec tous ses forfaits, un des plus grands hommes qui aient existé. » On a souvent fait ressortir les contradictions ou disparates du caractère dramatique de Cromwell; mais, pour être juste dans ce contraste, il ne faut pas oublier que ses faiblesses ne furent saillantes que lorsque les loisirs du pouvoir absolu le livrèrent à l'inquiétude de son âme, qui tourna sa propre activité contre elle-même, comme le glaive le mieux trempé, s'il reste oisif, se laisse dévorer par sa propre rouille.

Peut-être ceux qui ont prétendu retrouver cet *immortel rebelle* dans le Satan de Milton, sont plus près de la vérité que ceux qui ont cru qu'il était le type du héros ridicule de Butler (*Hudibras*). Un de nos poëtes partagerait cette dernière opinion, si son expression de Tibère Dandin (j'aimerais mieux Sylla ou César-Dandin) ne s'adressait exclusivement à Milord Protecteur, c'est-à-dire, à Cromwell dans les dernières années de sa vie. Cromwell a été de son siècle: s'il a été supérieur à son parti et à l'époque par son génie, il n'en est pas moins demeuré puritain de 1640 par ses mœurs publiques et

Le portrait qu'en a tracé Milton nous peint Cromwell portant la tête plus haute; et, sans jeter un voile officieux sur des actes blâmables, alors même que la nécessité semble les justifier, nous devons nous défier de ceux qui voudraient abaisser et surtout ridiculiser l'homme en qui se personnifia si longtemps le génie politique de l'Angleterre. Les mêmes accusations, les mêmes moqueries ont été adressées au parti que Cromwell représenta comme chef, avant de représenter l'État tout entier comme lord Protecteur.

Son fils Richard succéda à son père comme lord protecteur; mais ses goûts l'appelaient à la vie privée: l'opposition du parlement qu'il avait convoqué, puis le contrôle despotique que voulurent s'arroger sur

son costume, comme il était resté homme dans le cercle de sa famille, même après avoir transporté ses foyers domestiques sous les lambris de White-Hall.

On a comparé maintes fois Cromwell à Bonaparte, le lord Protecteur à l'Empereur. Malgré les différences essentielles qui distinguent ces deux grands dominateurs, quelques analogies de position et de fortune ont suffi à ces parallèles, les uns dans le sens de l'éloge, les autres dans le sens de l'outrage : ce n'est pas Cromwell qui y a perdu. Il faut remarquer enfin que quoique en Angleterre on n'ait pas encore réparé le dernier outrage fait à ses restes mortels, chaque jour son caractère moral grandit. Voyez l'opinion de M. Macaulay, dans un article sur Milton considéré comme poëte, et comme homme politique. (*Revue Britannique*, année 1844.) Enfin, ce penseur original Thomas Carlyle, proclame Cromwell *the remarkablest governor we have had here for the last five centuries or so :* « le plus remarquable *gouvernant* qu'ait eu l'Angleterre depuis cinq siècles; » *the ablest man of England, the king of England :* « le plus habile homme de l'Angleterre, le vrai roi de l'Angleterre. » *Past and Present*, pag. 98. — Voyez aussi le volume de Carlyle intitulé *Hero-worship.*

ses actions les chefs militaires, lui firent peur : il abdiqua, vécut jusqu'en 1712, et mourut obscur et oublié à l'âge de quatre-vingt-six ans.

On a souvent répété avec approbation le mot méprisant du prince de Conti, qui ne comprenait pas, en vrai prince, qu'on pût descendre volontairement d'un trône. Richard n'était qu'un honnête homme. Princes et peuples, nous préférerons longtemps encore peut-être l'audace à la modération, le héros au sage (1).

On ne sut d'abord à qui allait appartenir la puissance souveraine : les Indépendants désiraient le retour du gouvernement républicain ; mais les Presbytériens revenus de leur exaltation ne demandaient plus que des garanties, quel que fût le gouvernement qui serait adopté. Le plus stable leur semblait désormais le meilleur. Le peuple était presque indifférent, et contre son indifférence échouèrent les regrets de quelques vétérans de la révolution ; bientôt même l'inconstance populaire se surprit à tourner ses regards du côté de la dynastie des Stuarts : on se demanda ce qu'ils étaient devenus, et le malheur même de Charles fut pour lui un titre d'intérêt. Les membres survivants du Long Parlement ne parurent plus qu'odieux et ridicules dans leur prétention à la souveraineté. Les royalistes profitèrent de cette disposition des esprits ; et l'homme qui avait le plus d'influence sur

(1) Les poëtes dramatiques ont peut-être mieux jugé le fils de Cromwell que les historiens. Voyez *le Fils de Cromwell*, par M. Eug. Scribe : nous avons aussi publié une tragédie de M. Serle sur le même sujet, dans la *Revue Britannique*, année 1843.

l'armée ayant fait ses arrangements avec Charles ou ses partisans, toutes les chances se réunirent en faveur de la royauté. La république était partie d'Écosse, la restauration ou contre-révolution en vint aussi. Monk dissimula adroitement ses intentions, et marcha sur Londres, après s'être déclaré hautement pour le parlement. Quand il fut bien assuré du succès, il sembla céder à l'assentiment général : Charles fut proclamé. On parla des conditions de son retour : alors Monk répondit que l'impatience de son armée était si grande, que tout délai serait à craindre. L'enthousiasme est contagieux. Les acclamations retentirent d'une extrémité de l'Angleterre à l'autre : Charles fut rétabli sans conditions sur le trône de ses pères, après vingt ans de guerres intestines et de révolution. Son voyage de Douvres à Londres fut un véritable triomphe (1)

(1) Voir la *Vie de Monk*, par M. Guizot.

CHAPITRE XXIII.

LA RESTAURATION EN ÉCOSSE. — DÉSAPPOINTEMENT DES PARTIS ET RÉACTION ÉPISCOPALE. — RÉACTION ROYALISTE. — TROUBLES. — RÉFRACTAIRES. — PERSÉCUTION. — DRAGONNADES. — BATAILLE A LOUDON-HILL. — CLAVERHOUSE, BURLEY. — BATAILLE DU PONT DE BOTHWELL.

L'avénement de Charles II ne fut pas accueilli avec moins d'enthousiasme en Écosse (1) qu'en Angleterre; mais l'espérance de la nation y fut encore plus cruellement trompée. L'oubli de toutes les promesses y rendit peu à peu le gouvernement odieux à tous les partis.

Les garnisons anglaises furent licenciées. Cette mesure était populaire, ainsi que celle de la destruction des forts et des citadelles : c'était reconnaître pleinement l'indépendance nationale de l'Écosse. Mais l'indépendance de l'Église presbytérienne, qui en faisait partie, n'était pas moins chère à la masse du peuple : elle avait été garantie par le traité de Bréda. Charles ne voulut pas s'en souvenir, ou plutôt il ne se souvint que des longs sermons que les pasteurs presbytériens lui avaient fait subir; et, avec une légèreté un peu cruelle, il trouva plaisant peut-être de s'en venger. Les condamnations commencèrent par les chefs dont

(1) On cita parmi les enthousiastes de la restauration la même femme qui avait jeté son banc à la tête du doyen de la cathédrale de Saint-Gilles, et qui contribua au feu de joie allumé en honneur du retour de Charles, en y jetant sa chaise et ses paniers d'étalage.

il avait eu le plus à se plaindre. Des exceptions vinrent perfidement limiter la loi d'amnistie. Le marquis d'Argyle, dont Monk trahit la correspondance, fut jugé et mis à mort. Guthrie, prêtre enthousiaste, fut atteint également par la réaction et exécuté. Les courtisans aveugles ou intéressés de Charles lui persuadèrent que le presbytérianisme n'était plus que la religion de quelques obscurs fanatiques, et « indigne d'un gentilhomme. » Quelques ministres apostats, séduits par la faveur et les dignités, entre autres Sharp, nommé primat d'Écosse, le confirmèrent dans cette opinion. Ici encore c'était la lutte du principe d'autorité contre le principe du libre arbitre. La hiérarchie épiscopale fut décrétée, les prélats consacrés, les Covenants abolis, les prêtres soumis à une réélection ou remplacés; et la violence vint au secours de ce système. Le peuple ne protesta d'abord contre l'épiscopat qu'en refusant d'assister au service divin. Telle fut l'origine des conventicules. « La manne avait cessé de tomber autour des temples d'Israël : » chaque dimanche, les zélés presbytériens désertaient en corps la paroisse et l'église, pour aller entendre l'ancien pasteur, d'abord dans quelque maison, ensuite en plein air, quand la maison ne pouvait plus contenir la foule. Le parlement d'Écosse avait été assemblé, mais des élections illégales en avaient fait un parlement servile : d'ailleurs, le gouvernement résidait dans un conseil privé que présida d'abord Middleton, agent odieux de la tyrannie, et après lui Lauderdale, homme ambitieux, jadis attaché au Covenant, aujourd'hui dévoué à l'Épiscopat; autrefois partisan de la modération, mais violent et sanguinaire dès qu'il fut

convaincu que c'était le meilleur moyen de faire sa cour.

La proscription devint de plus en plus sévère contre les prédicateurs et leurs adhérents. Les amendes atteignirent les riches; les exécutions militaires, toutes les classes. La crainte, d'abord supposée, bientôt réelle, d'une insurrection, fut un motif pour augmenter le nombre des troupes : les réfractaires furent *dragonnés* (*dragooned*), expression qui, devenue historique en Écosse, rappelle à la fois les fameux dragons de Claverhouse, et les missionnaires non moins redoutés des Cévennes en France. L'insurrection éclata enfin dans les provinces de l'ouest. Un pauvre vieillard des environs de Dumfries avait été arrêté, ne pouvant payer l'amende de l'Église; il était étendu par terre et garrotté, pour être conduit en prison. Les paysans, indignés de ce traitement barbare, désarmèrent les soldats. Cet acte, nullement prémédité, fut suivi de la peur du châtiment; la guerre seule pouvait en préserver les coupables : ils crièrent aux armes. Les fugitifs des marais et des montagnes s'unirent à eux, et formèrent une armée de deux mille hommes commandée par deux officiers obscurs, Learmont et Wallace. Cette première flamme de révolte fut éteinte au combat de Pentland-Hill, si célèbre par les ballades populaires. Mais les précautions violentes du gouvernement redoublèrent, et les prédicateurs continuèrent à protester contre « les impiétés d'Achab. » On prétendit les ramener par un prétendu décret de tolérance (*acte d'indulgence*). Quelques-uns consentirent à être tolérés; mais ils furent traités d'Érastiens par les autres, et comparés injurieusement à

des chiens muets, incapables d'aboyer. La « voix du désert » avait seule de la puissance; elle retentit bientôt plus haut que jamais : on y répondit par de nouvelles rigueurs. Lauderdale comprit qu'il avait besoin d'une armée permanente, et appela aux armes six mille Highlanders, auxquels furent livrés les comtés de l'ouest comme un pays conquis. Le pillage, les déprédations de toute espèce et les actes les plus atroces achevèrent d'exaspérer la population, contre laquelle il avait été si facile de réveiller les anciens ressentiments des montagnards.

Une humble pétition fut portée à Londres et repoussée : cependant on fit rentrer les Highlanders dans leurs montagnes, où ils emportèrent leur butin ; et il ne resta plus que cinq mille hommes de troupes réglées, pour exploiter paisiblement la terreur causée par leur invasion.

Une nouvelle insurrection devint une vraie guerre civile, qui commença par la défaite des soldats royalistes à Loudon-Hill, et finit par la déroute des Whigs au pont de Bothwell. Ce sont ces deux combats que le romancier de l'Écosse moderne a célébrés en poëte dans le roman épique d'*Old-Mortality* (1), dont les héros sont Balfour de Burley, Claverhouse, devenu depuis comte de Dundee, et le beau Monmouth, le fils naturel de Charles, qui avait épousé la fille du duc de Buccleugh, la plus riche héritière d'Écosse.

Monmouth, jeune prince qui cherchait à se faire une popularité, désirait épargner le sang; il fit promettre quartier à tous ceux qui le demanderaient, ce

(1) Les Puritains d'Écosse.

qui lui attira les reproches des exaltés parmi les royalistes. Il fut heureux pour les insurgés que la bataille du pont de Bothwell ne fût pas livrée un jour plus tard, quand le vieux Dalziell, bien digne de partager avec Claverhouse la haine et la crainte que celui-ci inspirait aux Whigs, arriva dans le camp, porteur d'une commission qui ôtait le commandement à Monmouth pour le lui transférer. On dit qu'il reprocha publiquement au duc son excessive douceur. « A votre place, dit-il, j'aurais empêché ces coquins de jamais troubler le pays. » Cependant, malgré les ordres du duc, la cavalerie fit un grand carnage des fuyards, dont quatre cents furent tués; et Claverhouse vengea cruellement la mort du cornette, son parent, tué à Loudon-Hill.

Monmouth, rappelé à Londres, supplia le roi d'user de clémence. Mais le monarque préféra écouter Lauderdale, à qui resta confié le gouvernement de l'Écosse. « Croyez, dit-il, que Lauderdale agit par mes ordres et dans mon intérêt. » Charles était trompé, car l'intérêt d'un roi n'est jamais d'être barbare; mais il redoutait toujours le principe démocratique contenu dans le presbytérianisme. Le duc d'York, envoyé à Édimbourg à la place de Monmouth, fit suspendre les exécutions militaires. Ce prince, proscrit lui-même, et exilé en quelque sorte à cause de sa religion, répugnait à une persécution religieuse. Plus tard, lorsqu'il fut sur le trône, ce fut même au nom de la tolérance qu'il admit les catholiques aux emplois : il prétendait, en abolissant les lois du *test*, servir à la fois la liberté de conscience et les autres libertés du pays. Peut-être aussi le duc d'York avait-il dès

lors une arrière-pensée de contre-révolution. Soit humanité, soit politique, il se montra ennemi de toute réaction, impartial entre les diverses sectes, affable pour tous les partis. Il se rendit par là agréable à toutes les classes, mais il gagna surtout l'aristocratie des villes et les chefs des montagnards, dont la fierté fut sensible à ses prévenances. Il habitait le château d'Holyrood, et sa promenade de prédilection était dans le parc voisin, qui a retenu son nom.

Il fut rappelé au bout de trois mois, et les rigueurs qu'il avait suspendues reprirent leur cours. Alors naquit la secte des Caméroniens, ainsi nommée de Caméron, un des chefs échappés au massacre de Bothwell-bridge. Cette secte se mit en révolte ouverte contre l'autorité royale, en déclarant qu'elle ne reconnaîtrait qu'un roi qui aurait souscrit au Covenant.

Le duc d'York, renvoyé de nouveau en Écosse, y revint sans doute avec des instructions plus sévères, ou qu'il n'éluda plus comme la première fois. Toute sa politique se trouva changée : on eût dit qu'il se reprochait d'avoir favorisé par sa tolérance la naissance de cette nouvelle secte, qui débutait par tant de violence et de fanatisme : il fut violent et fanatique comme elle, répondant à la révolte par la persécution. On ne peut cependant attribuer encore cette conduite nouvelle à cet esprit de prosélytisme catholique qui lui fit plus tard rêver la conversion de ses trois royaumes. Le duc d'York associait seulement sa pensée à celle du conseil privé d'Écosse, qui se trouvait fatalement l'expression des rancunes épiscopales et des rancunes anglaises. La persécution, d'ailleurs, ne s'arrêta pas aux Caméroniens rebelles. A la puni-

tion des coupables, on ajouta bientôt les menaces contre les suspects. Une conspiration découverte prouva, il est vrai, que plusieurs seigneurs ou grands propriétaires étaient aussi hostiles au gouvernement que ces pauvres habitants de la campagne, égarés par les doctrines de Caméron. Des noms illustres ou vénérés, ceux d'Argyle, de Baillie de Jarviswood, de Patrick Hume, figurèrent sur la liste des proscrits. La guerre civile n'était pas loin, lorsque le duc d'York fut rappelé à Londres par son frère, dont la santé déclinait, et qui mourut d'une attaque d'apoplexie le 6 février 1685.

Il serait injuste peut-être de juger Charles II par la tyrannie de son gouvernement en Écosse; car, en Angleterre, il fut despote, mais non tyran. Son égoïsme et sa légèreté le livrèrent tour à tour aux conseils les plus opposés; mais il y avait en lui du roi débonnaire. En religion, son indifférence ne pouvait en faire un prince intolérant : si, sur ses derniers jours, il se convertit au dogme catholique, ce fut plutôt en cédant à l'obsession de son entourage qu'à sa conviction (1).

(1) Voyez, sur ce règne, les histoires de MM. Mazure, Guizot, etc.

CHAPITRE XXIV.

AVÉNEMENT DE JACQUES II D'ANGLETERRE OU JACQUES VII D'ÉCOSSE. — ESPÉRANCES DES DIVERSES SECTES. — JÉSUITES. — PROSCRIPTIONS.

A l'avénement de Jacques II, il y avait en Europe d'autres rivalités que celle de l'Angleterre et de l'Écosse : l'antagonisme du principe de liberté et du principe contraire, associant désormais la politique à la religion, décidant des guerres et des alliances, déplaçait tous les points d'appui des États secondaires. Ces principes, mal définis encore alors, et que la philosophie n'a peut-être pas encore parfaitement définis aujourd'hui, ne se combattaient pas directement par leurs extrêmes; car il existait des monarchies plus absolues que celle des Bourbons, et des démocraties plus républicaines que celle qui obéissait au Stathouder; le catholicisme gallican n'était pas non plus le papisme. Ce n'était pas dans la Hollande, pays de banquiers ou de bourgeois opulents, que le calvinisme pur avait triomphé. Mais Louis XIV et Guillaume se trouvaient les représentants, la double personnification de ces deux systèmes, et ils ralliaient autour d'eux toutes les nuances d'opinions, toutes les fractions d'intérêts. De quel côté allait se placer l'Angleterre? Louis avait pour lui le nouveau prince, sa conscience dévote, ses instincts de roi jaloux de sa prérogative. Il lui continua les subsides auxquels toute

la cour de Charles II avait tendu la main. Il fallait encore, cependant, que la nation fermât toujours les yeux ou se laissât distraire de l'ébranlement général par ses luttes intérieures, sinon par un calme passager. Était-ce possible, même avec beaucoup de prudence? Guillaume dut certainement tourner souvent des regards inquiets de ce côté, avant d'entrevoir la chance de résoudre hardiment le problème, en se substituant sur le trône à son beau-père.

On eût dit, en effet, que les souvenirs de l'anarchie républicaine, et du despotisme parlementaire de Cromwell qui lui avait succédé, plaçaient à jamais la famille des Stuarts à l'abri d'une révolution nouvelle. Tant de sang versé, tant de réactions politiques n'avaient abouti qu'à une restauration sans condition. Les fautes et les vices de Charles II avaient pu avilir le trône sans l'ébranler : le peuple s'inquiétait peu qu'on assemblât ou non un parlement, dont la servilité répondait de tous les abus comme de tous les impôts. Jacques le convoqua sans crainte, et en obtint tout ce qu'il voulut. Le nouveau roi, catholique avoué, se voyait salué d'acclamations par ce peuple qui, naguère, brûlait solennellement le pape en effigie. Au dehors, il avait pour lui l'alliance ou plutôt la protection de la France. Il s'était fait couronner sans scrupule par l'archevêque de Cantorbéry, selon les formules de l'Église anglicane; car l'Église anglicane reconnaissait alors, elle aussi, le *droit divin* des rois. Rien ne manquait donc à son titre. Les historiens anglais conviennent enfin que telle était la force de Jacques à son avénement, que, s'il eût voulu se contenter de rétablir ou le papisme ou le pouvoir absolu, il y eût

réussi. Jacques, imprudemment, voulut rétablir l'un et l'autre : il échoua (1).

L'Angleterre ne fut pas seule à se réjouir de l'avénement de Jacques II. Pour l'Irlande, naturellement, la joie était celle d'un triomphe : l'Irlande avait enfin un roi de sa religion. L'Écosse presbytérienne éprouvait bien quelques défiances, mais elles se dissipèrent : l'espoir prévalut, parce que les partisans que le duc d'York s'était faits pendant son séjour à Édimbourg vantaient ce caractère sérieux et sévère, mais honnête, plus écossais qu'anglais, qui ressortait surtout par le contraste de la légèreté de Charles II. Les diverses sectes semblaient ne réclamer que son impartialité, se contentant d'un compromis qui garantirait leur sécurité. Les presbytériens redoutaient plus, en effet, un roi *anglican* qu'un roi *catholique*, qui affectait de ne demander que la tolérance pour lui comme pour les autres. Les Épiscopaux, devenus plus indifférents après la victoire, se contentaient encore plus volontiers de la déclaration solennelle faite par le nouveau monarque, qu'il ne changerait rien à ce qu'il trouvait établi dans l'Église et l'État.

Jacques ne tarda pas à dévoiler ses secrets desseins, ou peut-être la servilité dont on l'entoura lui fit regretter d'avoir promis plus qu'on ne lui demandait. L'exemple de Louis XIV lui parut facile à imiter. Ses tentatives d'introduire les catholiques dans les hauts emplois en Angleterre alarmèrent bientôt les Épisco-

(1) Voyez *la Vie et le Temps* de D. de Foe, publiés récemment par Wilson, et un article de la *Revue d'Édimbourg* de janvier 1830, p. 405. N. N. E.

paux investis des hauts emplois en Écosse, surtout lorsqu'ils virent le comte de Perth, chancelier de ce royaume, se convertir à la religion du roi. Ils comprirent alors ce que celui-ci voulait en proposant l'abolition du *test* et des lois pénales contre les papistes au parlement d'Édimbourg. Une amnistie fut proclamée, il est vrai, en faveur des presbytériens exaltés; mais les termes de cette amnistie laissaient une porte ouverte aux exceptions. Dicté par la politique plutôt que par la charité chrétienne, cet acte de fausse tolérance n'empêcha pas de poursuivre les Caméroniens, sous prétexte qu'ils s'étaient eux-mêmes mis hors toute espèce de loi humaine, en ne reconnaissant d'autre roi que Jésus-Christ. Les Caméroniens appartenaient généralement à la classe des paysans et des prolétaires: cette classe fut bientôt dénoncée tout entière. Quelques seigneurs de la haute et de la basse Écosse protestèrent contre cette persécution exceptionnelle : ils y furent compris. Les proscrits et les exilés avaient une famille, ils avaient des amis. La persécution menaça aussi de les frapper de ses rigueurs. On eût dit que le gouvernement avait intérêt à augmenter le nombre des coupables. Les *dragonnades* du temps de Charles II continuèrent.

Le fils du duc d'Argyle, exilé contumace en Hollande, crut le moment favorable pour faire une descente à main armée sur le sol natal. Débarqué tout à coup dans son comté héréditaire, il fit courir la *croix de feu* dans les montagnes : cinq mille hommes marchèrent avec le clan des Campbells sous sa bannière; mais les autres clans étaient ou catholiques et dévoués à Jacques, ou ennemis des Campbells : dans l'ouest,

la déclaration du duc ne satisfit pas pleinement les fanatiques Caméroniens; d'ailleurs, le pays était occupé militairement et comprimé. Argyle, réduit à ses propres forces, et égaré dans une marche mal calculée sur Glascow, perdit sa cavalerie avec son bagage dans un marais, et vit le désordre se mettre parmi ses partisans, qui se dispersèrent presque sans combattre. Lui-même, fugitif, déguisé, saisi par des soldats anglais, il fut reconnu par Shaw Greenock, leur commandant, à sa longue barbe, qu'il avait laissée croître depuis qu'il s'était échappé de sa prison sous Charles II. Il se résigna à son sort avec courage. La royauté crut venger Montrose en traitant le fils de son ennemi comme le vaillant marquis l'avait été par les républicains. Argyle supporta toutes les indignités qu'on lui prodigua, et subit le dernier supplice avec un admirable courage : son père, qui passait pour timide, avait trouvé la même fermeté quand il avait fallu mourir. L'héroïsme est de tous les partis.

La révolte avait arboré aussi son étendard en Angleterre. Monmouth, le fils naturel de Charles, surnommé le *prince whig* et le *duc protestant*, par opposition au roi, se crut appelé à rallier autour de lui les éléments d'une révolution. Ceux qui avaient voulu autrefois exclure en sa faveur le duc d'York de la succession, formaient toujours un parti : quelques-uns se contentaient de lutter par la polémique, en invoquant les doctrines d'Algernon Sidney; mais d'autres avaient plus volontiers recours aux complots, et ceux-ci promirent une victoire facile au duc de Monmouth. Il concerta son insurrection en Angleterre avec celle d'Argyle : les temps n'étaient pas encore venus, et il ne fut pas

plus heureux qu'Argyle. Jacques fut inexorable envers le fils de son frère, qu'il vit froidement ramper et pleurer à ses pieds. Du reste, Monmouth avait plutôt ces qualités aimables et cette beauté de visage qui font les favoris, que l'énergie et la fermeté nécessaires à un chef populaire : son supplice excita des regrets et fit couler des larmes, mais n'inspira pas un vengeur.

Jacques cependant, croyant que cette double insurrection justifiait une réaction complète, était résolu de prendre à la lettre les adresses de fidélité fanatique ou hypocrite qui lui arrivaient de toutes parts. L'Angleterre n'eut plus rien à envier à l'Écosse en fait de tyrannie, lorsque le juge Jeffryes, d'odieuse mémoire, vendit la justice aux caprices de son maître. Le roi, dans ses lettres, disait : « Mon lord chief-justice est entré en campagne (1).... Il en a déjà condamné des centaines, dont quelques-uns sont exécutés, dont le plus grand nombre le sera ; les autres seront envoyés aux plantations. » Eh bien ! tant que les intérêts temporels et spirituels de l'Église anglicane furent respectés, l'Église continua de prêcher l'obéissance passive ; mais un certain nombre de catholiques ayant été peu à peu placés à la tête de l'administration, le clergé changea de langage. Qui pouvait garantir qu'après avoir réintégré les *papistes* dans les hauts emplois et dans l'armée, le roi ne voudrait pas réintégrer

(1) *My lord chief-justice is making his compaign.*

(2) La correspondance de Barillon (*Archives des affaires étrangères*) semble même disculper le père Petre, que tous les historiens accusent d'avoir égaré la conscience du roi. Mais il paraît certain que les principaux catholiques n'approuvaient pas Jacques, dont la précipitation les *compromettaient*, disaient-ils.

aussi l'Église militante dans sa splendeur mondaine. Le rétablissement du catholicisme menaçait les descendants et les héritiers de tous ceux à qui Henri VIII distribua les dépouilles des monastères. Où s'arrêterait ce retour au papisme?

L'Écosse donna le premier signal de la résistance. Un collége de jésuites avait été fondé à Édimbourg même, dans le palais d'Holyrood, pour l'instruction gratuite de la jeunesse, et une chapelle fut préparée pour y célébrer la messe; mais, un dimanche, le peuple, excité par ses ministres, se leva en tumulte, attaqua le prêtre à l'autel, et le força d'abjurer publiquement. Dans les ordres plus élevés de l'État, l'opposition osa aussi se montrer menaçante, malgré le comte de Murray, nouveau converti, qui semblait vouloir expier par son zèle les torts de son aïeul contre le catholicisme. Les Presbytériens comme les Épiscopaux, ne pouvant plus douter, d'après tous les actes du gouvernement, que le papisme allait être rétabli, se réveillèrent de leur torpeur ou de leur indifférence.

En Angleterre, après avoir voulu vainement faire approuver par les évêques sa prétention de *dispenser* du serment du *test* sans recourir au parlement, Jacques ne dissimula plus son intention d'introduire les enfants d'Ignace dans le professorat des universités de Cambridge et d'Oxford. Comme ce n'était plus la liberté qu'il attaquait, mais des priviléges, les universités, et surtout celle d'Oxford, naguère complice jusqu'à la servilité de toutes les prétentions du pouvoir absolu, osèrent résister au souverain (1). Nous ne

(1) C'est dans cette même université d'Oxford qu'est née aujourd'hui l'espèce de réaction anti-protestante qui tend à rétablir

pouvons nous dissimuler que la révocation de l'édit de Nantes fut indirectement funeste à Jacques II, en calomniant le catholicisme. Le spectacle de tant de proscrits qui vinrent faire retentir en Angleterre l'expression de leur douleur ou de leur haine dut révolter les protestants les plus tièdes : la cause de Louis XIV devint celle de l'intolérance, et le prince d'Orange se donna pour le champion des opprimés. Tous les mécontents tournèrent les yeux vers ce prince, gendre et héritier protestant de Jacques. Cependant on eût attendu peut-être la mort du prince régnant avec résignation; mais la naissance d'un fils, événement qui parut à Jacques un miracle de la Providence en faveur du catholicisme, ne laissait plus d'autre ressource, à l'Angleterre comme à l'Écosse, qu'un changement de dynastie. On mit en doute l'accouchement de la reine. Les ennemis de Jacques se rendaient en foule auprès de Guillaume : la correspondance la plus active s'établit entre eux et leurs adhérents restés dans la Grande-Bretagne; et au moment où un dernier acte arbitraire semblait devoir porter le dernier coup à l'anglicanisme, la nouvelle du débarquement du prince d'Orange à Torbay (4 novembre) vint surprendre Jacques dans son incroyable sécurité. Guillaume prétendait d'abord n'avoir d'autre mission que de protéger les lois contre les mauvais conseils qui égaraient son oncle. Jacques, qui, dans son aveugle-

le catholicisme moins le pape. Un des derniers docteurs de ce catholicisme anglican, M. Ward, admet la doctrine de la transsubstantiation; il admet le culte de la Vierge, les prières pour les morts, la dévotion aux saints, le respect aux images, etc. etc. Voir l'*Idéal d'une Église chrétienne*, 1844.

ment, avait refusé le secours de troupes que lui offrait Louis XIV, rassembla une armée pour marcher à la rencontre de son neveu. Effrayé du péril tout en le bravant, il voulut aussi faire quelques concessions tardives aux mécontents : elles ne parurent pas franches. La désaffection était générale; les pamphlets les plus hardis répondaient aux proclamations royales : ce qui prouve jusqu'à quel point la défiance avait gagné tous les esprits, c'est que ceux-là mêmes qui avaient défendu les droits du roi, lorsqu'il n'était que duc d'York, se tournèrent contre lui, entre autres le duc de Marlborough. Les courtisans, les officiers, et bientôt les soldats, passèrent du côté de Guillaume. Le monarque fut abandonné par ses propres filles; ceux qui hésitaient encore autour du roi légitime se laissaient aller à répéter eux-mêmes la chanson révolutionnaire du *lillibulero*, comme pour l'avertir de la contagion menaçante de la révolte, et se faire donner leur congé.

Quelques excès de la populace contre les papistes furent réprimés à temps par les hautes classes, qui s'emparèrent de la révolution, et la complétèrent pour leur compte avec une sorte de calme. L'oligarchie des whigs se constituait à l'abri du principe anticatholique. Jacques, frappé d'une terreur panique, prit la fuite, en jetant le sceau de l'État dans la Tamise (12 décembre). Il avait déjà envoyé en France la reine et son fils, sous la conduite de Lauzun, ce fameux favori qui faisait ses conditions avec les rois, mais qui, alors en disgrâce, « retrouvait le chemin de Versailles en passant par Londres » (1). Parvenu à

(1) Lettre de madame de Sévigné.

Feversham, le royal fugitif est reconnu, arrêté, ramené à Londres (16 décembre), où, peu rassuré par les acclamations de la populace, il s'estima heureux de recevoir de Guillaume la permission de se rapprocher de la mer. Il s'embarqua enfin, au grand contentement de son rival, qui tenait beaucoup à s'emparer du trône comme d'une place vacante (1).

(1) Quoique l'*Histoire de la Révolution de* 1688 par Mackintosh n'ait pas répondu complétement à l'attente excitée par le nom du célèbre publiciste, celui qui étudie cette époque ne peut négliger de consulter son ouvrage.

CHAPITRE XXV.

CONSÉQUENCES DE LA RÉVOLUTION DE 1688 EN ÉCOSSE. — LE VICOMTE DE DUNDEE. — BATAILLE DE KILLIECRANKIE. — MASSACRE DE GLENCOE.

Dans cette crise, les patriotes écossais avaient une occasion pour briser l'alliance, ou plutôt le joug de l'Angleterre, soit au nom de la légitimité des Stuarts, en se déclarant pour Jacques, soit au nom du presbytérianisme, en proclamant la démocratie de 1640. Avant tout, il fallait peut-être exclure de la couronne d'Écosse l'élu de l'Angleterre. C'était si bien l'intérêt de tous à cette époque et la pensée d'un certain nombre que *l'acte de sécurité*, qui fut adopté plus tard sous la reine Anne, n'avait pas d'autre principe; mais, en 1688, chez les uns l'esprit de parti et chez les autres la peur d'une réaction écartèrent la question de l'indépendance nationale, au profit de la cause de Guillaume.

Au dernier moment du péril, Jacques avait appelé en Angleterre son armée d'Écosse, commandée par James Douglas, le frère du duc de Queensbury, secrètement voué à la cause du prince d'Orange, et le fameux Claverhouse, devenu vicomte de Dundee, dont la fidélité héroïque ne se démentit pas plus que le courage : ce fut même le seul homme qui donna quelques inquiétudes sérieuses à Guillaume sur le succès de son usurpation. Dundee offrit deux fois à Jacques de forcer le prince d'Orange à une bataille :

il versa des larmes de rage et de douleur en voyant que la pusillanime incertitude de son roi condamnait son épée à dormir inutile dans le fourreau. Il laissa ses troupes au général Mackay, vendu à Guillaume, et se rendit en Écosse avec cinquante ou soixante hommes dévoués. Il y trouva dans le découragement les torys royalistes, appelés désormais *jacobites*, et les whigs devenus en majorité des *williamites*, les uns par leur haine irréconciliable des Stuarts, les autres par cette attraction universelle qui multiplie si rapidement les adorateurs de l'usurpation heureuse. Mais c'était surtout la religion qui classait et dénommait alors les partis : les épiscopaux, regrettant que la résistance aux prétentions catholiques du roi eût été si loin, se ralliaient, la plupart, au principe du droit divin et de l'obéissance passive; mais ils étaient la minorité. Les presbytériens n'avaient fait que se multiplier dans la persécution. L'amnistie en avait ramené bien peu, et leurs ministres invoquaient à la fois les anciens griefs de John Knox contre le papisme, et leur rancune récente contre la hiérarchie des épiscopaux.

Déjà des tumultes avaient éclaté à Édimbourg et en d'autres lieux. La populace avait pillé les chapelles catholiques, surtout celle d'Holyrood, sans respect pour les tombeaux des rois, et chassé les évêques de la foi épiscopale, qui n'étaient pas moins odieux au clergé calviniste d'Écosse que les évêques papistes au clergé anglican : les bourgeois de la capitale avaient été forcés de s'armer pour leur sûreté personnelle et pour défendre leurs maisons du pillage. Cependant, ce ne fut là qu'une fermentation momentanée, qui

avait été entretenue par le bruit qu'on avait fait courir du débarquement d'un navire rempli de catholiques d'Irlande : on fut bientôt d'accord pour réunir le parlement d'Écosse en convention nationale, à l'exemple de l'Angleterre; et chaque parti se prépara à la discussion solennelle des droits de la nation.

Les élections des comtés envoyèrent à cette assemblée une majorité de williamites : les menaces en écartèrent les évêques et les seigneurs qui auraient pu ramener plusieurs membres à leur parti, sous prétexte que Dundee et ses partisans armés, d'accord avec le duc de Gordon, gouverneur du château et dévoué au roi, pouvaient gêner la liberté des délibérations : en effet, les whigs avaient caché dans les caves un corps nombreux de caméroniens en armes. Dundee se rendit à l'assemblée, dénonça un complot formé contre sa vie, et demanda que les étrangers fussent renvoyés de la ville : indigné de la réponse du président, il en appela à son épée, invita le duc de Gordon à rester fidèle, et, promettant de venir bientôt à son secours, il partit pour les montagnes.

Délivrée de la présence de Claverhouse, la convention d'Écosse, un peu moins calme que la convention d'Angleterre, simplifia avec plus de hardiesse la question du contrat qui lie le souverain au peuple et le peuple au souverain. Quelques membres proposaient de déclarer, comme la convention anglaise, que Jacques avait *abdiqué* : par ce mot, les partisans du droit héréditaire eussent éludé le reproche de rébellion. Le souvenir de onze générations de Stuarts exerçait encore un charme sans doute sur l'esprit de plus d'un Écossais, même parmi les mé-

contents; mais le *loyalisme* des torys eux-mêmes s'était bien affaibli pendant le séjour des quatre derniers souverains de cette maison en Angleterre : une révolution leur avait déjà appris que la légitimité n'était qu'une fiction politique, et Jacques VII, en réduisant ses derniers soutiens au rôle odieux d'instruments de la tyrannie ou de royalistes honteux, avait achevé de dépopulariser sa dynastie dans le royaume qui en fut le berceau. La convention d'Écosse résuma franchement tous les griefs qu'on reprochait à la couronne, et conclut en proclamant que la violation des lois par le monarque déliait les sujets du serment de fidélité.

Les États déclarèrent donc, que « Jacques VII, « étant un papiste avoué, avait pris la couronne et « agi comme roi sans avoir jamais prononcé le ser- « ment exigé par la constitution; que les avis de « méchants conseillers l'avaient entraîné à envahir « les lois fondamentales du royaume pour en faire « une monarchie absolue, arbitraire et despotique; « — qu'il avait en même temps voulu détruire la « religion protestante et violé les libertés du pays; « qu'en conséquence il avait *forfait* (*forfaulded*) son « droit à la couronne, et que le trône demeurait « vacant. »

Il fut désormais facile aux williamites de l'emporter. La convention décida que « la couronne serait « offerte à Guillaume et Marie, pour passer, s'ils n'a- « vaient aucune postérité, à la princesse Anne et à « ses héritiers. »

Une déclaration des droits du peuple servait de commentaire à cette décision solennelle.

Étant la plupart ou catholiques comme Jacques, ou de la religion épiscopale, et nullement atteints par les rigueurs du pouvoir absolu, les Highlanders, dans cette révolution comme dans presque toutes les circonstances, avaient encore des intérêts différents de ceux des habitants des basses terres. Mais peut-être ne fallait-il pas moins que le nom imposant du vicomte de Dundee pour oser tenter une guerre civile en Écosse, même avec les dispositions favorables des Highlands. En effet, l'insurrection fut étouffée par son propre triomphe, Claverhouse ayant péri au sein de la victoire. Jaloux d'imiter les exploits de Montrose, son parent, ce général, à la tête des braves montagnards, semblait près de conquérir toute l'Écosse. On lui opposa Mackay, qui sortit de Dunkeld avec trois mille fantassins et deux régiments de cavalerie. Dundee n'avait guère plus de deux mille hommes; il laissa l'ennemi s'engager dans le défilé de Killiecrankie (17 juin 1689), et rangea ses propres soldats en bataille sur une éminence.

Les deux commandants excitèrent leurs troupes à bien faire leur devoir. Mackay parla aux siennes de la justice de leur cause, et leur démontra que d'ailleurs la retraite était désormais impossible, entourées comme elles étaient de montagnes et de précipices. Dundee en appela à la valeur des clans, et à ces mêmes rochers qui étaient pour eux la patrie et le rempart de son indépendance. Ce fut lui qui donna le signal une heure avant le coucher du soleil. Les Highlanders descendirent en colonnes serrées, bravant le feu de l'ennemi, et réservant le leur jusqu'à

ce qu'ils fussent à quelques pas de sa première ligne. Alors, après une décharge précipitée, ils mirent l'épée à la main avant que les soldats de Mackay eussent ajusté leurs baïonnettes au bout du fusil. Ce fut presque un combat corps à corps, dans lequel Mackay lui-même, entouré, voulut se faire jour vers deux régiments qui restaient encore intacts sur sa gauche. En ce moment, Dundee désignait ces mêmes régiments à l'impétueuse valeur de ses Highlanders; mais en levant le bras pour donner ce dernier signal de victoire, et lorsqu'il lançait son coursier, il reçut une balle au-dessous de l'épaule. Dundee survécut encore assez longtemps à cette blessure mortelle pour écrire à Jacques un rapport concis de la bataille. Une pierre fut érigée sur le lieu même à sa mémoire. Célébré dans les ballades nationales, il a été appelé dans son épitaphe le dernier des Écossais (1).

Le général Cannon, qui avait conduit trois cents Irlandais à Dundee, lui succéda dans le commandement; mais étranger aux mœurs des Highlanders, il ne sut pas les conduire lorsqu'ils étaient sous ses drapeaux, ni les retenir lorsque la guerre, traînant en longueur par l'indécision et la timidité de leur chef, eut lassé leur patience. Ils se dispersèrent : ralliés un moment en 1690 sous la bannière de Jacques par le général Buchan, ils ne trouvèrent pas dans ce nouveau successeur du héros de Killiecrankie le talent nécessaire pour vaincre, et leurs chefs se

(1) *Ultimus Scotorum*. Cette épitaphe latine de Pitcairn fut traduite en vers anglais par Dryden.

décidèrent à accepter la paix qui leur fut offerte. Le comte de Breadalbane fut chargé d'acheter cette paix en distribuant aux montagnards une somme assez considérable. Le comte était un homme fourbe et cupide, qui détourna à son profit une partie de l'argent, et trompa à la fois le gouvernement et ses compatriotes.

Cette infâme politique aboutit au projet d'étouffer les réclamations et les mécontentements par la terreur. D'accord avec John Dalrymple, depuis lord Stairs, membre de l'administration anglo-écossaise, Breadalbane résolut de sacrifier un clan tout entier à la proscription, et fit proclamer que tout refus d'adhésion au gouvernement de Guillaume, passé le délai du 1er janvier 1690, serait puni par le fer et le feu : tous les clans se soumirent par l'ordre de Jacques, qui leur fit dire de se réserver pour de meilleurs temps; mais Breadalbane et Stairs avaient juré d'excepter de l'amnistie les Macdonalds de Glencoe, dont le chef Mac-Ian était leur ennemi personnel. Mac-Ian avait rempli toutes les formalités de son adhésion un jour trop tard, par suite de délais suscités par Breadalbane : cela suffit pour obtenir de Guillaume l'autorisation de le traiter en rebelle réfractaire.

Mac-Ian, comptant sur l'amnistie, était paisible au milieu des siens depuis un mois, lorsqu'un détachement arriva du fort William, sous les ordres de Campbell de Glenlyon, dont la nièce avait épousé un fils du chef Alaster Macdonald. Les soldats furent accueillis en amis, et logés chez les habitants de la vallée. Leur commandant recevait depuis quinze jours l'hospitalité dans la maison de son neveu, et

partageait tous ses repas. Ils avaient passé la soirée à jouer aux cartes ensemble, et les officiers devaient dîner le lendemain chez le chef. L'ordre arriva ce même soir de massacrer tous les membres du clan pendant leur sommeil, et de n'épargner que les vieillards au-dessus de soixante-dix ans.

Quand le jour parut, les deux tiers du clan étaient déjà égorgés. La femme de Mac-Ian fut dépouillée de ses habits par les soldats, qui lui arrachèrent ses bagues avec leurs dents, et elle expira d'horreur et de désespoir. Un enfant de cinq ans fut massacré malgré ses supplications et ses larmes; un vieillard de quatre-vingts ans fut fusillé, et un autre brûlé vif. Ceux qui purent se sauver gagnèrent les montagnes : une tempête put seule arracher les victimes à leurs bourreaux. Cette exécution militaire ne manqua pas son but : on voulait inspirer la terreur aux rebelles. Mais le mécontentement fut général, et cinquante ans plus tard, le massacre de Glencoe amena cent cinquante Macdonalds sous la bannière de Charles-Édouard. Presque tout l'odieux en retomba sur Breadalbane et Stairs; cependant ils avaient des ordres signés du roi, qui, malheureusement pour son honneur, ne priva Stairs de ses fonctions de secrétaire d'État que lors de l'affaire de Darien. L'histoire ne doit pas être moins sévère pour Louis le Grand autorisant les dragonnades que pour Charles IX donnant le signal de la Saint-Barthélemy, pour Guillaume III, premier roi parlementaire, que pour Jacques II, dernier roi de droit divin, lorsque l'un et l'autre oublient leurs déclarations en faveur de la liberté des communes. Ce qu'on peut dire, c'est que le règne de Guillaume ne

nous présente qu'exceptionnellement des actes comme le massacre de Glencoe. Il y aurait encore beaucoup à dire cependant sur la politique qu'il suivit en Irlande, où, après avoir été forcé de conquérir en personne ce royaume, il se laissa aller à le gouverner en royaume conquis, persécutant les vaincus, comme avaient fait, du reste, tous ses prédécesseurs, les Stuarts aussi bien que les Tudors, le gouvernement de la restauration aussi bien que le protectorat (1).

(1) Sans avoir trop peur de sa constitution, à peu près républicaine, Guillaume avait reconnu sans difficulté l'Église presbytérienne comme l'Église *nationale* d'Écosse. Cette concession n'empêcha pas une opposition moitié religieuse et moitié politique de lui susciter dans ce royaume quelques-unes de ses plus amères vexations. Sa patience fut mise à de rudes épreuves par les exigences de ceux-là mêmes qui soutenaient son gouvernement, whigs ou torys, épiscopaux ou presbytériens; on peut en juger par une boutade d'humeur qui lui échappa un jour que le duc d'Hamilton lui vantait, en franc Écossais, son pays natal : « L'Écosse! s'écria Guillaume; ah! mylord, je souhaiterais seulement qu'elle fût à quelques milliers de lieues, et que vous en fussiez le roi! »

N. B. Après ce chapitre, l'édition de 1833 contenait un parallèle entre 1688 et 1830, qui est rejeté dans l'Appendix.

Voir, pour l'histoire de Guillaume III, *The Life and Times of William the Third*, by th. Hon. Arthur Trevor, 2 vol. in-8°, dont le premier parut en 1835 et le second en 1836.

CHAPITRE XXVI.

J. PATERSON. — BANQUE D'ÉCOSSE. — ÉTABLISSEMENT DE L'ISTHME DE DARIEN. — MALHEURS DE L'ÉCOSSE. — MORT DE JACQUES VII.

Avant de nous occuper du règne suivant, nous ne saurions oublier l'épisode où nous voyons les deux peuples, conduits par leur rivalité, lutter entre eux pour les intérêts de leur industrie et de leur commerce, non plus sur leurs frontières, mais dans les mers lointaines des Indes. L'établissement colonial de l'isthme de Darien sert à marquer en Écosse cette période où les nouveaux besoins des temps forcent une nation à se dépouiller de tout ce qui lui restait de ses anciennes mœurs, pour adopter celles de la civilisation moderne. Pendant longtemps l'épée avait seule ouvert en Écosse la route des honneurs. Quand la haute noblesse eut déserté, à la suite du roi, Édimbourg pour Londres, et ses châteaux pour les parcs de Theobalds ou de Greenwich, l'industrie prit un rang de plus en plus élevé dans la hiérarchie sociale. Le jour où le marchand opulent partagea au moins la considération avec le noble appauvri, Glascow put prévoir que les six mille âmes de sa population primitive, s'élevant rapidement à cent mille, grâce au négoce lointain et aux manufactures locales, la cité roturière laisserait un jour bien loin d'elle la royale cité d'Édimbourg.

S'il était vrai, comme on l'a dit, que, sous plus d'un rapport, l'invasion de Guillaume dans la Grande-Bre-

tagne fut l'invasion non-seulement d'une armée de soldats hollandais, mais encore de l'industrialisme et de l'esprit financier des bourgmestres d'Amsterdam, la contagion mercantile fit surtout de rapides progrès de l'autre côté de la Tweed.

Ce fut en 1695 que l'Écosse rougit pour la première fois de sa pauvreté : alors fut autorisée une compagnie écossaise pour le commerce de l'Afrique et des Indes, avec la permission de fonder des colonies, des villes ou des forts dans les pays inoccupés, et l'exemption de toute espèce de droits pendant vingt et un ans. Une banque nationale fut créée à la même époque : les bénéfices obtenus par les Hollandais et les Anglais dans l'Inde et l'Amérique devaient faire envie surtout à un pays qui était une contrée maritime aussi bien que la Hollande et l'Angleterre. Un Écossais obscur, esprit aventureux, qui avait été l'inventeur de la banque d'Angleterre, n'ayant pas obtenu du gouvernement anglais la récompense à laquelle il devait s'attendre, et encouragé par un patriote ardent, Fletcher de Saltoun, résolut de consacrer désormais toute son activité à son pays natal; ce fut à lui que l'Écosse fut redevable du projet primitif de rivaliser avec l'Angleterre pour le commerce de l'Inde. On prétend que Paterson avait été boucanier dans sa jeunesse. Pendant ses courses avec les pirates, il avait probablement visité l'isthme de Darien, qui joint l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud, et dont la plus grande partie était déserte ou habitée par des Indiens indépendants, ennemis du nom espagnol. Il proposa d'établir sur chaque bord de l'isthme un entrepôt pour le commerce de l'un et

l'autre continent. Les marchandises de l'Europe et les esclaves d'Afrique, transportés au golfe de Darien, et conduits par terre à travers la chaîne de montagnes qui divise l'isthme, pouvaient être échangés contre les produits de l'Amérique espagnole et les riches denrées de l'Asie, qu'on débarquerait au golfe Saint-Michel, ou sur les bords du fleuve Sambo dans la baie de Panama. Les mêmes vents auraient porté les denrées d'Europe à travers l'Atlantique et à travers l'océan Pacifique. Unir le commerce des deux Indes par une colonie établie dans l'isthme de Darien, ou, selon l'expression de Paterson, ravir à l'Espagne les clefs de deux mondes, ce n'était pas la conception d'une âme vulgaire. On peut, dit un historien écossais (1), à qui nous empruntons une partie de ces considérations, on peut la comparer au grand projet d'Alexandre d'établir un marché en Égypte pour y concentrer le commerce de l'Inde. Les avantages immédiats de cette entreprise séduisirent bientôt les Écossais. Paterson vantait la fertilité du sol de l'isthme, et y promettait des mines d'or inépuisables; il proposait de déclarer la future colonie port franc, et d'y proclamer la tolérance de tous les partis et de toutes les religions. Ces idées avaient été communiquées d'abord avec un mystère peut-être affecté. L'Écosse oublia un moment ses vieilles querelles domestiques, sa vanité féodale, son puritanisme religieux, pour ne plus rêver qu'à ce nouvel Eldorado. Un de ses prophètes covenantaires aurait bien pu justement accuser alors Israël de se prosterner devant le veau d'or. Sans doute quelque voix

(1) Malcolm Laing.

naguère respectée s'éleva pour lui reprocher cette avaricieuse idolâtrie; mais cette voix dut se perdre dans le désert. On n'eût pas écouté davantage sans doute un prophète de bon sens qui aurait dit aux habitants de l'Écosse :

« Les projets grandioses de Paterson ne sauraient convenir qu'à un peuple qui posséderait des établissements étendus dans l'Occident comme dans l'Orient. Avant de s'engager dans ces entreprises de colonies lointaines, il faut avoir un capital suffisant non-seulement pour cultiver et améliorer sonpropre sol, mais encore pour y entretenir des manufactures dont on pourrait exporter le surplus dans un marché étranger. Où sont vos excédants de produits? où sont vos navires? où est votre richesse territoriale? en quoi consiste votre industrie? L'établissement seul de Darien, s'il réussit, vous privera à la fois de vos faibles ressources locales, de votre faible crédit, et de vos habitants les plus actifs : vous aurez forcément recours aux autres nations pour l'exploitation de ces riches trésors; vous serez à la merci de leurs marins, de leurs manufacturiers, de leurs banquiers, et bientôt de leurs aventuriers, qui, plus hardis que les vôtres, vous laisseront tout au plus réimporter l'intérêt de vos avances, etc. »

L'expérience des temps peut seule donner de tels avis : l'Écosse, dans cette entreprise commerciale, trouva plus de peuples jaloux que de sages conseillers. L'Angleterre, émue par l'instinct des vieilles rivalités, força le gouvernement à désapprouver ses premiers actes d'assentiment, et à renvoyer les ministres qui ne s'y étaient pas opposés. Stairs, l'instiga-

teur du massacre de Glencoe, fut disgracié, plus coupable aux yeux du monarque pour avoir soutenu Paterson que pour avoir fait égorger ses compatriotes. Alors l'amour-propre national des Écossais se mêla à leurs avides espérances. Il s'agissait non-seulement d'enrichir l'Écosse, mais de braver l'Angleterre; la fureur des souscriptions devint contagieuse et gagna tous les rangs. On acheta des navires à Hambourg, on organisa le gouvernement et l'administration de la Nouvelle-Calédonie. Une flottille mit à la voile; on aborda l'isthme désiré; on fonda la capitale future, le nouvel Édimbourg, et l'on s'empressa d'instruire la mère-patrie de ces heureux commencements. Mais huit mois étaient à peine écoulés que le climat dévora la moitié des nouveaux colons; les fonds et les secours leur manquèrent; la tempête détruisit une partie de leurs vaisseaux, et les autres se virent interdire l'accès des ports d'Angleterre, d'Espagne et de Hollande, par suite d'une déclaration de Guillaume.

Ce rêve avait trop flatté la pauvre Écosse pour qu'elle ne saisît pas la première occasion de le recommencer: une seconde colonie fut envoyée à Darien, et s'établit sur les débris de la première. Cette fois, les Espagnols, sachant que Guillaume et l'Angleterre avaient mis ces émigrants hors la loi des nations, disputèrent à la famine, au climat et aux tempêtes le soin de consommer leur ruine: douze cents hommes marchèrent de Panama contre les huttes du nouvel Édimbourg, et furent repoussés; mais onze vaisseaux de ligne venus de Carthagène forcèrent les Écossais de capituler et de se rembarquer pour l'Europe.

Quand la nouvelle de cet événement parvint en

Écosse, on y était dans la joie du triomphe, parce qu'on avait appris d'abord le premier avantage obtenu sur les Espagnols : l'accablement fut général; le roi Guillaume et l'Angleterre furent l'objet des malédictions les plus terribles : c'était le roi, c'étaient les Anglais qui avaient trahi l'intérêt commercial de l'Écosse. Le moment était favorable pour les jacobites; ils en profitèrent pour en appeler au vieil honneur écossais et à l'indépendance nationale. « Tous les malheurs du peuple provenaient de l'union des couronnes. » On s'adressa à Jacques, ou plutôt à Louis XIV; mais le grand monarque pensait alors à faire asseoir son petit-fils sur le trône d'Espagne; il avait intérêt à ne pas rompre ses traités avec l'Angleterre : le moment favorable fut perdu. Le mécontentement de l'Écosse ne s'éteignit pas; mais l'explosion en étant différée, il s'affaiblit de plus en plus jusqu'à la mort de Guillaume.

Après tous ses rêves, Paterson termina ses jours, vieux, pauvre et oublié.

CHAPITRE XXVII.

RÈGNE DE LA REINE ANNE. — L'ÉCOSSE SOUS SON GOUVERNEMENT. — ACTE DE SÉCURITÉ. — NOUVEAU PARLEMENT. — FLETCHER DE SALTOUN. — LORD BELHAVEN. — L'UNION DES DEUX ROYAUMES. — FIN DE L'INTRODUCTION.

Anne, la fille aînée de Jacques II, était protestante. Si son avénement plaisait aux whigs à cause de sa religion, elle était pour les torys une Stuart : son règne à leurs yeux fut comme une demi-restauration. En effet, les torys envahirent en Angleterre toutes les branches de l'administration. En Écosse, les jacobites continuèrent à en être exclus; mais ils se retranchèrent dans une opposition légale, se flattant que la reine Anne, fidèle aux liens du sang, ayant perdu elle-même tous ses enfants, depuis l'acte qui l'avait désignée pour succéder à Guillaume III, pourrait léguer la couronne à son frère. Mais la reine, quelles que fussent au fond de son cœur ses intentions pour l'avenir, fit confirmer, par le parlement d'Angleterre, les statuts qui garantissaient la succession protestante au profit de Sophie, princesse douairière de Hanovre, qui était petite-fille de Jacques Ier, par le mariage de sa fille Élisabeth avec le prince palatin. Le parlement d'Écosse ayant été perpétué depuis douze ans, en contradiction avec la loi d'une réélection annuelle, tous les ministères précédents avaient eu le temps d'y recruter des adhérents. Le gouvernement anglais

l'aurait donc trouvé docile à ses vues sur la succession. Ce ne fut qu'à regret, et après de longs délais, qu'il fut enfin renouvelé; mais le gouvernement disposa d'un grand nombre des élections nouvelles, en flattant l'espérance des jacobites, qui votèrent pour lui contre l'opposition presbytérienne. Cependant, le nouveau parlement s'occupa avant tout de l'avenir de la monarchie : on comprit qu'il importait peu à l'Écosse d'être gouvernée par un prince de la maison de Hanovre, ou par un des fils de Jacques VII, pourvu que ses droits, comme nation, fussent d'abord garantis. Il y allait de son honneur de prouver son indépendance. D'accord avec l'opposition patriote, le parti jacobite soutint vivement la proposition d'un *acte de sécurité*, qui tendait à limiter la prérogative royale sur plusieurs points, et entre autres sur la succession au trône. Cet acte fut combattu par le gouvernement, et ne put passer qu'à une seconde session, lorsque en refusant les subsides le parlement obtint l'assentiment du ministère en le prenant en quelque sorte par la famine. Les États du royaume étaient autorisés par cet acte à s'assembler à la mort de la reine, pour lui nommer un successeur du sang royal et de la religion protestante, mais nullement le même qui pourrait succéder au trône d'Angleterre, à moins qu'il n'eût préalablement garanti la religion, les libertés et le commerce de l'Écosse. Parmi les orateurs qui arrachèrent cette loi au gouvernement, on distingua un membre éloquent, nommé Fletcher de Saltoun, digne d'être comparé à Fox et à Sheridan.

Godolphin, le ministre de la reine Anne, feignit d'approuver ce qu'il ne pouvait empêcher. En même

temps, l'orgueil écossais, adroitement caressé, se laissa facilement séduire par son propre triomphe. Les dédains de l'Angleterre avaient soulevé l'Écosse : traitée d'égale à égale, elle remit l'épée dans le fourreau, et se laissa entraîner sur le terrain perfide des négociations.

Les Anglais sentirent que l'Écosse tendait à s'isoler d'eux : leurs propres préventions n'avaient pas peu contribué, sous les règnes précédents, à faire échouer tout projet d'incorporation ou d'union des deux pays. Ces préventions se montrèrent plus hostiles un moment, mais cédèrent bientôt à la perspective de réduire l'Écosse au rang de province anglaise.

On commença par créer, au moyen de la corruption, un parti anglais parmi les Écossais eux-mêmes : on fit habilement ressortir les avantages réels qu'il y aurait pour l'Écosse dans cette fusion des deux États; et quand le succès fut assuré par des engagements secrets encore plus que par les discussions préparatoires, des commissaires furent choisis dans les deux royaumes pour régler la base de cette importante négociation.

Sachant que l'union ne pouvait être populaire en Écosse, les commissaires écossais, à plusieurs reprises, opposèrent à cet acte des objections fondées sur les droits légitimes de leur pays; mais chaque objection était interprétée par l'Angleterre comme une menace de tout rompre; et les représentants écossais, ayant déjà touché des à-compte sur leur marché particulier, se hâtèrent d'avertir le gouvernement qu'ils ne résistaient que pour la forme. Ainsi furent réglées, au gré de l'Angleterre, les bases de

l'impôt territorial, celles de l'excise et le droit de représentation dans le parlement commun. Ce traité préliminaire devait être discuté par le parlement national, à qui l'on réservait aussi, pour dernières fonctions, de s'abolir lui-même à jamais. Quand les articles en furent connus, l'alarme et l'indignation furent générales : les pamphlets, les allocutions publiques, entretinrent l'agitation d'une extrémité de l'Écosse à l'autre. Les presbytériens redoutaient l'influence future de l'épiscopat anglican; les épiscopaux prévoyaient qu'ils allaient être sacrifiés au presbytérianisme pour prix de l'union; les pauvres réclamaient surtout contre l'excise, qui allait faire renchérir les denrées les plus nécessaires à la vie, et les commerçants, contre les impôts anglais, qui équivaudraient pour eux à une prohibition de tout négoce : tous les rangs, tous les états, tous les partis, whigs, torys et jacobites, sentaient renaître en eux le vieux patriotisme écossais, à l'idée de voir effacer leur terre natale de la liste des nations indépendantes. Une conspiration formidable s'ourdit : les Caméroniens et les Highlanders s'étaient rapprochés; le duc de Hamilton devait donner le signal. Si, dans ce moment, un Stuart, un Charles-Édouard avait paru, sa cause était gagnée; mais le secret fut vendu. Le duc de Hamilton lui-même contremanda le mouvement qu'il devait diriger, cédant, selon les uns, à la peur, lâchement déserteur des libertés nationales selon les autres. Dans ce tumulte des esprits, qui fut suivi de quelques émeutes réelles, la force militaire fut jugée indispensable pour protéger le calme des délibéra-

tions : mais la protection des baïonnettes est elle-même funeste à la liberté.

Cependant les sessions du parlement continuèrent ; les partisans de la cour ne manquaient pas de bons arguments pour recommander l'union : le temps leur a donné gain de cause, sans absoudre les uns de leur servilité obséquieuse, les autres de leur vénalité. Le temps, d'ailleurs, qui a accompli toutes leurs promesses, n'aurait-il pas pu procurer à l'Écosse indépendante les mêmes avantages par d'autres voies ? « L'union, disaient-ils, n'est qu'une alliance plus intime ; les vieilles animosités nationales sont éteintes : que de rapprochements naturels, que de similitude dans les lois et les mœurs, que d'intérêts communs appellent les deux nations à se fondre ensemble tôt ou tard ! Quelques nuances subsisteraient même sans inconvénient après cette fusion. L'Écosse elle-même ne contient-elle pas dans son sein deux races distinctes, celle des Highlands et celle des Lowlands, jadis ennemies, depuis si longtemps en paix, et resserrant chaque jour leurs rapports mutuels ? Reste la vaine chimère de l'indépendance ; mais l'Écosse peut-elle encore la défendre contre sa voisine ? Elle n'a plus qu'un moyen de la conserver honorablement, c'est de l'associer à l'indépendance anglaise. La gloire et le commerce de l'Angleterre, ajoutaient-ils, nous appartiendront également, et l'industrie du pays prospérera avec les arts de la paix. Notre représentation est diminuée ! Mais la constitution anglaise s'altère elle-même, car le maître qui admet un associé dans sa maison n'a plus l'administration exclusive de ses affaires domestiques. D'ailleurs, un parlement anglais

ne peut avoir d'autre intérêt que l'intérêt commun, et les deux nations peuvent jouir désormais du bonheur et de la sécurité sous la même législature, tandis que la religion, la liberté et la succession protestante sont garanties par l'union. »

L'opposition, désignée sous le titre de parti patriote (*country-party*, parti du pays), soutint qu'il y avait dans tout gouvernement certaines bases fondamentales que la législature n'avait aucun titre pour violer ni altérer : quelle que fût l'origine des pouvoirs des membres d'une assemblée élective, qu'ils fussent nommés par la couronne ou directement par leurs commettants, ils ne possédaient qu'une délégation, un mandat discrétionnaire et sacré, sévèrement limité à l'observance et à la conservation de la charte établie ou acceptée par le peuple. Sans la volonté expresse du peuple, et encore moins si c'était en opposition à cette volonté déclarée, un parlement ne pouvait donc ni annuler ni transférer à un autre son pouvoir législatif. Or, que résulterait-il d'une union réprouvée par toute la nation? des mécontentements éternels et de fréquentes rébellions. Qu'importe un accroissement de richesses ou de bien-être à qui préfère le bien, moins palpable peut-être, mais non moins réel, de l'indépendance? Au lieu d'ouvrir tous les marchés de l'Europe au commerce d'Écosse, l'union ne ferait que l'absorber dans les marchés anglais; et la solidarité de la dette de la Grande-Bretagne, quels équivalents pourraient en indemniser la pauvre Écosse? On conservait religieusement le système judiciaire de l'ancien royaume, mais on instituait une cour de l'Échiquier pour décider, en ma-

tière de fisc, d'après les formes anglaises. Encore si, dans le parlement, on admettait une proportion raisonnable de pairs et de députés pour l'Écosse, mais les pairs conservés par un système électif se réduisaient à seize, le dixième de la haute chambre d'Écosse, et, dans la même proportion, quarante-cinq membres écossais seulement entraient à la chambre des communes des royaumes-unis, au lieu de soixante-six.

Fletcher de Saltoun osa dire toute la vérité en accusant les commissaires de trahison, et lord Belhaven, s'élevant à la hauteur de Démosthène tonnant du haut de la tribune contre les mauvais citoyens vendus au roi de Macédoine, prononça ce discours :

« Je crois voir un royaume libre et indépendant abandonner le précieux privilége qui a de tout temps mis les armes à la main à tous les États du monde : le privilége de régler ses propres affaires. Je vois les pairs actuels de l'Écosse, dont les ancêtres allaient lever des tributs sur les provinces d'Angleterre, réduits à parcourir l'enceinte de la cour des requêtes, tels que des procureurs anglais, et déposant leurs épées, de peur que leur défense personnelle ne soit traitée d'*homicide*, pendant qu'en Écosse même un petit commis de l'excise recevra plus d'hommages et de respect que n'en recueillit jamais le plus illustre de leurs aïeux. Je vois nos barons, ces braves défenseurs de nos libertés, apposer le sceau du silence sur leurs lèvres pour éviter les amendes dont les menacent des lois inconnues; je vois les bourgeois, opprimés par d'odieuses restrictions dans leur commerce, se glisser honteux à travers les rues désertes des villes, après avoir mangé leur soupe sans sel et bu de l'eau au lieu d'*ale*; je vois les

propriétaires écrasés par l'impôt et réduits à l'aumône; mais je vois surtout notre mère commune, l'antique Calédonie, assise comme César au milieu de notre sénat, qui promène autour d'elle ses yeux remplis de deuil, qui se couvre de son manteau royal, et qui s'écrie, en recevant de nos mains le coup fatal : *Et toi aussi, mon fils!* Le *patricide* est pire que le parricide; et nous, dont les ancêtres ont fondé cette monarchie indépendante en nous léguant sa constitution et ses lois intactes, resterons-nous muets quand cette patrie est en péril? trahirons-nous ce qui a coûté si cher à nos pères? Les Anglais sont une grande et glorieuse nation : leurs armées sont partout victorieuses; leur marine est la terreur de l'Europe; leur commerce embrasse tout le globe, et leur capitale est devenue le centre de la civilisation. Nous formons une nation obscure, pauvre, dédaignée, quoique jadis digne de plus d'estime, située dans un coin écarté du monde, sans alliance et sans nom! Qui nous empêche d'ensevelir toutes nos animosités, et de nous réunir cordialement quand notre existence comme nation est menacée? L'ennemi est à nos portes; Annibal est dans nos murs; Annibal est au pied du trône, qu'il aura bientôt détruit pour en enlever les insignes, et nous chasser à jamais de nos foyers. Où sont les Douglas, les Graham, les Campbell, nos pères et nos chefs, qui repoussèrent avec leurs épées les Édouard d'Angleterre, lorsqu'ils voulaient usurper cette indépendance que nous allons trahir par un seul vote? Je vois la constitution anglaise rester stable, avec les mêmes chambres du parlement, les mêmes impôts, les mêmes corporations de commerce, les mêmes lois, la même judicature,

pendant que nos institutions sont soumises à de nouvelles règles ou anéanties à jamais. Et pourquoi? afin d'être admis à l'honneur de payer les arrérages de la dette anglaise, et de servir de caution aux nouveaux créanciers que l'Angleterre voudra se donner. Mon cœur est près de se briser d'indignation et de douleur à la vue du triomphe que les Anglais obtiennent aujourd'hui sur un peuple valeureux et fier, qui a si longtemps combattu pour son indépendance. Mais l'Angleterre serait-elle la première à nous offrir les conditions que nous pourrions lui demander, jamais je ne consentirai à abandonner cette souveraineté nationale sans laquelle, à moins que les parties contractantes ne restent indépendantes, la sécurité de tout traité ressemble à celle de l'homme qui stipulerait pour la conservation de sa propriété en devenant lui-même esclave. »

On ne répondit pas à cette pathétique adresse; les mulets chargés d'or de Philippe étaient dans la place: quand on alla aux voix, une majorité de trente-trois votes prononça l'incorporation de l'Écosse à l'Angleterre.

A la nouvelle de ce suicide politique, un cri de désespoir s'éleva dans l'Écosse. On aurait pu s'attendre à une guerre nationale ou à une guerre civile; tout se réduisit aux déclamations de la tribune, et une vaine lutte d'orateurs résuma plus de dix siècles de combats. L'Écosse enfin fut traitée comme un enfant indocile qu'on console avec des jouets. Le mot trivial de Henri VII: «Ce ne sont pas les petits poissons qui mangent les gros,» allait pleinement se réaliser. La part de l'Écosse dans la souveraineté par-

lementaire était à peu près nulle. La chambre des lords ne lui accordait que seize siéges. Sous prétexte que les seize pairs écossais représentaient toute la pairie écossaise, ils devaient être élus par tous les ayants-droit, et élus pour une seule législature, afin de conserver à cette pairie élective un faux-semblant de perpétuité héréditaire. Dans la chambre des communes, par une disproportion numérique tout aussi choquante, que le bill de 1832 a très-légèrement modifiée, le corps électoral n'envoyait que la moitié des mandataires qui auraient dû être élus par l'Écosse, si on compare les chiffres respectifs des électeurs et de la population totale des deux royaumes ;.... mais, par un article additionnel du traité de l'union, il fut stipulé que les *regalia* ou insignes de l'antique monarchie ne pourraient être emportés hors d'Édimbourg (1)!

Quelque avantageux que l'acte d'union fût à l'Angleterre, il fallut user de ruse et peut-être de fraude pour le faire adopter aussi par la chambre des communes, tant l'instinct des vieilles rivalités était encore vivace dans les cœurs anglais comme dans les cœurs écossais.

(1) La réforme parlementaire de 1832 n'a donné à l'Ecosse que cinquante trois représentants au lieu de quatre-vingt-trois qu'elle devrait avoir. Le bill n'a rien changé à la constitution de la chambre des lords, où l'Écosse n'a encore que seize pairs électifs. Remarquez encore la situation de l'Écosse *presbytérienne* vis-à-vis d'un parlement *anglican*, où il y a un banc des évêques. Le parlement britannique exerce le droit exclusif de faire les lois relatives aux cultes des trois royaumes : or, de nos jours encore, nous venons de voir le parlement décider que l'Église d'Écosse avait renoncé de fait, par l'acte d'union, à son indépendance spirituelle.

Enfin, tout fut consommé par l'adoption de la loi anglaise sur les crimes de haute trahison : les patriotes dévoués, tels que les Belhaven, les Fletcher de Saltoun, etc., arrêtés, conduits à Londres, sous prétexte qu'ils avaient correspondu avec l'escadre de Forbin, qui parut dans le Forth en 1708, expièrent en prison la hardiesse de leur résistance, pendant que les traîtres recueillaient, les uns le salaire, les autres les faveurs, prix convenu de leur prétendue impartialité. Lord Belhaven mourut de douleur et d'indignation.

Des deux grandes rébellions qui protestèrent sous l'étendard des Stuarts contre l'union, la première, celle de 1715, conduite par l'inhabile comte de Mar, et étouffée par le comte d'Argyle, éclata à la suite de la réaction qu'à la mort de la reine Anne, les whigs entrés au pouvoir suscitèrent contre les torys de toutes les nuances, dont la reine avait rallié le plus grand nombre à son gouvernement. Elle fut réprimée par le fils du premier duc d'Argyle (1), l'élève de Marlborough, qui s'était distingué à Oudenarde et à Malplaquet.

La sévérité du gouvernement alla jusqu'à la cruauté contre les prisonniers de cette guerre ; mais personnellement Argyle se montra clément envers les vaincus, et, non moins habile politique que brave général, il parvint à étouffer les restes d'une insurrection si mal

(1) Argyle avait été un des promoteurs de l'union ; il fut créé duc et pair d'Angleterre à cette occasion : c'est le même duc d'Argyle qui joue un rôle dans THE HEART OF MIDLOTHIAN (la Prison d'Édimbourg).

conduite. On montre encore près de Dunblane une large pierre sur laquelle les Highlanders aiguisèrent leurs claymores la veille de la bataille de Sheriffmoor; mais elle ne servit qu'à marquer la limite où s'arrêta leur marche sur Édimbourg, limites qu'ils ne devaient franchir qu'en 1745.

Ici se termine l'Introduction à l'histoire de Charles-Édouard. En rattachant sa cause à celle de l'indépendance écossaise, nous avons été conduit à esquisser l'histoire de l'Écosse elle-même, persuadé, avec l'éloquent historien de son ancêtre Jean Sobieski, que « la Providence a mis un tel enchaînement dans les choses humaines que lorsqu'on veut retracer quelques-unes des révolutions d'un peuple, et démêler les causes de sa prospérité et de ses malheurs, on est involontairement ramené, de degré en degré, jusques à son berceau (1). »

(1) *Histoire de Pologne avant et sous Jean Sobieski, etc.*, tome I.

—

HISTOIRE

DE

CHARLES-ÉDOUARD.

HISTOIRE

DE

CHARLES-ÉDOUARD.

CHAPITRE Ier.

LES STUARTS DANS L'EXIL. — FUITE DE LA REINE ÉPOUSE DE JACQUES II ET DU PRINCE DE GALLES. — LEUR ARRIVÉE EN FRANCE. — LAUZUN. — INQUIÉTUDES SUR JACQUES II. — IL DÉBARQUE A AMBLETEUSE. — SON ENTREVUE AVEC LOUIS XIV. — LA COUR DE SAINT-GERMAIN.

L'union du peuple anglais et du peuple écossais, ou, en d'autres termes, l'acte politique par lequel l'Angleterre absorbait l'Écosse dans l'unité britannique, ayant eu lieu sans l'assentiment du roi *légitime* des deux royaumes, le peuple et la dynastie, également frappés de déchéance, devaient naturellement, après la première surprise, associer leurs regrets et leurs espérances, ne faire qu'une cause de l'indépendance nationale et de la royauté héréditaire, oublier leurs anciens griefs réciproques, et se prêter dans l'occasion un mutuel secours, afin de reconquérir leurs droits.

Nous allons revenir sur nos pas dans l'histoire de ces dernières luttes des deux peuples, en nous occupant avec quelque détail des Stuarts dans l'exil, jusqu'à ce que Charles-Édouard nous ramène en Écosse sous leur bannière un moment triomphante.

Pour mieux faire connaître cette cour de proscrits, où le dernier descendant de Bruce aura son berceau, nous laisserons volontiers parler les auteurs de mémoires contemporains, écrivant sous l'impression immédiate que leur causait le spectacle de cette grande infortune.

La reine d'Angleterre arriva la première en France.

« Le 6 décembre au soir, dit Dalrymple, la reine sortit secrètement de Whitehall avec le jeune prince, qui n'avait que six mois, et qui était porté dans les bras de sa nourrice..... Elle passa la Tamise, qui était grosse, dans un bateau découvert, par une nuit noire, une pluie horrible et un vent violent. Elle devait trouver à l'autre bord un carrosse de louage qui se fit attendre une heure, et elle se mit à l'abri sous les murs de la vieille église de Lambeth, tournant ses yeux baignés de larmes, tantôt sur le prince, qui faisait un si précoce apprentissage des malheurs attachés à la royauté, tantôt sur les lumières innombrables de la ville, à la lueur desquelles elle cherchait à apercevoir le palais où elle avait laissé son époux, et tressaillant au moindre bruit qu'elle entendait de ce côté-là. »

Arriva enfin le carrosse attendu, qui conduisit la princesse jusqu'à Gravesend, sous la garde de Lauzun. Voici comment Dangeau retrace cette fuite :

« Aujourd'hui, jeudi 23 décembre 1688, M. de Seignelay entra chez le roi, qui était encore dans son lit, et lui apporta des lettres de M. de Lauzun, qui arriva mardi matin à Calais, ayant emmené avec lui la reine d'Angleterre et le prince de Galles, que le roi d'Angleterre lui confia la nuit du dimanche au

lundi. Il y avait plus de quinze jours que ce projet-là était fait. Mylord Powits, mari de la gouvernante, avait amené secrètement le prince de Galles de Portsmouth à Londres, et l'avait caché dans une mauvaise maison d'un faubourg. Il y avait soixante personnes qui étaient du secret, et à qui l'on n'avait pu s'empêcher de le confier. Le roi d'Angleterre se coucha avec la reine le dimanche, à son ordinaire, et la fit relever une heure après pour la remettre entre les mains de M. de Lauzun, qui la vint attendre à la porte de la chambre. Il la fit monter en carrosse avec lui, et ensuite ils allèrent prendre le prince de Galles avec sa nourrice et la remueuse; ils avaient des relais de carrosse jusqu'au-dessus de Gravesend, où ils montèrent dans un yacht qui attendait M. de Lauzun; le capitaine ne savait point qui il menait. M. de Lauzun, qui avait avec lui un Anglais pour lui expliquer les commandements que ferait le capitaine du yacht, avait ordre du roi d'Angleterre de le poignarder, en cas qu'il voulût faire quelque manœuvre contraire au dessein qu'on avait d'arriver à Calais ou à quelque autre port de France. Saint-Victor, qui avait toujours été du secret, avait suivi le carrosse seul à cheval; mylord Powits et sa femme avaient pris les devants, et ils joignirent la reine dans le yacht, où la reine fut toujours cachée à fond de cale, et où elle était entrée portant le prince de Galles sous son bras comme un paquet de linge sale. L'enfant n'a point crié, ni dans le carrosse ni dans le yacht, et tout s'est conduit fort heureusement et fort habilement.

« La reine, arrivant à Calais, n'a point voulu qu'on

lui rendît aucun honneur. M. de Lauzun mande au roi que le roi d'Angleterre lui avait donné ordre de ne remettre la reine qu'entre ses mains, et qu'il était bien malheureux de ne pouvoir exécuter cet ordre, n'ayant pas la permission de se présenter devant sa Majesté. Le roi lui a fait réponse de sa propre main, et dans une lettre très-obligeante il lui permet de revenir à la cour.

« Le roi a envoyé un de ses gentilshommes ordinaires à la reine d'Angleterre pour se réjouir de son heureuse arrivée, et sa Majesté fera partir incessamment des carrosses, des gardes et toutes sortes d'officiers pour servir la reine. On meuble Vincennes pour la recevoir. M. le premier conduit la maison, comme son père l'avait conduite en pareille occasion, allant au-devant de la feue reine d'Angleterre. »

On fut inquiet longtemps à la cour de France sur le sort de Jacques. Il avait souvent répété lui-même le mot de son père, « qu'il n'y a pas loin de la prison des princes à leur tombeau »; et il était à craindre qu'il ne fût devenu le prisonnier de Guillaume. La reine paraissait alors résolue à repasser en Angleterre « pour souffrir le martyre avec lui ». Chaque jour apportait sa mauvaise nouvelle : le roi avait pris le parti de chercher un asile à la cour de Louis XIV, mais on l'avait arrêté à Feversham, déguisé en valet. Pouvait-on croire qu'il serait reçu à Londres avec des acclamations, et que le prince d'Orange était intéressé à favoriser son évasion? Toutes les inquiétudes cessèrent le 6 janvier.

« Le roi, dit Dangeau, eut la nouvelle que le roi d'Angleterre était arrivé hier matin à Ambleteuse en

bonne santé, et aussitôt il envoya un de ses écuyers porter cette nouvelle à la reine d'Angleterre, qui était arrivée à Beaumont; elle priait Dieu quand M. le premier vint lui annoncer cette bonne nouvelle, et elle oublia si bien tous ses malheurs qu'elle leva les mains et les yeux au ciel, en disant : « Que je suis heureuse! » Nous lui avions fait les compliments du roi et de madame la dauphine une heure auparavant, et nous retournâmes chez elle, où nous la trouvâmes transportée de joie. On ne saurait se louer plus qu'elle le fait de toutes les grâces qu'elle reçoit du roi; elle est contente au delà de tout ce qu'on peut dire de la réception qu'on lui a faite partout où elle a passé sur la route.

« Le roi envoya ordre à M. le premier de partir sur-le-champ de Beaumont pour aller au-devant du roi d'Angleterre. Monsieur et Madame envoyèrent le même ordre à MM. de Châtillon, qui étaient venus de leur part complimenter la reine. Mylord Henri (1) arriva à Ambleteuse le même jour que le roi son père, sur deux vaisseaux de guerre anglais, qui, après l'avoir débarqué, s'en retournèrent à leur flotte.

« Jeudi 6. — Après son dîner, le roi partit d'ici avec Monseigneur et Monsieur dans son carrosse, et vint jusqu'auprès de Chatou, où il attendit la reine d'Angleterre, qui arriva un quart d'heure après. Dès qu'on vit paraître les carrosses qui l'amenaient, le roi, Monseigneur et Monsieur mirent pied à terre. Le roi fit arrêter le carrosse qui marchait devant celui de la reine, où était le prince de Galles, et l'em-

(1) Fitz-James.

brassa. Pendant ce temps-là, la reine d'Angleterre descendit de carrosse, et fit au roi un compliment plein de reconnaissance pour elle et pour le roi son mari. Le roi lui répondit qu'il leur rendait un triste service dans cette occasion, mais qu'il espérait être en état de leur en rendre de plus utiles dans la suite. Le roi avait avec lui ses gardes, ses chevau-légers et ses mousquetaires, et tous les courtisans l'avaient accompagné. Le roi remonta en carrosse avec la reine; Monseigneur et Monsieur s'y mirent aussi : cela avait été concerté dès le jour précédent; c'est pourquoi elle n'avait avec elle que madame de Powits et la signora Anna-Vittoria Montecuculli, une Italienne qu'elle aime fort.

« Ils descendirent au château de Saint-Germain, qui était meublé fort magnifiquement, et où l'on trouva toutes les commodités imaginables pour le prince de Galles. Tourolle, tapissier du roi, donna à la reine la clef d'un petit coffre où il y avait 6,000 pistoles. M. et madame de Montchevreuil sont à Saint-Germain, pour faire à la reine les honneurs de leur gouvernement. Le roi d'Angleterre couche aujourd'hui à Breteuil. Le duc de Berwick, son fils, est venu au-devant pour apporter de ses nouvelles à la reine. Madame de Portsmouth avait voulu venir au-devant de la reine, mais M. de Lauzun lui manda qu'elle ne verrait personne qu'après être arrivée à Saint-Germain. Les bruits qu'on a fait courir de ce qu'elle a dit n'ont pas laissé de faire impression sur la reine, mais elle s'en justifie fort bien. »

Voici comment mademoiselle de la Fayette raconte l'entrevue de Jacques avec Louis XIV : « Le lendemain

jour que le roi d'Angleterre arrivait, le roi l'alla attendre à Saint-Germain, dans l'appartement de la reine... Les deux rois s'embrassèrent fort tendrement, avec cette différence que celui d'Angleterre, y conservant l'humilité d'une personne malheureuse, se baissa presque aux genoux du roi. Après cette première embrassade au milieu de la salle des gardes, ils se reprirent encore d'amitié, et puis en se tenant la main serrée, le roi le conduisit à la reine, qui était dans son lit. Le roi d'Angleterre n'embrassa point sa femme, apparemment par respect.

« Quand la conversation eut duré un quart d'heure, le roi mena le roi d'Angleterre à l'appartement du prince de Galles. La figure du roi d'Angleterre n'avait pas imposé aux courtisans : ses discours firent moins d'effet que sa figure. Il conta au roi, dans la chambre du prince de Galles, où il y avait quelques courtisans, le plus gros des choses qui lui étaient arrivées, et il les conta si mal que les courtisans ne voulurent pas se souvenir qu'il était Anglais; que, par conséquent, il parlait fort mal le français, outre qu'il bégayait un peu, qu'il était fatigué, et qu'il n'est pas extraordinaire qu'un malheur aussi considérable que celui où il était diminuât une éloquence beaucoup plus parfaite que la sienne.

« Après être sortis de chez le prince de Galles, les deux rois s'en revinrent chez la reine. Sa Majesté y laissa celui d'Angleterre, et s'en revint à Versailles. Presque tous les honnêtes gens furent attendris de l'entrevue de ces deux grands princes. Le lendemain, le roi d'Angleterre eut à son lever tout ce qui lui

était nécessaire, et dix mille pistoles sur sa toilette, etc., etc. »

Il s'agit ensuite de régler le cérémonial des deux cours dans l'échange de leurs visites, et ce ne fut pas une petite affaire dans un temps où la violation de l'étiquette était presque un crime de lèse-majesté (1).

Jacques et son épouse, « un peu glorieuse, » admirèrent les pompes de Versailles, et, « malgré les fâcheuses circonstances de son état, S. M. B. ne laissait pas d'aller courageusement à la chasse avec Monseigneur, et piquait comme un homme de vingt ans qui n'a d'autre souci que celui de se divertir. » Jacques et la reine furent invités au petit voyage de Marly : « Sa Majesté leur donna le plaisir d'un petit opéra sur le retour du dauphin, représenté à Trianon : — la princesse de Conti, madame la duchesse et madame de Blois y dansaient. » Madame de Maintenon avait commandé *Esther* à Racine pour être jouée par les demoiselles de Saint-Cyr. « Une comédie de couvent, dit mademoiselle de la Fayette, devint l'affaire la plus sérieuse de la cour. Les ministres quittaient, pour y aller, leurs affaires les plus pressées. La seconde représentation fut consacrée aux personnes

(1) On lit dans le journal de Dangeau, à la date du 7 janvier 1689: « Mylord Powits est venu ce matin de la part de la reine d'Angleterre pour savoir des nouvelles de la santé de madame la dauphine, mais il ne l'a point vue. Il prétendait devoir la saluer; mais comme il n'a que le titre de marquis et point de duc, madame la dauphine ne le saluera pas, et ne veut pas même en venir à l'expédient qu'il proposait, qui était de la voir dans son lit, car elle ne veut point qu'il puisse dire qu'on a cherché un *mezzo termine*. »

pieuses, telles que le père de la Chaise, et douze ou quinze jésuites, auxquels se joignirent madame de Miramion et beaucoup d'autres dévots et dévotes; ensuite cela se répandit aux courtisans. Le roi crut que ce divertissement serait du goût du roi d'Angleterre : il l'y mena et la reine aussi. »

Ces plaisirs mêmes, goûtés en semblable compagnie, ne pouvaient distraire Jacques II de ses penchants plus sérieux : il fit un voyage à Paris, « et vit aux Grandes-Carmélites, dit Dangeau, la mère Agnès, parce que c'était la première personne qui lui avait parlé pour le faire changer de religion. » — « Il alla descendre aux Grands-Jésuites, dit mademoiselle de la Fayette, causa très-longtemps avec eux, et se les fit tous présenter. La conversation finit par dire qu'il était de leur société, ce qui parut d'un très-mauvais goût. »

L'archevêque de Reims, le voyant sortir de l'église, dit avec un ton ironique : Voilà un fort bon homme; il a quitté trois royaumes pour une messe. « Belle réflexion dans la bouche d'un archevêque! » ajoute mademoiselle de la Fayette.

Ces détails ne nous semblent point être des puérilités dans l'histoire des malheureux Stuarts : ils révèlent le caractère de Jacques, qui devait plus envier à Louis XIV le père la Chaise que Louvois et Seignelay : aussi avait-il conservé auprès de lui le père Petre et son ministre le lord Melfort, également funestes à sa cause.

Cependant Louis XIV pensait à faire un effort en faveur de son hôte : l'Irlande était en armes, et le comte de Tyrconel demandait des secours à la France

en invitant Jacques à venir se mettre lui-même à la tête de ses fidèles sujets. Une expédition fut prête en peu de mois. « On travailla à l'équipage du roi d'Angleterre... Le roi lui donna même sa cuirasse. » En se rendant à Versailles pour faire ses adieux, Jacques passa chez des religieuses anglaises, et « y toucha des écrouelles, en qualité de roi de France. » Ce titre devait lui être doublement cher à cause de cette superstition, et Louis le lui laissait exercer sans réflexion, ce qu'il aurait eu de la peine à passer à un souverain heureux (1). Louis XIV alla aussi lui dire adieu à Saint-Germain (25 février 1689). « Tout ce que je puis vous souhaiter de mieux, dit-il en l'embrassant, est de ne jamais vous revoir : si la fortune vous oblige à revenir, vous me trouverez tel que vous m'avez déjà trouvé. » Lorsque de nos jours Georges IV, alors prince régent, prit congé à Douvres du descendant de Louis XIV, ce fut en lui répétant littéralement les paroles de son aïeul, cet héritier de l'usurpation

(1) Toujours grave sur la question de l'étiquette, Dangeau a bien soin de dire, à propos du cérémonial réglé entre les princes du sang et leurs Majestés Britanniques : —« On est convenu aujourd'hui que les princes du sang se couvriraient quand le roi d'Angleterre se couvrira, et que la reine leur donnera des siéges pliants, et les baisera. La feue reine, notre maîtresse, ne les faisait pas asseoir; mais ils étaient toujours assis devant la reine mère. Le feu roi d'Angleterre, à Bruxelles, donna un fauteuil à feu M. le Prince. L'empereur en fit offrir à MM. les princes de Conti quand ils passèrent à Vienne; et il y a beaucoup d'autres exemples que les princes du sang de France ont reçu de plus grands honneurs que ceux qu'ils ont en cette occasion; mais le roi veut qu'on rende plus de respect encore au roi d'Angleterre malheureux que s'il était dans la prospérité. » — 12 janvier.

de Guillaume usurpant sur la légitimité jusqu'à la tradition de son langage.

Jacques trouva à Brest une escadre de treize vaisseaux toute prête à appareiller. Retardé par le temps contraire, il débarqua enfin à Kinsale en Irlande, le 12 mars 1689, et, le 24, il fit son entrée solennelle à Dublin. Guillaume le laissa pendant un an user lui-même ses succès par l'indécision de son caractère, qui le portait à éluder toutes les questions importantes. Il ne restait plus aux Anglais que la seule ville de Londonderry; mais déjà le *roi* lui-même avait dépopularisé le roi légitime par sa présence, comme les jacobites la légitimité par leurs présomptueuses prétentions et leurs projets de vengeance. Guillaume semblait n'avoir qu'à laisser faire la comparaison entre lui et Jacques. Pour frapper les derniers coups, il se rendit en Irlande, et y gagna (le 21 juin 1690) la bataille de la Boyne, qui ne soumit pas encore l'Irlande, mais qui força Jacques à se réfugier de nouveau en France.

Une correspondance active continua entre les jacobites des trois royaumes et la cour de Saint-Germain. Plusieurs personnages, en apparence partisans de Guillaume, n'étaient pas éloignés de rappeler Jacques II sur le trône; mais ils demandaient des garanties pour les libertés religieuses et politiques du pays : Marlborough, qui dans sa vie politique avait été tantôt pour Jacques tantôt pour Guillaume, quelquefois pour tous les deux à la fois, était du nombre des mécontents. Jacques, toujours conséquent avec lui-même, acheva de se faire connaître en préférant la question théologique à la question d'État. Plus scrupuleux

sous quelques rapports que Bossuet, dont la déclaration cachait cependant assez d'arrière-pensées, le monarque anglais promettait des amnisties avec des exceptions, et faisait des manifestes avec des restrictions puériles, sans parler des restrictions mentales. Cependant Louis XIV lui donna encore une flotte, que la valeur de Tourville ne put sauver du fatal désastre de la Hogue. On prétend que, spectateur du combat, des hauteurs du cap, Jacques, qui avait été amiral anglais avant d'être roi, oublia ses revers pour s'écrier avec enthousiasme : « Mes braves Anglais! » On dit aussi que les Bourbons de France, à travers les vicissitudes de leur vie errante, se sont quelquefois réjouis des victoires de la république et de l'empire, qui semblaient perpétuer leur exil. Cet élan de patriotisme est heureusement compris encore dans notre siècle, où pourtant nous mettons assez volontiers la *patrie* dans l'opinion. Sans doute on pourrait citer des vœux bien contradictoires échappés à ces augustes exilés, Stuarts ou Bourbons, suivant l'impression du moment (1) : nos intérêts et l'amour-propre national peuvent l'emporter tour à tour sans s'exclure dans le même cœur ; mais, enfants des guerres civiles, nous devons peut-être encore plus plaindre Coriolan que le maudire.

Jacques ne dut pas moins admirer le génie de Tourville et la bravoure de nos marins que celle des Anglais, et, comme s'il eût pensé qu'une puissance divine

(1) Nous avons sous les yeux une lettre d'Hartwell où Louis XVIII appelle ironiquement Masséna l'enfant *pourri* de la victoire. Mais il est certain que dans d'autres occasions, *le comte de Lille* exprima la plus haute admiration pour nos soldats.

avait pu seule leur arracher la victoire, malgré l'infériorité de leur nombre, il écrivit à Louis XIV :

« Ma mauvaise étoile a fait sentir son influence sur les armes de votre Majesté, toujours victorieuses jusqu'à ce qu'elles aient combattu pour moi; je vous prie donc de ne plus prendre intérêt à un prince aussi malheureux, mais de me permettre de me retirer avec ma famille dans quelque coin du monde, où je ne puisse plus être un obstacle au cours ordinaire des prospérités et des conquêtes de votre Majesté. »

Louis XIV n'en persista pas moins à saisir toutes les occasions qui s'offraient pour rendre la couronne aux Stuarts : ce n'était pas seulement une aveugle générosité, mais un intérêt politique, puisque Guillaume était en Europe le chef des ennemis de la France. En 1696, Jacques se rendit à Calais pour se mettre à la tête d'un nouvel armement qui semblait devoir être bien secondé par les jacobites; mais au plan d'invasion était lié un complot pour s'emparer de la personne de Guillaume, et ce complot manqué fit avorter l'expédition. Jacques revint à Saint-Germain, désespérant de reconquérir ses États tant que Guillaume vivrait. Nous croyons toutefois, malgré quelques assertions contraires, qu'il refusa constamment d'autoriser une entreprise qui tendait à faire assassiner celui qui était son neveu et son gendre. Jacques descendait volontiers jusqu'aux petites trahisons d'une politique méticuleuse, mais il n'avait point cette énergique et fatale ambition qui se familiarise avec les grands crimes : bientôt même, en se réfugiant dans la

piété, il y goûta d'autres consolations que les puériles pratiques de la vie dévote; en renonçant peu à peu à la terre, il s'exalta jusqu'à cette généreuse abnégation de soi qui conduit aux nobles pensées et souvent aux nobles choses. C'était sans doute « en montant dans cette haute partie de lui-même, » pour nous servir de l'expression de Bossuet, qu'il trouvait les belles réponses qu'il fit à Louis XIV, lorsque celui-ci lui offrit le trône de Pologne en 1697, et plus tard lorsqu'on croyait pouvoir faire reconnaître son fils comme l'héritier de Guillaume. « Accepter un autre trône que le sien eût été, selon lui, abdiquer ses droits légitimes et ceux de ses enfants. » Ce fut lors du traité de Ryswick que Louis XIV, forcé de reconnaître Guillaume, aurait voulu que celui-ci acceptât le prince de Galles pour son successeur : Guillaume n'en eût pas été éloigné, Jacques s'y refusa : « Je puis, dit-il, supporter avec la patience du chrétien l'usurpation du prince d'Orange, mais je ne supporterai jamais que mon propre fils devienne complice de l'usurpateur. Il ne peut tenir sa couronne que de moi (1). » C'était, dira-t-on, d'après nos idées modernes, ne reconnaître que le *droit divin;* mais la proposition supposait que Guillaume reconnaissait un droit à Jacques, et dès lors il était de la dignité de celui-ci de n'y point renoncer.

Jacques vécut encore un an à Saint-Germain, s'occupant de la couronne qu'il espérait au ciel beaucoup plus que des intérêts de sa couronne mortelle, quoi-

(1) Mémoires de Jacques II. *Macpherson's Papers.*

qu'il continuât à écrire ses mémoires pour justifier sa vie. « Sa prière la plus fréquente était : Je vous remercie, ô mon Dieu, de m'avoir ôté trois royaumes, si c'était pour me rendre meilleur. » Il parut cependant satisfait de l'assurance que Louis XIV se plut à lui donner qu'il reconnaîtrait son fils pour roi d'Angleterre. Tout ce qu'il avait désormais à demander à Dieu, c'était de mourir un vendredi, et ce vœu fut accompli le 16 septembre 1701 (1).

Rien de plus facile que de juger avec des sarcasmes la dévotion de Jacques II. Nous nous contenterons de convenir que sa religion fut la vraie cause de sa perte. Certes, les petitesses et les fraudes pieuses de son catholicisme le privent de l'éloge d'avoir sacrifié sa couronne à sa conscience. Le vrai catholicisme est plus noble, plus franc, plus libéral, plus compatible, en un mot, avec la dignité et les devoirs d'un roi. Ce catholicisme, il est vrai, n'est pas toujours celui qu'on a prêché à Rome, où la politique a quelquefois fait bon marché de la religion. Heureusement que pour nous autres, catholiques gallicans, le pape n'est pas infaillible. Contraste remarquable ! pendant qu'un roi d'Angleterre avait sur le trône les vues si étroites de la vie dévote, la chaire de Saint-Pierre était occupée par Innocent XI, surnommé le pape protestant, qui, par haine pour la France, recevait avec froideur les ambassadeurs de Jacques, refusait au père Petre une

(1) Vendredi 16 septembre 1701. — Le roi d'Angleterre mourut à Saint-Germain sur les trois heures. Il avait toujours souhaité, par un sentiment de piété, de mourir un vendredi. Le soir, on amena la reine à Chaillot. (*Journal de Dangeau.*)

dispense pour être évêque, par haine des jésuites, et, exploitant mondainement les priviléges temporels de la papauté, traitait avec le prince d'Orange (1).

(1) Le nonce est arrivé à Saint-Germain depuis quelques jours, et s'en retourne à Rome, où il espère qu'on lui donnera le chapeau de cardinal. Nous n'avons pas été contents ici de la conduite qu'il a eue en Angleterre, et l'aimions mieux en Italie que dans ce pays-là. (Dangeau, 24 janvier 1689.)

Plusieurs princes catholiques suivirent l'exemple du pape. L'ambassadeur d'Espagne à la Haye fit dire des messes dans la chapelle pour le succès du prince d'Orange.

CHAPITRE II.

ÉPISODES DE L'ÉMIGRATION JACOBITE. — LES COURTISANS ET LES MINISTRES DE LA COUR DE SAINT-GERMAIN. — QUELQUES NOMS CHERS A LA FRANCE. — LES OFFICIERS DE DUNDEE. — LE CAPITAINE OGILVIE.

Pendant que le roi Jacques, à Saint-Germain, se détachait de plus en plus de tout intérêt terrestre, en remerciant Dieu, dans sa prière déjà citée, « de lui avoir ôté ses royaumes, si c'était pour le rendre meilleur, » les mémoires du temps nous apprennent qu'il y avait dans cette cour les mêmes intrigues, les mêmes cabales, les mêmes jalousies qu'autrefois à Whitehall. Middleton, le duc de Melfort, le duc de Perth son frère, le lord Waldegrave, ministres et courtisans rivaux, se disputaient les faveurs d'un roi et d'une reine sans couronne. Middleton, plus froid, plus prudent (1), Melfort, presque insensé dans ses inconséquences, étaient plus fidèles l'un et l'autre à leur ambition qu'au malheur de leur maître.

(1) Middleton était de la religion anglicane; il se convertit au catholicisme, touché, dit-on, de ce que lui dit Jacques II sur son lit de mort. C'eût été du moins une consolation pour le monarque de savoir quels fruits porteraient ses dernières paroles. Ses ministres et ses courtisans auraient eu du reste, pendant sa vie, mainte occasion de se convertir, s'ils l'eussent accompagné plus souvent dans ses dévots pèlerinages : — on lit dans le Journal de Dangeau, à la date du 18 novembre 1690 : « Le roi d'Angleterre doit aller ces jours-ci à la Trappe, où il demeurera trois jours. Il ne mènera avec lui d'Anglais, dans ce voyage-là, que mylord Dumbarton. »

Le duc de Perth faisait généralement cause commune avec son frère, et lord Waldegrave s'appuyait du crédit de la reine. Lord Waldegrave avait épousé une fille naturelle de Jacques, sœur de ce duc de Berwick, qui paya par des victoires l'hospitalité de Louis XIV. Malgré cette alliance avec la famille royale, son fils rentra en Angleterre, et plus tard son petit-fils, converti à l'anglicanisme, devint l'ami de George Ier et le précepteur de son fils.

Ces quatre ministres laissaient Jacques aller en pèlerinage à l'abbaye de la Trappe, ou écrire à l'abbé de Rancé; ils ne cessaient de parler en son nom à Louis XIV, de solliciter en même temps les autres souverains de l'Europe, et d'entretenir d'actives correspondances avec les jacobites et les mécontents d'Angleterre ou d'Écosse.

Si la cour des Stuarts exilés offrait encore, dans un moindre cadre, les mêmes intrigues, les mêmes vices et les mêmes petitesses qui dégradaient naguère la cour de Charles II, il faut bien reconnaître que, grâce à quelques plus nobles traditions, c'était aussi le sanctuaire des dernières vertus de l'âge chevaleresque. Tandis que de nouveaux Buckingham rêvaient pour la restauration un nouveau ministère de cabale, d'autres seigneurs, venus en France avec Jacques, mais écartés de sa confiance, étrangers aux intrigues des ministres, ne se rendaient à la cour de Saint-Germain que de loin en loin. Prêts à tout quitter au premier signal pour la bonne cause, quelques-uns occupèrent les loisirs de l'exil en acceptant du service dans les troupes de Louis XIV ou d'autres souverains; quelques autres même, plutôt que de mendier l'au-

mône de l'émigration, exercèrent des professions qui leur donnaient du pain. Parmi ces noms naturalisés français, et dont l'orthographe étrangère révèle l'origine jacobite, il en est plus d'un qui ont été souvent glorieusement cités dans nos annales : tels sont les Fitz-James, les Lally, les Walsh, les Dillon, les Bourke, etc., que cent ans plus tard une révolution faillit rendre pour jamais à l'Angleterre, à l'Écosse et à l'Irlande, comme une révolution les avait donnés à la France.

Entre tous les martyrs de la légitimité des Stuarts, les officiers qui avaient servi sous Claverhouse à Killiecrankie méritaient particulièrement les sympathies françaises. Environ cent cinquante de ces gentilshommes, protestant contre la capitulation des montagnards, abandonnèrent leur patrie pour suivre la fortune de Jacques, dignes des plus beaux jours d'Athènes et de Sparte, comme ne peut s'empêcher de le dire le whig sir John Dalrymple, qui ajoute à cet éloge classique qu'ils étaient tous d'une naissance honorable, attachés à leurs chefs, affectionnés les uns aux autres, et irréprochables en tout, *si ce n'est sur leurs principes politiques.*

L'épisode de leurs aventures forme un tableau touchant des malheurs de l'émigration.

A leur débarquement en France, ces officiers écossais furent dirigés sur Lille, Arras, et d'autres villes de la Flandre, où Louis XIV leur assigna des pensions proportionnées à leurs grades. Mais quand les finances du roi de France furent presque épuisées dans ses revers, on supprima les pensions, et les réfugiés se trouvèrent, par ce retranchement, à la charge

de Jacques, qui, pensionnaire lui-même de son hôte, pouvait à peine suffire à l'entretien de sa maison. Ils lui demandèrent alors la permission de se former en compagnies de simples soldats, pour passer provisoirement en cette qualité au service de Louis. Depuis le règne de Charles VIII, il y avait eu une compagnie écossaise dans les troupes de la France, compagnie renouvelée du moins par la révolution de 1649, et dont Charles II et Jacques II avaient été successivement capitaines. Jacques, se rappelant combien avaient souffert ceux qu'il avait ainsi commandés pendant son premier exil, tenta de dissuader ces braves gentilshommes de leur résolution. Ils persistèrent, et il céda. Ils voulurent être passés en revue par leur roi, avant d'être incorporés dans l'armée française. S'étant rendus en conséquence à Saint-Germain, où ils nommèrent leurs officiers, ils eurent une audience de Jacques. Empruntant les uniformes d'un régiment français, ils vinrent le matin se ranger en bataille dans la cour du château, que le roi devait traverser pour aller à la chasse, exercice favori des Stuarts et des Bourbons.

Jacques, au moment de monter à cheval, aperçut ces nouveaux soldats, et demanda qui ils étaient, ne reconnaissant pas d'abord les gentilshommes écossais sous leur nouveau costume. « Frappé, dit Dalrymple, du contraste entre la frivolité du divertissement qu'il allait prendre et la misère de ceux qui souffraient pour l'amour de lui, il contremanda la chasse et rentra tout pensif au château. »

Quelques jours après, il les passa en revue, les fit manœuvrer, et leur adressa ce discours paternel :

« Messieurs,

« Mes propres infortunes me touchent moins que les vôtres. Je ne saurais exprimer combien il m'est pénible de voir tant de braves et dignes gentilshommes, qui avaient jadis la perspective de parvenir aux premiers grades de mes armées, descendus au rang de simples soldats. Si quelque chose me fait tenir encore à la vie, c'est votre fidélité et celle de quelques-uns de mes sujets de la Grande-Bretagne, qui, forcés d'obéir au prince d'Orange, sont prêts en toute occasion à me servir ainsi que ma famille. Telle est l'impression que je ressens de votre dévouement pour moi que, s'il plaît jamais à Dieu de me rétablir sur mon trône, il est impossible que je puisse oublier vos services et vos souffrances. Il n'est aucun poste de mes armées auquel vous ne puissiez prétendre. Quant à mon fils, votre prince, il est de votre sang; il est susceptible de toute impression : élevé par vous, il ne saurait oublier votre mérite.

« D'après vos désirs, vous allez entreprendre une longue route. J'ai pris soin que vous soyez pourvus d'argent, de souliers, de bas, et de tout ce qui peut vous être nécessaire. Craignez Dieu, aimez-vous les uns les autres. Faites-moi connaître directement vos besoins, et soyez assurés que vous trouverez toujours en moi votre roi et votre père. »

Jacques passa ensuite le long des rangs, s'arrêta devant chaque gentilhomme, les remerciant tous en particulier, écrivit de sa main le nom de chacun sur ses tablettes, et, arrivé à la tête de la compagnie, sa-

lua le drapeau de ces soldats fidèles, et les bénit. Il s'éloignait, lorsque, croyant ne pas leur avoir encore assez accordé d'honneurs, il revint, s'inclina de nouveau, et fondit en larmes.

Les gentilshommes écossais, vivement émus, et ne croyant pas pouvoir témoigner trop de respect à leur roi malheureux, se mirent à genoux, baissèrent la tête jusqu'à terre, dans un silence solennel; puis, se relevant tous à la fois, ils défilèrent en rendant à Jacques tous les honneurs de la guerre, comme dans une revue ordinaire.

Ils partirent de là pour les frontières d'Espagne, précédés de la réputation de leur loyal dévouement, et accueillis partout avec cette délicatesse d'égards dont les Français seuls, peut-être, possèdent le secret. Les femmes surtout s'intéressaient à ces volontaires, et répandaient volontiers des larmes sur leurs infortunes. Quand ils eurent épuisé toutes les petites ressources de leur bourse particulière, ils mirent en loterie leurs bijoux et les ornements de leur ancien costume, qui étaient désormais des superfluités pour de simples soldats. Le maréchal de Noailles fut si content de leur tenue qu'il leur fit présent d'une mule pour transporter leurs bagages, et qui leur fut utile quand ils franchirent les Pyrénées. Dans les combats et dans les siéges, ils étonnèrent souvent l'ennemi, et méritèrent que, sur le rapport du maréchal, qui les appelait ses enfants, Louis XIV se rendit exprès de Versailles à Saint-Germain pour remercier Jacques de leurs services.

« Ils ne désobéirent que deux fois, dit Dalrymple: la première fois au siége de Roses, où, attaqués par

des fièvres épidémiques, ils reçurent ordre de quitter le camp pour leur guérison. » Ils s'irritèrent de cet ordre comme d'un affront, disant qu'ils étaient venus pour combattre, et non pour soigner leur santé ; pour mourir, s'il le fallait, dans la tranchée, mais non à l'hôpital. « Le gentilhomme est toujours gentilhomme, » remarquèrent les officiers français au sujet de cette remontrance, « il se montre tel dans le besoin et le danger. »

Jacques demanda et obtint qu'ils serviraient sous un climat plus sain pour eux ; on les envoya dans le courant de l'hiver des frontières d'Espagne en Alsace. Pendant cette marche, aussi longue que la précédente, leurs habits tombèrent en lambeaux, et ils souffrirent les plus cruelles privations en traversant des provinces affligées de la disette. Quand ils eurent passé Lyon, le pays se trouva couvert de neige, et ils manquèrent souvent des choses les plus nécessaires à la vie. « Cependant on ne les entendit jamais se plaindre, excepté des souffrances de leur souverain, qui leur semblaient telles que les leurs étaient peu de chose en comparaison. » Ils arrivèrent enfin à leur destination. Les Allemands ne les trouvèrent pas moins redoutables pendant six années que les Espagnols, et ce fut là qu'ils désobéirent pour la seconde fois. « L'ennemi, dit Dalrymple, s'était logé dans une île sur le Rhin ; persuadé qu'on ne pouvait passer la rivière sans bateaux, on en avait commandé ; la compagnie écossaise avait été mise dans un poste opposé à l'île pour le garder jusqu'à ce que les bateaux fussent arrivés. Ces gentilshommes se rappelant comment les montagnards d'Écosse faisaient en semblable occa-

sion, et s'étant assurés que le gué n'était pas impraticable, entrèrent dans la rivière, se tenant tous par la main et formant une même ligne avec le courant, les plus vigoureux vers sa partie supérieure, pour en rompre la force. En passant ainsi le gué à la vue des deux armées, leurs armes et leurs habits attachés sur leurs épaules, ils délogèrent les Allemands, qui étaient dans l'île en dix fois plus grand nombre qu'eux. » Le général français s'écria avec enthousiasme que jamais plus beau fait d'armes ne s'était vu, et l'île en a conservé le nom d'île d'Écosse.

A la paix de Ryswick, en 1697, Guillaume exigea, dit-on, que l'on licenciât d'abord les Écossais, qui avaient fait tant de mal aux alliés. Il y a peut-être quelque exagération dans cette assertion d'un historien leur compatriote, mais leurs exploits furent cités avec orgueil, même par les whigs d'Écosse. La guerre avait déjà bien réduit leur nombre; il n'en rentra que quatre dans leur pays natal, et ce fut avec l'autorisation de Jacques. Dalrymple accuse à tort les Français de n'avoir donné aucune attention à leur malheur, à leurs fatigues et à leurs services (1): ils reçurent plusieurs fois des gratifications. Dalrymple se réfute lui-même d'ailleurs, en nous disant « que les officiers auxquels ils avaient sacrifié leur indépendance, et qu'ils avaient choisis pour les commander, les fraudaient de leur solde, de leurs habillements et des présents que la générosité (française) leur faisait. » Ces vrais fils des anciens cavaliers avaient aussi leurs poëtes, qui composaient leurs chants de guerre, et mê-

(1) *Mémoires de Dalrymple,* tome II, page 160.

laient dans leurs vers les souvenirs de l'Écosse à leur culte pour le roi légitime. Le plus connu fut le capitaine Ogilvie, qui mourut sur les bords du Rhin. Il avait combattu à la Boyne, et la ballade suivante exprime ses derniers adieux au pays de ses pères, qu'il ne devait plus revoir :

« IT WAS A'FOR OUR RIGHTFULL KING. »

« Ce fut pour notre roi légitime que nous quittâmes la terre d'Écosse. Ce fut pour notre roi légitime que nous abordâmes en Irlande, — ma belle, — que nous abordâmes en Irlande.

« Maintenant que nous avons fait tout ce que des hommes peuvent faire, que tout a été fait en vain, mon amie et ma terre natale, adieu; car il me faut traverser la mer, — ma belle, — car il me faut traverser la mer.

« Il se retourna du côté de l'Irlande, à droite et à gauche. Il donna une secousse à sa bride, et dit : Adieu, adieu pour toujours, — ma belle, — adieu pour toujours.

« Le soldat revient de la guerre; le marin, de la mer; mais moi, j'ai quitté mon amie pour ne plus la revoir, — ma belle, — pour ne plus la revoir.

« Quand le jour s'éloigne, quand la nuit est venue, et que chacun se livre au sommeil, je pense à celui qui est loin; j'y pense toute la nuit, et je pleure, — ma belle, — toute la nuit, et je pleure. »

Il ne serait pas difficile de trouver un pendant à l'épisode de ces braves émigrés d'Écosse dans les aventures des fidèles soldats de l'armée de Condé, forcés de vouer leurs épées au service de l'étranger, pendant que le frère de Louis XVI, oublié des puissances, pouvait commencer à croire qu'Hartwell serait son dernier asile, comme Saint-Germain celui de Jacques II.

CHAPITRE III.

LE CHEVALIER DE SAINT-GEORGES. — ANECDOTE DES OFFICIERS ÉMIGRÉS A SAINT-GERMAIN. — NAISSANCE DU PRINCE DE GALLES. — L'ENFANT DU MIRACLE. — LA POÉSIE, LES JÉSUITES, LA BASSINOIRE. — L'EXIL. — LE JEUNE PRINCE RECONNU ROI PAR LOUIS XIV. — 1706. — 1708.

Jacques II, ayant appris que cinq des braves volontaires écossais dont on vient de lire les aventures étaient morts de maladie à Salistad, crut devoir écrire à leur commandant de donner des congés définitifs à tous ceux qui en voudraient profiter, soit pour rentrer en Écosse, soit pour se retirer en France, avec une pension qu'il s'engageait à leur faire de ses économies. Quatorze de ces martyrs de la royauté héréditaire, hors d'état de continuer le rude métier de soldat, allèrent à Saint-Germain offrir au monarque déchu leurs humbles remercîments, et prendre ses ordres avant de se décider. Jacques les reçut avec cette bonté familière qui lui avait conservé tant de serviteurs fidèles, alors que ses défauts comme roi avaient aliéné le plus grand nombre de ses courtisans et de ses sujets. Peu de jours après l'audience qu'ils obtinrent, quatre d'entre eux erraient oisivement près des grilles du palais, où était arrêté un carrosse aux armes de la Grande-Bretagne. En cet instant, un enfant de six à sept ans allait y monter, lorsqu'il aperçut ces soldats de l'exil qui regardaient tristement la résidence accordée par Louis XIV à son

hôte, en rêvant peut-être au palais d'Holyrood, antique demeure des rois d'Écosse. L'enfant les reconnut: c'était le fils de Jacques, le prince de Galles, qui allait faire une promenade jusqu'à Marly. Au lieu de monter dans la voiture, il fit signe à ces gentilshommes d'approcher : ils s'avancèrent respectueusement : par un mouvement spontané de ce royalisme de tous les temps et de tous les pays, qui a quelque chose de religieux, ils fléchirent un genou devant leur jeune prince, et lui baisèrent les mains en versant des larmes. Avec une sensibilité touchante, que le malheur donne si souvent avant l'âge, l'enfant releva ces preux dévoués, et trouva des mots heureux pour répondre à l'expression de leur amour pour sa famille. Il sut leur dire qu'il avait entendu parler de leur bravoure, et qu'il en avait été fier; il avait pleuré de leurs infortunes autant que de celles de son père; et il espérait, ajouta-t-il, qu'un jour viendrait où ils éprouveraient qu'ils n'avaient pas fait de si grands sacrifices pour des princes ingrats. A ces paroles, qui ne pouvaient être dictées, à ces promesses, qui, dans la bouche d'un enfant, dernier rejeton d'une race royale, devaient avoir un singulier prestige pour les descendants des vieux cavaliers, le fils de Jacques ajouta le don de sa petite bourse, contenant dix à douze pistoles, en invitant les gentilshommes écossais à boire à la santé du roi.

Qu'on juge avec quel redoublement d'enthousiasme ils allèrent partout répéter ce trait de l'héritier de leur monarque légitime!

De l'aveu de plus d'un écrivain whig, le fils de Jacques II conserva toute sa vie cette bonté royale dont

enfant il avait donné une preuve si naïve. C'eût été, disait-on de lui, «un honnête roi» en des temps paisibles; mais il était naturellement triste, et il contracta dans l'incertitude de sa fortune une sorte d'hésitation qui fut funeste à tous ses projets. Un roi exilé n'est plus qu'un chef de parti : de toutes les vertus, la plus nécessaire pour lui, c'est désormais l'audace. Trompé tant de fois dans ses espérances par les événements ou par les hommes, Jacques III finit comme son père par ne plus espérer qu'en Dieu. Hélas! la résignation est une vertu toute chrétienne à l'usage des rois dont le royaume n'est plus de ce monde.

Esquissons les principaux traits de la vie du père de Charles-Édouard.

C'était le 10 juin 1688 que Marie de Modène, seconde femme de Jacques II, avait été délivrée d'un fils qui, baptisé selon les rites de l'église catholique, avec le pape pour parrain, reçut les noms de Jacques-Édouard-François. La naissance d'un prince de Galles, après six ans de stérilité, mit en émoi toute la Grande-Bretagne. Par un parti, le jeune prince fut proclamé « l'enfant du miracle. » Non-seulement Dryden, le poëte lauréat, converti au catholicisme, célébra ce grand événement dans des vers dignes des plus nobles inspirations de sa muse religieuse, mais encore, parmi ceux que cet événement comblait de joie, chacun donnait comme une réalité les pieuses suppositions de la poésie : ceux-ci faisaient honneur du prodige à Notre-Dame de Lorette; ceux-là au crédit particulier de la reine auprès de saint François-Xavier; d'autres, à un pèlerinage du roi à la source de Sainte Winifred; selon le lord Melfort, un ange était venu agiter de

ses mains les eaux de Bath, comme jadis les eaux de Bethsaïde. Les jésuites, qui avaient aussi prédit la naissance du prince, l'attribuèrent plus sérieusement encore à leur intercession; mais le parti contraire était résolu de pousser bien loin l'incrédulité, car il se récria non-seulement sur l'imposture d'une intervention miraculeuse, mais encore il prétendit que la naissance elle-même était une supposition. Vainement l'accouchement avait eu lieu en présence de nombreux témoins; on ne pouvait être bon protestant si on en admettait la réalité. Dès les premiers jours de l'année précédente, un almanach avait, par hasard ou par malveillance, dénoncé la ruse. Selon les uns, la reine avait feint sa grossesse en portant un coussin sous sa robe; selon les autres, elle avait une tympanite; et enfin, le jour de la prétendue délivrance de Marie de Modène, l'enfant supposé, fils d'un meunier, avait été introduit sous ses draps dans une bassinoire(1). Cinq mois après, le prince d'Orange vint décider la question d'une autre manière, et la reine eut juste le temps de sauver le jeune héritier de Jacques en le transportant en France, où nous avons vu qu'elle précéda son royal époux.

Le prince de Galles n'avait que treize ans à la mort de son père. Louis XIV ayant déclaré tout haut qu'il le reconnaissait pour roi d'Angleterre, tous les Anglais présents se prosternèrent, et ils s'écrièrent en versant des larmes d'attendrissement : *God save the king.*

(1) Ce fut longtemps une insultante ironie des whigs que de faire un charivari sous les fenêtres d'un jacobite, en frappant sur des bassinoires.

Dès que Jacques II eut expiré, Louis alla à Saint-Germain complimenter le jeune roi Jacques III. Les chefs du parti jacobite, dans la Grande-Bretagne, furent secrètement prévenus et consultés par la reine mère, qui se contenta, au sujet de l'*avénement de son fils*, d'adresser un simple manifeste à la nation anglaise. Guillaume suivit bientôt Jacques au tombeau, et sa mort ranima un moment les espérances de la cour solitaire de Saint-Germain. Anne, qui lui succéda, eut l'art de laisser croire à sa famille exilée qu'elle allait secrètement préparer les voies du retour à son frère. Anne était-elle de bonne foi, ou voulait-elle gagner du temps, et empêcher les jacobites d'agir en les abusant par de fausses promesses? Les avis des historiens sont partagés là-dessus. Telle était, du reste, l'influence des jacobites en Écosse, que ce furent eux qui firent échouer la première tentative sérieuse de l'union des deux royaumes (1702), et adopter l'*acte de sécurité*, qui excluait la maison de Hanovre du trône d'Écosse. L'hostilité des deux peuples se réveilla alors, et si le jeune prince s'était présenté comme le champion de l'indépendance nationale, les chances étaient favorables pour lui; mais le fils de Jacques, comptant sans doute sur les secrètes promesses de sa sœur, ne profita même pas des chances plus sûres encore que lui promettait l'exaspération des esprits en Écosse (1706), lorsque l'union fut consommée par une adroite distribution de l'or de l'Angleterre. En 1708, une expédition, commandée par le comte de Forbin, menaça les côtes d'Écosse. Le prince aurait voulu être débarqué, mais on fut

obligé de se retirer devant des forces supérieures, et de différer toute espèce d'invasion.

Jacques III alla recevoir les premières leçons de la guerre sous le duc de Bourgogne en Flandre, et à Malplaquet il se distingua sous Villars : on le nommait alors le chevalier de Saint-Georges.

CHAPITRE IV.

SUITE DU PRÉCÉDENT. — INTRIGUES A LA COUR DE LA REINE ANNE. — INSURRECTION DE 1715. — MARIAGE DU CHEVALIER DE SAINT-GEORGES.

C'était en 1714 une conviction générale en Angleterre, que la vieillesse et les infirmités devançaient l'âge chez la reine, dont la santé avait été ruinée de bonne heure par de fréquentes fausses couches. Ses attaques de goutte prirent un caractère grave; il fallut plus d'une fois démentir à la Bourse de Londres le bruit de sa mort. Les factions et les ambitions individuelles se mirent donc sur leurs gardes, toutes agissant sourdement, toutes paraissant, d'un commun accord, différer leurs actes décisifs jusqu'à l'événement imminent et inévitable.

En voyant ce qui se passait en Angleterre autour de la reine Anne, et dans le Hanovre autour de l'électeur (fils et héritier de la princesse Sophie, petite-fille de Jacques Ier), désigné pour lui succéder par l'acte dit d'*Établissement*, il semble qu'avec un peu de cette audace qui quelquefois fait si heureusement violence à la fortune, le prince légitime avait enfin pour lui les chances les plus probables. Jacques, volontiers indécis, se laissa peut-être endormir ou tromper par cette probabilité même. La reine, sa sœur, ne s'expliquait pas; mais pourquoi refusait-elle à l'électeur l'autorisation de venir dans le royaume dont il était l'héritier désigné? D'ailleurs, Mrs Masham, sa favorite, qui avait supplanté la fière duchesse de

Marlborough, se déclarait jacobite; quelques-uns des ministres, imitant Cécil, le ministre d'Élisabeth mourante, et avec eux le grand duc de Marlborough, entraient en correspondance avec le *prétendant*, et l'exhortaient à se tenir prêt. Pouvait-il penser, dans sa probité un peu simple, que la plupart de ces hommes si dévoués écrivaient du même style à l'*électeur*? Comment douter des torys, quand parmi les principaux whigs plusieurs prenaient les devants pour lui demander à rentrer en grâce avant qu'il fût sur le trône? Les élections de 1713 avaient envoyé au parlement une majorité plutôt favorable que contraire à sa cause, et qui pouvait balancer l'influence de la chambre des lords, plus fidèle à l'esprit de 1688. Le duc d'Ormond, qui était alors gouverneur des Cinq-Ports, répondait des côtes. Bolingbroke, chef secret de la contre-révolution, devenait chaque jour plus influent dans le cabinet : en un mot, une seconde restauration semblait tellement une affaire arrangée et convenue que quelques torys anglicans, plus scrupuleux que les autres, crurent prudent de négocier une garantie pour leurs opinions religieuses. Ils demandèrent que Jacques, avant de se présenter à ses sujets, abjurât le catholicisme.

Au milieu de l'immoralité hypocrite, stigmate des hommes les plus éminents de cette époque, seul, le prétendant, malgré les impatiences de l'exil, ne put se décider à sacrifier sa conscience. Il fit plus : les politiques de son parti lui proposèrent en vain de laisser dire au moins qu'il avait embrassé la religion anglicane... Il refusa même de se prêter à ce mensonge indirect. C'était s'exposer de gaieté de cœur au soup-

çon d'obstination bigote, car les sectes religieuses ont de singulières définitions pour certaines vertus, et il faut avouer que le souvenir du prosélytisme de Jacques II devait rendre défiant envers Jacques III. Ses partisans passèrent outre cependant, et la conspiration continua de s'organiser avec tant d'assurance qu'elle donna l'éveil à ceux des whigs qui redoutaient plus sérieusement un roi papiste. Ils formèrent eux aussi une association défensive, et essayèrent de raviver les anciennes haines dans le parlement, par une adresse à la reine, qui se vit supplier de *promettre une récompense à quiconque saisirait le prétendant mort ou vivant.* Une pareille proposition était une provocation jetée aux jacobites, au moment où Bolingbroke s'occupait de composer un nouveau cabinet entièrement dévoué à leurs intérêts. Mais, sur ces entrefaites, le 1er août, Anne mourut : l'antagoniste de Bolingbroke, le duc de Shrewsbury, le gagna de vitesse en présentant au lit de mort de la reine un cabinet whig, qui, à peine sa Majesté avait-elle rendu le dernier soupir, fit proclamer par les hérauts d'armes l'avénement de Georges Ier. Un courrier fut expédié avec une dépêche pour l'électeur, et une flotte alla l'attendre en Hollande. Rien ne déconcerte l'intrigue comme une surprise, lorsque l'intrigue se prépare elle-même à surprendre ses adversaires. Bolingbroke recula, en joueur qui avoue qu'il perd la partie. Le 2 août, Iberville, l'agent français, écrivait au roi de France : « Mylord Bolingbroke est pénétré de douleur... Il m'a « assuré que ses mesures étaient si bien prises qu'en « six semaines de temps on aurait mis les choses en

« tel état qu'il n'y aurait rien eu à craindre de ce qui « vient d'arriver. »

Cependant le chevalier de Saint-Georges attendait toujours que ses partisans l'avertissent, lui aussi, de se mettre en chemin, lorsqu'il apprit que son compétiteur, surmontant les hésitations de la lenteur allemande, était arrivé à Londres. Georges Ier, déjà sur le retour, était un homme de passions peu vives, n'ayant ni vertus brillantes ni vices brillants, ce qui est quelquefois aussi un attrait chez les princes. Au physique, il était lourd, gauche, vulgaire même, avec un accent germanique qu'il ne chercha jamais à corriger. Mais les chefs whigs ne songeaient nullement à en faire un roi gracieux et populaire : plus il était *étranger* à l'Angleterre, à ses mœurs, à sa langue, à son gouvernement, plus il serait forcé, pensaient-ils, de se laisser gouverner par eux. Les héritiers de l'aristocratie de 1688 n'eussent pas voulu d'un second roi Guillaume : il leur fallait un roi constitutionnel dans la pratique comme dans la théorie, un roi qui se contentât de régner et les laissât gouverner. A leurs yeux, le seul défaut de Georges était de ne pas même tenir assez à régner, c'est-à-dire à étaler les pompes de la royauté : pour occuper ses loisirs, il lui suffisait des intrigues de cette petite cour d'Allemagne qui l'avait suivi à Londres. Ses favoris étrangers ne pouvaient exercer aucune influence sur l'administration, encore moins ses deux maîtresses, car il en eut deux, mais allemandes aussi, sans beauté, sans élégance, ne trafiquant que des emplois secondaires du palais. Georges eut bien ses préventions et ses antipathies person-

nelles, mais s'il se montrait froid pour un chef whig, tel que Marlborough, ce n'était pas du moins pour faire bon visage à un chef jacobite : les whigs seuls gouvernaient et administraient, seuls ils disposaient des hauts emplois, seuls ils dirigèrent les nouvelles élections, qui leur renvoyèrent une chambre whig. La réaction fut si complète que Bolingbroke et le duc d'Ormond, menacés d'un acte d'accusation, se réfugièrent en France, où Bolingbroke, embrassant ouvertement le parti de Jacques III, fut nommé son premier secrétaire d'État. Cet ambitieux ardent et versatile avait sa revanche à prendre sur les whigs. Avec la conscience de sa supériorité intellectuelle sur tous les politiques de son temps, sans scrupule d'ailleurs, car rien ne lui coûtait pour réussir, il se comparait volontiers à Alcibiade, dont il eut peut-être, en effet, le génie actif et élégant, — à Alcibiade, dont du moins il imitait les mœurs; et il se promettait d'être plus redoutable à ses rivaux sur la terre d'exil que dans sa patrie même. Mais, quoiqu'il eût été accueilli d'abord comme l'homme essentiel du parti jacobite, il était facile d'inspirer à la droiture d'un prince religieux comme Jacques III des défiances contre un ministre aussi peu scrupuleux que Bolingbroke. Les mêmes intrigues que Bolingbroke avait eu à combattre auprès de la sœur l'attendaient auprès du frère. En quelques mois, il était déjà disgracié, et, se croyant libre de changer de parti, il s'adressait à l'ambassadeur du roi de fait pour se venger du roi légitime.

Il faut dire que l'Alcibiade anglais, en arrivant dans le petit monde qui s'agitait autour du prétendant, l'avait sévèrement jugé, sans épargner le prince

lui-même. Il trouvait, non sans quelque raison, qu'en l'acceptant pour ministre, celui-ci aurait dû se laisser conduire par lui; mais, même à Saint-Germain, les Stuarts avaient peine encore à se prêter à cette fiction constitutionnelle que l'électeur de Hanovre consentait à subir dans leur palais de Saint-James. Ce n'est pas que Jacques ne voulût consulter personne : au contraire, il n'écoutait qu'un trop grand nombre de conseillers, et cette diversité d'avis n'était pas faite pour corriger l'indécision de caractère dont nous avons parlé.

Si Louis XIV eût vécu, peut-être les jacobites d'Écosse auraient-ils obtenu de la France le secours qu'ils réclamaient d'elle. Le vieux monarque avait reçu froidement lord Stair, ambassadeur de Georges Ier. Le duc d'Orléans, en prenant la régence, ne voulut point ajouter à ses embarras celui d'une guerre qu'il fallait avoir avec l'Angleterre, si l'insurrection jacobite ne réussissait pas. Occupé, d'ailleurs, de se défendre personnellement contre la duchesse du Maine et contre le roi d'Espagne, il se tint sur la réserve : sans décourager précisément les partisans des Stuarts, il reconnut Georges comme roi, et refusa d'autoriser un armement de quelques vaisseaux de l'État qui avaient été déjà promis au prétendant.

La double insurrection qui éclata en 1715 dans le comté de Northumberland et en Écosse resta donc livrée à ses propres forces, manqua d'ensemble, n'eut que des chefs incapables, et elle était déjà étouffée en partie lorsque Jacques III alla se mettre à la tête des insurgés.

Les jacobites du Northumberland, sous les ordres

de M. Forster, membre du parlement, et d'un jeune seigneur catholique, le comte de Derwentwater, s'étaient avancés jusqu'au cœur du comté de Lancastre. Une troupe de jacobites écossais, venus des frontières d'Écosse, se joignirent à eux, et cette petite armée se grossit encore, sans succès, d'une autre bande qui avait tenté un coup de main sur Édimbourg, défendu par le duc d'Argyle. Mais justement, c'était dans le comté de Lancastre que le roi Georges avait en ce moment quelques régiments réguliers commandés par des officiers whigs et le général Carpenter. Un engagement eut lieu à Preston, où M. Forster capitula et se rendit prisonnier (1).

En Écosse, l'insurrection, à la fois plus nombreuse et dirigée par le comte de Mar, fit quelques progrès plus sérieux. Les montagnards étaient accourus sous cette bannière; mais il leur eût fallu pour chef un autre Montrose ou un autre Claverhouse. Le comte de Mar, successivement whig et tory, était aujourd'hui jacobite par dépit, n'ayant pu faire accepter ses services à l'électeur. Pauvre chef politique, plus incapable encore comme général, il ne sut ni organiser son armée avant l'action, ni tirer au moins parti de l'avantage du nombre et de l'intrépidité qu'elle montra dans la bataille. Il avait avec lui plus de dix mille hommes lorsqu'il fut attaqué à Sheriffmoor par le duc d'Argyle, chef des whigs d'Écosse comme son père, et qui avait eu le temps de rassembler trois mille hommes de troupes

(1) On conduisit à Londres M. Forster et les autres prisonniers à cheval; chaque cheval était bridé d'un licou que tenait un soldat monté en croupe. M. Forster parvint à s'évader de Newgate trois jours avant son jugement.

réglées. La discipline l'emporta sur la fougue montagnarde. Mar fit battre la retraite en voyant une de ses ailes enfoncée, et au moment où l'autre, étant victorieuse, il pouvait facilement obtenir une victoire complète. Chacune des deux armées se contenta d'en réclamer la moitié. « Oh! une heure seulement de Claverhouse! » s'écriait un des soldats montagnards, indigné d'obéir à des chefs si peu faits pour commander (1). Pendant quelques jours, le comte de Mar et le duc d'Argyle restèrent dans leurs camps respectifs; mais, selon leur usage, les Highlanders, qu'on ne conduisait pas en avant, s'en retournèrent dans leurs montagnes. Mar crut devoir entrer en négociations avec Argyle, qui ne demanda pas mieux que de gagner du temps, soit par des motifs particuliers, soit parce qu'il savait que des renforts lui arrivaient. Tout à coup on annonce que Jacques, en personne, est débarqué à Peterhead. Mar s'empresse d'aller le joindre avec le comte Mareschal, le général Hamilton, et environ trente gen-

(1) « Ils n'auraient eu qu'à jeter des pierres à l'ennemi pour le mettre en désordre, » dit sir Walter Scott, dans une annotation aux Mémoires manuscrits du Maître de Sinclair, un des chefs de l'insurrection, mémoires confiés par M. Lockhart à lord Mahon, qui cite encore cette autre observation de sir Walter Scott : « Avec moins de troupes que n'en avait Mar, Montrose avait gagné huit victoires et parcouru toute l'Écosse en vainqueur. Avec un plus petit nombre de montagnards, Dundee (Claverhouse) avait remporté la bataille de Killiecrankie. Avec une armée moindre de moitié que celle qui s'était réunie à Perth en 1715, Charles-Édouard, en 1745, alla jusqu'à Derby, et battit deux fois des troupes régulières. Mais en 1715, par une des fatalités qui poursuivaient leur maison depuis Robert II, les Stuarts manquèrent d'un homme de talent au moment où ils pouvaient disposer d'une force supérieure. »

tilshommes. Le prince est reçu partout avec acclamations; mais il demande avec surprise ce qu'est devenue l'armée qu'on lui avait annoncée... Cette armée s'est fondue, tandis que celle d'Argyle, faisant la boule de neige, s'est augmentée de plusieurs régiments allemands.

En attendant que les montagnards reviennent sous ses drapeaux, le prince, réduit à parader au lieu d'agir activement, se rend à Scone, ancien palais des rois d'Écosse, ordonne des prières publiques, rédige des proclamations, prépare un couronnement. Malheureusement, par sa tournure peu guerrière, son air de dignité affable, mais triste, il désenchante et décourage ceux qui, pour remplacer un chef tel que Mar, auraient voulu un prince soldat (1). Sans doute que cette impression réciproque ne fut pas ignorée de son fils, qui profita, trente ans plus tard, de la leçon.

Cependant Argyle restait de son côté inactif à Stirling, et les whigs de Londres, soupçonnant qu'il avait quelque arrière-pensée, lui envoyèrent le général

(1) « Je ne dois pas cacher, dit un de ces jacobites qui a laissé des mémoires, que lorsque nous vîmes l'homme qu'ils appelaient notre roi, nous ne nous trouvâmes nullement animés par sa présence, et s'il fut désappointé en nous, nous le fûmes dix fois plus en lui. Ni vivacité, ni gaieté, ni bonne humeur! Nos hommes commençaient à le mépriser : quelques-uns demandaient s'il savait parler. Ne venait-il parmi nous, soldats, que pour nous voir manier nos armes et faire l'exercice? On dit que la situation où il nous trouva lui fit perdre son courage : je suis sûr que la figure qu'il fit ne nous rendit pas le nôtre : il eût mieux valu qu'il nous envoyât cinq cents hommes de bonnes troupes que de se montrer lui-même. » (*Véritable relation de ce qui se passa à Perth*, p. 19.)

Cadagan, pour le forcer à marcher contre les rebelles. Son armée se mit enfin en marche, et les jacobites, au lieu de l'attendre, résolurent de l'attirer dans les montagnes, dernière manifestation de leur découragement, qui cherchait à colorer une retraite. Jacques en jugea ainsi sans doute, car, arrivé à Montrose, il se rembarqua pour la France, après avoir envoyé une somme au duc d'Argyle, en le priant de la distribuer aux pauvres gens ruinés par la guerre. On reconnaît encore là du moins l'honnête prince (1). Il est juste de mentionner que le chevalier de Saint-Georges fut, dit-on, malade pendant tout le temps de son séjour en Écosse, où il était arrivé avec la fièvre.

Jacques débarqua à Gravelines après une traversée de sept jours, et se rendit à Saint-Germain.

L'avortement de son expédition ne pouvait le rendre très-intéressant à une cour qui s'éloignait de plus en plus des traditions chevaleresques de la vieille France, et dont le cardinal Dubois était le premier ministre. L'Angleterre invoqua les stipulations de la paix d'Utrecht. L'alliance de la maison de Hanovre et de la maison d'Orléans se conclut aux dépens des Stuarts, et le prétendant fut invité à se retirer à Avignon; mais là encore, les whigs le trouvèrent trop près de l'Espagne, où Alberoni manifestait l'intention de reconnaître et défendre sa légitimité, d'accord avec la Suède et la Russie.

La mort du roi de Suède fit avorter cette alliance.

(1) « J'étais venu armé, dit-il au duc, pour vous délivrer tous; que j'aie au moins la satisfaction de n'avoir causé la ruine de personne. »

Cependant, Jacques avait été mandé à Madrid, où le petit-fils de Louis XIV reçut en roi le fils de l'hôte royal de son aïeul à Saint-Germain. Une flotte ayant à bord plus de six mille hommes mit à la voile de Cadix pour les côtes de la Grande-Bretagne; deux frégates, prenant les devants, débarquèrent dans l'île de Lewis trois cents soldats espagnols. Le marquis de Tullibardine, le comte Mareschal et le comte de Seaforth soulevèrent quelques montagnards, qui s'attendaient à apprendre bientôt que le duc d'Ormond était débarqué avec le reste de la flotte (1). Malheureusement, la tempête l'avait dispersée : les jacobites insurgés furent contenus par une armée composée de Hollandais, de troupes impériales et de régiments anglais. Les Espagnols mirent bas les armes à Glenshiel, et les trois nobles Écossais se sauvèrent à grand'-peine.

Le 25 août 1719, le chevalier de Saint-Georges, ayant quitté l'Espagne, débarquait à Livourne, d'où il se rendit à Rome. C'est à Rome qu'avait été négocié depuis l'année précédente le mariage de Jacques III avec une petite-fille du grand Sobieski, la princesse Marie-Casimire-Clémentine Sobieska, autre débris d'une dynastie sans couronne, dont l'aïeul avait été le libérateur de son pays et roi chevalier comme le Bruce de l'antique Écosse.

Le roi Georges, informé de ce projet de mariage,

(1) Mylord *Marischal* était le représentant de la famille de Keith et *maréchal* héréditaire d'Écosse. C'est ainsi que le titre de *stewart* (intendant) était devenu le nom de famille de Walter, le petit-fils de Banquo.

qui devait unir au fils de Jacques II une des plus riches princesses de l'Europe (1), fit agir ses ministres à la cour de l'empereur Charles VI pour y mettre obstacle. Le père de la princesse, Jacques Sobieski, naguère compétiteur malheureux du trône de Pologne, se trouvait sous la dépendance de l'empereur, qui avait alors besoin des Anglais pour soutenir ses prétentions sur la Sicile : il refusa de sanctionner l'union de Clémentine et du prétendant. Il fallut que la future du chevalier de Saint-Georges s'échappât secrètement, sous la conduite de sa mère, pour aller joindre le prince à Bologne. Surveillée par les espions anglais, elle fut arrêtée à Inspruck, et enfermée dans un couvent de cette capitale du Tyrol.

Sa délivrance est encore un autre chapitre de roman dans l'histoire toujours si romanesque des derniers Stuarts. Un proscrit de 1715, John Walkenshaw, baron de Barronsfield, qui, prisonnier après la bataille de Sheriffmoor, s'était échappé du château de Stirling, avait d'abord vainement sollicité l'empereur Charles VI en faveur de la noble captive. Il entreprit de la délivrer malgré l'empereur, en se concertant avec un autre exilé jacobite, Charles Wogan, dont le nom rappelle un héros cher aux cavaliers de la restauration. Ils se procurèrent un passeport autrichien pour le comte de Cernes et sa famille, c'est-à-dire sa femme, son frère, sa sœur et ses gens, qui étaient censés retourner de Notre-Dame de Lorette aux Pays-Bas. Le prétendu comte de Cernes était John Walkenshaw, dont Wogan était le prétendu

(1) Elle passait du moins alors pour l'être.

frère (1); lady Walkenshaw devait jouer le rôle de la comtesse, et une servante espiègle celui de la sœur, jusqu'à ce que la princesse vînt la remplacer. Dans le complot étaient encore un major Misset, sa femme et un capitaine Toole, déguisé en domestique. La servante, qui n'était qu'à demi du secret, croyait ne servir de complice qu'à l'enlèvement d'une maîtresse du capitaine ou du major; mais quand le comte de Cernes et tout son monde furent arrivés à Inspruck, le 19 avril 1719, quelques mots échappés par mégarde l'effrayèrent, et elle déclara que, puisqu'il s'agissait de rois et de reines dans cette intrigue, elle était trop pauvre fille pour vouloir se faire des querelles avec de hautes puissances, d'autant plus que le rôle le plus périlleux était le sien, devant être laissée prisonnière à la place de la princesse. Quelques pièces d'or, une robe de brocard et de séduisantes promesses la décidèrent enfin, et elle se prêta au stratagème de s'introduire dans le couvent pour y changer d'habits avec l'auguste prisonnière. Ce fut par une nuit d'orage que la petite-fille de Jean Sobieski s'évada en princesse de chevalerie errante (2). Ses libérateurs et elle ne s'arrêtèrent dans leur fuite que sur le territoire de Venise. Ils arrivèrent à Bologne le 2 mai, après un voyage pénible. Le mariage eut lieu sans plus de retard, par procuration.

(1) Dans une autre version de l'aventure, c'est le major Misset qui joue le rôle du comte.

(2) La cour impériale, irritée contre Jacques Sobieski, exigea de lui qu'il livrât sa fille ou qu'il quittât les États autrichiens. Il se rendit au couvent de Czenstochow en Pologne, où il resta jusqu'à son raccommodement avec Charles VI.

Le 1er septembre, Jacques Stuart et la princesse Sobieska consommèrent leur mariage, et furent unis par le souverain pontife. Le 31 décembre de l'année suivante (1720), naquit Charles-Édouard-Louis-Philippe Casimir; le 20 mars 1725, Henri-Benoît-Édouard-Alfred-Louis-Thomas Stuart fut le second fruit de cet illustre mariage. Clément XI, et Innocent XIII, son successeur, se montrèrent également généreux envers le chevalier de Saint-Georges. Malheureusement, d'affligeantes dissensions domestiques, qui, entretenues par des confidents coupables, eurent un scandaleux éclat, troublèrent le repos auquel ce prince s'habituait à la cour de Rome. Alberoni, qu'une disgrâce et même la proscription avait à son tour forcé de se réfugier à Rome, eut peine à réconcilier les deux époux, lui dont naguère la main puissante faisait ou défaisait à son gré les alliances des rois de l'Europe. Alberoni avait des droits à la confiance du prince, car c'était lui qui, en 1718, avait coalisé la Russie, la Suède et l'Espagne en faveur des Stuarts (1).

(1) Alberoni, grand ministre dont l'histoire n'a pas encore parlé comme elle le devrait, car l'histoire, trop souvent, est faite au profit des vainqueurs, l'histoire diplomatique surtout; et il paraît que l'antagoniste du cardinal Dubois a, non-seulement été vaincu par la perfidie pendant la lutte, mais encore que ceux qui eurent la fortune pour eux ne craignirent pas de le calomnier après sa défaite. Les preuves de cette assertion existent encore aux archives des affaires étrangères; elles ont été communiquées à M. Pannizi, bibliothécaire du *British Musæum*, qui s'occupe d'une histoire du cardinal Alberoni.

CHAPITRE V.

LES JACOBITES ANGLAIS. — L'ÉVÊQUE ATTERBURY. — ARLEQUIN. — COMPLOT DÉCOUVERT. — DÉCOURAGEMENT. — SIR ROBERT WALPOLE.

Malgré le caractère naturellement calme et apathique du chevalier de Saint-Georges, il était impossible que de temps en temps les vicissitudes de la politique européenne et les nouvelles qu'il recevait d'Angleterre ou d'Écosse ne vinssent pas agiter par accès tout ce qu'il y avait encore de sang royal dans ce cœur chrétiennement résigné. Devenu père, pouvait-il, sans être coupable devant Dieu-même, pousser l'abnégation jusqu'à renoncer aux droits de son fils en même temps qu'aux siens? Cette soumission à la Providence, qui lui défendait les regrets, ne pouvait lui défendre l'espérance. On le voit donc, en diverses occasions, sortir tout à coup de son silence et de son repos, mais toujours trop timidement pour porter un intérêt bien vif à ces courtes péripéties de sa déchéance. Résumons en quelques pages les accidents qui nous conduisent par degrés à la dramatique époque de 1745.

Peu de temps après la naissance de Charles-Édouard, la découverte d'un complot jacobite à Londres envoya à Jacques un de ces hommes dont les sages conseils auraient dû seuls exercer sur lui l'influence qu'il accorda trop souvent à la médiocrité intrigante. C'était Atterbury, évêque de Rochester, du petit nom-

bre des prélats anglicans qui pensaient que la révolution de 1688 avait dépassé les limites légales et constitutionnelles. Il faisait partie d'une espèce de junte ou comité des Cinq qui surveillait les événements, prête à avertir le roi légitime de toutes les occasions favorables à une restauration. Ce prélat se trouva compromis dans un complot qui avait pour but de s'emparer de la Tour de Londres et de proclamer Jacques III en l'absence de l'électeur, projetant alors un voyage dans ses États de Hanovre. Un pareil complot était trop téméraire, au milieu d'une population comme celle de Londres, pour que la junte l'eût complétement approuvé, alors que ses membres répétaient sans cesse au prétendant qu'ils ne pourraient rien tenter sans un secours d'hommes et d'armes fourni par l'Espagne ou la France; mais les aventureux du parti se flattaient d'un succès plus facile : « Il s'est fait, écrivait lord Lansdown, de grandes réjouissances à Londres pour l'élection du nouveau lord maire, qui s'appelle M. Stuart. Le peuple a parcouru les rues en criant : *Un Stuart! un Stuart! l'Église anglicane et un Stuart!* Chaque jour amène quelque nouvelle manifestation de ces sentiments. » Le ministre dirigeant de cette époque était Robert Walpole, qui venait de succéder au comte de Stanhope. Il savait que toute cette agitation populaire provenait en grande partie de l'humeur qu'avait causée dans la cité la fameuse mystification financière de la compagnie des mers du sud, le pendant de la banque du Mississipi et du système de Law.

Quant aux conspirateurs, il était instruit de leurs secrets, parce que le régent avait révélé à l'ambassadeur de Georges Ier ce qu'on lui en avait confié pour

le détacher de l'alliance anglaise: plusieurs lettres détournées de leur destination lui apprirent le reste, et il fit arrêter deux prêtres jésuites qui se disposaient à proclamer Jacques III. Dans les lettres saisies, il était souvent question d'un M. Jones et d'Arlequin : on sut que cet Arlequin était un joli petit chien moucheté, envoyé de France à l'évêque de Rochester, et l'on finit par découvrir aussi le vrai nom de ce M. Jones son maître, qui n'était autre qu'Atterbury. Cette indication suffit pour faire arrêter le prélat. Il fut donc conduit à la Tour, au grand scandale de tout le clergé de l'Église anglicane, qui prétendit qu'on devait traiter plus respectueusement un haut dignitaire de l'Église. Walpole ne s'effraya d'aucune clameur, et le fit condamner au bannissement par la Chambre des Lords, malgré une belle et touchante défense. Le navire qui transportait Atterbury en France se croisa avec celui qui ramenait Bolingbroke, ce politique étant parvenu à faire sa paix avec la maison de Hanovre. Une fois sur la terre d'exil, l'évêque justifia sa condamnation en communiquant franchement avec Jacques III, qui, malheureusement, nous l'avons dit, dédaigna trop souvent de le consulter.

Ce n'était pas cependant un auxiliaire sans importance pour un prétendant catholique, qu'un membre de cet épiscopat anglican, qui avait donné, avant l'aristocratie elle-même, le signal de la révolution de 1688. Personnellement, Atterbury était d'ailleurs populaire par son caractère autant que par son talent.

Quelquefois, quoique Jacques n'eût que trop appris à se défier de la bonne volonté des cabinets étrangers, il se laissait encore séduire par quelque ouverture inat-

tendue. Quatre ans après le complot qui avait causé le bannissement d'Atterbury, le prince écrivait à l'un de ses adhérents d'Écosse : « J'ai eu pendant quelque temps raison d'espérer que l'empereur épouserait bientôt la cause de ma restauration d'une manière toute particulière. Vous conviendrez qu'il n'est pas aisé de convaincre un monarque étranger de la facilité qu'il trouverait dans une pareille entreprise. J'ai donc proposé à l'empereur d'envoyer secrètement un agent en Angleterre, pour s'y renseigner sur les bonnes dispositions de mes sujets, et j'ai des motifs de croire qu'il en fera bientôt partir un.» En vue de ce prochain secours promis par l'empereur, Jacques envoya lui-même en Écosse un de ses plus fidèles adhérents, Allan Caméron, qui visita tous les clans des montagnes, et annonça ce qui se tramait en faveur du roi légitime. Allan revint avec l'assurance que les Écossais restaient dévoués, mais qu'ils exigeaient pour se soulever qu'un corps auxiliaire débarquât avec le prince. Cette condition sans cesse réclamée s'explique, quand elle n'était pas un prétexte, par la composition de la force armée en Angleterre, où Georges avait lui-même à sa solde des régiments hanovriens, hessois et hollandais.

Lorsque Georges I[er] mourut, Jacques espéra de nouveau que la chance de cette crise serait saisie par ses partisans, pour faire au moins une démonstration en sa faveur. Il était à Bologne : il se rendit en toute hâte à Nancy, en Lorraine, et expédia un courrier à l'évêque Atterbury à Paris, un autre à lord Orrery à Londres : mais de Paris et de Londres lui arrivèrent des réponses également décourageantes. « Remarquez, sire, écrivait Atterbury, quel esprit de prudence et de

crainte possède vos amis en Angleterre, combien ils ont peur qu'aucune alarme soit donnée au gouvernement.... Il ne faut rien attendre d'eux sans un secours étranger, et un secours très-considérable. »

De Londres, lord Stafford avouait au prince qu'après un moment de surprise et de confusion, chacun ne semblait plus occupé que de la prochaine cérémonie d'un couronnement. « Le torrent est trop fort pour que vos amis y résistent ; il faut qu'ils rentrent dans la foule, et attendent pour se montrer que le mécontentement renaisse : ce qui ne tardera pas.... Je suis convaincu que les mesures violentes et corruptrices du père seront reprises par le fils, qui est colère, orgueilleux et quinteux. Quoiqu'il parle de régner par lui-même, il sera gouverné comme l'était son père.... Je trouve que vos amis se découragent déjà, se plaignant qu'ils se sont ruinés, et ne peuvent résister à ce dernier effort des whigs. »

Lord Orrery écrivit dans le même sens, ajoutant qu'il ne fallait plus compter sur la noblesse ni sur la bourgeoisie, qui ne songeait qu'à se vendre le plus cher possible à la cour. En effet, les nouvelles élections donnèrent à sir Robert Walpole une majorité plus nombreuse que la précédente, majorité qui vota d'abord, malgré l'opposition, une somme de 250,000 livres sterlings de fonds secrets, puis un supplément de 115,000 livres à la liste civile, sous prétexte d'un déficit, qui n'existait pas.

Bientôt le duc de Lorraine, qui dépendait de la France, invita le chevalier de Saint-Georges à quitter son territoire. Le prince se rendit à Avignon, mais on ne lui permit pas de s'y arrêter : il lui fallut re-

17.

passer les Alpes. L'honnête cardinal de Fleury ne lui était pas plus propice, en France, que le cardinal Dubois.

Citons encore une dernière tentative de déception, qui vint un jour faire luire un espoir bien inattendu aux yeux du fils de Jacques II. Dans l'été de 1739, le prince reçut la visite de Thomas Carte, historien anglais qui n'est pas sans mérite, et jacobite qui avait figuré dans plus d'un complot. Il arrivait de Londres, et apportait un message de sir Robert Walpole lui-même. Le ministre de Georges déclarait son attachement secret à la cause des Stuarts, et il promettait de s'y dévouer, aussitôt qu'il serait assuré des intentions de Jacques relativement à l'Église anglicane et aux princes de la maison de Hanovre. Était-ce que Walpole, poussé à bout par l'opposition, et ne se sentant pas appuyé franchement par la cour, méditait réellement une trahison contre le roi de fait? ou ne jouait-il qu'un rôle convenu avec celui-ci, pour obtenir du roi légitime quelque recommandation électorale auprès de ses partisans? Sous Jacques II et sous Guillaume, Sunderland, Halifax, Godolphin, Marlborough (1), avaient autrefois donné l'exemple d'une semblable politique, et Walpole soupçonnait, non sans raison plausible, ses ennemis de l'opposition de faire comme lui (2).

(1) On a souvent cité comme authentique l'anecdote du roi Guillaume envoyant au duc de Shrewsbury, grand seigneur whig en correspondance avec Jacques, un colonel de sa garde, avec les sceaux d'une main et un warrant de haute trahison de l'autre, pour lui donner à choisir entre un ministère et la Tour de Londres.

(2) Il était persuadé, entre autres, de l'intelligence du duc d'Athole avec le prétendant.

Quoi qu'il en soit, la réponse du chevalier de Saint-Georges, retrouvée dans les papiers de Walpole, prouve que le prince, quelquefois trompé par ses illusions et celles de ses adhérents, ne se montra pas aussi crédule que l'espérait sans doute le ministre de Georges. Après avoir exprimé sa juste défiance sur la sincérité d'une ouverture si extraordinaire, il ajoutait qu'il n'avait aucune objection à réitérer ses promesses de *tolérance* et de *protection* relativement à l'Église d'Angleterre : « Quant aux princes de la maison de Hanovre, je remercie Dieu de n'avoir aucun ressentiment contre eux ni contre personne en ce monde. Je ne serai jamais un obstacle à ce qu'ils vivent heureux dans leur propre pays, lorsque je serai rentré en possession de mes domaines, et s'ils tombaient en mon pouvoir, je ne toucherais pas un cheveu de leurs têtes. »

Cette correspondance probablement en resta là. On voit après tout que si, par son caractère, le chevalier de Saint-Georges n'était pas homme à faire naître les circonstances, la fortune ne lui offrit pas non plus ni de très-fréquentes ni de très-favorables occasions pour faire utilement le prince aventureux. A la longue, ses partisans les plus exaltés finirent par concentrer leurs espérances sur l'avenir de son fils. C'est désormais de lui seul que nous allons nous occuper.

CHAPITRE VI.

NAISSANCE DE CHARLES-ÉDOUARD. — SA JEUNESSE. — ÉDUCATION. — GOUVERNEURS. — LE CHEVALIER DE RAMSAY. — PREMIÈRE CAMPAGNE. — LE SIÉGE DE GAETE. — LE CHAPEAU PERDU. — EXCURSION EN ITALIE. — GÊNES, BOLOGNE, VENISE, FLORENCE. — RETOUR A ROME. — LE MARÉCHAL DE BERWICK. — COUR DU CHEVALIER DE SAINT-GEORGES EN 1740. — LETTRES DU PRÉSIDENT DES BROSSES.

Le 31 décembre 1720 (1), l'artillerie du château Saint-Ange fit retentir dans Rome ses foudres pacifiques, pour annoncer à la ville et au monde, *urbi et orbi*, que le ciel exauçait enfin les prières des fidèles qui, depuis six jours, par ordre du souverain pontife, demandaient la délivrance de la reine catholique de la Grande-Bretagne. Clément XI lui-même, à cette intention, avait prié officiellement la veille, jour de la fête de saint Thomas de Cantorbéry, dans l'église dédiée à ce saint patron des Anglais (2). Le fils accordé à Jacques et à Clémentine naquit devant plus de deux cents témoins de tous rangs, convoqués au palais, résidence des Stuarts. Dans le nombre, on remarquait sept cardinaux, le gouverneur de Rome, des prélats, des protonotaires apostoliques, des ducs et duchesses d'Italie, des grands seigneurs de Pologne, des nobles anglais, écossais et irlandais, etc., car Jac-

(1) 20 décembre, nouv. style. — Médaille n° XXV : *Providentia obstetrix.*

(2) L'église de *San Tomaso di Cantorberi, del collegio inglese,* fondée sur une ancienne abbaye, et bâtie en 1576, par le cardinal de Norfolk.

ques, dès le 10 juillet précédent, avait invité, par une circulaire, les dignitaires de ses royaumes à être présents à la délivrance de la reine, et quelques-uns avaient tout bravé pour se rendre à ce devoir. Autour du berceau qui allait recevoir le prince, enfant de l'exil, de riches présents attestaient aussi que les droits des races royales restaient imprescriptibles dans Rome catholique. Des langes, estimés 6000 *scudi*, avaient été consacrés par la bénédiction papale. La sage-femme se trouvait placée sous un dais splendide: c'était une Italienne, nommée Gitta, qui avait non-seulement été gratifiée d'une somme de cent doublons donnée par Jacques, et des dons particuliers des membres du sacré collége, mais encore honorée du titre de comtesse (1). La *comtesse* Gitta, en montrant le nouveau-né aux témoins, s'écria, faisant allusion aux suppositions qui avaient attaqué la légitimité du père : « Ce n'est pas une supposition, au moins : voici un vrai prince! »

Le lendemain, des courriers partirent pour les diverses cours d'Europe, afin d'y notifier la naissance de Charles-Édouard-Louis-Philippe-Casimir. Ce furent les noms de celui que la postérité devait connaître sous les deux premiers seulement (2). Un *Te Deum* solennel

(1) Jacques et Clémentine reçurent eux-mêmes personnellement, à cette occasion, des témoignages éclatants de la munificence pontificale, entre autres le don du palais des Saints-Apôtres, 10 mille *scudi* du pape et 100 mille du sacré collége; sommes auxquelles furent ajoutés d'autres présents encore le jour de la présentation du jeune prince au Vatican.

(2) Charles-Édouard est un nom consacré jusque sur le monument du prince dans Saint-Pierre de Rome : nous persisterons à le

fut chanté dans la chapelle Sixtine en présence de Clément XI; et l'espoir superstitieux des Anglais fidèles se traduisit aussi au firmament, par l'apparition d'un astre nouveau, que les astronomes aperçurent, dit-on, pour la première fois le 31 décembre.

On a dit quelquefois que l'éducation de Charles-Édouard avait été négligée : par éducation, il faut entendre, sans doute, l'instruction; ni les soins ni les leçons ne manquèrent cependant à son enfance et à sa jeunesse : ses gouverneurs et ses précepteurs lui inspirèrent de bonne heure le goût des arts; il devint même assez fort en musique; mais il est vrai de dire aussi qu'il écrivait très-inégalement l'orthographe, comme beaucoup de personnages illustres de son siècle, et comme on l'a reproché de nos jours sérieusement à Napoléon. Dans ses premières années, sa mère ne le perdit guère de vue, et ce fut d'elle qu'il tint l'héroïque fermeté de son caractère; miss Walpole, anglaise catholique, secondait les soins maternels.

Clémentine mourut lorsque Charles-Édouard avait déjà quinze ans, le 18 janvier 1755 (1). Elle était devenue mère d'un second fils, Henri-Benoît-Édouard-Alfred-Louis-Thomas, né le 20 mars 1725, et appelé duc d'York; mais, même avant cette date, la bonne intelligence des deux époux avait été maintes fois troublée; et l'on prétend que le choix des gouverneurs donnés aux jeunes princes, sans qu'elle fût consultée,

nommer ainsi, quoiqu'il signât quelquefois lui-même simplement *Charles*, P. of W. (prince de Galles).

(1) La princesse Clémentine Sobieska Stuart a son mausolée dans Saint-Pierre de Rome, à côté de celui de la reine Christine de Suède et de l'impératrice Mathilde.

fut au nombre des causes qui rendirent la princesse malheureuse. Jacques s'abandonnait volontiers à des favoris, et l'on ajoute que, malgré sa piété, il eut aussi des favorites comme son père, entre autres, la comtesse d'Inverness, qu'il avait nommée gouvernante de ses deux jeunes fils. La comtesse et son mari étaient protestants : autre sujet de griefs, ou plutôt prétexte dont Clémentine couvrit son antipathie pour l'un et pour l'autre. Quoi qu'il en fût, Clémentine l'emporta. Au comte et à la comtesse d'Inverness furent successivement substitués, comme gouverneurs et précepteurs, le chevalier de Ramsay, l'élève et l'ami de Fénelon; Murray, comte de Dumbar, et Thomas Sheridan.

Le chevalier de Ramsay n'ignorait pas qu'il faut de bonne heure corriger les mauvaises impressions de l'enfant, quand on n'a pu les prévenir. En sortant des mains des femmes, Charles-Édouard avait la peur du tonnerre; la lueur d'un éclair lui arrachait des cris d'alarme, et au moindre orage il fallait qu'on fermât les croisées. Ramsay l'habitua peu à peu à regarder l'éclair fixement, et le familiarisa si bien avec les sensations que cause le spectacle d'un orage, que son jeune élève finit par trouver du plaisir à en admirer les terreurs. Le cardinal Alberoni en complimenta un jour le gouverneur. « Un prince, dit le cardinal, avec son impétuosité méridionale, ne doit rien craindre, ni hommes, ni diable, *ni Dieu;* » — et, voyant que ce dernier mot lui était échappé devant des témoins qui se scandalisaient d'une pareille maxime sortie de la bouche d'un prince de l'Église, il reprit en souriant ; « car,

Dieu, monseigneur, nous devons plutôt l'aimer que le craindre.

Le jeune héritier de la fortune des Stuarts parla bientôt avec la même facilité l'anglais, l'italien et le français : — l'étude des langues vivantes n'est pas un travail pour les enfants. L'amour des arts et le goût de la musique sont aussi des inspirations à peu près spontanées sur le sol de la classique Italie. Le jeune prince ne résista pas au charme; mais ses sentiments de prince l'emportaient sur ses instincts d'artiste. C'est pourquoi la pensée de sa destinée lui donnait un air rêveur et quelquefois sévère, qui contrastait avec les grâces plus légères de son jeune frère. Sous l'éclat du soleil d'Italie, Charles-Édouard semblait se plonger, par l'imagination, dans les brouillards de la Grande-Bretagne. De tous les monuments qui frappaient ses yeux, ceux qui rappelaient une gloire guerrière fixaient surtout sa réflexion secrète, et les voyageurs anglais l'intéressaient plus par leurs récits que les antiquaires par leurs commentaires sur les inscriptions de la grandeur romaine.

Il était dans sa quatorzième année lorsqu'il put avoir une idée de la guerre, et en recevoir directement les premières leçons à l'école d'un capitaine qui, issu du sang royal des Stuarts, avait conquis, sous les drapeaux des Bourbons de France et d'Espagne, une des hautes renommées militaires de ce siècle. L'Espagne, en hostilité avec l'empereur Charles VI, avait mis le siége devant Gaëte. Le maréchal de Berwick, duc de Liria, passa par Rome pour aller prendre le commandement de l'armée assiégeante. Il demanda à Jacques de lui confier son fils, et obtint de l'emmener

avec lui. Charles-Édouard prit congé de sa Sainteté, qui lui remit 3000 scudi pour subvenir aux frais de son équipement. A l'armée, il trouva pour émule le jeune don Carlos d'Espagne (1); il suivit de près toutes les opérations du siege, et il était dans la tranchée lorsque la ville se rendit. Le maréchal de Berwick écrivit à son frère, le duc de Fitzjames, en se félicitant de la fin d'un siége où il disait que, malgré sa courte durée, il avait plus souffert qu'à aucun autre de ceux où il s'était trouvé.

C'était le jeune Charles-Édouard qui avait causé ses inquiétudes. « Immédiatement après son arrivée, ajoutait le maréchal, il m'accompagna à la tranchée, où il paraissait n'avoir guères souci des balles qui sifflaient autour de nous. Le lendemain, j'étais dans une maison un peu à l'écart, et que les assiégés me forcèrent de quitter, en y faisant tomber cinq à six boulets. Le prince de Galles vint m'y joindre, et aucune représentation sur le danger qu'il courait ne put l'empêcher d'y entrer. Il y demeura quelque temps avec un admirable sang-froid, quoique les murs fussent criblés de balles. Son Altesse Royale, en un mot, nous a prouvé que, chez les hommes nés pour être des héros, la valeur n'attend pas les années. Me voici délivré de ces causes d'inquiétude, et je jouis de la satisfaction de voir le prince adoré par les officiers et les soldats. Il a des manières charmantes, et s'il en était autrement, je vous le dirais en confidence. Demain nous partons pour Naples, où je ne doute pas qu'il ne captive les

(1) Don Carlos détacha un diamant de son chapeau et le fixa de sa main au chapeau de Charles-Édouard, en l'appelant Altesse Royale et prince de Galles. (Voy. *Memoirs of Prince Charles Stuart.*)

Napolitains aussi bien que nos troupes. Il n'a pas besoin qu'on lui souffle ce qu'il doit dire. Plût à Dieu que les plus cruels ennemis de la maison de Stuart eussent été témoins de sa conduite pendant ce siége! il en aurait, je crois, ramené plusieurs. Je remarque surtout en lui une physionomie heureuse qui promet beaucoup (1). »

Quelle que pût être la partialité du maréchal pour son royal cousin, cette lettre réfute suffisamment, il nous semble, ceux qui cherchaient déjà à représenter le jeune Charles-Édouard comme un prince mal élevé.

Pour se rendre de Gaëte à Naples, Charles-Édouard s'était embarqué; pendant la traversée, son chapeau tomba à la mer, et les matelots s'empressaient pour courir après avec la chaloupe: «Non, non, s'écria-t-il, en les arrêtant, ce n'est pas la peine, le flot le portera sans doute en Angleterre, où j'irai tot ou tard le chercher moi-même (2). »

Après quelques jours passés dans le royaume de Naples, où il eut à la cour tous les succès qu'avait espérés pour lui le maréchal de Berwick, Charles-Édouard retourna à Rome, et le pape le reçut comme un vainqueur. Son père, qui était à Albano, l'embrassa avec un juste orgueil, et, l'année d'ensuite, il lui permit d'aller encore assister à une campagne des alliés en Lombardie. Deux années plus tard, le 29 avril 1737, Charles-

(1) Je cite cette lettre d'après une traduction anglaise qu'on trouve à la fois dans les *Mémoires* du prince Charles Stuart de M. Klose et les *Mémoires* des Prétendants de M. H. Jesse.

(2) L'anecdote est rapportée dans le sens de cette réponse par le président Des Brosses. Quelques auteurs anglais, en la traduisant, font dire au prince : Laissez mon chapeau, j'irai en chercher *un autre* en Angleterre.

Édouard, sous le titre de comte d'Albany, fit une excursion de trois mois dans les principales villes de l'Italie septentrionale : il vit Parme, Gènes, Milan, Venise, et revint à Rome par Padoue, Bologne et Florence. Il avait dix-sept ans, et l'oisiveté pesait déjà à son imagination ambitieuse. Quelques hommages qui lui furent décernés lui prouvèrent du moins qu'il y avait encore hors de Rome quelques sympathies pour sa cause. A Gènes, où ses regards cherchèrent avidement le pavillon britannique sur la Méditerranée, l'envoyé d'Espagne et les nobles Génois vinrent le saluer. A Milan, le gouverneur de la Lombardie, le vieux général Von Traun, lui fit aussi sa cour et lui donna le titre de prince de Galles. A Venise, il fut invité à assister aux séances du sénat, et y prit place sur le siége réservé aux voyageurs couronnés. Il rencontra dans l'église de Saint-Georges le jeune électeur de Bavière, celui qui devait disputer la couronne impériale à Marie Stuart. A Bologne, le cardinal légat et quatre sénateurs allèrent au-devant de lui. A Florence, le résident anglais eut assez d'influence auprès du grand-duc pour que celui-ci ne l'admît pas publiquement à la cour; mais il ne put empêcher la ville de lui donner des fêtes et des bals. La maison de Hanovre, jalouse de ces manifestations, témoigna son mécontentement au résident vénitien Businiello, qui eut ordre de quitter Londres sous trois jours.

Charles-Édouard cependant rentra dans sa retraite, impatient de causer de plus sérieuses inquiétudes à la famille régnante d'Angleterre, mais forcé d'attendre encore plusieurs années l'occasion favorable. Tantôt à Albano, tantôt, et plus souvent, à Rome, son père

continuait à attendre pieusement la volonté du ciel, à l'ombre du trône pontifical, et se contentait plus facilement des stériles honneurs accordés autant à son infortune qu'à ses droits. Horace Walpole a fait, à la date de 1740, un tableau assez triste de la maison du prétendant (1). Nous citerons ici de préférence quelques passages des lettres d'un voyageur français, le président Des Brosses, qui vit aussi, à peu près à la même époque (1740), le chevalier de Saint-Georges et ses deux fils. Le président écrivait à MM. de Tournay et de Neuilly :

« J'achèverai avec vous ma tournée de visites importantes par celle du *roi d'Angleterre* : on le traite ici avec toute la considération due à une majesté reconnue pour telle. Il habite place des Saints-Apôtres, dans un vaste logement qui n'a rien de beau. Les troupes du pape y montent la garde comme à Monte-Cavallo, et l'accompagnent lorsqu'il sort, ce qui ne lui arrive pas souvent. Sa maison est assez nombreuse, à cause de quelques seigneurs de sa nation qui lui sont restés attachés, et qui demeurent avec lui. Le plus distingué de ceux-ci est mylord Dumbar, Écossais, homme d'esprit et fort estimé, auquel il a confié l'éducation de ses enfants, quoiqu'il fasse profession de la religion anglicane, ce qui peut être un trait de politique. Le prétendant est facile à reconnaître pour un Stuart, il en a toute la figure; il est d'une taille haute et assez mince, fort ressemblant de visage aux portraits que nous avons du roi Jacques II son père, et même au feu maréchal de Berwick, son frère naturel,

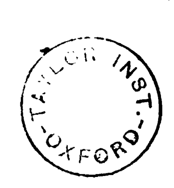
(1) Voir l'Appendice de ce volume.

si ce n'est que le maréchal avait la physionomie triste et sévère, au lieu que le prétendant l'a triste et niaise. Il ne manque pas de dignité dans les manières. Je n'ai vu aucun prince tenir un grand cercle avec autant de grâce et de noblesse. Il lui arrive quelquefois d'en tenir, malgré la vie retirée qu'il mène. N'étant ni d'âge ni en état d'avoir le faste extérieur qui entoure habituellement les souverains, cherchant d'ailleurs à se rendre agréable dans une ville à laquelle il a tant d'obligations, il met toute sa dépense d'apparat à faire donner de temps en temps aux dames, par ses jeunes fils, quelques fêtes publiques, où il vient figurer pendant une heure. Il est dévot à l'excès. Sa matinée se passe en prière aux Saints-Apôtres, près du tombeau de sa femme. Lorsque ce prince vient se mettre à table, ses deux fils, avant que de prendre place, vont se mettre à genoux devant lui, et lui demandent sa bénédiction. Il leur parle ordinairement en anglais, et aux autres, en italien ou en français. Des deux fils du prétendant, l'aîné est âgé d'environ vingt ans, l'autre de quinze. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'ils sont connus ici sous les noms de princes de Galles et de duc d'York. Tous deux ont un air de famille, mais le cadet a, jusqu'à présent, une fort jolie figure d'enfant. Ils sont aimables, polis, gracieux; tous deux montrant un esprit médiocre et moins formé que des princes ne doivent l'avoir à leur âge. Le cadet est fort aimé dans la ville, à cause de la beauté de sa figure et de la gentillesse de ses manières... *J'entends néanmoins dire à ceux qui les connaissent à fond, que l'aîné vaut beaucoup mieux, et qu'il est plus chéri dans son intérieur; qu'il a de la bonté de cœur et un grand courage,*

qu'il sent vivement sa situation, et que s'il n'en sort pas un jour, ce ne sera pas faute d'intrépidité.

« Les jeunes princes sont tous deux passionnés pour la musique, et la savent parfaitement : l'aîné joue très-bien du violoncelle ; le second chante les airs italiens avec une jolie petite voix d'enfant du meilleur goût. Ils ont, une fois la semaine, un concert exquis : c'est la meilleure musique de Rome. Je n'y manque jamais. Hier, j'entrai pendant qu'on exécutait le fameux concerto de Corelli, appelé la *Notte di Natale ;* je témoignai du regret de n'être pas arrivé plus tôt pour l'entendre en entier. Lorsqu'il fut fini, et qu'on voulut passer à autre chose, le prince de Galles dit : « Non, « attendez ; recommençons ce concerto ; je viens d'ouïr « dire à M. Des Brosses qu'il serait bien aise de l'en-« tendre tout entier. » Je vous rapporte volontiers ce trait, qui marque beaucoup de politesse et de bonté (1). » Le président avait raison : chez les princes comme chez tous les hommes bien nés, la véritable politesse est l'expression du cœur.

(1) *L'Italie il y a cent ans,* tome II, page 99. C'est sous ce titre qu'ont été réimprimées, en 1836, les lettres du président Des Brosses.



CHAPITRE VII.

1743. — LA GUERRE EN EUROPE. — MARIE-THÉRÈSE ET CHARLES VII. — INTRIGUES A VERSAILLES. — LE CARDINAL DE FLEURY. — MADAME DE CHATEAUROUX, LE CARDINAL DE TENCIN, M. AMELOT, MAURICE DE SAXE, ETC. — CHARLES-ÉDOUARD QUITTE L'ITALIE. — PRÉPARATIFS D'INVASION.

La mort de l'empereur Charles VI fut le signal d'un revirement total dans la politique des États de l'Europe, et les Stuarts purent entrevoir la chance de leur rétablissement. Une première fois leur dynastie avait obtenu une restauration, non-seulement sans le secours d'auxiliaires étrangers, mais encore sans qu'aucune influence diplomatique eût décidé leur retour. La suite a prouvé que Charles-Édouard enviait à Charles II le bonheur dont il était plus digne que lui; mais il lui était difficile de l'espérer, quand ses partisans y renonçaient eux-mêmes. Nous l'avons fait déjà remarquer pour les justifier, les scrupules des jacobites, si les partis en ont jamais de bien sérieux, cédaient à cette réflexion, que les whigs n'en avaient eu aucun à accepter l'intervention d'une armée hollandaise en faveur de Guillaume III contre Jacques II. A leurs yeux d'ailleurs le roi Georges n'était-il pas toujours l'*électeur* de Hanovre, un souverain allemand, et non anglais, entouré de troupes allemandes, contre lesquelles il était tout naturel d'employer des baïonnettes espagnoles, suédoises ou françaises? Les susceptibilités nationales étaient alors moins vives qu'elles ne le sont devenues de nos jours, surtout en France, où

nous avons reproché si souvent à la restauration de 1815 l'intervention de cette Angleterre qui alluma le bûcher de Jeanne d'Arc, et enchaîna Napoléon sur le rocher à Sainte-Hélène. Les intérêts dynastiques avaient plus d'une fois fait taire les haines de peuple à peuple. Henri IV avait accepté les soldats d'Élisabeth, comme Jacques II les marins de Louis XIV, sans qu'on leur en eût fait un crime. Les Stuarts et les jacobites virent donc avec joie l'Europe retomber dans la position incertaine où elle était avant la paix d'Utrecht, et une lutte s'engager en Allemagne, où il était impossible que la France et l'Angleterre restassent longtemps spectatrices.

L'empereur Charles VI avait cru assurer son héritage à sa fille Marie-Thérèse, par la pragmatique sanction, règlement testamentaire et diplomatique auquel l'Europe semblait avoir souscrit d'un commun accord; mais il en était de la pragmatique sanction comme de l'acte qui avait appelé Philippe V au trône d'Espagne : les collatéraux couronnés attendent, pour plaider, à leur manière, que le testateur soit mort. L'électeur de Bavière réclama pour sa part le sceptre impérial ; le roi de Prusse, la Silésie; l'électeur de Saxe, la Moravie; le roi d'Espagne, la Bohême; le roi de Sardaigne, le duché de Milan, etc. « J'ignore, écrivait Marie-Thérèse, au milieu de toutes ces prétentions, s'il me restera une ville pour faire mes couches. »

La France et l'Angleterre, désintéressées en apparence quant aux résultats matériels, semblèrent, en prenant parti, ne consulter que l'honneur et les sentiments chevaleresques. Sir Robert Walpole n'avait pu persuader à sa nation qu'elle avait tout à perdre à ne

pas maintenir son rôle de puissance neutre en Europe. Lord Carteret, son successeur, aurait voulu continuer son système, qu'il ne l'aurait pas pu davantage ; car en Angleterre, où l'ancien esprit de la chevalerie se réveille quelquefois encore au milieu des mœurs constitutionnelles, il se forma tout à coup, en faveur de la reine de Hongrie, une sorte de ligue parmi les dames, qui auraient volontiers prêché une croisade, et qui ne contribuèrent pas peu à faire déclarer le gouvernement (1). Georges Ier, à qui on reprocha si souvent de sacrifier les affaires de l'Angleterre à celles de son électorat, avait une trop belle occasion de jouer un rôle en Allemagne pour y manquer. Il voulut commander en personne les troupes anglo-hanovriennes qui allaient défendre les droits de Marie-Thérèse.

En France, le cardinal de Fleury n'était pas un ministre moins pacifique que Walpole en Angleterre ; mais, en France, le ministre dut céder aussi à ceux qui prétendirent que le principe de la politique française depuis François Ier était l'abaissement de la maison d'Autriche, et qu'il fallait aider activement au démembrement de l'Empire, en soutenant les prétentions de l'électeur de Bavière : d'ailleurs, la France n'avait-elle pas une dette à acquitter envers ce prince, une dette d'honneur, depuis qu'il s'était rangé du côté de Philippe V dans la guerre de la succession d'Espagne ? Enfin, il était aussi des hommes d'État qui n'avaient cessé de protester contre l'abandon des principes de Louis XIV, et qui reprochaient au

(1) Les dames anglaises firent entre elles une souscription qui s'éleva à plus de 300,000 livres sterlings.

régent d'avoir sacrifié à la fois les vrais intérêts de la France et ceux des Stuarts, en faisant cause commune avec la dynastie de Hanovre. Pour ceux-là, ce n'était pas assez de combattre le roi Georges en Allemagne, il importait de faire une diversion au cœur même de la Grande-Bretagne. Nous allions donc d'une part nous associer à ces princes qui, voisins avides ou collatéraux jaloux, disputaient l'héritage d'une reine malheureuse; mais de l'autre nous voulions ramener sur le trône de ses aïeux un prince proscrit. Il y avait compensation, et la conscience des hommes d'État sait parfaitement concilier ces actes contradictoires.

Peut-être, après avoir adopté cette politique nouvelle, était-il plus sûr de préparer sans détour une invasion; mais l'esprit d'intrigue régnait à la cour de Versailles, et les ministres de Louis XV eurent l'air de subordonner leur plan aux incertitudes d'un complot. A la veille de déclarer la guerre à la maison de Hanovre, on affectait de ménager ses diplomates, comme si on n'avait l'intention que de leur faire une fausse peur. C'était avec une défiance marquée qu'on écoutait les agents jacobites : on évitait surtout de s'expliquer directement avec les Stuarts, en prétextant la crainte de compromettre leurs propres intérêts.

Soit que cette hésitation de la cour de Versailles réagît sur le caractère du fils de Jacques II, soit que l'âge et l'habitude de la résignation eussent encore ajouté à son apathie, on remarque dans la conduite du prétendant que, si le réveil de ses espérances n'excita pas en lui des émotions bien ardentes, sa correspondance avec les chefs jacobites prouve cependant qu'il ne pensait pas encore à abdiquer en faveur

de son fils. Dans les divers manifestes émanés de lui, il continue à prendre le titre de Jacques III, par la grâce de Dieu, roi d'Angleterre, d'Écosse et de France (1). Il est vrai aussi que les jacobites comptaient généralement sur son abdication, le regardant comme mort au monde, et remplacé de fait par le prince de Galles, dans les veines duquel le vieux sang des Stuarts s'était régénéré en se mêlant avec le sang des Sobieski (2).

Ce fut dans les premiers mois de l'année 1743, que le chevalier de Saint-Georges vit arriver, presque simultanément, à Rome, Mac-Grégor Drummond de Bohaldie et le colonel Brett, chargés de lui porter la liste nombreuse de ses adhérents affiliés aux deux comités d'Angleterre et d'Écosse, liste dont copie fut en même

(1) Jacques datait, en 1743, de la quarante-troisième année de son règne.

(2) Dans une lettre de Rome, à la date du 11 mars 1743, le chevalier de Saint-Georges désigne, pour son agent confidentiel à Paris, lord Sempill. On voit par cette lettre qu'on avait soumis au prince exilé le projet de s'emparer du château de Stirling en Écosse, et qu'on l'engageait de publier une déclaration tendant à affranchir de leur *vasselage* tous les tenanciers ou fermiers de tous les Chefs qui prendraient les armes contre lui, à condition que ces vassaux viendraient eux-mêmes se ranger sous sa bannière : le prince légitime répondit qu'il partageait cet avis, en ajoutant qu'il entendait que ces tenanciers, plus fidèles à leur roi qu'à leur seigneur féodal, *tiendraient* désormais leurs terres directement de la couronne.

Cette lettre et d'autres, ainsi que les mémoires présentés en même temps au cabinet français, montrent toujours qu'en attendant la guerre générale, les jacobites entretenaient leur opinion par toutes sortes de petites menées secrètes; mais quand il s'agissait d'une insurrection générale, ils subordonnaient leur levée de boucliers à la coopération active de la France.

temps expédiée à Versailles. Le comité d'Écosse garantissait que vingt mille hommes étaient prêts à marcher au rendez-vous indiqué ; le comité d'Angleterre s'exprimait de manière à faire espérer une insurrection encore plus imposante : mais comme la condition préalable d'un secours français était toujours exigée, le prétendant voulut que Bohaldie allât lui-même s'entendre en son nom avec le cardinal de Fleury. Le cardinal, cette fois, semblait enfin résolu à agir sérieusement. Il parlait même de mettre au service des Stuarts une armée de treize mille hommes, dont trois mille devaient débarquer près du fort William dans les Highlands, et dix mille le plus près possible de Londres, sous le commandement du maréchal de Saxe. Mais bientôt le vieux ministre sembla encore oublier ces belles promesses, et toute cette formidable invasion n'était qu'un projet lorsqu'il mourut.

Bohaldie, venu de nouveau d'Écosse en France, trouva heureusement la cause des Stuarts en de meilleures mains. Le cardinal de Tencin devait le chapeau rouge à l'influence du prétendant, et Louis XV subissait la douce domination d'une femme qui cherchait à se faire pardonner sa position équivoque à la cour, en se montrant plus jalouse encore de la gloire du roi que de son amour. La duchesse de Châteauroux s'intéressa d'elle-même à la conspiration jacobite. Bohaldie obtint une audience de M. Amelot, secrétaire d'État des affaires étrangères, qui lui dit que le cardinal de Tencin lui avait laissé tous les papiers relatifs à la restauration des Stuarts, et que l'intention du roi était de porter à quinze mille hommes les troupes destinées à l'invasion. Bohaldie retourna auprès du comité jacobite

avec ces paroles, et les correspondances continuèrent jusqu'à ce que, dans les derniers jours de décembre 1743, un messager mystérieux descendit à Rome chez le chevalier de Saint-Georges; il venait de Versailles, portant la nouvelle que toutes les irrésolutions du roi de France avaient cessé. Louis XV, reconnaissant Jacques III, consentait à laisser venir son fils aîné le prince de Galles à Paris, pour s'y consulter avec ses partisans et les ministres de S. M. T. C.

Le jeune prince remercia le ciel de lui donner enfin l'occasion de tirer l'épée du fourreau; ses rêves de gloire allaient donc se réaliser! Mais le secret était encore recommandé à sa bouillante audace, car les divers traités entre la France et l'Angleterre n'étant pas ouvertement rompus, ce n'était en quelque sorte qu'une guerre indirecte qui divisait les deux pays. D'ailleurs, voulant quitter l'Italie par mer, Charles-Édouard ne devait pas éveiller l'attention des espions anglais, qui eussent dénoncé son départ aux bâtiments du roi Georges, alors dans la Méditerranée. Il fallut qu'il s'échappât comme un captif. L'ambassadeur de France à Rome, M. de Canillac, ne fut pas même mis dans la confidence. Le cardinal de Tencin voulut que tout fût conduit par son neveu le bailli de Tencin, ambassadeur de l'ordre de Malte. Le cardinal d'Acquaviva était aussi du complot. Charles-Édouard prétexta une partie de chasse au sanglier, qu'il faisait tous les ans au château de la Cisterna, pour s'absenter de Rome, le 9 janvier 1744. En chemin il feignit une entorse au pied, pour faire une halte sans exciter le soupçon des personnes de la partie. Prenant l'habit, la médaille et le nom du courrier d'Espagne, il courut la poste jus-

qu'à Gênes, où il s'embarqua dans une felouque espagnole, sur cette même mer dont, quelques années auparavant, la vue avait fait battre son cœur d'enthousiasme et d'impatience.

Les vents furent quelque temps contraires, et Charles-Édouard traversa une escadre anglaise, au risque d'être pris. Enfin il débarqua le 13 janvier à Antibes, non loin du fameux golfe Juan, où devait un jour débarquer aussi le glorieux fugitif de l'île d'Elbe. Nous voyons, par une lettre du commandant d'Antibes, M. de Villeneuve, que le prince et son compagnon se disaient deux gentilshommes anglais, nommés Graham et Mattock. M. de Villeneuve, d'accord avec M. le marquis de Mirepoix, gouverneur de la province, réduisit à huit jours la quarantaine des deux gentilshommes, et leur offrit sa chaise de poste pour continuer leur route; mais Charles-Édouard préféra monter à cheval et voyager à franc étrier jusqu'à Paris, où il arriva le 20 janvier (1). Il y trouva le maréchal de Saxe et les officiers qui devaient servir sous ses ordres. Tous furent charmés des discours du jeune prince; le maréchal, jusqu'alors peu porté à se charger du commandement de l'entreprise projetée, fut séduit comme les autres.

Les ministres anglais (Walpole avait enfin succombé), instruits de la présence du fils de Jacques III à Paris, dénoncèrent à la Hollande ce qu'ils appelaient les ambitieux desseins de la France, et adressè-

(1) Le prince traversa Avignon, où il eut une entrevue d'une heure avec le duc d'Ormond et quelques autres jacobites en résidence dans cette ville. (*Manuscrit des affaires étrangères.*)

rent de vaines réclamations à Louis XV. Déjà l'armée d'invasion s'assemblait à Lille, à Saint-Omer, à Vire, à Bergues, prête à se porter sur Dunkerque, qui voyait sa rade se remplir de navires de transport. Une flotte de quinze vaisseaux de ligne et de cinq frégates se montra aussi dans le détroit. L'alarme fut grande à Londres et dans les ports de la Grande-Bretagne (1). La principale flotte anglaise était dans la Méditerranée, et il n'y avait que six vaisseaux propres à tenir la mer à Spithead. Le vent, qui a si souvent combattu pour la marine britannique, détourna la flotte française, et donna le temps à l'amiral sir John Norris de réunir vingt-un vaisseaux de ligne et plusieurs frégates, qui vinrent dans les Dunes surveiller le mouvement des transports de Dunkerque. Le 23 février, l'amiral anglais, averti que notre flotte était près de Dungeness, appareilla dans cette direction.

Pendant que les deux flottes étaient ainsi en présence, le comte de Saxe et Charles-Édouard pressaient l'embarquement des troupes; mais une tempête, qui dispersa les vaisseaux français et ceux de l'ennemi, surprit malheureusement les navires de transport, en submergea plusieurs, et fit périr un grand nombre de braves soldats déjà à bord. L'expédition fut contremandée, et la présence du maréchal de Saxe ayant

(1) « Il est certain, écrit le maréchal de Saxe au ministre, en date du 26 février 1744, qu'il y a une grande incertitude à Londres, et c'est prouvé par le soin qu'on prend à le cacher; car tous les gens qui viennent de Londres, c'est-à-dire le commun, disent que tout y est tranquille. Je sais cependant qu'il s'est tenu des conseils, même nuitamment, et que l'on a été aux voix chez M. de Walpole. »
Lettre autographe de Maurice de Saxe (alors à Calais).

été jugée nécessaire en Flandre, il se vit forcé, lui aussi, d'abandonner le jeune prince.

Charles-Édouard se retira à Gravelines, aussi triste que s'il eût été vaincu (1). Dans son ennui, il eut, dit-on, la pensée de se rendre en Flandre, pour combattre dans les rangs de l'armée française : c'était une mauvaise inspiration, dont lord Mareschal le fit revenir, en lui disant qu'il ne devait tirer l'épée contre l'Angleterre que pour la défense des droits de sa race.

Pendant son séjour à Gravelines, Charles-Édouard gardait l'incognito, et prenait le nom de chevalier de Douglas. Au mois de juin 1744 il était à Paris, ou du moins dans les environs, écrivant à son père : « J'ai pris une maison à une lieue de cette capitale, où je vis comme un ermite. » Mais bientôt le secret de sa retraite s'ébruita, et devint (pour citer les propres termes d'une autre lettre à la date du 16 novembre) le *secret de la comédie*.

Les préparatifs d'une invasion ayant alarmé les whigs d'Angleterre, les ministres virent se rallier autour d'eux quelques-uns de ceux-là même qui leur faisaient l'opposition la plus vive. Le premier Pitt, et le second duc de Marlborough, oublièrent également leurs griefs dans le danger commun ; sir Robert Walpole, qui ne mourut qu'en 1745, apporta le concours de son adhésion à toutes les mesures proposées. Chaque fois qu'il fallait voter le budget de l'armée, les

(1) Voir dans l'appendice de ce volume la lettre qu'il écrivit de Gravelines à lord Sempill, en date du 15 mars, et qui se trouvait transcrite ici dans les précédentes éditions.

torys et les jacobites, qui sollicitaient secrètement un envoi de troupes françaises, se récriaient sur l'entretien d'une troupe étrangère : cette fois, ils s'abstinrent du débat; les whigs votèrent le subside avec une sorte d'unanimité, et le cabinet fut invité à réclamer des États de Hollande le corps de six mille auxiliaires, qu'ils s'étaient engagés à fournir en cas d'invasion. L'*habeas corpus* fut suspendu. En 1715, le parlement avait imposé extraordinairement les propriétés des catholiques romains; en 1744, l'impôt n'atteignit aucune religion exceptionnellement, mais on remit en vigueur toute la législation contre les papistes et les ecclésiastiques non assermentés; à la loi sur les crimes de haute trahison, fut ajoutée une clause qui étendait la pénalité sur la postérité des coupables. Quelques arrestations eurent lieu, entre autres celle de lord Barrymore; mais la plupart des prévenus furent relâchés faute de preuves.

La tempête du mois de mars 1744 rendit la sécurité aux whigs, et en particulier au roi Georges, qui, partant pour le Hanovre, confia tranquillement son royaume d'Angleterre à un conseil de régence.

Si Charles-Édouard, cédant à sa première pensée, avait fait alors avec l'armée française la campagne de 1744, il se fût justement trouvé à cette journée de Fontenoy, qui pouvait être pour le jeune Louis XV le point de départ d'un règne non moins glorieux que celui de son aïeul : il eût admiré cette noblesse française, qui se donna gaiement le périlleux plaisir de faire les honneurs du champ de bataille, comme si les Anglais nous rendaient en Flandre une simple visite de politesse. Il eût rencontré enfin un an plus tôt et vu fuir le

duc de Cumberland, qui ne comptait encore que des défaites dans sa vie militaire. La bataille de Fontenoy fut suivie de la capitulation de Tournay, de Gand, de Bruges, d'Ostende, et de toutes les principales places de la Flandre. Mais les succès de nos armes ne servirent en rien la cause des Stuarts. L'expédition d'Angleterre demeura à l'état de menace; et nos troupes étant engagées à la fois en Flandre et en Italie, aucun détachement ne fut mis à la disposition de Charles-Édouard, pas même la brigade irlandaise; tandis que le gouvernement anglais fit rentrer peu à peu les siennes en Angleterre, et obtint même de la Hollande, son alliée, que six mille Hollandais seraient envoyés au secours des whigs. Les alliés de Louis XV, au contraire, entre autres le roi de Prusse et les princes protestants d'Allemagne, lui firent entendre qu'ils voyaient avec défiance l'appui prêté par lui à la restauration d'une famille catholique (1). Si réellement le cabinet de Versailles céda à cette considération, le cardinal de Tencin avait, pour se justifier à Rome, le précédent de Richelieu lui-même, soutenant en Allemagne les protestants, qu'il combattait en France. En prenant parti contre Marie-Thérèse, ne suivions-nous pas de l'autre côté du Rhin les traditions de Richelieu?

Quoi qu'il en soit des motifs de la cour, Charles-Édouard s'aperçut bientôt qu'il ne devait compter que sur lui-même. On voit, par sa correspondance, qu'il

(1) *Mémoires de Noailles*, vol. VI, p. 22. Je dois cette indication à lord Mahon, qui a le premier découvert le passage de ces *Mémoires*, et qui pense que les remontrances de nos alliés d'Allemagne suffisent pour expliquer la soudaine tiédeur qu'éprouva Charles-Édouard après les belles promesses du cardinal de Tencin.

ne put jamais être admis en la présence du roi (1) : « J'avoue, écrit-il à son père (16 janvier 1745), qu'il faut avoir une forte dose de patience pour supporter le traitement que je subis de la cour de France, et les tracasseries de nos propres adhérents : mais la patience ne me manquera dans aucun cas ; je n'ai pas d'autre parti à prendre. » Il donnait encore à ce sujet la mesure de sa persévérance, ou de son obstination, si l'on veut, dans cette autre lettre où il dit : « Quoi que je puisse souffrir, je n'aurai aucun regret, tant que je croirai cette souffrance utile à notre grand objet. Je me mettrais dans un tonneau comme Diogène, s'il le fallait. »

Au nombre des tracasseries de ses adhérents, il comptait sans doute cette persistance à exiger un secours étranger, lui qui, tout en sollicitant avec instance ce secours, ne cachait pas, et il le prouva, « *qu'il avait toujours eu à cœur de rétablir le roi son père par le secours exclusif de ses sujets* (2).

(1) Voir dans l'appendice et les pièces justificatives sa lettre à Louis XV, en date du 24 juillet 1744.

(2) Instructions à Alexandre Macleod.

CHAPITRE VIII.

NOUVELLES SOLLICITATIONS ET NOUVEAUX DÉLAIS. — CHARLES-ÉDOUARD SE REND A PARIS. — LETTRE A LOUIS XV. — DÉTERMINATION AUDACIEUSE. — LA FAMILLE WALSH. — L'ÉLISABETH. — LA DOUTELLE ET LE LION. — DÉPART POUR L'ÉCOSSE. — NOUVELLE LETTRE DU PRINCE A LOUIS XV. — LETTRE A M. O'BRYEN. — LA TRAVERSÉE. — DÉGUISEMENT. — COMBAT NAVAL. — ARRIVÉE AUX HÉBRIDES.

Après être allé passer quelque temps au château du duc de Fitz-James en Picardie, Charles-Édouard, impatient de tant de réponses évasives, laissa entrevoir à ses amis qu'il était résolu à se jeter lui seul sur les côtes de l'ancien royaume de ses pères. Pour exécuter cette détermination chevaleresque, il fallait au moins quelque argent, et sur cet article le cabinet de Versailles était aussi très-difficile à émouvoir. Charles-Édouard emprunta donc comme il put, et pria son père de vendre tout ce qu'il possédait de bijoux. « Il mettrait en gages jusqu'à sa chemise, lui écrivait-il : quant à ses bijoux, il ne les porterait qu'avec un cœur triste, en pensant qu'on pourrait en faire un meilleur usage. S'il a emprunté, c'est donc pour acheter des armes et des munitions, etc., etc. »

Le chevalier de Saint-Georges s'effraya de l'imprudence de son fils, et il le désapprouva. Quand l'intention du jeune téméraire fut connue en Écosse, des représentations lui furent adressées aussi par Murray de Broughton, et d'autres membres du comité jacobite; mais rien ne pouvait plus l'arrêter. Il comprit seule-

ment qu'il avait besoin de se hâter, et de faire ses derniers préparatifs aussi secrètement que possible, pour surprendre à la fois amis et ennemis.

Parmi ces nobles cavaliers des trois royaumes qui avaient tout sacrifié au devoir de suivre les Stuarts dans l'exil, était la famille Walsh, originaire d'Irlande. Sous la république, les Walsh avaient partagé la fortune errante de Charles II. A la restauration, rentrés avec ce prince, ils trouvèrent la plus grande partie de leurs biens confisqués, ce qui ne les empêcha pas d'abandonner le reste quand Jacques II déserta le trône. Un lord Walsh commandait le navire sur lequel ce monarque vint en France. Envoyé en mission secrète en Angleterre, il fut reconnu, dénoncé, et arrêté. Ceux qui le conduisaient le firent entrer dans une taverne, et voulurent l'y faire boire avec eux. « Milord, lui disaient-ils, buvez à la santé du roi, qui vous pardonne! — En ce cas, dit lord Walsh, il fait plus que Dieu lui-même, puisqu'il pardonne à qui ne se repent pas. » En 1745, les deux fils de lord Walsh, créés comtes par Jacques II, s'étaient retirés à Saint-Malo et à Nantes. On sait que les nobles bretons, quand la guerre ou les malheurs des temps les avaient ruinés, pouvaient déposer leurs épées au parlement, et exercer, sans déroger, le commerce ou toute autre profession. Les Walsh, qui avaient conservé quelque fortune, s'occupèrent de l'accroître en embrassant, l'un d'eux du moins, cet état d'armateur qui a donné à la France Duguay-Trouin et Jean Bart. Ce fut à M. Antoine Walsh, de Nantes, que Charles-Édouard s'adressa pour fréter *l'Élisabeth*, vieux vaisseau de guerre de soixante-sept canons qui

pourrissait dans le port (1). M. Walsh fit mieux encore : fidèle aux traditions du dévouement héréditaire de sa famille, s'il eût pu cesser d'être noble dans le commerce, il le fût glorieusement redevenu, en consacrant tout ce qu'il possédait à l'armement d'une petite frégate de vingt canons, *la Doutelle* (2). Afin de subvenir à une double dépense qui s'élevait à des millions, il eut recours à M. Rutledge, banquier, son compatriote, qui lui en avança une partie (3). Le marquis d'O prit le commandement de *l'Élisabeth*, M. Walsh lui-même celui de *la Doutelle*, appelée aussi *le Bélier*.

Quand Charles-Édouard fut averti que tout était prêt, qu'on n'attendait plus que lui, il quitta secrètement le château de Navarre près d'Évreux, où il

(1) « C'était alors l'usage, dit Voltaire, que le ministère de la marine prêtât des vaisseaux de guerre aux armateurs et aux négociants, qui payaient une somme au roi, et qui entretenaient l'équipage à leurs dépens pendant le temps de la course. » Le roi et le ministre ignoraient, dit encore Voltaire, à quoi *l'Élisabeth* devait servir. — Ils l'ignoraient, ou fermèrent les yeux. Charles-Édouard écrivait à son père que *l'Élisabeth* devait aller croiser, avec autorisation, sur les côtes de l'Écosse, et l'escortait ainsi sans en avoir l'air.

(2) *La Doutelle* était-elle une frégate de 20 canons, comme l'appelle Charles-Édouard lui-même, ou de 30, comme le dit le colonel Power? (*Tableau de la guerre de la pragmatique sanction*, 2 vol. in-8°; Berne, 1785.) N'était-ce qu'un brick de 16 canons, comme le veut M. Klose, qui cite cependant la lettre où Charles-Édouard l'appelle une frégate? C'est ce qu'il est difficile d'établir d'une manière positive. Dans une lettre à Edgard (12 juin), Charles-Édouard parle aussi d'une frégate de 24 canons prise par M. Walsh sur les Anglais, et qu'il faisait armer pour faire partie de l'expédition.

(3) C'était lord Clare qui avait présenté MM. Walsh et Rutledge à Charles-Édouard. Lord Clare était lieutenant général au service de France.

résidait alors, chez son parent, le jeune duc de Bouillon, auquel il avait inspiré une tendre amitié (1). Avant de se mettre en route, il avait écrit plusieurs lettres qui ne devaient être remises qu'après qu'il serait en pleine mer. Une de ces lettres était adressée à Louis XV, la seconde à M. O'Bryen, qu'il n'avait pas cru devoir informer de son projet; les voici toutes les deux :

« MONSIEUR MON ONCLE,

« Après avoir tenté inutilement toutes les voies de « parvenir jusqu'à Votre Majesté, dans l'espérance « d'obtenir de votre générosité les secours nécessaires « pour me faire jouer un rôle digne de ma naissance, « j'ai résolu de me faire connaître par mes actions, « et d'entreprendre seul un dessein qu'un secours « médiocre rendrait infaillible. J'ose me flatter que « Votre Majesté ne me le refusera pas. Je ne serais « point venu en France si l'expédition projetée il y a « plus d'un an ne m'eût fait connaître les bonnes « intentions de Votre Majesté à mon égard, et j'espère

(1) Dans une lettre insérée parmi les *Culloden papers*, le jeune duc écrit à Charles-Édouard qu'il peut disposer de sa fortune et de son sang. Le château de Navarre, près d'Évreux (ancien rendez-vous de chasse des rois de Navarre), a été, de nos jours, la résidence de l'impératrice Joséphine. Son fils, le prince Eugène, l'a vendu pendant la restauration. Ce château, que nous avons visité en 1832, a été, croyons-nous, récemment démoli par la bande noire. C'est celui dont Delille avait dit :

L'ombre du grand Henri chérit encor Navarre :



« que les accidents imprévus qui rendirent pour lors
« cette expédition impraticable n'y auront rien changé.
« Ne puis-je pas me flatter en même temps que la vic-
« toire signalée que Votre Majesté vient de remporter
« sur ses ennemis et les miens (car ne sont-ils pas les
« mêmes) aura apporté quelque changement aux af-
« faires, et que je pourrai tirer quelque avantage de
« ce nouvel éclat de gloire qui vous environne? Je prie
« Votre Majesté de considérer qu'en soutenant la jus-
« tice de mes droits, elle se mettra elle-même en état
« de parvenir à une paix solide et durable, unique
« but de la guerre dans laquelle elle se trouve pré-
« sentement engagée. Enfin, je veux tenter ma destinée,
« qui, après les mains de Dieu, est entre celles de
« Votre Majesté; si elle me fait réussir, elle trouvera
« un allié fidèle dans un parent qui a déjà l'honneur
« d'être, avec l'attachement le plus respectueux,

« Monsieur mon oncle,

« De Votre Majesté, le très-affectionné neveu,

« Charles P. »

Navarre, le 12 juin 1745.

A M. O'Bryen.

« Si vous êtes aujourd'hui étonné du parti que je
« prends, du moins vous ne le devez pas être de ce
« que je ne vous en ai pas plus tôt fait part : je sais
« les raisons que vous auriez eues de vous y opposer;

« mais comme j'étais bien résolu de passer outre, sans « avoir égard à ces raisons, j'ai voulu vous épargner « la peine de m'en dissuader inutilement ; en toute « autre occasion, j'aurais été bien aise de profiter de « vos conseils aussi bien que de vos services dans « l'exécution de ce que j'avais déterminé de faire.

« A présent, je compte beaucoup sur votre zèle et « vos lumières pour me procurer les secours dont j'ai « besoin ; vous savez ce qu'il me faut, et les avantages « qui en reviendront à la France de me l'avoir ac- « cordé.

« Si l'on ne veut pas me secourir *en gros*, qu'on le « fasse du moins *en détail;* faites, je vous prie, les « plus vives instances là-dessus, et quelque chose que « vous pensiez de mon entreprise, n'oubliez rien pour « la faire valoir. Je sais qu'il n'y a que le succès qui « la puisse justifier aux yeux du public ; mais j'espère « que mes amis en jugeront autrement, et qu'ils ne « me traiteront pas de *téméraire*, pour avoir tout ris- « qué plutôt que de traîner plus longtemps une vie « indigne de moi-même.

« Dans l'état où je me trouve, les partis les plus « hardis sont les plus sages.

« Adieu ; j'espère vous donner bientôt de mes nou- « velles des montagnes d'Écosse.

« Votre bon ami,

« CHARLES P. »

Le prince écrivait aussi et plus longuement à son père, en s'excusant d'aller tenter de lui *rendre sa couronne* et *à ses sujets leurs libertés ;* il était forcé de tout

risquer, ajoutait-il, pour son *honneur et sa réputation;* il lui rappelait qu'il ne faisait d'ailleurs que ce qu'il avait fait lui-même en 1715. Il avait cherché par tous les *moyens* et tous les *stratagèmes* (1), à avoir accès auprès du roi de France et de son ministre, mais inutilement. Il espérait que s'il lui arrivait quelque malheur, ce serait du moins pour la cour de France un motif de plus de s'intéresser à la cause de son père: le danger et la mort (*la mort de Curtius pour sauver sa patrie*) lui plairaient à ce prix. « Votre Majesté voit « maintenant pourquoi je la pressais si instamment « de mettre en gage mes bijoux, ce que je la supplie « encore de faire immédiatement, car j'ai l'intention « de ne pas revenir, et l'argent, après les troupes, me « sera du plus grand secours. Je dois au vieux Waters « 60,000 liv., et au jeune Waters plus de 120,000, etc. »

Dans une quatrième lettre, adressée à M. Edgar, Charles-Édouard recommandait encore plus expressément cette double dette, qui lui avait servi à acheter des fusils, des sabres et vingt petites pièces de campagne. Outre ces armes et ces munitions, il disait emporter avec lui quatre mille louis en or dans sa cassette.

Ce fut le 2 juillet 1745 que Charles-Édouard, retenu depuis plusieurs jours par les vents contraires, s'embarqua à Saint-Nazaire, à l'embouchure de la Loire, sur un bateau pêcheur pour aller à bord de *la Doutelle*. A Belle-Isle, où était le rendez-vous, il attendit

(1) « J'ai eu recours à tous les moyens et à tous les stratagèmes pour obtenir accès auprès du roi de France ou de son ministre, et sans effet. » (*Lettre de* Charles-Édouard, *datée du château de Navarre*, 12 *juin* 1744.)

encore jusqu'au 12 que *l'Élisabeth* l'eût rejoint (1). Les deux bâtiments mirent à la voile. L'équipage de *la Doutelle* ignorait que le prince était à bord. Il passait pour un séminariste récemment sorti du collége des Écossais de Paris, et se rendant auprès de sa famille. Son costume était celui d'un ecclésiastique. Ses sept compagnons étaient le marquis de Tullibardine, duc d'Athole, qui depuis 1715 était privé de son titre; sir Thomas Sheridan, gentilhomme irlandais, qui avait été un des gouverneurs du prince; sir John Macdonald, officier au service d'Espagne; Eneas Macdonald, banquier, de la même famille que sir John, et fixé à Paris; Francis Strickland, Kelly, Irlandais compromis dans divers complots en Angleterre; O'Sullivan, Irlandais (2). Il faut ajouter à cette liste le messager Buchanan, qui avait été chargé par le cardinal de Tencin d'aller chercher Charles-Édouard à Rome en 1743.

Le quatrième jour, après avoir quitté Belle-Isle, *l'Élisabeth* et *la Doutelle* rencontrèrent *le Lion*, vais-

(1) Post-scriptum d'une lettre à M. Edgar (*secrétaire du chevalier de Saint-Georges*).

Rade de Belle-Isle, 12 juillet :

« Ayant attendu ici une semaine, non sans quelque anxiété, nous avons enfin l'escorte que nous attendions, et qui vient d'arriver. C'est un vaisseau de 68 canons, avec sept cents hommes à bord. Je suis, grâce à Dieu, en parfaite santé; j'ai eu un peu le mal de mer, que je m'attends à avoir encore davantage; mais je ne me couche pas à cause de cela, car je trouve que plus je lutte contre le mal, mieux je suis. »

(2) Selon quelques mémoriographes, O'Sullivan ne rejoignit le prince que plus tard, et Buchanan était le septième des sept braves de Moidart, comme on les appela.

seau de 58 canons, commandé par le capitaine Brett, depuis lord Percy, officier qui s'était distingué en 1740 dans l'expédition de lord Anson contre les colonies espagnoles (1). Ce fut le capitaine de *l'Élisabeth*, le marquis d'O, qui engagea le combat. Les deux vaisseaux se canonnèrent pendant cinq heures avec acharnement. Un boulet atteignit le marquis d'O, qui fut remplacé aussitôt par M. Bart, son lieutenant, digne de porter ce nom redouté des Anglais. Le capitaine *du Lion* fut blessé et perdit ses lieutenants. Également maltraités, les deux vaisseaux cessèrent le combat d'un commun accord à la nuit tombante, et gagnèrent les ports les plus proches. Ne pouvant plus tenir la mer, *l'Élisabeth* retourna à Brest, ce qui priva le prince de toutes ses armes et munitions.

Sur cette même mer, Marie-Stuart et Henriette d'Angleterre avaient été autrefois, avec des circonstances à peu près semblables, suivies de près, Marie par les vaisseaux d'Élisabeth, Henriette par les croiseurs du parlement. Henriette, elle aussi, digne fille de Henri IV, avait entendu, avec une héroïque émotion, le bruit de la canonnade. « Ne répondez pas, avait-elle dit au capitaine, mettez toutes voiles dehors; mais si nous ne pouvons échapper, mettez le feu au magasin à poudre et faites-moi sauter plutôt que de me laisser tomber aux mains des ennemis de mon époux (2). »

Au bruit du premier boulet, Charles-Édouard, qui regrettait de ne pas être sur *l'Élisabeth*, était accouru

(1) Le même, selon lord Mahon, qui avait pris Paita d'assaut. (*Hist. of Engl.*)

(2) Miss Strickland (*Queens of England*, tom. VIII) a su trouver de nouveaux et curieux documents sur cette princesse.

sur le pont de *la Doutelle*, et avait demandé une épée, oubliant l'habit qui le déguisait. M. Walsh, usant de son autorité de capitaine et d'armateur du navire, prit le prince par le bras en lui disant : « Monsieur l'abbé, votre place n'est pas ici, descendez à la chambre des passagers. » Charles-Édouard ne rentra pas dans son rôle d'emprunt sans avoir insisté pour que *la Doutelle* ne laissât pas tout l'honneur de l'action à *l'Élisabeth ;* mais par deux fois la frégate, ayant tenté de s'approcher *du Lion*, fut repoussée par ses canons de retraite. Avant la fin du combat, M. Walsh se décida à continuer sa route dans la direction des Hébrides.

Vers le sud de Long-Island, furent signalés trois vaisseaux de guerre qu'on évita heureusement en longeant le bord occidental de l'île de Barra, et en jetant l'ancre entre les deux îles de South-Uis et Ériska, le 2 août 1745, ou 21 juillet, v. s.

« En vue du rivage, dit une relation dictée par Eneas Macdonald, un aigle parut au-dessus de la frégate, et continua d'y planer jusqu'à ce que Charles-Édouard et ses compagnons eussent tous mis pied à terre. Avant de dîner, le duc d'Athole (marquis de Tullibardine) avait aperçu l'aigle, mais (comme il le dit ensuite à divers amis en Écosse) il ne voulut pas alors y faire attention, de peur qu'on ne l'accusât d'avoir une hallucination de montagnard. Lorsqu'il remonta sur le pont, après le dîner, il revit l'aigle qui planait encore, et qui suivait les mouvements du navire ; il ne put s'empêcher de le faire remarquer au prince et à ses compagnons, qui le regardèrent avec plaisir. Le duc, se tournant vers le prince, lui dit : « J'espère que voilà un excellent augure qui nous promet quel-

que chose d'heureux : le roi des oiseaux vient saluer Votre Altesse Royale à son arrivée en Écosse (1). »

Il tardait à Charles-Édouard de débarquer dans le royaume de ses aïeux; il descendit dans l'île d'Ériska, et y passa la nuit dans la maison du tacksman, ou principal fermier. Avant de suivre le jeune prince plus loin, comme nous tenons à faire l'histoire des opinions aussi bien que celle des faits, voyons, par l'état des partis dans la Grande-Bretagne, si son aventureuse expédition était un acte de folle témérité, ou un heureux trait d'audace digne du succès qui sembla d'abord la justifier.

(1) *Jacobite Memoirs*, from the narrative of Æneas Macdonald and Duncan-Cameron, 1 vol. in-8°, édit. par R. Chambers. Ce volume n'a paru qu'en 1836, à Édimbourg.

CHAPITRE IX.

PROGRÈS DES OPINIONS ET ÉTAT DES PARTIS EN ANGLETERRE DEPUIS 1688 JUSQU'EN 1745. — L'ARISTOCRATIE ET LE HAUT CLERGÉ. — LE PEUPLE. — INFLUENCE DU GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF ET DE LA CIVILISATION SUR LES ESPRITS. — LA POÉSIE, LES ROMANS. — RAPPROCHEMENT DES PARTIS. — LE GOUVERNEMENT DE DROIT ET LE GOUVERNEMENT DE FAIT. — GUILLAUME ET L'USURPATION. — LA REINE ANNE ET LES JACOBITES. — GEORGES Ier ET JACQUES III. — ROBERT WALPOLE. — TACTIQUE PARLEMENTAIRE. — LES TORYS ET LES WHIGS DANS L'OPPOSITION. — IMPOPULARITÉ DES DEUX GEORGES. — LES TROUPES ÉTRANGÈRES.

Le comité jacobite ne s'était pas dissous en Angleterre depuis la condamnation de l'évêque de Rochester en 1717; reconstitué du moins en 1740, il continuait de correspondre avec les princes exilés et leurs partisans à l'étranger. Parmi ses affiliés, on comptait le duc de Beaufort et son frère lord Noël Somerset, chefs jacobites des comtés de l'Ouest; sir Watkin-Wynn, du pays de Galles; le docteur William King, de l'université d'Oxford; le général lord Barrymore, de la chambre des lords; le colonel Brett, le colonel Cécil, M. Shippen et sir John Hinde-Cotton, de la chambre des communes. En 1740, le colonel Brett et lord Barrymore vinrent successivement à Paris, et obtinrent une audience des ministres de Louis XV. Pour vérifier leurs rapports, le cabinet de Versailles envoya à son tour en Angleterre le marquis de Clermont, qui, au retour de sa mission secrète, confirma qu'il existait une véritable conspiration en faveur des Stuarts : ce fut ce qui décida l'armement de l'expédition que devait commander le maréchal de Saxe. La nombreuse liste des

jacobites influents dont le comité garantissait le concours se trouve encore aux archives du ministère des affaires étrangères. Les mêmes assurances de la part des jacobites d'Angleterre furent renouvelées en 1745. Nous citerons entre autres ce qu'écrivait à M. d'Argenson lord Sempill, quelques mois avant le départ de Charles-Édouard :

« Le duc de Beaufort, les comtes de Barrymore et d'Orrery, les chevaliers baronnets Williams et Smith (1), les MM. Brampton et Barry, et tous ces seigneurs qui ont le secret du roi mon maître, nous ont mandé au commencement de février que le chevalier Cotton était toujours de concert avec eux, et qu'ils avaient lieu de compter autant que jamais sur tous les torys qui avaient nouvellement accepté des emplois. Ils m'ont chargé en conséquence de renouveler leurs instances auprès du roi très-chrétien pour obtenir le secours qu'ils ont tant de fois demandé : ils assurent que les dispositions générales, soit pour la réception des troupes françaises dans Londres, soit pour le soulèvement des provinces, sont les mêmes que l'année passée; mais que les arrangements particuliers sont mieux concertés et plus sûrs, parce qu'on a étendu le secret à plus de personnes : de sorte qu'ils osent répondre, disent-ils avec assurance, de l'anéantissement du gouvernement présent, peu de jours après que le prince de Galles aura débarqué avec dix mille hommes.

(1) Je cite les noms tels que les traduit lord Sempill lui-même, car la plupart des lettres et autres pièces des agents jacobites étaient écrites en français.

« Ces mêmes amis me mandent du 22 du mois de février, que le chevalier Cotton était venu les trouver de la part de tous les torys qui sont en place, pour les assurer que ces messieurs resteront toujours irrévocablement attachés à leurs anciens principes et à leurs anciens amis, et qu'ils se prêteront avec autant de zèle que jamais à tout ce qui pourra contribuer au rétablissement de leur roi légitime. Le chevalier Cotton pria le chevalier Williams et le sieur Barry, qui sont chargés de la correspondance, d'envoyer un exprès pour nous porter cette parole, sur laquelle il affirme que nous devons absolument compter; mais il nous conjure de ne point différer le secours d'un moment : dans quelque lieu que les troupes de France abordent en Angleterre pour le service du roi Jacques III, il assure qu'elles n'y trouveront point de résistance.

« Tous nos amis de confiance pensent à cet égard comme le chevalier Cotton, et l'on sait que ce ne sont pas gens à risquer légèrement les gros biens dont ils jouissent. Le fils de mylord Barrymore est encore en France, où il reste par ordre de son père, pour avoir l'honneur de s'embarquer avec les troupes françaises, et se rendre à la suite du prince de Galles en Angleterre. »

Comme on le voit par cette pièce, ce ne sont plus seulement les *jacobites*, mais ce sont les *torys* eux-mêmes qui se prêteront au *rétablissement de leur roi légitime.* Tout est prêt pour la contre-révolution,... et cependant le cabinet français hésite encore; le roi de France élude de recevoir le prétendant. Serait-ce uniquement pour céder, comme le veut un historien

déjà cité, aux remontrances de ses alliés protestants d'Allemagne? Hélas, ce motif peut bien avoir eu son poids, mais, d'après deux ou trois notes confidentielles annexées à certains noms d'une liste de jacobites fournie au cabinet français, l'hésitation des ministres de Louis XV s'explique aussi par la défiance qu'inspiraient quelques-uns des chefs mêmes de cette conspiration si vaste et si bien ourdie. Tel est dénoncé comme *timide*, malgré ses protestations ardentes; tel est *sûr de lui-même*, mais *doute des autres;* tel est *avare*,... ce qui signifie probablement qu'il est vénal, car il a pactisé une fois au moins avec Walpole, qui savait si bien marchander les consciences jacobites, comme celles de son propre parti.

Le fait est que les pièces diplomatiques, les correspondances privées et les mémoires posthumes trahissent bien des secrets, mais ils en laissent quelques-uns aussi dans l'ombre. Parfois même leurs dépositions incomplètes n'embarrassent que davantage l'historien en décomposant ces êtres abstraits qu'on appelle un peuple, un parti, une secte, et qu'il était si commode de faire penser et agir dans leur unité idéale comme l'Israël de l'Écriture comparé à un seul homme. Quand, par ces aveux, par ces dénonciations, vous voyez de quels éléments hétérogènes furent formées ces agrégations factices, ce que valurent les votes de tel orateur et la plume de tel publiciste, combien il y eut d'égoïsme et d'hypocrisie chez les chefs et les habiles, combien d'ignorance dans la foule des dupes, vous vous étonnez un peu moins des avortements de tant d'entreprises si bien combinées en apparence.

Nous l'avons déjà dit à propos des intrigues qui as-

siégeaient le lit de mort de la reine Anne, et il faut bien le répéter ici, la révolution de 1688 avait démoralisé l'Angleterre politique. Les nouvelles mœurs s'accordaient mal avec le principe chevaleresque sur lequel s'appuyait une restauration ; et, pour nous faire comprendre, nous ne saurions nous empêcher d'analyser ici quelques-unes des conséquences morales de ce grand événement.

Pour apprécier une révolution, on doit aller un peu au delà de la première effervescence des esprits, — au delà du champ de bataille où la partie s'engage, prévue ou imprévue, — au delà des acclamations de la victoire. Un des grands prétextes de la *glorieuse* révolution de 1688 fut la défense de la religion anglicane, mais les évêques enfermés à la Tour par Jacques II, pas plus que le reste du clergé, ne prétendaient rien défendre au delà des intérêts matériels du culte établi ; plus de fanatisme, plus de martyrs, tout était calcul ; leur résistance n'allait pas jusqu'à demander une révolution ; ils ne voulaient que des garanties pour le présent, et peu leur importait au fond de les obtenir de Jacques ou de Guillaume ; plusieurs prélats se reprochèrent même, après l'événement, d'avoir compromis la légitimité, naguère associée à tous les principes de l'anglicanisme : dans la *convention* des États de Londres, il fallut introduire l'usurpation par une subtilité légale. Aucun, dans ce débat, ne se montra réellement passionné : l'anglicanisme avec sa hiérarchie, ses honneurs, ses dîmes et tous les avantages temporels que lui avait rendus la restauration, était désormais une *affaire*, un intérêt de ce monde, un

établissement (1); il ne restait d'exaltation dans la foi réformée que parmi les dissidents, sectes dont les membres, appartenant généralement aux classes moyennes, étaient sans influence par leurs nombreuses subdivisions.

Il y eut encore moins d'enthousiasme dans les sentiments politiques de la haute aristocratie, qui, inspirée par cet égoïsme qu'on a depuis décoré, quelquefois, du nom d'esprit conservateur, était prête à une opposition systématique, mais non à aucun sacrifice héroïque en faveur des lois de l'État; elle déserta Jacques sans amour pour Guillaume. Ce que les whigs firent avec une sorte d'indifférence, les torys le laissèrent faire de même. Des cris de colère ou de joie de la part des premiers auraient pu paraître aux partisans du souverain déchu une provocation qui eût éveillé en eux quelques étincelles du vieux esprit des cavaliers, que, du reste, l'indécision presque lâche de Jacques n'était guère propre à exciter. L'espèce de calme et de tiédeur de cette révolution se communiqua aux regrets comme aux espérances; le royalisme n'était plus désormais un dévouement, mais une opinion. L'ingratitude et l'égoïste libertinage de Charles II avaient déconsidéré la royauté avant le despotisme imbécile de Jacques; le *royalisme* chevaleresque était mort en même temps que le fanatisme puritain. Le peuple, appelé à *proclamer* plutôt qu'à combattre, fut bientôt mis hors de cause. Quelques acclamations, pour et contre, de la populace de Londres, furent apaisées par la simple action de la police, qui eut

(1) *The Established Church.*

aussi à réprimer, il est vrai, quelques tentatives de pillage contre les papistes.

Mais rien n'annonçait cette fermentation populaire qui fait trembler le sol sous une nation agitée par une grande passion. Tout se fit en dehors des masses; et parmi les classes qui dirigèrent ou désapprouvèrent le changement, on cherche en vain le généreux enthousiasme des Blake, des Harrisson, des Hampden, des Hutchinson, ou la fidélité chevaleresque des Stratford et des Falkland. Le positif remplaçait les illusions; même pour la noblesse, l'ère des mœurs constitutionnelles commençait. C'est le propre des gouvernements représentatifs de matérialiser tous les intérêts : l'utile et le rationnel sont les dieux du nouvel état social; tout se réduit désormais à la discussion verbale ou écrite : on pense bien, on pense mal, on vote pour, on vote contre, mais, sauf quelques courts moments de fièvre ou d'excitation inaccoutumée, on ne paye plus guère de sa personne sans y être forcé. Hâtons-nous de dire que ce système de gouvernement, qui fixe la part du roi et de tous les pouvoirs, peut seul sauver les rois, qu'il entoure d'un rempart de fictions légales, pour suppléer aux prestiges des anciennes monarchies. C'est à eux de rentrer aussi dans les réalités de la vie, et de bien peser ce qu'ils peuvent, avant d'oser ce qu'ils veulent.

Le résultat de ces nouvelles idées ne fut complet que sous les derniers rois de la maison de Hanovre, dont les habitudes et les sympathies allemandes ne contribuèrent pas peu à *désenchanter* les imaginations anglaises; mais déjà on peut suivre sous Guillaume et sous la reine Anne la tendance des mœurs natio-

nales à devenir plus prosaïques. La littérature exprime cette physionomie : à la fantaisie se substitue partout le bon sens ; à la verve, le goût. Naguère la polémique des partis empruntait dans les grands pamphlets de Milton ses plus belles pages à l'invocation des vertus antiques, ou aux idées religieuses ; elle accepte un modèle plus simple dans la prose bourgeoise de Daniel de Foe, et puis dans l'ironie tour à tour insolente et fine de Swift. En poésie, le vers satirique de Dryden perd peu à peu sa rude franchise dans cette école de Pope, qui initie la muse aux allusions indirectes et aux réticences malicieuses. La *Reine des fées* de Spencer ne charmera plus les esprits par ses allégories chevaleresques; Milton, avec ses anges de lumières et de ténèbres; Bunyan, ce Milton du peuple, avec ses personnifications des vertus chrétiennes, causent le même ennui aux hommes de salon et aux critiques. Le théâtre abandonne les héros emphatiques de Dryden pour ceux des drames de Lillo et d'Édouard Moore; enfin, dans le roman, la Calprenède, Scudéry et D'Urfé, avec leurs chevaliers imaginaires encore admirés des châtelaines et des pages sous Charles II, se voient détrônés par Fielding et Richardson, ces héritiers directs de Daniel de Foe, qui affectent de ne peindre que la vie réelle et les passions du cercle domestique.

Ce sont là de ces révolutions d'idées dont un peuple ne se rend pas compte, mais qui modifient progressivement le sens des mots dans la classification des partis. Il ne faut pas les perdre de vue pour expliquer comment les Stuarts, après leur chute, recueillirent tant de protestations de dévouement et si

peu de secours réels de leurs partisans d'Angleterre. Contre eux alors, il s'était créé un parti *conservateur*, c'est-à-dire tout un passé de mœurs, d'intérêts, de lois et de priviléges à *conserver* (1).

Voyons maintenant ce que les successeurs de Guillaume, les « rois parlementaires, » avaient fait pour l'opinion de 1688, et jusqu'à quel point ils pouvaient compter eux aussi sur la nation dans la lutte prochaine entre le gouvernement de droit et le gouvernement de fait. Ce sera comme le dénombrement des forces morales des deux dynasties.

On est tellement accoutumé à voir dans une usurpation le triomphe d'une conquête étrangère qui soumet un peuple à un autre, comme sous Guillaume de Normandie; ou le dernier résultat d'une révolution républicaine qui, après avoir nivelé toutes les sommités sociales, se voit dépossédée à son tour par un chef militaire, comme sous Cromwell, que le mot d'*usurpation* ne semble d'abord pas applicable à Guillaume, prenant paisiblement la couronne sans bataille d'Hastings et sans guerres civiles. Le prince d'Orange fut cependant un usurpateur; mais, quoique doublement odieux, à ne consulter que la morale, puisqu'il dépouillait un roi son parent, il eut au dehors pour complices tous les rois de l'Europe, jaloux de Louis XIV, et au dedans les classes privilégiées, en qui résidait la puissance législative; les lois se mirent sous sa protection et lui donnèrent en retour une sorte de légalité.

(1) « O mes amis les conservateurs, s'écrie Thomas Carlyle, vous qui vous nommez, avec un si grand contentement de vous-mêmes, *conservateurs!* croyez-moi, s'il est un axiome vieux comme le monde et sûr comme le destin, c'est qu'il n'y a que la vérité et la justice qui méritent d'être *conservées*. (*Past and Present*, 1843, *etc.*)

Les publicistes ont donc continué jusqu'à nos jours à *légitimer* l'usurpation de 1688 (1). Moins confiants d'abord dans leurs droits, Guillaume et son épouse Marie n'avaient pas peut-être porté leurs vues jusqu'au trône; le gendre de Jacques proclamait ne s'être embarqué que pour forcer son beau-père à convoquer un parlement libre et à régner selon les lois, mais non pour le chasser du trône : aussi la présence de Jacques fut bientôt ce qui le gênait le plus sur le sol anglais. Quant au peuple, devenu un moment souverain, il se croyait si peu engagé avec Guillaume que Jacques fugitif ayant été ramené de Rochester à Londres, on lui témoigna par des acclamations et un intérêt sincère qu'il était encore LE ROI, s'il le voulait être.

(1) BENJAMIN CONSTANT, *de l'Esprit de conquête et d'usurpation.*

Je ne modifierai pas ce jugement en 1832. Personne ne niera que c'est un malheur, pour tout prince dans la position de Guillaume, d'être placé entre ses devoirs comme homme politique et ses devoirs de famille. Quand il serait vrai que Guillaume n'eût *conspiré* qu'indirectement par son opposition aux principes de gouvernement du roi Jacques II, son usurpation n'en fut pas moins une usurpation selon la morale, sinon selon la légalité politique. Intervenu d'abord dans la lutte comme médiateur, il accepta la déchéance du roi son oncle et son beau-père à son profit, sans égard pour les droits du prince de Galles, et même sans égard pour ceux de la princesse Anne, qui était l'aînée de sa femme. Mais il est prouvé que Guillaume, sans viser précisément à la couronne, avait *conspiré* contre Jacques, en le trompant par son ambassadeur, par sa propre correspondance, et en se gardant bien de lui révéler qu'il avait été invité à venir *délivrer* l'Angleterre, par les sept membres les plus influents de l'opposition dans les deux chambres. Il est juste que l'historien aille ici au-devant de toute allusion, en déclarant qu'à ses yeux, *Guillaume*, en 1830, n'avait point conspiré comme Guillaume en 1688. (*Note de l'édition de* 1832.)

Guillaume servit sans doute mieux que Jacques les intérêts réels de l'Angleterre, en la délivrant du joug de Louis XIV. L'honneur d'une nation est sacré; cet honneur consiste surtout dans l'indépendance. Les chevaliers Stuarts avaient bien abaissé la majesté de leur nom en acceptant l'argent français. Quant à l'administration intérieure de Guillaume, nous avons vu qu'elle fut loin d'être constamment libérale et ne resta pas longtemps populaire, d'autant plus que dès son avénement l'impôt prit un accroissement sans exemple (1). En Écosse, le gouvernement de Guillaume alla jusqu'à la tyrannie dans deux circonstances importantes, et, en Irlande, il sanctionna le système

(1) De nos jours, M. D'Israeli fils, qui, dans ses romans politiques, fait une guerre rétrospective à la révolution de 1688, ne manque pas de rappeler que le roi Guillaume introduisit en Angleterre le système du fisc hollandais, *dont le principe est d'hypothéquer l'industrie pour protéger la propriété*. Ce qu'il y a de certain, c'est que les Hollandais naturalisèrent en Angleterre leur talent en matière fiscale : « On vit paraître à la fois des taxes nouvelles sur les terres, sur les maisons, sur les fenêtres et sur le verre, sur la drèche et le houblon, sur le papier, le savon, le cuir, le suif, etc. Les taxes existantes n'en furent pas moins doublées, triplées, quadruplées. On engagea le revenu public pour trois ans, moyennant une somme de 500,000 liv. st.; c'est de cette époque que date l'origine de la dette publique. Douze ans après la révolution, les impôts et les emprunts levés ou contractés par le roi Guillaume s'élevaient à la somme de 66,000,000 liv. st.; et à la mort de la reine Anne, c'est-à-dire après un intervalle de vingt-six ans, leur total était de 150,000,000 liv. st. Le reste est connu : on sait que, dans le cours du dernier siècle, l'impôt s'est élevé de 2,000,000 à 50,000,000 liv. st.; et cependant la dette publique a atteint le chiffre énorme de 800,000,000 liv. st. (vingt milliards de francs)! » Voir l'article *sur l'impôt en Angleterre*. (*Revue Britannique*, janvier 1834.)

d'intolérance et de persécution qui, jusqu'au dernier siècle, a fait la honte de la Grande-Bretagne.

La reine Anne, qu'elle fût sincère ou de mauvaise foi, abusa pendant quatorze ans les jacobites de l'espoir de laisser la couronne à son frère, et cet espoir suspendit plus d'une conspiration : les jacobites, étant à peu près ralliés aux torys, l'emportaient de beaucoup par le nombre sur les whigs; ils croyaient n'avoir plus qu'à attendre. Leur confiance passive fut mise à profit les six derniers mois de ce règne par l'opposition, qui, tandis que les torys négociaient vainement avec Jacques III pour lui faire changer de religion, conclut son traité avec l'électeur de Hanovre. La reine n'avait jamais consenti à ce que celui-ci vînt se fixer en Angleterre de son vivant. Le champ semblait rester libre : Bolingbroke et Shrewsbury se croyaient également sûrs de faire couronner, l'un le prétendant légal, l'autre le prétendant légitime. Les whigs l'emportèrent en quelque sorte par surprise: Georges fut prévenu avant Jacques, et prit possession du droit de premier occupant.

Georges Ier, devant la couronne aux whigs, ne pouvait gouverner que par eux, quoiqu'il acceptât volontiers toutes les extensions de sa prérogative. Aussi étranger à la constitution qu'à la langue du pays, regrettant son électorat d'Allemagne, renonçant à toute popularité, résigné à une opposition systématique, il n'hésita jamais non plus à signer les mesures arbitraires et inconstitutionnelles qui paraissaient réclamées par les circonstances.

Quand Robert Walpole eut triomphé des intrigues des deux maîtresses allemandes qui dominaient

Georges Ier, ce ministre dirigea en quelque sorte toute son administration contre le retour des Stuarts. Sous Georges II, les mêmes prétextes firent continuer le même système. Regardant comme son premier devoir de conserver avant tout la succession protestante, Robert Walpole s'appliqua sans cesse à prévenir ou à déjouer toutes les menées des torys et des jacobites, en corrompant les uns par des places, les autres par de l'argent; et ce ne fut pas seulement dans l'arène du parlement qu'il parvint à avoir, comme on sait, le tarif de toutes les consciences. Au dehors, il n'était aucun sacrifice qu'il ne fût prêt à faire dans le même but, pour empêcher la France de soutenir la dynastie déchue; on l'accusa même plus d'une fois de sacrifier à la paix la dignité de l'Angleterre; mais son but était rempli, et quand il fut renversé, il avait, à travers tous les changements politiques de l'Europe, maintenu depuis vingt ans, sauf quelques légères interruptions, cette paix qui faisait la sécurité de la dynastie nouvelle.

Du reste, Walpole était le ministre des whigs, et sut les rendre complices de tout ce qu'il fit d'illégal ou d'inconstitutionnel, en leur persuadant que la conservation de la constitution elle-même, des libertés nationales et de l'anglicanisme, dépendait de leur accord avec le pouvoir de fait. Les whigs savaient qu'ils étaient en minorité dans le pays, et pour contrebalancer l'influence locale des propriétaires de province, presque tous torys ou jacobites, ils pratiquèrent et encouragèrent la corruption dans le parlement et hors du parlement; au moindre tumulte, ils s'empressaient d'armer les autorités administratives de pou-

voirs extraordinaires et jusqu'alors inconnus; enfin, pour prévenir les entreprises des souverains étrangers qui pouvaient prêter force et appui aux ennemis intérieurs du gouvernement, ils maintinrent en temps de paix une armée permanente, composée en grande partie de mercenaires étrangers (1).

D'un autre côté, si les whigs faisaient de continuelles concessions au pouvoir, les torys et les jacobites eux-mêmes, au grand avantage des mœurs constitutionnelles, se virent souvent forcés de combattre les mesures de la maison de Hanovre avec les armes des anciens whigs. Dans la lutte d'une longue opposition, les prétendus champions du pouvoir absolu invoquèrent au besoin l'ordre légal et la liberté; à force d'en adopter le langage, plusieurs en adoptèrent les principes; aussi, lorsqu'il y eut scission entre les ministres et les whigs, les mécontents de ce

(1) Malheureusement pour l'honneur des lettres, l'homme qui a prodigué le plus d'invectives à l'immoralité des partis fut lui-même un type complet de l'égoïsme politique. Le satirique Swift avait débuté comme whig sous Guillaume. Doté de bénéfices ecclésiastiques lucratifs, mais toujours mécontent, parce qu'il aurait voulu être évêque, il déserta le dernier ministère whig de la reine Anne, flatta M.rs Howard, la maîtresse de Georges Ier, tant qu'il crut pouvoir obtenir une mitre de cette Pompadour allemande, et finit par flatter à la fois le roi, la reine, la favorite, les whigs et les torys, en s'associant à l'opposition de Bolingbroke, au risque de faire triompher les jacobites. Lorsqu'il s'avisa d'être le champion de l'Irlande, il ne vit encore dans la défense des intérêts irlandais qu'un moyen de se venger de ceux qui avaient marchandé un si redoutable auxiliaire. Ce qu'il y a de cruel dans ses satires, c'est qu'il eut souvent raison contre tous, et put mépriser ses amis et ses ennemis, sans être trop injuste envers eux.

parti se trouvèrent rapprochés naturellement des torys et des jacobites, qui eux-mêmes ne se firent aucun scrupule de former avec eux la ligue qui renversa enfin Walpole en 1742.

Ce triomphe de l'opposition ne fut pas complet; ceux des chefs qui entrèrent au ministère perdirent d'ailleurs la confiance des leurs, dont ils ne pouvaient contenter les exigences; cependant, telles furent les clameurs de la nation tout entière contre les troupes allemandes qu'on était sur le point de les licencier, lorsque, dans le conseil et dans le parlement, une voix qui semblait s'être à jamais condamnée au silence, celle de Robert Walpole, s'éleva de nouveau, et représenta ce licenciement comme une trahison qui livrait la Grande-Bretagne aux Stuarts et à la France prête à les soutenir. Walpole était bien instruit, et avait raison; mais les whigs eux-mêmes oubliaient un peu leur haine contre les Stuarts, dans le mécontentement général qu'excitait alors Georges II, à qui on ne cessait de reprocher sa prédilection pour les troupes de son électorat, comme jadis on avait fait un crime à Guillaume de son attachement pour ses troupes hollandaises (1). Cette partialité du roi régnant s'étendait sur tous les intérêts de l'Allemagne, au préjudice des vrais intérêts de l'Angleterre : aussi l'opinion s'aigrit tellement que Coxe, le panégyriste

(1) A la bataille de Dettingen, Georges II avait porté l'uniforme allemand.

Dans une médaille satirique, on avait représenté l'Angleterre comme une Minerve assise, dont les entrailles étaient rongées par ces gros rats qu'on prétendait avoir été apportés du Hanovre par le bâtiment sur lequel était venu Georges I[er].

de Walpole, convient que l'épithète « d'Hanovrien » était devenue un opprobre. Un écrivain qui, dans ses romans, a été l'historien fidèle des mœurs de son époque, et qui place les événements de son *Tom Jones* en 1745, Fielding, whig lui-même, n'a pas manqué de donner à son squire Western, type des gentilshommes de province d'alors, une véritable horreur pour tout ce qui est « Hanovrien. » Enfin, dans les clubs, dans les dîners de corporation, on ne craignait pas de porter le toast de « Point de roi de Hanovre (1). »

Le retentissement des débats parlementaires eût peut-être suffi pour persuader à l'Europe que le trône s'ébranlait sous la maison de Hanovre; car l'Europe n'avait alors aucune expérience de ces combats d'orateurs, de ces défis à mort entre un gouvernement et une assemblée dont les menaces, en apparence séditieuses, sont apaisées par un changement de ministère. Le mécontentement des diverses classes du peuple avait encore hors de la tribune ce langage de haine qui devait sembler concluant contre la dynastie régnante, dans un pays où une restauration et deux révolutions prouvaient qu'on substituait sans scrupule une dynastie à une autre, le neveu à l'oncle, la

(1) Un historien moderne compare cependant, aujourd'hui, l'ère des Georges d'Angleterre à l'ère des Antonins de Rome. Dans cette ère, il trouve la combinaison du bonheur et de la gloire, des maîtres bienveillants et une nation prospère; mais il est forcé d'avouer presque aussitôt que, sous les Georges, cette prospérité croissante dépendit plutôt des institutions que du caractère des princes, et d'accidents heureux que d'une politique habile. (*History of England from the peace of Utrecht.* — Avant-propos.)

fille au père; mais, d'ailleurs, à l'appui des déclamations des chambres et des cris de la désaffection publique, les Stuarts recevaient continuellement des lettres de leurs adhérents, qui croyaient pouvoir se permettre à l'égard de la famille exilée l'exagération naturelle à la plainte. Ces jacobites interprétant toute opposition selon leurs regrets et leurs vœux personnels, ils répétaient sans cesse aux Stuarts qu'on n'attendait plus que leur bannière pour se mettre en campagne. Il y avait même encore assez de traditions féodales dans certaines provinces, dans le pays de Galles, par exemple, pour qu'un descendant des anciens seigneurs pût promettre à ses anciens rois un bataillon de ses vassaux. Ceux-ci formaient leur opinion d'après un libelle, ceux-là d'après une chanson jacobite, comme l'*Antienne du roi*, dont l'air et une partie des paroles ont reçu depuis une autre applica ion :

THE KING'S ANTHEM.

— « Que Dieu bénisse notre seigneur le roi, que Dieu conserve notre seigneur le roi, que Dieu conserve le roi! qu'il le rende victorieux, heureux et glorieux pour régner longtemps sur nous! Dieu conserve le roi!

— Que Dieu lui envoie un héritier royal! que Dieu bénisse le roi et la reine, afin que nous puissions voir sortir d'eux une race royale pour régner sur notre postérité, pour régner à jamais!

— Que Dieu bénisse le prince, que Dieu bénisse le prince!..... C'est Jacques que je veux dire, afin que nous puissions voir la Grande-Bretagne délivrée des whigs, de Georges et de son Fekie (1). Ainsi soit-il.

— Que Dieu hâte l'heureux moment, que le Dieu tout-puissant nous soit en aide, afin que toute la famille qui est en Italie revienne bientôt et tout à coup à Whitehall!

— Que Dieu bénisse l'Église, que Dieu bénisse l'Église et la préserve pure de toute *whiguerie* et de l'hypocrisie des whigs, qui cherchent méchamment à la souiller!

— Bon courage à tous les sujets fidèles, grands et petits, qui rappelleront le roi, le seul roi qui ait le droit de régner! son retour peut seul sauver la Grande-Bretagne. »

L'influence de toute cette poésie était puissante, sans doute, sur les sentiments des gentilshommes de province, sur ceux qui boudaient, de père en fils, dans leurs manoirs depuis 1688; mais, encore une fois, elle ne produisait que des vœux, des regrets, des espérances, se transformant tout au plus en opposition électorale au profit d'un tory qui allait se perdre dans

(1) Fekie était le surnom familier donné au jeune Frédéric, prince de Galles, le fils de Georges II, et qui mourut sans régner, laissant un enfant mineur (Georges III). Quand Frédéric fut d'âge d'homme, il passa lui-même à l'opposition, ce qui lui donna une sorte de popularité, quoique ce fût un prince peu regretté d'ail-

les grandes intrigues parlementaires de Londres. De conspiration sérieuse, il n'y en eut jamais peut-être que sur le papier. Les chefs ne se trompaient pas et ne trompaient personne, en disant que les Stuarts seraient rétablis avec les mêmes acclamations qui saluèrent Charles II après le protectorat; mais les *Monk* de 1745 n'avaient pas de troupes : pour renverser Georges, défendu par ses gardes hanovriennes, il leur fallait dix mille Français. Ce secours étranger, nous l'avons dit, était le *sine qua non* de la restauration. Les plus hardis jacobites tremblaient donc, en 1745, de l'imprudence de Charles-Édouard.

leurs, comme le prouve l'épitaphe suivante :

Frédéric gît sous cette pierre :
Il fut vivant, puis il est mort!
Mieux vaudrait que ce fût son père,
Son frère bien mieux encor.
Eût-ce été sa sœur, pauvre fille,
Nul ne s'en serait aperçu!
Pour le peuple mieux eût valu
Que ce fût toute la famille!
Enfin à Dieu, puisqu'il a plu
Que Frédéric tout seul trépasse,
Il est mort, il avait vécu :
Disons : Requiescat in pace.

CHAPITRE X.

DES OPINIONS EN ÉCOSSE DEPUIS 1688. — LES LOWLANDS. — LES NOBLES. — GLASGOW FOYER DE WHIGS. — ÉDIMBOURG JACOBITE. — LES HIGHLANDS. — LES CHEFS, LES GENTILSHOMMES. — SOUVENIRS DE MONTROSE ET DE DUNDEE. — LES PORTS ET LES ROUTES MILITAIRES. — ACTES DE LA LÉGISLATURE ANGLAISE. — RÉSISTANCE DES MONTAGNARDS. — COMPAGNIES INDÉPENDANTES. — LA CIVILISATION DU PARTI DU ROI GEORGES. — POÉSIES JACOBITES. — LE SOMMEIL DE LA CLAYMORE. — L'IRLANDE EN 1745.

Tout ce qui précède ne saurait s'appliquer à l'Écosse que pour une partie des Lowlands ou bas pays; et là encore une civilisation moins avancée, l'influence moins directe du parlement et des intrigues de la cour, laissèrent longtemps aux passions politiques un caractère plus franc et plus prononcé qu'en Angleterre. Si, d'un côté, il restait au fond du cœur des whigs d'Écosse beaucoup plus de vieux levain de puritanisme; de l'autre, le cœur des torys s'exaltait plus facilement au souvenir de l'enthousiasme chevaleresque de leurs pères. Un moment, sous la reine Anne, l'*Acte d'Union*, qui fut le fait des seuls chefs whigs, avait rallié tous les partis dans une indignation commune, dont les sentiments de l'Irlande d'aujourd'hui, ralliée par O'Connell, peuvent donner une idée : ce sentiment de concorde s'était bien peu à peu affaibli; mais la vanité nationale, amoureuse de l'indépendance du royaume, pouvait encore balancer chez les whigs la haine des Stuarts, tandis que chez les jacobites elle augmentait la haine de la maison de Hano-

vre. Le gouvernement établi pouvait surtout compter dans la basse Écosse sur la majorité de la classe moyenne du peuple, qui se composait de presbytériens proprement dits et de dissidents, que la peur du papisme faisait trembler davantage encore; car sur cette classe agissait immédiatement le clergé, qui tenait bien plus aux intérêts de l'Église écossaise qu'à l'indépendance du pays. La haute aristocratie et la petite noblesse étaient généralement de la foi épiscopale. Les catholiques étaient en petit nombre; mais les épiscopaux n'étaient guère moins jaoobites que les catholiques (1).

Des nuances d'opinion distinguaient aussi certaines villes : par exemple, la ville toute commerciale et industrielle de Glascow (2) avait été de tout temps moins dévouée aux Stuarts qu'Édimbourg, cité plus aristocratique, fière de son titre de capitale et de ses royales traditions. Édimbourg avait particulièrement ressenti en 1736 l'humiliation à laquelle l'avait soumise le gouvernement par suite du supplice du capitaine Porteous. Elle avait été défendue à Londres assez heu-

(1) Sur la rive nord du Tay, le presbytérianisme, et par suite l'opinion whig, avait fait de grands progrès parmi le peuple, quoique la majorité des gentilshommes fût restée fidèle au culte épiscopal et au souvenir des Stuarts; dans les comtés du sud et de l'ouest, la *religion établie* était la religion dominante parmi les gentilshommes et le peuple.

(2) La révolution de 1688 avait été accueillie à Glascow avec plus d'enthousiasme que dans aucune autre ville d'Écosse. Une grande sédition y éclata, en 1720, au sujet de l'augmentation des taxes sur la bière. Les jacobites y jouèrent leur rôle et attisèrent le feu, mais sans qu'il y fût directement question des Stuarts.

reusement par le duc d'Argyle; mais il répugnait à son orgueil de capitale de n'être plus que la cliente d'un grand seigneur, quelque grand qu'il fût.

En 1745, on trouvait encore dans les comtés des Lowlands de nombreuses racines du système féodal, modifié, il est vrai, par la civilisation générale, plutôt que par les lois nouvelles. Chaque baron était encore le juge civil et criminel de sa baronnie. Ce pouvoir, exercé par un subdélégué, lui soumettait ses fermiers et ses paysans corps et biens. Ceux-ci ne pouvaient se refuser à certains services de corvée, ni s'affranchir de l'obligation de porter leur grain au moulin du seigneur et leur houblon à sa brasserie. En général, le baron jouissait avec modération de ses droits; et alors il regagnait en influence ce qu'il perdait en revenu. Si les habitudes belliqueuses de l'Écosse s'étaient conservées dans les Lowlands, cette influence eût pu être dangereuse au gouvernement dans les comtés mal disposés pour lui, d'autant plus que, par le serment exigé de tout fonctionnaire, on excluait de l'administration les fils des vieux gentilshommes jacobites, et que ceux-ci, repoussés des emplois de leur pays, allaient volontiers servir sur le continent et revenaient plus jacobites qu'auparavant; mais insensiblement les mœurs étaient devenues dans la basse Écosse aussi pacifiques qu'en Angleterre.

Si les habitants du bas pays différaient encore par leur esprit et leurs mœurs politiques de l'Angleterre, les montagnards différaient bien davantage encore de leurs voisins immédiats. Sous le rapport de la religion, la réforme avait difficilement pénétré au delà des monts Grampiens; le catholicisme régna plus long-

temps dans ces solitudes, protégé chez les descendants des Celtes par la langue gaëlique et par leur aversion pour la civilisation des Lowlands, qui empêchaient les prédicateurs presbytériens d'être compris de ces hommes, qu'ils regardaient eux-mêmes plutôt comme des sauvages que comme des chrétiens. Même sous les derniers Stuarts, quand les montagnards descendaient dans le bas pays, ce n'était que le fer à la main, et plus disposés à s'emparer du butin qu'à écouter les sermons des disciples de Knox. Telle était alors leur antipathie pour les habitants des Lowlands, que le plus sûr moyen de les convertir à la foi presbytérienne eût été de ramener les Lowlanders au catholicisme. Sous le rapport politique, la même opposition devait les entretenir dans des sentiments jacobites. D'ailleurs, chaque clan vivait toujours subordonné à son Chef, qui, n'ayant d'autre moyen de considération que cette obéissance, repoussait soigneusement toute innovation qui eût ébranlé son autorité.

— « Combien vous rapporte votre domaine? demandaient deux étrangers à Macdonald de Keppoch. — Cinq cents hommes, » répondit-il brusquement.

Le Chef (*kean kine*, chef de famille) était, aux yeux du clan, le représentant d'un ancêtre dont toute la tribu descendait comme lui et portait le même nom : voilà le secret de tant d'obéissance d'une part et d'une affection toute paternelle de l'autre; c'était une continuation du gouvernement patriarcal, plutôt que la simple féodalité militaire, quoique tout Chef exerçât aussi la juridiction territoriale. Le membre du clan qui refusait de sauver la vie de son chef au risque de la sienne était regardé comme un lâche qui désertait

son père au moment du péril, et la honte était le plus cruel de ses châtiments. Le territoire de chaque clan étant censé une propriété commune, administrée par le Chef au nom de tous, devait fournir à chacun sa subsistance; mais il y avait dans le partage du sol une inégalité fondée sur la hiérarchie de la famille. Le Chef, qui gouvernait par droit de primogéniture, avait sous lui de petits Chefs ou *Chieftains*, qui représentaient les frères cadets; puis venaient les *Dwine-Waisels* ou gentilshommes qui pouvaient faire remonter leur origine à l'ancêtre commun, et prouver leur parenté immédiate avec le Chef; ils étaient en général les *tacksmen*, ou principaux tenanciers. Enfin, au-dessous de cette classe était celle des dépendants, ou hommes de la glèbe, cultivant le sol pour les gentilshommes, soit comme simples serviteurs, soit comme sous-tenanciers.

Les clans montagnards avaient longtemps prétendu être indépendants du royaume d'Écosse. Depuis que les Stuarts les eurent soumis, ils se montraient surtout dévoués quand ils étaient appelés à soutenir l'autorité royale contre les Lowlanders, qu'ils n'avaient jamais cessé de regarder comme les injustes détenteurs du sol d'où avaient été expulsés les habitants aborigènes, leurs aïeux. Leur gloire militaire était associée au souvenir des guerres de Montrose, et de la courte campagne qu'ils avaient faite, sous le vicomte de Dundee, en faveur de Jacques II. Ils aimaient à se dire qu'en 1715 ils n'avaient été vaincus que par l'incapacité de leur général, comme en 1689 c'était la mort de Claverhouse qui avait rendu leur victoire de Killiecrankie inutile. D'ailleurs, en 1715, le duc d'Ar-

gyle, vainqueur du comte de Mar, était lui-même un Chef puissant des Highlands. Ils citaient à l'appui de ces considérations, que vainement Guillaume se voyait reconnu par toute l'Écosse, il s'était cru forcé de payer encore la soumission des Chefs des montagnes, en leur faisant distribuer 20,000 livres sterling.

Après les insurrections de 1715 et de 1719, la maison de Hanovre obtint du parlement un *acte* pour désarmer tous les Highlanders : cette mesure, trop générale, fut loin d'atteindre son but. Les clans dévoués au duc d'Argyle s'empressèrent seuls d'obéir ; les autres feignirent la même résignation, mais ne remirent que des armes en mauvais état ou celles des classes inférieures du clan; les Dwine-Waisels (gentilshommes) gardèrent leurs bonnes claymores avec leur humeur belliqueuse. Aussi, quand l'heure du combat sonna de nouveau, les amis du gouvernement se trouvèrent seuls désarmés. On s'en inquiéta peu, parce que tous, amis ou ennemis, paraissaient également contenus par les citadelles qu'on avait bâties dans leurs montagnes. Les routes militaires que le général Wade y fit tracer après 1715 semblaient avoir d'ailleurs ouvert le pays à toutes les troupes qu'en cas de révolte on voudrait envoyer au secours des garnisons.

Deux autres décrets de la législature anglaise attaquaient plus directement l'esprit des clans : en vertu du premier, si un vassal prenait part à une *rébellion*, sa propriété passait à son chef lige, en supposant que celui-ci fût resté *fidèle;* comme aussi le vassal qui ne participait point à la rébellion de son supérieur avait ses terres exemptes de confiscation générale du

domaine. Le fils aîné ou le frère cadet d'un Chef trouvait dans le texte de cet acte un avantage à ne pas avoir suivi l'étendard de son père ou de son aîné. Les titres et les propriétés du proscrit lui étaient dévolus. C'est ainsi que le duc d'Athole, en 1745, n'était que le frère cadet du marquis de Tullibardine, un des sept compagnons de Charles-Édouard (1). Le second décret abolissait le service personnel que le simple membre du clan devait à son Chef, soit à la chasse, soit à la guerre : ce service pouvait être racheté par une rente en numéraire. Ce second décret fut surtout méprisé par les Chefs; mais ils comprirent qu'un exemple pourrait séduire leurs tenanciers, et ils eurent bien soin d'empêcher qu'aucun Lowlander ne devînt propriétaire parmi eux. Sir Alexandre Murray de Stanhope, tenté par la découverte d'une riche mine de plomb, avait acheté un vaste domaine appelé Ardnamurchan, situé dans le comté d'Inverness, à quinze milles de la garnison anglaise du fort William. Son exploitation était commencée; tout paraissait lui promettre des bénéfices considérables; il projetait dejà des améliorations importantes dans la culture du pays, lorsque la haine qui couvait sourdement contre cet intrus des Lowlands éclata : ses chevaux et son bétail lui furent dérobés, ses maisons dévo-

(1) Dans les parties reculées des Highlands, il était bien difficile au gouvernement de profiter des confiscations. Le comte de Seaforth, par exemple, proscrit en 1719, toucha longtemps les revenus de ses terres, que le clan lui faisait passer en France, refusant de reconnaître le facteur ou gérant du gouvernement. Dans les Lowlands mêmes, les *biens confisqués* ne trouvaient pas d'acheteur.

rées par des incendies, ses domestiques tués ou blessés, sa propre vie menacée. Il s'adressa aux juridictions locales pour obtenir justice; mais, faute de témoignages suffisants, sa plainte fut écartée par les juges, qui étaient peut-être les complices des délits. Il se vit forcé de quitter les Highlands, réduit presque à l'indigence, pour aller solliciter à Londres des réparations que la perte même de sa fortune ne lui permettait plus d'obtenir dans un pays où la justice coûte si cher.

Une dernière mesure du gouvernement tourna encore contre le gouvernement lui-même. On leva des compagnies indépendantes de Highlanders à la solde du roi Georges, et les officiers étaient choisis parmi les Chefs et les gentilshommes leurs parents. Ces compagnies formèrent un régiment connu sous le nom de la *garde noire* (black watch), à cause de la couleur sombre de leur uniforme, opposée à l'habit rouge des Anglais. La garde noire était chargée de faire une espèce de police militaire dans les montagnes, et de s'opposer aux déprédations des maraudeurs ou proscrits, tels que Rob-Roy; mais ces proscrits et ces maraudeurs avaient presque tous des cousins et des amis dans les détachements qu'on mettait à leur poursuite. Il y avait souvent moyen pour eux d'entrer en composition, et de ne restituer qu'une partie du butin. Les Chefs profitèrent aussi de la création de ces compagnies pour entretenir cet esprit belliqueux de leurs clans que l'acte du désarmement tendait à étouffer. Quelques-uns, comme le fameux lord Lovat, y faisaient entrer tous leurs vassaux à tour de rôle, pour les former au maniement des

armes; enfin, la garde noire fut envoyée en Flandre sans ses Chefs, qui regardèrent ou affectèrent de regarder ce changement d'officiers comme un affront dont, en 1745, ils saisirent l'occasion de se venger.

La véritable force du gouvernement dans les Highland était le clan nombreux des Campbells, qui, sous le duc d'Argyle, avait donné en 1715 au roi Georges des preuves non équivoques de sa fidélité. Quelques Chefs du parti contraire commençaient aussi à préférer les distractions des villes à la pompe sauvage de leurs châteaux des montagnes, et les séductions pécuniaires de Robert Walpole auraient bien pu ébranler le jacobitisme de plusieurs; mais Argyle lui-même avait été négligé, et puis disgracié, quand on avait cru l'Écosse domptée. D'ailleurs, ils eussent été les derniers venus au partage des faveurs de la dynastie nouvelle. Une restauration leur garantissait le premier rang à la cour des Stuarts. La plupart des Chefs restaient donc constants à leurs principes, les uns parce que ces principes étaient les traditions de leurs pères, les autres par suite de cette même ambition qui avait détaché tant de grands seigneurs de la bonne cause. Caméron de Lochiel et lord Lovat, réunis sous la même bannière, n'étaient certainement pas jacobites par les mêmes motifs.

Nous avons cité les chants de la muse anglaise en faveur des Stuarts : c'était surtout dans l'Écosse que la muse était restée jacobite, tantôt plaintive et tendre, exprimant des regrets; tantôt satirique et moqueuse, attaquant les princes guelfes par d'ironiques refrains; ou menaçante et belliqueuse, appelant le jour d'une nouvelle lutte :

LE SOMMEIL DE LA CLAYMORE,

A l'occasion de l'acte du désarmement.

« Dors, ma bonne claymore, dors sous la bruyère épaisse, entre ces deux rochers; dors, ma bonne claymore, puisque l'honneur de l'Écosse sommeille; dors jusqu'au jour où le signal du réveil nous sera donné par un autre Montrose ou un autre Claverhouse.

« Reste cachée, ma bonne claymore, sous l'épaisse bruyère; reste cachée, ma bonne claymore, puisqu'ils t'ont proscrite, toi aussi; proscription glorieuse que tu partages avec la race de nos rois; mais dors en paix... Avant que je te livre à ceux qui te proscrivent, tu auras passé par mon propre cœur.

« Mais la bruyère est humide de la rosée des nuits; tu crains, ma bonne claymore, que la rouille ne s'attache à ta lame, à ta lame, où déjà une larme de mon père imprima une première tache, quand la mort de Dundee le contraignit de te replonger dans ton fourreau.

« Tu crains la rouille, ma bonne claymore! aimerais-tu mieux, brillante et inutile, jouer sur la hanche d'un soldat anglais? Aimerais-tu mieux voir la figure d'un traître se mirer dans ton acier poli, dont l'éclair le faisait frémir naguère?

« Je l'avoue, ma bonne claymore, peut-être ton maître nouveau, admirant ta lame de Tolède, la dé-

corerait d'une poignée d'or; mais que dirais-tu, ma bonne claymore, si ton acier fidèle devenait un glaive régicide dans la main des bourreaux encore altérés du sang de la reine Marie et du roi Charles?

« Reste donc cachée, ma bonne claymore, arme fidèle de mes pères, toi qui vainquis à Kylsith et à Killiecranckie; reste cachée jusqu'au jour où le royal Stuart pourra se montrer lui-même; dors, ma claymore, dors jusqu'à ce que l'honneur de l'Écosse se réveille à la voix d'un autre Montrose ou d'un autre Claverhouse. »

Nous pourrions aussi traduire ici quelques chants jacobites irlandais de 1708 à 1745, pour prouver que ce troisième royaume des Stuarts, composé presque tout entier de catholiques romains, n'avait pas perdu le souvenir de ses anciens maîtres, malgré les fautes de Charles et de Jacques. Mais plusieurs raisons expliquent comment Charles-Édouard ne songea pas à aller planter sa bannière en Irlande plutôt qu'en Angleterre et en Écosse. Une contre-révolution à Dublin n'eût rien décidé à Londres ou à Édimbourg. Peut-être même eût-il été impolitique d'en appeler d'abord au jacobitisme purement *catholique* des Irlandais. Ce ne fut pas pour ce motif cependant que Louis XV refusa d'écouter un plan proposé par un Irlandais réfugié, M. O'Heguerty, pour détruire l'influence anglaise en Irlande (1).

(1) Plan qui est exposé dans un mémoire déposé aux archives des affaires étrangères. « Gardons-nous d'être trop forts, de peur

Les Irlandais qui combattirent avec Charles-Édouard en 1745 avaient tous, depuis longtemps, quitté leur pays. Leurs compatriotes restèrent paisibles, se contentant de chanter à demi voix : O SAY MY BROWN DRIMIN, le VENGEUR, la COCARDE BLANCHE, et autres chants, dont notre contemporain, M. Thomas Moore, et plus récemment encore les poëtes de la NATION, le journal de la *Jeune Irlande*, ont rajeuni les airs et les paroles. Il faut dire enfin que le bonheur de la maison de Hanovre avait placé à Dublin, à cette époque, un lord-lieutenant dont l'influence personnelle endormit le ressentiment de cette population catholique, si cruellement opprimée par ses maîtres protestants avant et depuis 1745 : c'était lord Chesterfield, très-populaire dans son gouvernement (1).

d'en abuser,» fit-on répondre philosophiquement à M. O'Heguerty.

(1) Ce nom appartient autant à la littérature qu'à la politique. Nous constatons volontiers la popularité conquise en Irlande par l'auteur célèbre des *Lettres à mon fils*, car il aimait à dire que, en France même, on le prit souvent pour un Français. Il est vrai qu'il attribuait malignement ce compliment à ses défauts aimables autant qu'à ses qualités solides. La diplomatie, comme l'a remarqué justement son petit-neveu, lord Mahon, était la véritable vocation de ce seigneur; mais il eut aussi de brillants succès au parlement. En Irlande, il se fit aimer et respecter par une grande impartialité, qui n'excluait pas la tolérance. Chez lord Chesterfield, la tolérance provenait de ses opinions philosophiques, qui étaient celles de l'école française. Aussi se trahissait-elle quelquefois par une saillie spirituelle, comme lorsqu'on lui dénonça son cocher parce qu'il allait chaque dimanche à la messe : «Vraiment! répondit le vice-roi; eh bien! je ferai en sorte qu'il ne m'y conduise jamais.» Une édition complète des lettres du lord Chesterfield vient d'être publiée par lord Mahon, 1845.

Mais il est temps de suivre dans la patrie des vrais poëtes jacobites le prince Charles-Édouard, car les faits nous diront mieux encore que la poésie quel était l'esprit des montagnards écossais en 1745.

CHAPITRE XI.

MISSION DE JOHN MURRAY DE BROUGHTON. — CONCILIABULE D'ÉDIMBOURG. — SON RÉSULTAT. — LE DUC DE PERTH. — LE CAPITAINE CAMPBELL D'INVERRARY. — LE DÎNER AU CHATEAU DE DRUMMOND. — COURTOISIE DU DUC DE PERTH. — SA FUITE. — CHARLES-ÉDOUARD A ÉRISKA. — BOISDALE. — CLANRANALD. — LE PRINCE RECONNU PAR UN JEUNE MONTAGNARD. — LES CHEFS SONT ENTRAÎNÉS — LES PREMIERS GARDES DU CORPS DU PRINCE. — LA SANTÉ DU ROI. — CAMÉRON DE LOCHIEL. — IL EST GAGNÉ. — RENDEZ-VOUS DE GLENFINNIN. — PREMIER EXPLOIT DES CLANS. — INQUIÉTUDES DU PRINCE. — LES PIBROCHS. — L'ÉTENDARD ARBORÉ. — LA PREMIÈRE PROCLAMATION. — LETTRE DE CHARLES-ÉDOUARD A LOUIS XV.

Lorsque, quelques mois avant de partir pour l'Écosse, Charles-Édouard avait prévenu les principaux Chefs de son arrivée prochaine (1), ceux-ci, toujours opposés, comme les membres du comité d'Angleterre, à une résolution qui ressemblait à la témérité du désespoir, décidèrent, dans une réunion secrète tenue à Édimbourg, que Murray de Broughton irait attendre le prince sur la côte, pour lui réitérer leurs représentations, et le supplier de se rembarquer s'il venait seul comme il le leur annonçait. Murray l'avait attendu en effet pendant tout le mois de juin; mais

(1) Le bruit de la prochaine venue de Charles-Édouard s'était tellement répandu en Écosse que, six semaines environ avant qu'il débarquât réellement, un aventurier, que les journaux de l'époque nomment David Gillies, s'était avisé de se faire passer pour lui, et avait perçu une assez bonne recette parmi les crédules jacobites, lorsqu'il fut arrêté, mis en prison, jugé, et renvoyé comme vagabond, en compagnie de deux compères qui composaient sa prétendue cour.

il se persuada enfin que Charles, ayant réfléchi plus mûrement à son imprudente entreprise, y renonçait jusqu'à ce qu'il pût compter sur des circonstances plus favorables. Dans cette idée, Murray retourna chez lui ; mais il y apprit que ses démarches avaient été épiées, et il craignait d'autant plus de se voir accusé de haute trahison que le duc de Perth, un des membres du comité des sept, venait d'avoir un mandat d'arrêt décerné contre lui. Le duc de Perth, en cette occasion, avait seul, il est vrai, déclaré que si Charles-Édouard débarquait en Écosse, il était du devoir de tout loyal Écossais de prendre les armes et d'aller partager ses périls, au lieu de blâmer sa témérité. Le duc, d'ailleurs, était naturellement suspect au gouvernement, comme petit-fils d'un ministre de la cour de Jacques II à Saint-Germain, et son père avait pris les armes en 1715.

Le duc de Perth résidait à son château de Drummond, où le capitaine Campbell d'Inverrary (1), chargé de l'arrêter, n'osa pas le faire sans avoir recours à la ruse. Le capitaine se fit inviter à dîner au château. La gaieté présida au repas. Au dessert, selon l'usage, les dames se retirèrent pour laisser le duc vider les flacons de vin avec son hôte. Celui-ci alors se leva, fit ses excuses au duc, lui montra son mandat, et lui dit qu'il était son prisonnier. Le duc ne parut ni alarmé ni même surpris. On vantait ses manières polies ; il ne les démentit pas, répondit au capitaine qu'il était prêt à le suivre, se dirigea vers la porte, et insista cérémonieusement pour ne passer

(1) Il commandait une compagnie indépendante du *black watch*.

qu'après lui; mais à peine Campbell avait franchi le seuil que la porte se referma entre lui et le duc, qui sortit du château par une issue secrète. Des soldats étaient postés aux environs, et le capitaine aurait eu le temps de saisir de nouveau son courtois prisonnier, si le duc n'avait rencontré un cheval sur lequel il s'élança sans selle et avec le seul licou. Parvenu en un lieu sûr, il ne tarda pas à y être informé du débarquement du prince, et se mit en mesure de le joindre.

Cependant Charles-Édouard, que nous avons laissé dans l'île d'Ériska, apprit que le Chef de Clanranald et Boisdale son frère étaient dans l'île adjacente d'Uist, tandis que Clanranald le jeune (1), dont il regardait la fidélité à sa cause comme assurée, était à Moidart. Un messager fut expédié à Boisdale, qui passait pour avoir une grande influence sur l'esprit de son frère le Chef, que son âge et des infirmités avaient forcé de se reposer sur lui du soin de toutes ses affaires. Boisdale se rendit à l'entrevue, et Charles-Édouard le reçut à bord de *la Doutelle*, où il était remonté le matin. Le prince, étonné de sa froideur, feignit de ne pas s'en apercevoir, et le pria d'aller de sa part prévenir son neveu que le jour était venu de se déclarer. Boisdale lui avoua alors qu'il trouvait son entreprise si hasardeuse qu'il croyait plutôt de son devoir de dissuader son neveu d'y prendre part. Charles-Édouard, qui ignorait la mission dont avait été

(1) L'usage est d'appeler ainsi le fils aîné d'un Chef, lorsque le père vit, et quel que soit son âge : *Young* Lochiel, *young* Glengary, *young* Clanranald. (Chambers, *Hist. of the Rebellion.*)

chargé Murray de Broughton, lui cita Macdonald de Sleat et le laird de Macleod, deux Chefs de l'île de Skye, qu'un simple avis devait faire accourir sous sa bannière avec douze cents hommes de leurs vassaux. « Désabusez-vous, reprit Boisdale, je suis porteur de leur réponse anticipée. Si Votre Altesse royale ne vient point avec des forces régulières, ces deux Chefs se sont promis de ne pas armer un seul homme. »

Sans insister davantage avec Boisdale, qui retourna à Uist, mais nullement découragé (1), Charles-Édouard continua son voyage, et vint jeter l'ancre le 13 juillet dans le Loch-Nanuagh, bras de mer ou lac d'eau salée qui divise Moidart et Arisaig. Là, un messager fut envoyé par lui à Clanranald le jeune, comme à Boisdale. Clanranald vint le lendemain à bord de *la Doutelle*, accompagné de Macdonald de Kenloch, et de quelques-uns de ses parents, entre autres des lairds de Glenalade et de Dalily. Le neveu tint le même langage que l'oncle. Vainement le prince le conjurait de ne pas abandonner le fils de ses rois : « Je suis votre prince, répétait-il, votre compatriote et votre ami. » Clanranald restait inflexible, en répondant que son dévouement ne pouvait aller jusqu'à exposer son clan et le prince lui-même à une ruine certaine.

Cette conférence avait pour témoin un simple montagnard, armé de pied en cap, selon l'usage du pays : devinant que ce jeune homme en simple habit noir, qui en appelait avec un accent et des gestes si ani-

(1) Quelques mémoires prétendent qu'il tint conseil alors avec ses compagnons, qui tous étaient d'avis de retourner en France, excepté Sheridan.

més à la bravoure et à la fidélité de son clan, était l'héritier de la couronne d'Écosse, il pâlit et rougit tour à tour; ses yeux étincelèrent, et, dans son émotion, il porta violemment la main sur la garde de sa claymore. Charles-Édouard l'observe, et, dans l'abandon dont il se voit menacé, s'adresse à cet homme, dont il croit bien interpréter l'émotion généreuse : « Et *vous*, lui dit-il, ne combattrez-vous pas pour moi?

— Oui, oui, mon prince, répond le montagnard, quand je serais le seul en Écosse qui tirerais l'épée, je suis prêt à mourir pour vous.

— Je trouve enfin un défenseur! s'écria Charles-Édouard en versant des larmes d'attendrissement. Ah! je ne demande que quelques Écossais comme celui-là pour conquérir avec eux le trône de mes pères! »

A ces mots, les Chefs furent entraînés; ils jurèrent aussi de mourir pour le prince (1). Il s'agit alors de se concerter pour réunir les clans fidèles. Clanranald se rendit lui-même auprès de sir Alexandre Macdonald et du laird de Macleod, qui pouvaient réunir près de trois mille montagnards; mais ils refusèrent de se joindre à lui, ne s'étant engagés que sous la condition de la coopération d'une armée française.

Cependant Charles-Édouard quitta *la Doutelle*, qu'il renvoya en France (2), et il débarqua définitivement

(1) Le montagnard dont l'enthousiasme l'emporta sur la prudence du Chef était un Macdonald, le frère cadet de Macdonald-Kinlockmoidart.

(2) Avant de prendre congé de M. Walsh, le prince lui remit pour son père une lettre par laquelle il le priait de le créer *comte d'Irlande*. Ce titre a paru si élevé que lord Mahon a pensé que

sur la terre d'Écosse, à Borodale, ferme qui appartenait à Clanranald, sur le bord du Loch-Nanuagh. Là, il touchait les territoires des Macdonald, des Camérons et des Stuarts, qui, depuis Charles Ier, avaient bravement combattu pour leur roi à Kylsith, à Killiecrankie et à Sheriff-Muir. En attendant, cent hommes l'entouraient comme ses premiers gardes du corps, et chacun d'eux se laissait gagner au charme de son affabilité, presque familière : on l'écoutait en souriant, lorsqu'il cherchait à prononcer les mots de la langue gaëlique, et l'on aimait à le voir vider joyeusement la coupe des Highlands, pour boire à la santé

Charles-Édouard demandait seulement pour le généreux armateur de *la Doutelle* le titre de *comte irlandais*. J'ignore si les descendants du comte de Walsh se considèrent comme comtes d'Irlande ou simplement comtes irlandais. Voici la lettre du prince :

« Sire,

« J'ai reçu des services si importants de M. Antoine Walsh, qu'il « n'y a rien que je ne me croie obligé de faire pour lui en témoigner « mon agrément. Ainsi, je lui ai promis d'employer tout mon crédit auprès de V. M. pour lui obtenir le titre de comte d'Irlande ; « il est issu d'une fort bonne famille, très-en état de soutenir la « dignité de ce nouveau titre, et n'a pas besoin d'autre chose. « C'est la première grâce que je vous demande depuis mon arrivée « dans ce pays. J'espère bien que ce ne sera pas la dernière ; « mais, en tout cas, je vous supplie de me l'accorder : je la regarderai comme une obligation particulière accordée à votre très-« obéissant fils.

« Charles. P. »

La famille Walsh a conservé l'épée que Charles-Édouard remit en même temps à M. Antoine Walsh, épée qui avait été achetée par Charles-Édouard à Dunkerque, et coûtait 80 louis. Ces mots : *Gratitudo fidelitati* furent gravés sur la lame.

du roi, en répétant d'un air heureux : *Deoch slaint an Reogh* (1).

Le Chef le plus influent parmi les clans jacobites, à cette époque, était celui qu'on appelait Lochiel le jeune, dont le père vivait encore, exilé depuis l'insurrection de 1715, où il avait vaillamment commandé les Camérons, une des tribus les plus nombreuses des montagnes. L'aïeul de Lochiel, sir Évan Caméron, avait été le fidèle compagnon de Montrose et de Claverhouse; et le petit-fils, dévoué à la même cause, était un des membres du comité jacobite d'Écosse. Lochiel avait une telle réputation de bravoure et de talent, il

(1) « Qu'on juge combien était hasardeuse notre entreprise, seuls « comme nous restâmes, et résolus pourtant à suivre notre P. « (prince) pour courir avec joie les mêmes risques que lui. Nous « fîmes d'abord notre possible pour lui faire un accueil cordial « dans notre pays ; le P. et ses compagnons furent entourés d'une « garde d'environ cent cinquante hommes, tous entretenus dans la « maison d'Angus Macdonald de Borodale, à Arisaig, avec toute « l'hospitalité possible. S. A. R., assise au lieu convenable, put « voir toute notre troupe et tout le voisinage qui se pressait, sans « distinction d'âge ou de sexe, pour voir le P. Après que nous « eûmes abondamment mangé et bu gaiement, S. A. R. but le coup « des grâces en anglais, que nous comprenions la plupart. Quand « ce vint à mon tour, j'osai me distinguer en disant à voix haute, « en erse (ou langue des Highlands) : *Deoch slaint an Reogh*. S. A. R., « sachant que j'avais bu *la santé du roi*, me fit répéter les mots en « erse, et dit qu'il pourrait aussi boire la santé du roi en cette « langue. La compagnie ayant parlé de ma science dans la langue « des Highlands, S. A. R. dit que je serais son maître dans cette « langue, et je fus prié de proposer les santés du prince et du duc « (duc d'York). » *Journal and Memoirs* of P... C..., *expedition into Scotland*, by a highland officer in his army. Lockhart papers (in-4°), tome II, p. 479.

réunissait en lui tant de qualités brillantes et aimables, qu'un poëte, flatteur de Georges, forcé de louer un ennemi aussi estimé, termine son portrait en assurant que Lochiel est du moins un whig en paradis (1), *A whig in heaven*.

En apprenant que Charles-Édouard était débarqué presque seul et sans armes, bien moins comme un prince venant réclamer un trône que comme un naufragé jeté sur la côte, Lochiel avait résolu, comme les autres Chefs, de ne point approuver une telle imprudence. Il savait d'ailleurs que Charles avait quitté la France contre l'avis d'un des plus nobles soutiens de sa cause, Georges Keith, plus connu sous le titre de mylord Maréchal (2). Cependant Lochiel ne voulut pas avoir l'air de fuir le prince, et se rendit auprès de lui pour lui porter lui-même le refus de son adhésion. En allant à Borodale, il s'arrêta chez son frère John Caméron de Fassefern, et lui communiqua son dessein. Son frère l'approuva, mais voulut le dissuader d'avoir une entrevue avec Charles-Édouard : « Je vous connais mieux que vous ne vous connaissez vous-même, lui dit-il ; si ce prince jette une fois les yeux sur vous, il fera de vous tout ce qu'il voudra. »

Lochiel, se croyant plus sûr de sa fermeté, continua sa route et arriva auprès d'Édouard, auquel il osa

(1) *Quarterly-Review*, tome XIV.

(2) Lord Maréchal (cet ami franc du roi Frédéric, cet ami généreux du philosophe Jean-Jacques) s'était rendu, en 1744, à Gravelines, auprès de Charles-Édouard. Le prince, impatienté des délais de la flotte qui lui était alors promise, lui proposa de s'embarquer seul avec lui. Lord Maréchal avait traité cette proposition de folie, et s'était séparé du prince, un peu refroidi pour sa cause.

dire, en effet, toute sa pensée. Vainement le prince lui représenta l'armée anglaise occupée sur le continent; Georges II lui-même, absent de son royaume; le peu de troupes qui restaient en Angleterre, humiliées et abattues par la défaite de Fontenoy; la confiance qu'il avait de les vaincre, et la certitude de voir la Grande-Bretagne entière se prononcer en sa faveur, s'il pouvait la décider par une seule victoire : « — Vous résistez, ajouta-t-il; je le vois à vos regards, qui se détournent, comme pour me demander encore les secours de la France. Eh bien ! oui, je viens seul, quand vous attendiez une armée avec moi. J'ai reçu des ministres de Louis des réponses évasives, de fausses espérances peut-être, et j'en remercie le ciel : je devrai tout à la bravoure écossaise, s'il faut combattre des ennemis; mais croyez plutôt que l'Écosse et l'Angleterre me sauront gré de leur épargner la honte d'une invasion. Je viens me mettre à la tête du parti national, et je laisse l'électeur de Hanovre s'entourer de gardes étrangères : le bruit d'une première victoire hâtera peut-être la venue des Français, qui ne seront plus alors que des alliés, et non des protecteurs. — Eh bien! dit Lochiel, accordez-moi quelques jours de retard. — Non, non, dit le prince, à qui son enthousiasme inspira le courage de poursuivre son avantage; j'ai déjà autour de moi quelques amis : encore peu de jours, et avec eux j'arbore l'étendard royal, annonçant à la Grande-Bretagne que Charles Stuart est venu réclamer la couronne de ses ancêtres, prêt à vaincre ou à périr. Lochiel, dont mon père m'avait si souvent vanté la fidèle amitié, peut rester chez lui; il apprendra par la gazette le sort de son prince. »

Lochiel ne put résister à cet amer reproche; son frère l'avait prévu : il était gagné par l'enthousiasme de Charles-Édouard. « Non, s'écria-t-il, je partagerai la destinée de mon prince, heureux ou malheureux; et ainsi feront tous ceux sur qui la nature ou la fortune m'ont donné quelque autorité! »

Toute l'expédition dépendait de cette entrevue; car l'exemple de Lochiel eût fourni aux timides une excuse imposante, tandis que son zèle triompha de l'hésitation des plus prudents. Si quelques Chefs, tels que sir Alexandre Mac-Donald et le laird de Mac-Leod, restèrent neutres, ils ne purent empêcher plusieurs des leurs de joindre le prince.

Dès que Clanranald connut l'adhésion de Lochiel, il s'occupa activement d'armer et d'exercer son clan, pendant que Lochiel allait lui-même rassembler le sien. Une tradition prétend qu'en quittant Charles-Édouard, Lochiel rencontra dans une bruyère sauvage, et adossé à un rocher, un de ces vieillards de l'île de Skye qu'on dit doués de la seconde vue, et qui lui révéla tout l'avenir de la guerre; mais il était trop tard pour rétracter sa parole, et son courage imposa aisément silence à toute crainte superstitieuse (1).

Sur ces entrefaites arriva Murray de Broughton, qui avait tenté vainement de surprendre le duc d'Argyle à Inverrary, en représailles de l'arrestation du duc de Perth.

Le rendez-vous des montagnards était fixé à Glenfinnin, et la nouvelle d'un premier avantage y précéda

(1) Sur cette tradition, M. Thomas Campbell a fondé un poëme intitulé *Lochiel's Warning*.

l'étendard que Charles-Édouard y devait arborer. Le général Wade avait construit, dans les contrées reculées de l'Ecosse, deux forts pour contenir les montagnards : c'étaient le fort Augustus et le fort William, à vingt-huit milles de distance l'un de l'autre, communiquant en quelque sorte par une route tracée entre le revers d'une montagne et les lacs Lochy et Oigh, qui forment aujourd'hui une partie du canal Calédonien. Sur le bruit d'une menace d'insurrection parmi les habitants de Moidart, le gouverneur du fort Augustus crut devoir envoyer le renfort de deux compagnies de soldats au gouverneur du fort William. C'était le 16 août. Ces militaires, commandés par le capitaine Scott, avaient déjà fait une marche de vingt milles, lorsque, aux approches d'une arche jetée sur les eaux d'un torrent, ils entendirent le son d'une cornemuse, et crurent apercevoir sur le pont un corps nombreux de montagnards. Ce n'étaient cependant que dix ou douze hommes du clan de Mac-Donald de Keppoch, qui, allant et venant sans cesse, agitant leurs claymores et leurs fusils, tenant leurs plaids déroulés, l'un à droite, l'autre à gauche, semblaient être une troupe plus considérable. Le capitaine Scott fit faire halte, et envoya un sergent avec un soldat en reconnaissance; mais ils furent saisis par deux montagnards agiles, et emmenés prisonniers. Le capitaine ordonna la retraite, ignorant le nombre des rebelles. Ceux-ci étaient commandés par Mac-Donald de Tierndriech, qui laissa les Anglais s'engager dans la partie de la route la plus resserrée entre le lac Lochy et la montagne, où par un détour il parvint sans bruit plus tôt qu'eux; là les Highlanders, se montrant tout à coup sur les

hauteurs, mais abrités par les touffes de genêts et les angles des rochers, poussèrent de grands cris et firent feu. Les soldats hâtèrent le pas, et, au sortir du défilé, apercevant d'autres Highlanders entre la langue de terre qui, à cette époque, divisait les lacs, ils voulurent la traverser et s'emparer du château voisin d'Inverrary, pour s'y retrancher : le capitaine était blessé; il n'était pas le seul, et deux de ses soldats étaient déjà morts. Mac-Donald de Tierndriech les somma de se rendre; et, au moment où ils mettaient bas les armes, survint Lochiel à la tête d'un détachement de Camérons. Ce premier avantage prouva aux divers clans qu'ils pouvaient compter les uns sur les autres. Le gouverneur du fort Augustus refusa un chirurgien pour visiter et panser la blessure du capitaine Scott : mais le lendemain le capitaine fut renvoyé au fort sur parole, pour y recevoir les secours nécessaires à son état.

Charles-Édouard, depuis quelques jours, avait quitté Borodale pour la ferme de Glenadale, aux bords du lac Shiel. Le 19 août, il arriva à Glenfinnin. C'est une de ces vallées étroites et longues, particulières à l'Écosse; elle est arrosée par le torrent de Finnin, qui va se perdre dans le lac. Charles-Édouard avait traversé le Loch-Shiel, et il était onze heures du matin lorsqu'il entra dans le Glen, qu'il s'attendait à trouver rempli du mouvement et du bruit des clans. A sa grande surprise, la solitude était muette : il alla cacher son impatience et son inquiétude dans une sombre chaumière, dont les habitants l'accueillirent avec respect, mais sans pouvoir le rassurer. Ce ne fut qu'à une heure après midi que l'écho de la montagne

lui apporta le premier son d'un pibroc, air de guerre des clans : c'était celui des Camérons, qui bientôt parurent eux-mêmes au nombre de huit cents, formant deux colonnes, et amenant au prince des prisonniers avant que la guerre fût commencée.

Au centre du vallon était une petite éminence destinée à recevoir l'étendard royal, qui, arboré là, pouvait être facilement aperçu de loin : l'honneur de le planter était réservé au marquis de Tullibardine. Cet étendard était un tissu de soie rouge, avec un espace blanc au milieu, que Charles-Édouard avait apporté de France (1). Quand ses plis flottèrent au gré du vent de l'Écosse, douze cents toques bleues furent lancées dans les airs pour le saluer : les joueurs de cornemuse firent entendre les vieux pibrocs nationaux ; une acclamation générale effraya les jeunes aigles sur leurs rochers escarpés, comme dit une ballade ; et Charles-Édouard vit briller aux mains des fidèles montagnards douze cents claymores, dont la plupart s'étaient jadis rougies du sang anglais aux mémorables batailles de Kilsyth, de Killiecrankie et de Sherif-Muir.

Ayant obtenu un moment de silence, le marquis de Tullibardine lut le manifeste du roi Jacques VIII, qui nommait son fils aîné régent en son absence. Le prince lui-même prit la parole pour dire qu'il avait préféré débarquer dans cette partie de l'Écosse, parce

(1) Home dit qu'il était tricolore, bleu, blanc et rouge. *OEuvres complètes de J. Home*, tome III, pag. 14. On prétendait qu'au lieu d'armoiries, Charles-Édouard y avait fait dessiner un cercueil et un trône : d'autres disaient y avoir lu la devise de *Tandem triumphans* (*La bonne cause enfin triomphante*). On a pu confondre avec le grand Étendard les guidons des clans.

qu'il savait y trouver les sujets les plus braves de son père, et qu'il venait vaincre ou mourir avec eux. Pour terminer la cérémonie, l'étendard fut transporté en grande pompe à la tente du prince, escorté par une garde de cinquante Camérons; et l'armée campa cette nuit dans la vallée.

Déjà Charles-Édouard avait cru pouvoir annoncer à Versailles et à Rome son heureuse arrivée. Voici sa lettre à Louis XV :

« Monsieur mon oncle,

« J'eus l'honneur, il y a quelque temps, de donner avis à Votre Majesté de mon voyage; j'ai aujourd'hui celui de lui faire part de mon arrivée en ce pays, où je trouve beaucoup de bonne volonté, et j'espère de me voir en peu de jours en état d'agir. Il dépend uniquement de Votre Majesté de faire réussir mon entreprise; ce qui ne lui sera pas difficile pour peu qu'elle veuille faire attention à mes besoins, et couronner par là la campagne glorieuse qu'elle vient de faire. Un secours qui ne coûterait que peu à Votre Majesté me mettrait bientôt en état d'entrer en Angleterre, et m'obligerait à une reconnaissance égale à l'attachement respectueux avec lequel je serai toujours,

Monsieur mon oncle,
de Votre Majesté
le très-affectionné neveu,

CHARLES. P. (1). »

(1) Manuscrits des affaires étrangères (*lettre sans date*).

CHAPITRE XII.

DÉLIBÉRATION DE LA RÉGENCE D'ÉCOSSE. — CHARLES-ÉDOUARD MIS HORS LA LOI. — LE LORD PRÉSIDENT. — LE GÉNÉRAL COPE. — SON CARACTÈRE. — DISCIPLINE ANGLAISE. — SA MARCHE. — SON DÉSAPPOINTEMENT A L'ENTRÉE DES HIGHLANDS. — DÉGÉNÉRATION DE L'ESPRIT MARTIAL DES LOWLANDS. — LA MONTAGNE DE CORRYARRACK ET L'ESCALIER DU DIABLE. — NOUVELLE DE L'ENNEMI. — MOUVEMENT SUR INVERNESS.

Le jour même où Charles-Édouard arborait son étendard à Glenfinnin, les troupes anglaises quittaient Édimbourg pour marcher dans le nord.

En l'absence de Georges II, qui ne revint de Hanovre que le 31 août, le gouvernement de la Grande-Bretagne était confié à un conseil de régence dont un membre, le marquis de Tweeddale, était plus spécialement chargé de la direction des affaires d'Écosse. Depuis le mois de juillet, la correspondance entre le commandant de la force armée de ce dernier royaume et le marquis de Tweeddale était devenue très-active; car ils se communiquaient l'un à l'autre les divers bruits qui couraient sur le prétendant, tour à tour s'exagérant le péril, ou le mettant en doute. Dans les premiers jours d'août seulement, la nouvelle du débarquement de Charles-Édouard devint si certaine, d'après tous les rapports, que les lords régents des trois royaumes publièrent dans les journaux une proclamation pour déclarer le jeune prince hors la loi, et offrir trente mille livres sterling à qui ap-

porterait sa tête. En même temps les principaux magistrats d'Écosse, qui étaient le lord président de la cour des sessions, le *lord-justice-clerk*, le *lord-advocate* et le *sollicitor-general* (1), se réunirent en conseil avec le commandant de la force armée, afin de délibérer sur les mesures à prendre. Les dépêches du marquis de Tweeddale furent consultées : le marquis recommandait d'étouffer au plus vite la rébellion dans les montagnes; le lord président et le lord vice-président (*lord-justice-clerk*) prétendirent qu'il était urgent en effet de marcher contre les rebelles. « C'est le moyen, disaient-ils, d'arrêter le mal dans sa source, en forçant les tièdes de rester neutres, et en donnant aux clans favorables à la maison de Hanovre l'appui et les armes nécessaires pour combattre les clans jacobites. » Le lord président, Duncan-Forbes, dont les propriétés étaient situées dans le comté d'Inverness, connaissait personnellement les Chefs des diverses tribus; il en était aimé à cause de sa modération ; il espérait beaucoup de son influence sur eux, et redoutait les vengeances du gouvernement, si l'insurrection qu'il jugeait peu importante pouvait pénétrer dans les Lowlands. Sir John Cope, le commandant en chef, qui se rangea de l'avis du lord président,

(1) La *cour des sessions* est la cour suprême de judicature civile établie en 1532 par Henri V, d'après le modèle des anciens parlements de France. La cour criminelle (*court of justiciary*) est présidée par le lord *justice-clerk*, titre qui répond à celui de vice-président, parce que le titre de *lord justice-general* n'est qu'une qualification nominale. Le *lord-advocate* est à peu près notre avocat général (avec des attributions beaucoup plus importantes); le *lord-sollicitor* est notre procureur général.

partit en toute hâte pour Inverness, et promit d'avoir bon marché des rebelles, sans trop s'occuper de leur nombre. Il avait sous ses ordres deux régiments de dragons, trois régiments d'infanterie, quatorze compagnies de divers corps, et les garnisons des forts, composées la plupart d'invalides; en tout quatre ou cinq mille hommes. Toutes ces troupes furent rassemblées à Stirling, où le général vint se mettre à leur tête et les passer en revue le 20 août. Sir John Cope était un brave officier de la vieille école, de cette école prussienne fondée par le grand Frédéric, qui, cinquante ans plus tard, s'étonnait encore en Italie des victoires du général Bonaparte. Estimé dans les camps, sévère sur la discipline, il eût dédaigné de remporter une victoire contre les règles de la tactique et de la stratégie. Le costume faisait pour lui la moitié du soldat; le bâton et le gibet, l'autorité du chef. Chaque jour les sergents de sa troupe comptaient les boutons de leurs hommes, et, un compas à la main, vérifiaient si leurs queues ne dépassaient pas de quelques lignes la longueur voulue par l'ordonnance. Sir John sourit de son facile triomphe sur les sauvages indisciplinés des Highlands, lorsqu'il passa en revue ses régiments alignés, dont chaque compagnie, la tête bien poudrée, l'uniforme propre, l'arme au bras et le corps immobile, n'attendait qu'un signal pour manœuvrer avec une précision mathématique. Des tentes, de nombreux et lourds bagages faisaient partie intégrante de cette armée, aussi bien que huit pièces d'artillerie; puis venait un troupeau de bœufs, avec des bouchers pour les égorger et dépecer au besoin; des chariots portaient du pain et du biscuit pour vingt

et un jours; rien, en un mot, n'avait été négligé pour pourvoir aux besoins de la campagne (1).

Le signal du départ fut donné; mais le général laissa ses dragons à Stirling, ne pouvant faire usage de cavalerie dans un pays de montagnes, quoique depuis 1720 les routes militaires eussent été multipliées à travers la haute Écosse, dans le but de niveler à la fois le pays et les mœurs. Sir John Cope se dirigea sur le fort Augustus, le plus central des trois forts qu'on avait construits dans le long Glen ou vallon qui s'étend du Loch-Eil au Loch-Ness. Un premier jour de marche le conduisit à Crieff, au pied des monts Grampiens, où il fut obligé d'attendre quelques-uns de ses chariots, et où il espérait être joint par le duc d'Athole, par lord Glenorchy et d'autres chefs qui avaient protesté de leur dévouement à Georges II; mais ces seigneurs, dont les châteaux étaient sur la lisière des Lowlands, n'avaient qu'un but, celui d'éviter la confiscation de leurs domaines, et leur zèle pour la nouvelle dynastie n'allait pas jusqu'à combattre contre les Stuarts; leurs vassaux, d'ailleurs, n'étaient nullement bien disposés, comme la suite le prouva. Ils déclarèrent au général qu'ils n'avaient pu décider leurs clans à accepter les armes que le gouvernement leur offrait; sir John Cope

(1) Quelques années auparavant, l'école de la discipline prussienne avait inspiré à lord Chesterfield une de ses plus spirituelles satires contre les soldats allemands, dont s'entouraient les deux premiers Georges. Chesterfield proposait de remplacer ces soldats de chair et d'os par des mannequins mis en mouvement au moyen d'un ressort en forme de clef, que leur commandant porterait dans sa poche. (*Foy's journal; january*, 1736. Q. R., septembre 1845.)

renvoya alors à Stirling sept cents fusils sur mille qu'il avait apportés. C'était à grand'peine qu'il avait recruté, chemin faisant, quelques milices bourgeoises. La population de la basse Écosse avait été jadis non moins belliqueuse que celle des montagnes; mais on était loin de ces temps où, joignant la discipline au courage, les habitants des plaines avaient victorieusement repoussé les montagnards à la bataille d'Harlaw, à celle de Saughieburn, sous Jacques III, et dans les combats de Corrichie et Glenlivat, sous Marie Stuart. Même dans les *borders*, ou frontières, la houlette du berger avait remplacé l'épée aux mains de ces fameux maraudeurs à qui la femme du Chef servait des éperons sur un plat, quand le bétail était épuisé, pour les avertir qu'il fallait monter à cheval et aller lever la dîme des troupeaux anglais (1). Sur les limites des monts Grampiens, les propriétaires achetaient leur tranquillité du Chef voisin, en lui payant un tribut volontaire; ceux d'entre eux dont l'opinion politique était favorable au général anglais auraient craint de se faire une dangereuse querelle avec leurs voisins des montagnes, en pénétrant sur leur territoire. Sir John Cope ne put donc rallier que quelques zélés presbytériens, qui crurent aller combattre le pape dans la personne du prétendant; fanatiques plus haineux qu'exaltés, parodiant en quelque sorte les enthousiastes des anciennes guerres civiles (2). Mais sir John Cope n'en méprisa pas moins ses ennemis, et poursuivit sa marche. Le 22, il était à Amulrie;

(1) Border-minstrelsy : *the feast of the spurs.*
(2) Waverley, tome II.

le 23, à Tay-Bridge; le 24, à Trinifuir; et le 25, à Dalnacardoch. Ce fut dans l'auberge solitaire de ce nom qu'il fut joint par le capitaine Scott, cet officier du régiment de Guise (infanterie), qui avait été fait prisonnier par les Mac-Donalds en se rendant de Ruthwen au fort William, et que Charles-Édouard avait relâché sur parole, après l'avoir rendu témoin des acclamations qui avaient salué son étendard à Glenfinnin. Lorsque cet officier avait quitté les Highlanders, ils étaient quatorze cents hommes; mais on lui avait dit à Dalwhinnie que leur nombre s'élevait déjà à plus de trois mille, et il n'avait aucune raison d'en douter, ayant rencontré de tous côtés des détachements qui se rendaient auprès du prince au son des cornemuses. Non-seulement aucun Highlander ne se pressait de venir se ranger sous la bannière de sir John Cope (1), mais encore tous ceux qui faisaient partie depuis longtemps des régiments anglais désertaient chaque jour.

Un nouvel incident révéla au général qu'il était en pays ennemi; tous ses chevaux de transport lui furent dérobés en une nuit, ce qui l'obligea de laisser en chemin une partie de ses provisions, dont il n'entendit plus parler. Ses bœufs ne furent pas plus respectés que ses chevaux. Avait-il besoin d'un guide, ou de quelques informations sur les cantons qu'il traversait, le montagnard qu'on lui amenait, ou qui lui offrait volontairement ses services, se trouvait toujours, sous l'apparence d'une naïveté sauvage, un espion rusé qui le trompait ou l'égarait, et disparaissait adroitement, une fois son rôle joué. Le capitaine Scott

(1) Les lecteurs de *Rob-Roy* se souviendront de la *créature Dougal.*

lui dit que les rebelles se proposaient de s'emparer de Corryarrack, immense montagne qui s'élève comme un rempart entre les Anglais et le fort Auguste. Ce rapport était confirmé par le président de la cour des sessions, qui, depuis le 15 du mois, était arrivé à sa terre de Culloden, près d'Inverness. Il prévenait sir John Cope que, pour franchir Corryarrack, où le général Wade avait fait aboutir ses routes militaires, il fallait s'engager dans des ravins et des sentiers étroits et tortueux, appelés l'*Échelle du Diable*, où il était facile à quelques hommes d'arrêter longtemps, et même de détruire une armée entière. Déjà on disait que le plus dangereux de ces défilés, appelé Snugborough, était gardé par un détachement de Highlanders, et qu'un autre détachement se proposait de tonrner la montagne pour couper la retraite aux habits-rouges. Lorsque le méthodique général eut dépassé Dalwhinnie et se trouva en face de Corryarrack, la vue de ce gigantesque bastion, qu'il n'avait vu décrit dans aucun traité de fortifications, l'étonna sans doute un peu; il pensa ne pas pouvoir aller plus loin sans avoir rassemblé un conseil de guerre, où furent convoqués tous les officiers supérieurs. L'avis unanime fut d'éviter la rencontre des montagnards; mais, pour n'avoir pas la honte de les fuir, au lieu de rebrousser chemin, on jugea plus honorable de se porter sur Inverness par un long détour. Cette délibération fut rédigée et signée dans les formes; un corps d'avant-garde feignit de marcher droit sur Corryarrack, enseignes déployées, pour tromper l'ennemi, pendant que les régiments défilaient vers Blarigbigg, et là, faisant demi-tour à droite, prenaient la route

de Ruthven à Inverness. Le mouvement s'opéra en assez bon ordre; la fausse avant-garde se replia tout à coup sur le corps d'armée, qu'elle rejoignit en courant; et, le 27, sir John Cope entra dans Inverness.

CHAPITRE XIII.

MARCHE DE CHARLES-ÉDOUARD. — IL SE DIRIGE VERS LES LOWLANDS. — LE CHATEAU DE BLAIR-ATHOLE. — RENFORTS. — SÉJOUR A PERTH. — POPULARITÉ DU PRINCE. — IL ADOPTE LE COSTUME MONTAGNARD. — LES DAMES DES BAILLIS DE PERTH. — SOUVENIRS DU TEMPS DE MACBETH. — LORD GEORGES MURRAY. — LA DERNIÈRE GUINÉE. — SERMONS DU DIMANCHE. — LES MAC-DONALDS DE GLENCOE. — LA FAMILLE DE ROB-ROY MAC GREGOR — IMPOSITIONS. — LE RUBICON DE CHARLES-ÉDOUARD. — SOUVENIRS DE BRUCE ET DE WALLACE. — STIRLING. — LINLITHGOW, ETC., ETC.

Pendant que sir John Cope s'avançait par étapes dans les Highlands, Charles-Édouard, qui venait à sa rencontre en traversant les comtés où il savait trouver des amis, voyait en effet sa petite armée augmenter sans cesse, semblable aux rivières rapides de cette contrée, dont le cours se grossit, sur leur passage, des torrents de chaque montagne et des ruisseaux de chaque vallon. Glenfinnin est à quarante milles de Corryarrack, où le prince arriva le 27 août avant le général de Georges II. Un dernier déserteur, du clan de Caméron, vint l'avertir de la retraite des Anglais. A cette nouvelle, Charles-Édouard demande une tasse de whisky (1), et en faisant verser une autre à chaque montagnard : « Buvons, dit-il, à la santé de ce bon M. Cope, et puissent tous les généraux de l'usurpateur se montrer nos amis comme lui (2)! »

Le premier mouvement des montagnards fut de se

(1) Eau-de-vie d'orge.

(2) *Journal and Memoirs.*

mettre à la poursuite des « habits-rouges (1), » qu'ils faillirent atteindre à Garrymore : mais là, s'étant arrêtés pour reprendre haleine, les Chefs tinrent conseil avec le prince, et réfléchirent qu'il vaudrait mieux laisser sir John Cope achever sa retraite sans l'inquiéter, pour aller s'emparer d'Édimbourg, où leur entrée équivaudrait à une grande victoire. Pour tenter ce coup d'éclat, on avait d'abord pensé qu'il était plus sûr d'attendre les Mac-Intoshes, les Frasers et d'autres clans; mais on les remplacerait par le clan d'Athole, et les autres montagnards du Perthshire. Déjà d'ailleurs, aux Mac-Donalds, aux Camérons et autres tribus du nord, qui étaient parties de Glenfinnin, s'étaient réunis les Stuarts d'Appin, les Mac-Donalds de Glengary et les Grants de Glenmorriston. Enfin, Murray de Broughton répondait des dispositions favorables des jacobites de la capitale d'Écosse. « A Édimbourg ! à Édimbourg ! » tel fut le cri général ; et l'on se mit en marche. Le deuxième jour, Charles-Édouard était déjà dans le Badenoch ; le troisième, à Blair, résidence du duc d'Athole, qui avait eu soin de ne pas l'attendre pour n'être pas forcé de se prononcer encore : en son absence, son frère, le marquis de Tullibardine, qui pour les jacobites était le vrai duc, crut pouvoir faire les honneurs du château au prince et à ses officiers. Son influence fit déclarer le clan presque entier en faveur des Stuarts : moins prudents que le duc d'Athole, lord Naïrn, sir Georges Murray, ses frères et plusieurs autres gentilshommes du comté, vinrent

(1) Sidier-roy — soldats rouges, d'après la couleur de l'uniforme anglais.

offrir leurs épées à Charles : cet exemple fut suivi par Oliphant, laird (*seigneur*) de Gask, et Mercer, laird d'Aldie, dont les tenanciers formèrent un régiment. Le duc de Perth arriva aussi avec deux cents hommes le 3 septembre. Lochiel, avec quatre cents Camérons, alla proclamer Jacques VIII à Dunkeld, et le prince entra presque en triomphe dans la ville importante de Perth. Quelques-uns des magistrats seuls avaient fui, la majorité des habitants associant au nom des Stuarts des souvenirs d'illustration et de bienfaits pour leur antique cité. Perth, autrefois Saint-Johnstoun, avait été le séjour favori des trois Robert, de Jacques Ier et de Jacques II. Jacques VI avait tenu à honneur d'en être le lord prévôt; et à trois milles de Perth est cette royale abbaye de Scone, où tant de rois avaient été couronnés. Charles-Édouard vit toute la population s'empresser sur ses pas, et reconnaître en lui le descendant de ses anciens souverains. Si les grâces de sa personne et sa taille avantageuse ne démentaient pas son origine aux yeux du peuple et des bourgeois, sa hardiesse et sa vivacité avaient séduit bien mieux encore les compagnons de ses premiers périls : ils étaient déjà fiers d'un chef qui, oubliant son rang dès qu'il avait donné ses ordres, avait naturellement adopté la vie et les habitudes des Highlanders, avec leur costume (1); rien en lui n'annonçait la mollesse des cours; infatigable marcheur, il recueillait le fruit de ses chasses pénibles en Italie. Riant des privations, franchissant le premier les rochers et les

(1) Avant même de quitter la France, il avait renoncé à la perruque qu'on portait alors à la cour de France, comme à la cour d'Angleterre.

torrents, toujours gai, toujours affable, il trouvait, sans les chercher, de ces mots heureux qui courent de rangs en rangs, et électrisent le soldat.

En partant pour le Corryarrack, où Charles-Édouard croyait que sir John Cope l'attendrait, il s'était fait apporter un costume complet de *tartan* (étoffe à carreaux d'Écosse); il avait attaché lui-même à son pied l'espèce de chaussure grossière appelée *brogues*, en peau non tannée; et, en fixant la dernière courroie, le prince fit le serment de n'en changer que lorsqu'il aurait combattu l'ennemi. Les montagnards l'admirèrent encore davantage dans ce costume, et déjà il pouvait se faire entendre d'eux dans la langue gaëlique. Il avait appris par cœur quelques-uns de leurs chants traditionnels, et se faisait volontiers répéter les récits des vieux temps. Le laisser aller du prince, qui eût peut-être choqué la gravité anglaise, s'alliait à merveille avec l'audace aventureuse de son expédition. Dans les châteaux où il s'arrêtait, à l'approche des basses terres, et bientôt dans la ville de Perth, ce caractère de héros de roman, joint à la grâce de ses manières, parlait vivement au cœur des dames; c'était pour elles un bonheur de le voir de près, d'en obtenir un sourire, de lui baiser les mains; et celles qui, plus hardies et plus heureuses, osaient lui demander d'être baisées sur la joue, excitaient une sorte de jalousie, comme si, parmi les dames d'Écosse, le *royalisme* était devenu de l'amour.

Charles-Édouard prolongea son séjour à Perth pendant une semaine. Avant d'entrer dans un pays de plaines, il avait besoin de régulariser un peu son armée, de l'exercer même à quelques manœuvres. Il

commandait en personne les évolutions sur ces magnifiques prairies que la ville renferme dans ses murailles, et fameuses par le combat terrible du clan Chatan et du clan des Mac-Intoshes, sous Robert IV (1). Le spectacle de ces soldats à demi barbares, qui portaient peut-être encore le costume du temps de Macbeth, et leurs toques ornées du feuillage distinctif de chaque tribu, aurait pu rappeler aux vieux bardes la marche de l'armée de Macduff, sortie de la forêt de Dunsinane, dont on remarque les restes non loin de la cité de Perth.

Charles distribua aussi les grades supérieurs de son armée : lord Georges Murray fut nommé son lieutenant général, et ce poste était dû à ses talents autant qu'à son courage. Georges lord Murray avait pris part à la guerre de 1715 et à l'échauffourée de 1719. Ayant quitté l'Écosse après la défaite des Espagnols à Glensheil, il avait servi sur le continent avec distinction dans les troupes sardes, et n'était rentré dans sa patrie que sous la responsabilité de son frère, le duc d'Athole, que nous avons vu, de peur de se compromettre, abandonner son château de Blair à l'approche des montagnards. Lord Georges Murray était grand de taille, robuste, actif, d'une bravoure à l'épreuve, excellent dans le conseil, et prompt dans ses décisions. Ses défauts étaient une franchise un peu brusque, qui ne déplaisait pas aux soldats, mais qui blessait quelquefois ses égaux. Ses manières contrastaient avec les formes polies que le duc de Perth devait aux vingt premières années de sa vie passées en France.

(1) Ce combat est décrit dans LA JOLIE FILLE DE PERTH.

Un autre motif obligea le prince de séjourner quelques jours à Perth. Tout l'argent apporté de France était épuisé; on assure qu'il avait tout juste alors une guinée dans sa poche (1). Quelques subsides des jacobites d'Édimbourg lui parvinrent; mais il remplit surtout sa caisse militaire en envoyant des détachements à Dundee et autres lieux, pour saisir les fonds du gouvernement, ou lever des contributions au nom de Jacques VIII (2). Enfin, il s'agissait d'obtenir des bourgeois de Perth eux-mêmes autre chose qu'un bon accueil, et il en obtint en effet cinq cents livres sterling, qui lui coûtèrent des négociations directes avec les baillis de la cité, et un peu de galanterie auprès de leurs dames, qu'il rendit toutes glorieuses en leur faisant l'honneur de danser avec elles dans un bal qui lui fut donné. Il y en eut cependant qui trouvèrent qu'il quitta la fête de trop bonne heure, quoiqu'il eût eu bien soin de s'excuser sur la nécessité d'aller visiter ses sentinelles.

Le dimanche (8 septembre), Charles se rendit aussi à l'église presbytérienne, pour montrer qu'il n'était point l'ennemi du culte des sujets de son père. Un journal du temps a conservé le nom du prédicateur (M. Armstrong), qui choisit ce jour-là son texte dans les prophéties d'Isaïe (3) :

(1) Home's *History*.

(2) Ces détachements allèrent jusqu'à Aberbrothick et Montrose. Ils ne commirent aucune violence, mais ils ouvrirent les prisons et élargirent les prisonniers pour dettes. Un Chef jacobite fut depuis pris à partie par les créanciers d'un détenu qui avait profité de cette occasion.

(3) Isaïe, chapitre 14, cité par le *Caledonian Mercury*.

« 1° Car l'Éternel aura pitié de Jacob, et élira encore Israël, et il le rétablira dans sa terre, et les étrangers se joindront à lui, et s'attacheront à la maison de Jacob.

« 2° Et le peuple le prendra et le ramènera, et la maison d'Israël le possédera en droit d'héritage sur la terre de l'Éternel, comme des serviteurs et des servantes; ils tiendront captifs ceux qui les avaient tenus captifs, et ils domineront sur leurs oppresseurs. »

Une foire annuelle avait lieu à Perth; lorsque le prince y entra, elle ne fut point troublée. Tous les étrangers reçurent des passe-ports ou des saufs-conduits pour leurs denrées et leurs personnes; un marchand de Londres fut surtout bien accueilli de Charles-Édouard, qui le chargea d'annoncer à ses concitoyens que dans deux mois ils le verraient au palais de Saint-James. Afin de rendre cette prédiction plus sûre, il ne négligea pas non plus d'écrire secrètement au comité anglais, pour engager ses adhérents à redoubler d'efforts en faveur de la bonne cause.

A la nouvelle de son débarquement, les ministres du roi Georges avaient proclamé sa mise hors la loi, en offrant 30,000 livres sterling à quiconque apporterait sa tête. Parmi les manifestes signés par Charles-Édouard à Perth, est celui qui répond à cette provocation à l'assassinat. Il avait repoussé d'abord avec indignation le conseil de mettre, lui aussi, à prix la tête de l'*électeur;* ses officiers insistèrent, et il céda, mais en ne promettant pas plus de 30 livres sterling, au lieu de 30,000. Forcé par de nouvelles importunités, il finit par adopter ce dernier chiffre, se réservant d'exprimer encore sa véritable pensée en ajoutant

cette phrase : — « Si quelque fatal événement était la conséquence de ceci, que le blâme en retombe exclusivement sur ceux qui ont donné cet exemple infâme (1)! »

Enfin, le 11 septembre, l'armée se mit en marche pour la capitale de l'Écosse, et fit halte à Dunblane, où elle fut jointe par les Mac-Donalds de Glencoe, débris du fameux massacre du temps de Guillaume, et par les Mac-Gregors, commandés par le neveu et le fils du Chef si connu sous le nom de Rob-Roy (2).

(1) Charles-Édouard s'explique sur cette proclamation dans une longue lettre à son père, que je renvoie, en appendice, à la fin du volume. Cette lettre, donnée en note dans les *Jacobite Memoirs*, page 32, et que l'éditeur dit extraite de la collection de l'évêque Forbes, serait bien extraordinaire, si elle avait été écrite confidentiellement, et sans arrière-pensée de la rendre publique. Le prince, avec une inspiration héroïque, et cependant avec une apparence de facile bonhomie, y traite toutes les questions épineuses d'une restauration, et les tranche toutes dans le sens le plus libéral. Il répudie tout le passé de sa famille, se prononce contre l'intervention étrangère, rejette les superstitions du catholicisme, comme l'entendait Jacques II; se déclare prêt à mourir pour conserver l'indépendance nationale, proclame les talents et les qualités du duc d'Argyle, etc. Le style d'ailleurs de la lettre est le même que celui d'une proclamation officielle datée d'Édimbourg.

(2) Robert Mac-Gregor de Glencarnoch commandait une compagnie; une autre branche du clan, sous les ordres de Glengyle et de son cousin James Roy-Mac-Gregor, le fils de Rob-Roy, préféra s'associer aux levées du duc de Perth; et James, par une sorte d'adoption dont il y a plusieurs exemples dans les traditions de la haute Écosse, prit le nom de Drummond, au lieu de celui de Campbell : cette branche du clan était la bande même de Rob-Roy. Avec douze hommes seulement, James surprit le fort d'Inversnaid, qui avait été bâti expressément contre les Mac-Gregors. (Introduction à Rob-Roy.)

Le 15, on se dirigea vers les gués du Frew. En passant par Doune, le prince trouva devant la maison de sir Edmonstone de Cambus toutes les dames de sa famille et plusieurs autres du voisinage, qui distribuaient des rubans blancs à ses soldats; elle le supplièrent de mettre pied à terre, et d'accepter quelques rafraîchissements; il ne voulut point descendre de cheval, mais il vida un verre de vin à la santé des dames présentes. Les miss Edmonstone obtinrent ensuite la faveur de lui baiser la main, et une jeune fille plus hardie, ou devinant, à l'air galant du petit-neveu de Charles II, qu'il ne croirait pas compromettre sa dignité de prince en accordant une grâce plus douce, demanda, en rougissant, un baiser sur ses lèvres : le baiser, donné et rendu aussitôt, fit, dit-on, des jalouses (1).

Le gué du Frew, où Charles-Édouard se proposait de passer le Forth, est à huit milles au-dessus de Stirling. En 1715, le comte de Mar n'avait pu le franchir. Les dragons laissés par sir John Cope dans les Lowlands n'osèrent pas disputer le passage de ce fleuve, qui était en quelque sorte pour Charles-Édouard le passage du Rubicon (2). Il fut le premier à pousser son cheval dans les flots, en agitant son épée nue. Les montagnards n'hésitèrent pas à le suivre; et, à mesure que les divers clans parvenaient sur l'autre rive, son sourire ou ses félicitations ajoutaient à leur enthousiasme. On fit halte à Leckie-House; le propriétaire de ce château était un jacobite zélé,

(1) *A History of Stirlingshire*, cité par R. Chambers.
(2) Chambers.

M. Moir, que les dragons avaient enlevé la nuit précédente et emmené à Stirling, pour le priver, disaient-ils, du plaisir de recevoir le prince. Le soir, l'avant-garde était dans la plaine de Touch; et là cinq à six cents montagnards se détachèrent pour prendre la route de Glascow, où ils avaient l'ordre de réclamer un subside de quinze cents livres sterling. Le gros de l'armée s'avança le lendemain au delà de Stirling, et soumit cette ville, dont le château seul refusa de se rendre. Charles-Édouard dormit dans la plaine de Bannockburn, et dut y penser avec émotion à la grande victoire par laquelle Bruce brisa le joug de l'Angleterre; il pouvait se flatter déjà de renouveler ces temps d'héroïsme où un simple chevalier ralliait l'Écosse autour de sa bannière longtemps proscrite, et devenue la terreur des oppresseurs. Le 15, il coucha à Falkirk, où il devait un jour réparer la défaite de Wallace; et il y fut joint par le comte de Kilmarnock, destiné à la fin tragique du champion de l'indépendance écossaise contre les Édouards. Cependant les dragons se repliaient sur Linlithgow, d'où ils partirent encore cette même nuit. Linlithgow était une ville jacobite, ayant à la tête de son conseil municipal un lord prévôt jacobite (1), et fière comme Perth des souvenirs de la résidence des Stuarts. Le lendemain, Charles y fut conduit en triomphe au château de ses ancêtres, à ce château si cher au chevaleresque Jacques IV et à sa petite-fille infortunée. Un banquet y avait été pré-

(1) On lit dans le *Jacobitisme triomphant* que le prévôt Backnay s'était retiré à Édimbourg, de peur de se compromettre; mais que sa femme et ses filles allèrent au-devant du prince avec des cocardes blanches.

paré ; l'élite des bourgeois de la ville y fut admise, et de copieuses libations y inspirèrent tous les toasts des vieux cavaliers. Enfin, le 17, Charles aperçut la royale cité d'Édimbourg, des hauteurs de Corstorphine. Avant d'y entrer avec lui, voyons ce qui s'était passé dans cette ville depuis le départ de sir John Cope.

CHAPITRE XIV.

LES WHIGS ET LES JACOBITES D'ÉDIMBOURG. — SÉCURITÉ. — ALARME. — PRÉPARATIFS DE DÉFENSE. — ÉDIMBOURG EN 1745. — LES DRAGONS. — LA MILICE BOURGEOISE. — NOUVELLES DE SIR JOHN COPE. — LES VOLONTAIRES SOUS LES ARMES. — APPROCHE DES MONTAGNARDS. — CONDUITE DES DRAGONS. — MARCHE DES VOLONTAIRES. — SCÈNE TOUCHANTE. — LA CUIRASSE DE JOHN MACCLURE. — SOMMATION DE CHARLES-ÉDOUARD. — PRUDENCE DU LORD PRÉVÔT. — EXAGÉRATION DE LA PEUR. — INDÉCISION. — ÉDIMBOURG AU POUVOIR DES MONTAGNARDS.

Sir John Cope avait laissé les whigs d'Édimbourg pleins de confiance dans sa promesse d'étouffer promptement l'insurrection. Ceux qui faisaient à Charles-Édouard l'honneur de lui supposer une armée, demandaient comment elle pourrait résister à des troupes régulières : d'autres disaient avec dédain qu'on n'aurait nul besoin de combattre, et qu'il ne faudrait que lire aux rebelles le décret contre les attroupements (*riot-act*), pour les disperser. Ces forfanteries n'étaient pas seulement l'expression de l'opinion habituelle de ceux qui les répétaient, mais encore elles s'adressaient, comme une insulte indirecte, au lord-prévôt et aux autres magistrats municipaux d'Édimbourg, presque tous jacobites, et que le parti contraire se préparait à supplanter dans leurs fonctions lors des élections annuelles qui allaient avoir lieu en septembre. L'amour-propre excité par ces petites brigues locales l'emportait sur les craintes d'une crise politique qu'on était loin de croire imminente. Les jacobites trouvaient leur intérêt à entretenir cette

sécurité; ils affectaient de plaindre les montagnards avec un air de découragement, ou même ils s'indignaient de leur folle témérité, capable de compromettre le repos de leurs amis, plus sages dans leur indifférence. Avant de joindre Charles-Édouard, le fils de Rob-Roy, James Mac-Gregor, qui avait des relations d'amitié avec plusieurs whigs, était arrivé le 26 août du Lochaber. Appelé devant les magistrats, il décrivit l'armée de Charles-Édouard comme composée de vieillards qui avaient cru follement retrouver leur vigueur en défendant une cause déjà défendue par eux dans leur jeunesse, ou de jeunes gens imberbes séduits par les récits de leurs grands-pères, tous formant à peine quinze cents hommes, mal armés, sans discipline, et qui n'attendraient certes pas le général anglais. Ces rapports furent mis dans la gazette, et James Mac-Gregor les confirma de sa bouche à ses amis whigs, sous la forme de confidence. Cependant les proclamations, les manifestes et des lettres du prince sortaient d'une imprimerie secrète, et c'était James Mac-Gregor qui les avait apportés avec ses prétendues nouvelles. Il eut bien soin de disparaître le 31 août, jour où l'on apprit que sir John Cope, tournant le dos à Charles-Édouard, se dirigeait sur Inverness, tandis que celui-ci s'avançait vers les Lowlands. Il y eut bien quelques incrédules qui soutenaient que c'était le prétendant et non sir John Cope qui avait refusé la bataille; mais le duc d'Athole, qui arriva le 1er septembre de son château de Blair, révéla le véritable état des choses. Alors on assembla un conseil extraordinaire pour délibérer sur la défense de la capitale; et les partisans de la maison de Hanovre prirent sé-

rieusement l'alarme, sinon encore pour la couronne de Georges, du moins pour ses fidèles sujets d'Édimbourg.

La capitale de l'Écosse méritait bien à cette époque son nom d'AULD REEKIE (la Vieille Enfumée). Ce n'était pas, comme de nos jours, la réunion de deux villes, l'une noire et antique, l'autre blanche et moderne, qu'on a comparées au farouche Roderic Dhu et à l'aimable Fitz-James, reposant en bonne intelligence sous l'abri du même plaid (1). La ville vieille seule s'étendait entre le mont d'Arthur et le château : l'enceinte pittoresque de ses hautes maisons n'avait d'autre défense au midi que des remparts dégradés, masqués en partie par un faubourg, et dominés par les toits des constructions adjacentes. Du côté du nord, le lit du Loch-North y pouvait bien figurer un vaste fossé; mais l'eau de ce lac était tarie en plus d'un endroit. C'est aujourd'hui une rue par laquelle on va de la ville vieille à la ville neuve.

Sir John Cope n'avait laissé derrière lui que deux régiments de dragons, le 13e et le 14e, le premier commandé par le colonel Gardiner, et le second par le colonel Hamilton; la garnison du château était tout juste suffisante pour la défense de ce poste important, et regardé comme imprenable. Une milice bourgeoise (*trained bands*) avait été instituée sous Jacques VI, et se composait de seize compagnies de 60 à 70 hommes, l'élite des corporations; mais, depuis la révolution de 1688, ces guerriers pacifiques endossaient l'uniforme tout juste une fois tous les ans, le jour de

(1) *La Dame du Lac.*

l'anniversaire de la naissance du roi; et après avoir tiré, en fermant les yeux, de vieux fusils chargés à poudre, ils les livraient de nouveau à leur rouille annuelle dans le magasin municipal. La police de la ville était confiée à une garde urbaine soldée par la municipalité, et sous les ordres du lord prévôt. Cette garde, recrutée parmi les vétérans, et bien connue des lecteurs de Walter Scott, à cause de son capitaine Porteous, de tragique mémoire, ne comptait guère plus de cent hommes.

Il fut décrété, vu l'urgence des circonstances, qu'on lèverait et entretiendrait par souscription un régiment de mille hommes, avec l'approbation du gouvernement. La souscription fut remplie en deux jours; l'approbation du gouvernement ne se fit pas attendre; mais on ne put engager que deux cents hommes, au lieu de mille. Sur ces entrefaites, arriva d'Inverness le capitaine Rogers, aide-de-camp de sir John Cope, qui annonçait aux habitants d'Édimbourg qu'il allait accourir à leur défense, et qu'il demandait au général Guest, gouverneur du château, de lui envoyer des bâtiments de transport à Aberdeen, où il se rendait pour s'embarquer. Le courage revint un peu aux whigs, et ils sollicitèrent du lord prévôt la permission de former un corps de volontaires : le lord prévôt y consentit, en se réservant le droit d'élire les capitaines; mais, soit impartialité, soit qu'il ne crût pas à la bonne foi de leur courage, il désigna pour ces grades les whigs les plus ardents, entre autres M. Georges Drummond, qui prétendait à le remplacer dans sa charge, où il l'avait remplacé lui-même cinq ans auparavant. Les capitaines, au nombre de six, nommè-

rent eux-mêmes leurs lieutenants, formèrent leurs compagnies, leur distribuèrent les armes, qui leur furent remises par le général Guest, et commencèrent à les exercer. Il fut décidé aussi qu'on travaillerait aux fortifications de la ville, et chacun s'y porta avec zèle; mais le 10 septembre commencèrent les élections des syndics de corporations, et les fortifications furent négligées par tous ceux qui croyaient que leurs votes, en cette circonstance, étaient encore plus nécessaires que leurs bras au salut de la chose publique, quand il s'agissait d'appuyer les candidats qui réclamaient le prix de leur zèle pour la maison de Hanovre.

Le séjour de Charles-Édouard à Perth, et le bon vent qui poussait les bâtiments de transport dans la direction d'Aberdeen, redonnèrent quelque confiance aux whigs, jusqu'au moment où ils apprirent que les montagnards avaient passé le Forth. Les portes de la ville furent alors barricadées; on fit venir quelques canons de Leith; mais on ne pouvait se dissimuler qu'Édimbourg était hors d'état de soutenir un siége. Le lord prévôt, que ses opinions exposaient à la censure, et qui n'échappa pas même depuis à un procès de haute trahison (1), s'acquitta de ses fonctions comme aurait pu le faire un prévôt mieux intentionné pour la maison de Hanovre. Dans la même milice s'enrôla également

(1) Traduit devant la cour criminelle et jugé, après un emprisonnement de quatorze mois, le lord prévôt Archibald Stewart fut acquitté; mais les vexations des whigs lui firent déserter Édimbourg : il alla s'établir à Londres comme marchand de vin; et, soit que son vin fût réellement bon, soit que les jacobites anglais le trouvassent tel par opinion politique, il eut bientôt fait fortune.

le jeune ministre de Gladsmuir, Robertson, l'historien futur de Charles-Quint (1). Mais la conduite des whigs les couvrit d'un ridicule que n'a pu dissimuler l'historien John Home, témoin oculaire, ou plutôt acteur dans chaque scène. Cette péripétie risible aurait pu amener un dénoûment sanglant, si la lâcheté des troupes régulières n'avait été d'accord avec la poltronnerie des bourgeois pour opposer, au caractère chevaleresque de Charles-Édouard et de ses Highlanders, des héros dignes du Falstaff et du Pistol de Shakspeare. John Home était alors étudiant en théologie à l'université d'Édimbourg. Trop jeune et trop ardent pour rester inactif, son imagination l'entraînait du côté plus poétique des jacobites; mais ses opinions de famille, et la profession de ministre presbytérien qu'il voulait embrasser, le jetèrent, avec une vingtaine de ses condisciples, dans le parti contraire. Il fut un des premiers volontaires de la compagnie dite *Compagnie du Collége*, qui se mirent sous les ordres du capitaine Drummond. Six compagnies de volontaires formaient environ cinq cents hommes, qui tous paraissaient disposés à marcher à la rencontre du prétendant avec les dragons et la garde urbaine, dès que le tocsin les appellerait aux armes.

En effet, le dimanche 15, le service divin était commencé dans les églises; les ministres prêchaient contre le pape et le prétendant, tous l'épée au côté, pour rappeler au moins, par ce signe, le caractère belliqueux de leurs prédécesseurs du covenant. Tout à coup la cloche fatale a retenti; les fidèles, déser-

(1) *Biographie du docteur Robertson*, par lord Brougham, 1845.

tant leurs pasteurs, courent sur la place de Lawnmarket, où ils trouvent les volontaires rangés en bataille. Bientôt le pavé des rues s'ébranle sous les pas des chevaux : ce sont les dragons du 14e qui viennent de Leith pour aller joindre à Corstorphine leurs camarades du 13e. Ils entre-choquent leurs sabres, et adressent, en défilant, des acclamations aux volontaires; ceux-ci leur répondent *hourra !* dans un accès de courage, et font mine de vouloir les suivre : mais l'un de ces braves citadins laissait une boutique exposée aux pillards; l'autre, une femme et des enfants en bas âge; celui-là, peut-être, une servante favorite, comme le bailli Jarvie. Au moment d'une cruelle séparation, les larmes coulèrent; les parents, les amis, les épouses, les enfants, se mêlèrent dans les rangs, les uns en faisant entendre le langage de la prudence, les autres, celui de la tendresse. Pour terminer cette scène de désolation, l'ordre du départ fut donné, les tambours battirent aux champs, et le capitaine Drummond, tirant son épée du fourreau, marcha en avant de la première compagnie jusqu'à la porte de l'ouest (West-port). Là, tournant la tête, il fut surpris, ou feignit de l'être, en apercevant tout au plus une vingtaine de ses volontaires; presque tous les autres s'étaient glissés dans les rues transversales, ou étaient demeurés irrésolus dans Lawnmarket; les officiers se plaignant que les soldats refusaient de les suivre, les soldats, que les officiers refusaient de les précéder. Un maître d'écriture, whig prononcé, soit par ingénuité, soit par moquerie, contre ses camarades, s'était fait une cuirasse appropriée à sa profession : c'étaient deux rames de papier blanc dont il avait garni sa poitrine; et, comme s'il

eût douté que dans la mêlée cette armure défensive protégeât longtemps sa vaillante personne, il avait moulé de sa plus belle main, sur une page blanche :

« BONNES AMES,
VOICI LE CORPS DE JOHN MAC-CLURE.
ACCORDEZ-LUI LA SÉPULTURE. »

Mais ce héros lui-même, en apparence si bien préparé à mourir, n'eut pas le cœur de faire un pas au delà de sa maison, située justement au bout de Lawnmarket. La rue en pente de Bow offrit de si nombreuses issues à la désertion, que dans un pamphlet jacobite, attribué à David Hume, la marche des volontaires fut facétieusement comparée au cours du Rhin, qui, après s'être déployé avec pompe dans de fertiles plaines, voit ses eaux décroître et s'épuiser par mille canaux, jusqu'à ce que, réduit à un ruisseau timide, il se perde dans les sables avant d'atteindre l'Océan (1).

Le capitaine Drummond et les volontaires restés sous les armes semblaient encore déterminés à se mettre en campagne, lorsque le ministre Wishart et les autres membres du clergé presbytérien vinrent les supplier de se réserver pour la défense de la ville; alors Drummond envoya un messager au lord prévôt pour prendre ses derniers ordres; le lord prévôt répondit qu'il le félicitait de sa résolution de rester dans

(1) Ce pamphlet, cité dans une critique des ouvrages de Home (Quarterly Review), est intitulé *True account*, etc. : *Exposé de la conduite du lord prévôt d'Édimbourg, etc.* L'anecdote de John Mac-Clure est confirmée par le rédacteur de l'article, qui ne peut être que sir W. Scott.

l'enceinte des murs, et le capitaine de milice congédia sa troupe, non sans se plaindre que son zèle eût rencontré tant d'obstacles.

Pendant la nuit, les dragons, la garde urbaine et le régiment levé par souscription abandonnèrent le coteau de Corstorphine, en n'y laissant qu'un détachement; le général Fowkes, arrivé de Londres, prit le commandement de toutes les troupes; mais bientôt une terreur panique s'empara d'elles, lorsque quelques hommes à cheval, de l'avant-garde des montagnards, ayant tiré en l'air quelques coups de pistolet en s'approchant des dragons postés à Corstorphine, ceux-ci se mirent à fuir à toute bride, et entraînèrent tout le régiment, qu'on vit galoper en désordre sur le terrain où s'élève aujourd'hui la ville nouvelle. Ce spectacle fit renoncer à toute idée de résistance; l'agitation était extrême parmi les membres du conseil municipal, convoqué extraordinairement dans une église. Là, chacun s'efforçait de donner son avis, lorsque tout à coup on apporte une lettre de Charles-Édouard; le lord prévôt s'oppose à la lecture de ce papier séditieux, signé Charles, *prince régent*, s'éloigne, et se fait faire violence pour revenir l'écouter. Cette lettre contenait ce qui suit :

« De notre camp, 16 septembre 1745.

« — Étant sur le point d'entrer dans la capitale de l'ancien royaume de Sa Majesté, nous vous sommons de nous recevoir comme votre devoir vous y oblige. Vous êtes donc requis, au reçu de la présente, de convoquer le conseil municipal, et de prendre les mesures

convenables pour garantir la paix de la ville, que nous désirons vivement protéger. Mais si vous souffrez qu'aucune troupe de l'usurpateur y pénètre ou emporte les canons, les armes et munitions (propriétés publiques et particulières) qui s'y trouvent, nous le considérerons comme une violation de vos devoirs, et un outrage coupable fait au roi et à nous-même. Nous promettons de conserver tous les droits et priviléges de la ville, ainsi que les propriétés particulières des sujets de Sa Majesté; mais si aucune résistance nous est opposée, nous ne pouvons répondre des conséquences, étant fermement résolu d'entrer à tout prix dans la ville; et, dans ce cas, tout habitant qui sera trouvé en armes contre nous ne doit pas s'attendre à être traité comme prisonnier de guerre.

« Charles, P. R. »

Cette lettre servit de texte à une délibération sur la nécessité de se rendre, et des députés furent envoyés *à la personne qui prenait le titre de Prince Régent*, pour traiter ou demander du temps.

Dans ces entrefaites, pendant que les volontaires se rassemblaient de nouveau à Lawnmarket, un homme à cheval, qu'on ne put reconnaître ni jamais retrouver, traversa tout à coup rapidement leurs rangs et les rues de la ville en criant qu'il venait de voir les Highlanders, et qu'ils étaient plus de *treize mille!* Ce fut le dernier coup porté à la valeur bourgeoise, et ces cavaliers aériens, qui menacèrent Jérusalem de tant de malheurs, n'auraient pas été pour les whigs d'Édimbourg un présage plus funeste que l'espèce

d'apparition de cet inconnu mystérieux (1). Les volontaires allèrent déposer leurs armes au château entre les mains du général Guest. Quelques membres de l'ancienne milice seuls se tinrent encore quelques heures sur les murailles ou près des portes, regardant d'un air triste leurs fusils rouillés.

Les députés envoyés au prince revinrent avec une lettre signée John Murray, qui déclarait que les manifestes de Charles-Édouard étant une garantie suffisante pour les citoyens, il les invitait une dernière fois à se soumettre paisiblement. Mais dans l'intervalle était arrivée une missive de sir John Cope, qui annonçait que les vents contraires le forçaient de débarquer à Dunbar, d'où il allait précipiter sa marche sur Édimbourg. Quelques voix parlèrent encore de résistance ; et, après de nouvelles hésitations, les députés repartirent pour une seconde ambassade avec l'intention de gagner du temps ; le prince refusa de les admettre en sa présence, et fit approcher d'Édimbourg sept à huit cents hommes, chargés d'y pénétrer par surprise, afin de terminer toutes ces négociations, ou de faire sauter une des portes avec un baril de poudre. Le hasard les favorisa ; ils arrivèrent au moment où l'on ouvrait la porte de Netherbow pour la voiture qui, ayant conduit les députés, retournait à la remise du loueur, dans le quartier dit de la Canongate. Les Highlanders se précipitèrent entre la porte et les sentinelles, pénétrèrent dans les rues, et

(1) L'historien Henderson ajoute que les *malintentionnés* avaient fait croire aux bourgeois d'Édimbourg que le Prétendant était une *sorte de Goliath, l'un des hommes les plus forts de la terre.* History of the Reb., p. 8.

furent émerveillés de la facilité avec laquelle ils purent y circuler. Un de leurs cris de guerre fit mettre aux fenêtres quelques citoyens en bonnet de nuit; mais presque toute la ville semblait dormir d'un profond sommeil, et quelques heures après, en se réveillant, les bourgeois trouvèrent toutes les sentinelles des murailles relevées de garde par les Highlanders, sans qu'une goutte de sang eût été versée. Des patrouilles nombreuses de ces prétendus sauvages parcouraient les principales rues en assez bon ordre au son des cornemuses, qui faisaient entendre l'air jacobite de 1715 :

— « Will awa' to Sherramuir to haud the Whigs in order, etc. (1) »

(1) Nous irons à Sheriffmoor pour mettre les whigs à la raison, etc.

CHAPITRE XV.

CHARLES-ÉDOUARD A SLATEFORD. — SON ENTRÉE A ÉDIMBOURG. — LA PREMIÈRE VUE D'HOLYROOD-HOUSE. — ACCLAMATIONS. — LE CANON DU CHATEAU. — SIR JAMES HEPBURN DE KEITH. — PORTRAIT DU PRINCE. — SON COSTUME. — LE CHATEAU ET LES APPARTEMENTS D'HOLYROOD. — LA CROIX D'ÉDIMBOURG. — LA PROCLAMATION. — UNE SCÈNE DE CHEVALERIE JACOBITE. — LES DAMES. — LORD ELCHO.

Charles-Édouard avait passé la nuit dans le village de Slateford. Agité d'une impatience bien naturelle, il s'était jeté tout habillé sur un lit, où il lui fut impossible de dormir plus de deux heures. Dès qu'il apprit qu'Édimbourg était occupé par les Highlanders, il monta à cheval, et, au premier signal, toute l'armée se trouva prête à faire son entrée dans la ville. Le château tenait encore pour la maison de Hanovre. Afin d'éviter les boulets qu'il pourrait faire pleuvoir sur les vainqueurs, car il dominait la route directe, le prince et ses montagnards, faisant un détour sur la droite, arrivèrent par Duddingston au « Parc du roi, » où ils pénétrèrent par une brèche pratiquée au mur de clôture. Le « Parc du roi, » promenade favorite du roi Jacques II lorsqu'il habitait Édimbourg, n'étant que duc d'York, comprend dans son enceinte le mont d'Arthur, qui semble protéger à ses pieds le château d'Holyrood, les roches basaltiques de Salisbury, l'ermitage de Saint-Antoine, et le vallon de Saint-Léonard, lieux que la poésie et le roman

ont rendus de nos jours plus célèbres que n'avait fait l'histoire. D'une éminence auprès de l'ermitage, Charles put contempler, pour la première fois, le palais de ses aïeux, sa cour quadrangulaire, et les rondes tourelles de la principale façade. Rien de changé depuis que le fils de Marie Stuart l'avait quitté pour le palais de Theobalds. L'édifice était tout entier debout, avec le drapeau des Stuarts arboré sur le faîte. La chapelle gothique seule n'était plus qu'une ruine, comme pour rappeler au prince que, dans la révolution de 1688, on avait surtout déclaré la guerre au culte de son aïeul, qui s'était plu à la décorer si pompeusement. Charles-Édouard descendit de cheval; déjà le parc et les jardins d'alentour étaient remplis d'une foule empressée de tous rangs, de tous âges et de toutes les opinions. Il y avait beaucoup de curieux, mais parmi eux bon nombre de jacobites : ceux-ci venaient à l'envi offrir leurs félicitations au prince, qui les accueillait avec ce sourire de contentement qui a tant de séduction sur des lèvres royales. L'historien Home, un des témoins de cette scène, convient que la présence de Charles-Édouard émut plus d'un whig. Sa jeunesse, sa taille avantageuse, ses cheveux blonds et bouclés, son teint d'une délicatesse extrême, et différant par sa blancheur du teint un peu plombé de ses ancêtres; son visage d'un ovale parfait, la pose élégante de sa tête, ses yeux bleus et intelligents, l'arc bien dessiné de ses sourcils d'ailleurs peu saillants, son nez régulier et sa bouche petite, tout fut curieusement analysé par les spectateurs. Quelques whigs chagrins essayaient bien de dire qu'il y avait dans les regards du « beau prince » un air de mélan-

colie qui était d'un triste présage au milieu de son triomphe; mais les jacobites, et les dames surtout, à Édimbourg comme à Perth, admiraient sans réserve la bonne mine de leur « Charlie, » comme ils l'appelaient familièrement. Leur imagination se plaisait à décrire et sa personne et son costume. Sur sa veste de tartan à carreaux brillait l'étoile nationale de l'ordre de Saint-André; une écharpe azur et or lui servait de baudrier; et à sa simple toque de velours bleu était attachée la cocarde blanche, qui rappelait la rose de la maison de Lancastre (1). Quand il remonta sur un beau coursier bai qui lui avait été offert par le duc de Perth, les acclamations redoublèrent, car Charles-Édouard était excellent cavalier. « Notre héros ressemble à Robert Bruce, » disaient les jacobites, et cette ressemblance n'était pas tout à fait une illusion (2); mais c'était surtout l'intention de ses parti-

(1) Oh! better Loved he canna be;
Yet, when we see him wearing
Our highland garb sae gracefully,
Tis aye the mair endearing.
Though a'that now adorns his brow
Be but a simple bonnet;
Ere lang we'lle see of kingdoms three
The royal crown upon it.

(*Jacobite Songs.*)

« Ah! il ne peut être davantage aimé; cependant, lorsque nous le voyons porter si gracieusement notre costume montagnard, il nous paraît encore plus cher. Quoique son front ne soit orné à présent que d'une simple toque, avant peu nous verrons sur ce front la couronne de trois royaumes. » (*Chanson jacobite.*)

(2) Le portrait de Bruce était dans Holyrood, et l'on pouvait vérifier la ressemblance.

sans de lui promettre, en parlant ainsi, le succès de ce roi chevalier; et la fortune alors semblait disposée à rendre cette seconde partie de la comparaison encore plus exacte que l'autre.

Au milieu de l'enthousiasme à peu près général, Charles-Édouard pouvait bien oublier, dans ce concours des sujets de son père, les dénominations hostiles de whigs et de torys, pour ne voir autour de lui que des Écossais, tous intéressés à briser la servitude imposée à l'Écosse sous le nom d'Union. Par les manifestes publiés depuis 1715, les Stuarts en appelaient aux souvenirs de l'indépendance nationale autant qu'aux titres de leur famille. Aussi, au moment où Charles-Édouard approchait de la porte du palais, on vit tout à coup s'avancer un gentilhomme en cheveux blancs, James Hepburn de Keith, connu par des principes très-opposés au « droit divin des rois, » et qui plus d'une fois avait hautement blâmé le gouvernement de Jacques VII. Ce gentilhomme, généralement estimé de tous les partis, fut le premier à se montrer le partisan de Charles-Édouard, qu'il regardait comme le champion de la délivrance de l'Écosse. Il voulut en quelque sorte être son héraut dans le palais de ses pères; et, tirant son épée du fourreau, il le précéda d'un air fier jusqu'à l'appartement qu'il devait occuper.

Cependant, par intervalles, le canon anglais du château grondait sur la ville, comme pour protester contre les cris de fête du peuple. Un boulet fut lancé sur le palais, dont il atteignit une tourelle appelée la tour de Jacques V. Les bourgeois s'indignèrent de l'insulte gratuite de ces soldats étrangers, qui auraient

dégradé sans remords un monument précieux de leur antique cité.

Combien on éprouve encore aujourd'hui d'impressions solennelles dans ce château d'Holyrood, où rien n'a changé ni de forme ni de place! Avec quelle émotion Charles-Édouard dut parcourir cette demeure royale, condamnée depuis soixante ans à une sorte de veuvage et de solitude par l'exil de sa famille! Dans une première galerie, il voyait d'abord cette longue suite de portraits de rois que l'orgueil d'Édimbourg cite à l'appui de son antiquité poétique; dans les appartements auxquels cette galerie aboutit, il trouva les premières traces de cette reine dont la tragique mémoire occupe bientôt exclusivement l'attention parmi tant d'images historiques ou fabuleuses. Le lit et les rideaux cramoisis de Marie Stuart, les fauteuils où elle s'est assise, ceux où elle a brodé elle-même son chiffre, devaient y être avec sa corbeille et ses fuseaux; car ils y sont encore, comme aussi l'ineffaçable tache du sang de Rizzio!

Les acclamations du peuple, avide de contempler son prince, arrachèrent plus d'une fois Charles-Édouard aux réflexions que faisaient naître en lui tous ces objets, et le forcèrent de paraître aux fenêtres, pour recevoir les saluts des habitants d'Édimbourg. Une partie de la foule fut bientôt appelée dans un autre quartier de la ville pour assister à une cérémonie imposante qui eut lieu au carrefour de la Croix de High-Street, autour du monument aujourd'hui détruit, où se faisaient de temps immémorial toutes les proclamations des actes publics. On décora d'un tapis la galerie où montèrent les hérauts et les pour-

suivants d'armes, revêtus de leur costume officiel. Une troupe de Highlanders se rangea en double haie dans la rue; les trompettes firent entendre leurs fanfares, les cornemuses, leurs pibrochs; et quand la foule eut fait silence, un nommé David Beat proclama le roi Jacques VIII, lut l'ordonnance qui nommait Charles-Édouard régent, et termina cette lecture par celle d'un manifeste du prince, daté de Paris le 16 mai 1745. Les innombrables fenêtres des maisons de High-Street, dont quelques-unes comptent plus de dix étages, étaient garnies de dames qui agitaient des mouchoirs blancs, pour exciter les acclamations du peuple. L'amour du roi légitime semblait universel, comme si toutes les fautes de la dynastie étaient expiées par ses malheurs. Le dévouement semblait porté à ce degré d'enthousiasme qui enfante des prodiges, et il y avait, dans tout ce qui se passait à cette aurore d'une seconde restauration, une sorte de renaissance de la chevalerie. Pendant que les hérauts d'armes proclamaient Jacques et son fils, on vit, au pied de la galerie, M[ress] Murray de Broughton, dame d'une rare beauté, montée sur un coursier élégant, l'épée nue à la main, comme une héroïne du Tasse ou de l'Arioste; d'autres dames distribuaient des rubans blancs à leurs frères et à leurs amants; car ce n'est pas seulement dans le roman de WAVERLEY que l'on pourrait citer des conversions au jacobitisme opérées par l'amour (1),

(1) M. Chambers cite l'anecdote d'un jeune artiste devenu depuis sir Robert Strange, et à qui Miss Himley, dont il était amoureux, déclara qu'elle ne le reverrait plus s'il ne s'enrôlait sous les drapeaux du prince légitime. L'artiste obéit, fit la campagne,

Lorsque Charles-Édouard était entré à Holyrood, on avait remarqué à sa droite le duc de Perth, et à sa gauche lord Elcho; celui-ci était le fils aîné du comte de Wemys, seigneur très-considéré, qui, regrettant de ne pouvoir joindre la bannière des Stuarts à cause de son grand âge, avait envoyé son fils au prince, avec une somme de cinq cents livres sterling. Lord Elcho n'était que depuis deux jours dans l'armée jacobite; sa présence devait rassurer les whigs autant que la démarche solennelle de James Hepburn de Keith; car, sans être un whig comme celui-ci, lord Elcho passait pour être encore plus attaché à l'indépendance nationale qu'à la cause jacobite.

La veille de la prise d'Édimbourg, Charles-Édouard avait vu venir encore à lui sir Robert Threipland, qui, habitant la capitale de l'Écosse, dut lui porter les vœux des jacobites, et l'instruire du peu de résistance que les whigs étaient en état de faire.

Lockhart de Carnwath, Graham d'Airth, Rollo de Lowburn, le poëte Hamilton de Bangour, sir David Murray, et plusieurs autres, avaient déjà précédé sir Robert de Threipland, ou ne tardèrent pas à le suivre.

et fut récompensé en épousant sa maîtresse. Le nom de sir Robert Strange est connu des amateurs de belles estampes.

CHAPITRE XVI.

RETOUR DE SIR JOHN COPE. — JOHN HOME. — MARCHE SUR ÉDIMBOURG. — ZÈLE DES VOLONTAIRES. — LE CLERC DE PROCUREUR JACOBITE. — LES HUÎTRES ET LE VIN DE XÉRÈS. — DEUX PRISONNIERS. — CHARLES-ÉDOUARD SE DÉCIDE A LIVRER BATAILLE. — RENCONTRE DES DEUX ARMÉES. — DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES. — ANDERSON DE WHITBURGH. — LA NUIT, LE BROUILLARD, LA SURPRISE. — LA BATAILLE DE PRESTON-PANS. — LES MAC-GREGORS. — DÉROUTE DE L'ARMÉE ANGLAISE. — BON MOT. — LETTRES DU PRINCE CHARLES-ÉDOUARD ET DE SON PÈRE.

Pendant que Charles-Édouard faisait son entrée à Édimbourg, sir John Cope débarquait au port de Dunbar, à vingt-sept milles de distance. Parvenu d'Inverness à Aberdeen par de longs circuits, le général anglais y avait trouvé ses bâtiments de transport, et un vent favorable avait facilité son retour vers la capitale de l'Écosse. Il surveillait le débarquement de ses troupes et de ses bagages, opération qui dura deux jours, lorsque le 18 septembre il vit arriver sa cavalerie, c'est-à-dire les dragons que la terreur panique poursuivait encore. Arrêtés un moment pendant la nuit du 16 à quelques milles de Leith, ces pauvres soldats, ayant entendu le cri d'un des leurs qui se laissa choir dans un trou à charbon, crurent que c'étaient les Highlanders, et remontant à cheval se remirent à fuir jusqu'à Dunbar, oubliant leur colonel, qui s'était logé dans sa propre maison, située sur cette route. Le lendemain, le colonel, surpris de cette désertion, courut après eux, et fit recueillir dans des charrettes couvertes leurs armes, qu'ils avaient jetées çà et là pour fuir plus vite. Le 18, arriva à

Dunbar un jeune étudiant de l'université, l'auteur fûtur de la tragédie de « *Douglas,* » et d'une Histoire de cette même rébellion jacobite, qui dit au général qu'il était resté à Édimbourg pour assister à l'entrée des rebelles, moins par curiosité que pour s'assurer, par ses propres yeux, de l'état de leurs forces. Ils n'étaient guère, ajouta-t-il, plus de deux mille, irrégulièrement armés, les uns avec des fusils, les autres avec de simples claymores, et plusieurs avec des espèces de longues faux appelées haches d'armes du Lochaber; d'ailleurs, sans artillerie, sans munitions, et n'ayant point de cavalerie. Sir John Cope reprit confiance, quoique le jeune volontaire ne lui dissimulât pas que des renforts étaient attendus d'heure en heure par les Highlanders. Sir John lui-même fut rejoint à Dunbar par le comte de Home, qui, revêtu d'un grade dans la garde de Georges II, ne pouvait se dispenser en conscience d'offrir ses services. Le jeune volontaire, qui tenait à honneur d'appartenir à cette illustre famille, remarqua avec douleur que le noble comte n'emmenait que deux domestiques pour toute suite, lui qui eût pu lever jadis un corps plus nombreux que les deux armées réunies. On vit aussi presque toutes les autorités administratives et judiciaires d'Édimbourg venir se mettre sous la protection du pouvoir militaire, ayant déserté la ville, de peur d'être forcées d'y violer le serment de leurs places.

Ce fut le 19 septembre que l'armée de sir John Cope quitta Dunbar pour aller camper dans la plaine de Haddington, à seize milles d'Édimbourg. Quand la nuit vint, on proposa d'envoyer en reconnaissance

les volontaires qui suivaient l'armée. Ils étaient seize; huit partirent d'abord, et ils furent de retour à minuit sans avoir rien aperçu; des huit autres qui se mirent à leur tour en campagne, « il n'en reparut que six, dit Home, et qui ne nous en apprirent pas davantage (1). » Or, les deux autres étaient MM. Francis Garden, depuis lord Gardenstone, et Robert Cuningham, qui devint général par la suite. Ces deux jeunes gens avaient choisi les côtes pour leurs explorations. En approchant de Musselburgh, ils évitèrent le pont, de peur d'être remarqués; et, profitant de la marée basse, traversèrent l'Eske à l'endroit où cette rivière se jette dans la mer. Par malheur il y avait sur l'autre bord une guinguette renommée pour son vin de Xérès et ses huîtres, comme l'attestaient deux pyramides d'écailles de chaque côté de la porte. Ils entrèrent, et se mirent gaiement à oublier les malheurs de la guerre autour d'une bouteille. Leurs joyeux ébats attirèrent l'attention d'un clerc de procureur qui passait par là, se rendant à l'armée jacobite; car une jeune mercière qu'il aimait lui avait attaché de ses mains un gros nœud de rubans blancs à son chapeau. Il donna un coup d'œil par la fenêtre, reconnut les deux vedettes, et, prévoyant que la marée montante les forcerait de s'en retourner cette fois par le pont, qui était étroit et presque impraticable, il alla s'y placer en embuscade, bien résolu à débuter par un exploit qui lui fît honneur auprès de Charles-Édouard et aux yeux de sa belle. Quand les volontaires s'approchèrent, il grossit sa voix sans se montrer, et cria : « Garde à

(1) *History of the rebellion*, *by* Home.

vous! » comme s'il n'était pas seul, si bien qu'il fit deux prisonniers sans brûler une amorce. Il les conduisit immédiatement à Duddingstone, où campait l'armée de Charles-Édouard, et les remit à John Roy Stuart, capitaine de la garde du prince. John Roy parlait de les faire pendre comme espions; mais ils en furent quittes pour la peur, grâce à la recommandation d'un officier du même corps, Colqhoun de Grant, qui avait été leur camarade d'enfance. Ils confirmèrent l'avis qu'on avait déjà reçu, que sir John Cope devait le lendemain, 20 septembre, continuer sa marche. Le prince et ses officiers furent d'accord pour lui épargner la moitié du chemin. On demanda à Mac-Donald de Keppoch, qui avait servi en France, s'il pensait que la partie fût égale entre les Highlanders et les troupes régulières. « J'avoue, dit-il en s'adressant au prince, que nos clans ne se sont point battus depuis longtemps; mais les Chefs seront bientôt dans la mêlée, et les simples soldats ne les y laisseront pas seuls. — Eh bien! s'écria Charles-Édouard, je ne resterai pas plus en arrière. »

Au point du jour, les sons de nouvelles cornemuses annoncèrent un renfort de deux cent cinquante montagnards : c'étaient les Grants de Glenmorriston, quelques Mac-Lachlans, et des hommes d'Athole, qui ne furent pas les derniers à marcher en avant. Le reste de l'armée avait mis à profit trois jours de repos : son courage et sa confiance semblaient avoir doublé par la prise d'Édimbourg. Charles-Édouard traversa les rangs pour aller se placer à l'avant-garde. Au moment de donner le signal, il montra son épée nue : « Mes amis, dit-il, j'ai jeté le fourreau. » Une

bruyante acclamation fut la réponse des montagnards, et ils partirent avec joie. Au sortir du village de Duddingstone, l'un d'eux, apercevant une maison en construction, y courut, prit un balai qu'il attacha au bout d'une perche; et cet étendard grotesque fut salué comme un emblème, signifiant que les soldats anglais allaient être *balayés* de l'Écosse.

Sir John Cope entrait dans la plaine située entre Preston et Seaton, lorsque lord Loudon, son adjudant général, et lord Home, son quartier-maître général, qu'il avait envoyés pour reconnaître l'emplacement où il se proposait de camper ce jour-là près de Musselburgh, revinrent à toute bride lui annoncer que les rebelles s'avançaient à sa rencontre. Sir John, surpris, se félicita d'être arrêté du moins sur un terrain avantageux; et il eut encore le temps de ranger ses troupes en bataille, étendant sa droite vers la mer, et sa gauche vers le village de Tranent. Bientôt les Highlanders parurent, et les deux armées se saluèrent d'une clameur qui retentit comme le roulement de la foudre dans les rochers voisins. Charles avait à dessein pris une route oblique pour se trouver sur le terrain le plus élevé, d'où ses montagnards pourraient, d'après leur tactique, fondre avec impétuosité sur l'ennemi. Sir John Cope, qui s'était attendu à voir déboucher les montagnards par la route directe, fut forcé de changer sa position. Il appuya sa droite sur le village de Preston, et sa gauche sur Seaton-House. Derrière lui étaient la mer et Cockenzie; son front de bataille se terminait à un marais coupé par un fossé profond; position forte sans doute, mais qui semblait l'accuser de chercher plutôt la

défensive qu'à livrer bataille. En effet, le prince, prévenu de la nature du terrain, chargea M. Ker de Gradon d'aller le reconnaître. Cet officier, monté sur un petit cheval blanc, parcourut tout le front de l'ennemi, essuyant avec un sang-froid imperturbable une grêle de balles; il ne revint qu'après s'être assuré de la largeur et de la profondeur du fossé. D'après son rapport, convaincu qu'on ne pourrait le franchir sans danger, Charles-Édouard feignit de vouloir attaquer le flanc droit des Anglais, qui reprirent alors leur première position. A part quelques coups de canon tirés sur les montagnards, ce jour-là les deux armées s'en tinrent à des évolutions, qui furent exécutées avec tant de précision par les troupes régulières, que sir John Cope s'applaudit de sa supériorité en fait de tactique, sans s'apercevoir qu'il était comme enfermé dans le cercle borné où ses soldats manœuvraient si bien, tandis que les Highlanders pouvaient se mouvoir presque en tous sens autour de lui.

Le mois de septembre avait été jusque-là d'une sérénité remarquable, quoique les nuits eussent toute la froidure habituelle de la saison et du climat. La nuit du vendredi 20 septembre amena une brume épaisse et glaciale, qui parut plus sévère aux soldats de Cope, habitués à de bons bivouacs, qu'aux enfants des montagnes. Le général anglais ordonna d'allumer de grands feux dans ses positions, et fit jouer de temps en temps son artillerie, pour prouver aux rebelles qu'il serait difficile de le surprendre par une attaque nocturne. Ayant consulté ses officiers, Charles-Édouard se porta de l'ouest à l'est de Tranent, où le marais paraissait plus praticable, avec l'intention d'attaquer

les Anglais de ce côté au point du jour. Les Highlanders s'enveloppèrent de leurs plaids, et goûtèrent quelques heures de sommeil. Charles-Édouard, dédaignant d'aller chercher un abri et un lit dans le village de Tranent (1), s'étendit, comme le dernier des siens, au milieu d'un champ, sur un amas de cosses de pois; mais à peine avait-il fermé les yeux qu'il fut éveillé par lord Georges Murray, qui avait été réveillé lui-même par M. Anderson de Whitburgh, propriétaire du marais dont il a été fait mention. M. Anderson était du nombre des patriotes désintéressés qui, comme James Hepburn, s'étaient déclarés pour le prince depuis son entrée à Édimbourg. Il s'était souvenu d'un passage plus sûr que celui par lequel le conseil de guerre avait arrêté qu'on irait attaquer l'armée anglaise. Il exposa son plan au prince et aux autres chefs, promettant de guider lui-même l'armée sans que l'ennemi pût la voir passer, ni la troubler par sa mousqueterie.

En conséquence, dès trois heures après minuit, les Highlanders commencèrent à défiler en silence. La nuit d'abord, et plus tard le brouillard, favorisèrent le secret de leur marche. Quand la tête de la colonne

(1) Dans l'après-midi, Charles-Édouard était allé dîner à la petite auberge du village, en compagnie du duc de Perth et d'un autre officier. Ils ne purent se procurer qu'un potage au mouton. La tradition raconte que l'hôtesse, de peur d'être pillée par les Highlanders, avait fait disparaître toutes ses cuillers d'étain : il fallut que le prince et ses deux convives se contentassent de deux cuillers de bois pour trois, et d'un couteau de boucher pour couper la viande du bouillon, qu'ils mangèrent avec leurs doigts. (CHAMBERS' *History*.)

fut parvenue au marais, quelques dragons en vedette crièrent *qui vive?* firent feu, et allèrent donner l'alarme. A l'endroit indiqué, on avait jeté un pont sur le fossé rempli d'eau courante pour le service d'un moulin voisin. Charles-Édouard, s'étant élancé des premiers, jaloux de donner l'exemple, s'enfonça dans la fange du marécage; mais il eut bientôt trouvé la terre ferme.

La tête de la colonne, se dirigeant vers la mer, ne ralentit le pas que lorsque l'arrière-garde eut franchi après elle le passage; et alors, faisant un demi-tour à gauche, chaque corps prit à la hâte son rang de bataille. L'aile droite, commandée par le duc de Perth, fut formée des Mac-Donalds; c'était pour eux une place héréditaire depuis que Bruce la leur avait assignée à Bannockburn, en reconnaissance de l'hospitalité qu'il avait reçue de leur Chef dans les Hébrides. Les Camérons et les Appin-Stuarts, qui l'avaient réclamée, se contentèrent de former l'aile gauche, commandée par lord Georges Murray; au centre furent réunis les régiments du duc de Perth et des Mac-Gregors. C'était la première ligne; la seconde, qui était destinée à agir comme réserve, se composait des hommes du clan d'Athole et des Robertsons, derrière l'aile droite; des Mac-Lachlans et des Mac-Donalds de Glencoe, sous les ordres de lord Naïrn, derrière l'aile gauche. Le prince était entre les deux lignes, entouré du petit nombre de cavaliers qu'il avait sous ses ordres. Il n'avait point d'artillerie, excepté un vieux canon tout au plus bon à être chargé à poudre, mais que les montagnards avaient voulu traîner avec eux, et pour lequel ils avaient ce respect religieux que les

Vendéens de nos jours montraient à la fameuse Marie-Jeanne (1).

Sir John Cope rangea son armée en une seule ligne de bataille. Le régiment dit de Murray formait sa gauche, celui des Lees sa droite, huit compagnies du régiment de Lascelles et deux de celui de Guise son centre, sans compter les dépôts de divers régiments et quelques volontaires; les deux régiments de dragons souvent cités flanquaient les deux ailes de l'infanterie anglaise, celui de Gardiner la droite, celui de Hamilton la gauche. Sur la droite était placée l'artillerie, qui consistait en six canons assez mal servis. Une garde veillait aux bagages qui étaient à Cockenzie, où sir John Cope avait passé la nuit. Les forces étaient à peu près égales des deux côtés, quant au nombre; les jacobites comptaient environ deux mille quatre cents hommes, les Anglais deux mille deux cents; mais la première ligne seule des jacobites prit une part active au combat.

Sans être précisément surpris, sir John Cope ne s'attendait pas à être attaqué sitôt. Quand le soleil pénétra le brouillard, il vit les montagnards s'avancer rapidement sur lui, mais sans qu'il pût juger si c'était en bon ordre: en effet, à travers l'espèce de clarté fantastique qui les enveloppait, les vides nom-

(1) Cette vieille pièce d'artillerie, du temps des premiers Jacques, était connue sous le nom de *Mons-Meg*. Après 1746, elle avait été transportée à la Tour de Londres. Lorsque le roi Georges IV visita Édimbourg, sir Walter Scott lui demanda, comme une faveur, la *restauration* de Mons-Meg au château d'Édimbourg. Georges IV y consentit; mais le retour de la vieille pièce n'eut lieu qu'en 1828, sous le ministère de lord Wellington.

breux de leurs rangs causés par l'inégalité du terrain, ou plutôt par leur impétuosité mal réglée, semblaient remplis par la vapeur elle-même, dont un poëte aurait pu comparer les tourbillons aux images de la mythologie ossianique. Parvenus à la portée du mousquet, ils poussèrent leur cri de guerre, déchargèrent leurs fusils, tirèrent leurs claymores du fourreau, et tenant leurs dagues (*dirks*) de la main gauche, ramenée à la hauteur du visage pour se couvrir de leurs petits boucliers, ils fondirent, selon leur coutume, sur les habits rouges, à travers la sombre fumée de la mousqueterie et du canon. Le premier rang des Anglais croisait la baïonnette; mais les montagnards, fléchissant un genou et relevant les fusils des soldats avec leurs dagues, les égorgeaient sans défense; puis, rejetant les cadavres sur le second rang, continuaient le carnage dans une lutte terrible corps à corps. Semblables à nos Vendéens, on vit les Camérons et les Stewarts, après avoir adressé une courte prière au ciel, fondre sur les batteries de sir John Cope et s'en emparer, mais sans songer à les tourner contre l'ennemi.

A l'extrémité de l'armée anglaise, les dragons n'attendirent pas le choc de cette infanterie sauvage; les escadrons prirent la fuite l'un après l'autre, sans écouter leurs officiers. Les dragons de Gardiner, qui se trouvaient opposés aux Camérons, furent sans doute épouvantés de l'audace avec laquelle ceux-ci se jetèrent sur les canons. A l'aile gauche, les dragons de Hamilton, voyant galoper leurs camarades, ne tirèrent pas même un coup de carabine, et lâchèrent pied à l'approche des Mac-Donalds. La déroute devint alors générale; mais le sang coula encore dans un duel

d'homme à homme, chaque fois que le désespoir ou l'impossibilité de fuir ralliait quelques Anglais. Ce fut pour les Highlanders l'occasion de ces exploits extraordinaires qui sembleraient n'être possibles qu'à un peuple de géants. Rien n'égalait surtout le ravage de cette arme particulière appelée la hache d'armes du Lochaber, espèce de faux ou de cognée fixée à une perche. On en vit qui, dans les mains des Mac-Gregors, rasaient en un clin d'œil les têtes de dessus les épaules, ou fendaient un homme en deux. La claymore n'était guère moins redoutable dans les mains des montagnards de ce clan. Leur capitaine James Drummond Mac-Gregor était tombé, dès le premier choc, atteint de deux balles; mais, se relevant sur un coude: « Je ne suis pas mort, mes enfants, cria-t-il, et je regarde si vous faites votre devoir (1). »

Le chevalier de Johnstone, aide de camp de lord Georges Murray, cite un jeune montagnard, encore imberbe, qui avait tué à lui seul quatorze soldats anglais. Un autre conduisit, comme un troupeau de moutons, dix prisonniers qu'il avait faits à la fois. On se croit revenu à ces temps de prouesses que nous n'avons fait qu'esquisser d'après Froissart, « lorsque « messire Archambaud de Douglas, qui étoit bon che- « valier et fort craint de ses ennemis, mettoit pied à « terre, et mettoit au devant de son visage une longue « épée qui avoit d'allumelle deux aunes, et à peine la « pouvoit un autre lever de terre; mais elle ne lui « coustoit rien à manier, et en donnoit des coups si « grands, que tout ce qui ascousyvoit il mettoit par

(1) Johnstone's *Memoirs*, page 36.

« terre, et n'y avoit si hardi de la partie des Anglais « qui ne refusast ses coups (1). »

Colqhoun de Grant avait, la veille, relâché les deux volontaires qui avaient été pris sur le pont de l'Eske; il faillit les remplacer par une compagnie entière de dragons, qu'il poursuivit presque jusqu'au château d'Edimbourg, sur le cheval d'un officier qu'il avait tué.

Le fils aîné de sir Robert Threipland fut moins heureux : des soldats anglais, auxquels il criait de se rendre, se retournant et le voyant seul, s'arrêtèrent, et le tuèrent à coups de sabre.

Le colonel Gardiner avait résolu de ne pas survivre à la lâcheté de ses dragons. C'était un vétéran du temps de Marlborough, qui, après avoir eu une jeunesse dissipée, s'était jeté dans une dévotion mystique; brave officier d'ailleurs, et dont la vie a été écrite pour être proposée en exemple au soldat chrétien (2). Il combattait à la tête d'un régiment d'infanterie qu'il avait rallié, lorsqu'il fut pourfendu par une des fatales faux des Mac-Gregors, à la porte même de sa maison de campagne. A part quelques exceptions, la panique des Anglais, dans cette affaire, parut presque incroyable : il n'en serait échappé qu'un bien petit nombre si Charles-Édouard avait eu de la cavalerie, et si les clans, selon leur usage, n'avaient préféré le butin à la destruction des vaincus. Sir John Cope s'était décidé à fuir comme les autres jusqu'à Berwick. Le sentier dans lequel il tourna bride re-

(1) Chronique de Froissart.

(2) Doddridge's *Life of colonel Gardiner*.

tient encore le nom de « chemin de John Cope. » Lorsque le général arriva à Berwick, on prétend que lord Mark Kerr ne put résister au plaisir de lui faire un compliment ironique souvent répété : « Sir John, vous êtes le premier général de l'Europe qui ait apporté la première nouvelle de sa défaite. »

Les étendards anglais furent déposés aux pieds de Charles-Édouard, qui montra dans cette journée une modération généreuse, après avoir payé noblement de sa personne. Il embrassa cordialement les Chefs de clans, et, s'occupant des blessés des deux partis avec le même intérêt, il ne songea à lui qu'après avoir songé aux autres : Home, Henderson et les autres historiens whigs en sont réduits à attribuer son humanité à sa politique. Il n'oublia pas, il est vrai, d'utiliser la victoire en s'emparant de la caisse militaire de sir John Cope, qui contenait quatre mille livres sterling; puis, ayant surveillé l'exécution de ses ordres les plus pressés, il alla loger cette nuit à Pinkie-House, château du marquis de Tweeddale (1).

Les Highlanders ne perdirent à la bataille de Gladsmuir, ou de Preston-Pans, que trente à quarante hommes, dont trois officiers. Quatre-vingts furent blessés. Les Anglais laissèrent sur le champ de bataille ou dans la retraite cinq cents morts et plus de mille prisonniers, avec leurs tentes, leurs bagages, leurs canons et presque tous leurs drapeaux.

Les Highlanders se montrèrent ardents au pillage;

(1) Il avait d'abord dîné sur le champ de bataille, à la table improvisée des Mac-Gregors, aussi sobrement mais plus gaiement que la veille à Tranent. (HENDERSON, *History*.)



mais ils secondèrent aussi volontiers l'humanité du prince en prodiguant des soins aux blessés. La fureur du combat satisfaite fit place à la générosité.

Les ministres épiscopaux d'Écosse, comme nous l'avons remarqué déjà, étaient en général pour les Stuarts : il y en eut même un qui, ayant suivi les Highlanders depuis Doune jusqu'à Preston-Pans, repartit à pied pour sa cure après la victoire, et, ayant fait un voyage de 50 milles, arriva le dimanche matin dans son église, à temps pour prêcher et annoncer à ses paroissiens que Dieu venait de favoriser la bonne cause.

Ce ne fut que dans les premiers jours d'octobre que Charles-Édouard put trouver le temps d'écrire lui-même, à son père, une lettre dans laquelle il résumait les principaux résultats de l'heureuse journée de Glasdmuir (1). C'est bien là une lettre intime, rédigée avec la familiarité et la rapidité du style militaire. Une autre main que celle du prince avait tracé, sans

(1) « Édimbourg, 7 octobre 1745.

« Sire,

« Il m'est impossible de vous donner un journal détaillé de ce que « j'ai fait jusqu'ici, la surcharge des affaires ne m'en laissant pas le « temps. Toutefois, je dois profiter de cette occasion pour vous « relater brièvement la bataille de Gladsmuir, livrée le 21 septem- « bre, et qui a été une des plus surprenantes actions qui aient « jamais été. Nous avons gagné une victoire complète sur le géné- « ral Cope, qui commandait sept mille fantassins et deux régi- « ments des meilleurs dragons de l'île; lui, étant avantageusement « posté, avec des batteries de canon et des munitions; nous, n'ayant « ni chevaux ni artillerie, et, pour les attaquer dans leur poste, « étant obligés de passer devant leur nez, dans un défilé et un ma- « récage. Notre première ligne seule a eu occasion de combattre; « car, tout d'abord, et en cinq minutes, le champ de bataille a été « balayé, tous les fantassins tués, blessés ou faits prisonniers, et de

doute, l'épître sentencieuse qui fut publiée avec sa signature, et datée du 21 septembre, v. s. Il nous semble y reconnaître la manière de l'ancien gouverneur, sir Thomas Sheridan, qui, en traduisant d'ailleurs les opinions libérales et les sentiments généreux de Charles-Édouard, se croyait obligé de leur donner la forme d'une thèse, comme si le héros de *la Doutelle* n'avait pas encore quitté son déguisement ecclésiastique (1). N'y a-t-il pas quelque chose de pédantesque à dater, d'un champ de bataille, une lettre qui rétablissait, entre la dynastie régnante et celle des Stuarts, un procès théologique où sont mis en cause les évêques anglicans, les protestants athées, etc.? Mais ce que le secrétaire officieux, sinon officiel du prince, lui faisait dire sur les blessés, se retrouve heureusement dans la lettre authentique du jeune vainqueur, qui s'était montré si humain sur le champ de bataille, et qui répondit, à ceux qui l'engageaient à menacer ses prisonniers de les traiter comme l'Électeur

« la cavalerie deux cents se sont échappés, comme des lapins, « l'un après l'autre. De notre côté, nous avons perdu cent hommes, « tués ou blessés : l'armée a eu ensuite un beau butin.

« Je suis très-embarrassé sur ce que je dois faire de mes prisonniers blessés. Si je fais un hôpital de l'église, on se récriera sur cette « grande profanation, et l'on répétera que je manque à mon manifeste, par lequel je m'étais engagé à ne violer aucune propriété. « Si les magistrats voulaient s'en mêler, ils m'aideraient à sortir « de cette difficulté : advienne ce que pourra, je suis décidé à ne « pas laisser ces pauvres blessés dans la rue. *Si je ne puis mieux « faire, je convertirai le palais en hôpital, pour le leur abandonner.* »

(1) J'ai rejeté à l'*appendice* cette lettre que M. Chambers, à qui je l'avais empruntée, n'a pas reproduite dans la dernière édition de son ouvrage sur les rébellions jacobites.

traiterait les siens : « Non, non, il est au-dessous de moi de faire des menaces vaines, et je n'exécuterai jamais celles-là : jamais je ne ferai fusiller de sang-froid ceux que j'ai sauvés dans la chaleur de l'action, au péril de ma propre vie. » De telles paroles valent mieux que les phrases philosophiques de la lettre que les partisans de Charles-Édouard crurent devoir lui attribuer pour servir de commentaire à sa première victoire.

La victoire de Preston-Pans dut sans doute confirmer Jacques III dans le projet d'abdiquer en faveur de son fils, projet pour l'exécution duquel il demandait depuis un mois l'assentiment de Louis XV, en même temps qu'il le suppliait de pardonner à ce fils sa *témérité*. Voici comment ce monarque s'était cru obligé de blâmer et de justifier, en même temps, l'entreprise de Charles-Édouard sur la nouvelle de ses premiers succès :

« LE ROI JACQUES III A S. M. LOUIS XV (1).

« Rome, ce 5 août 1745. (24 juillet, n. s.)

« Ce n'est que depuis peu de jours que j'ai appris, « à mon grand étonnement, que mon fils est actuel-« lement parti des côtes de France pour se rendre « en Écosse. Il a pris et exécuté cette résolution sans « me consulter, sachant bien que je n'aurais jamais « approuvé qu'il fît une telle démarche, surtout à l'insu « de Votre Majesté ; je l'ai donc ignorée absolument ; « mais étant faite, je vous avoue sincèrement que je « ne saurais m'empêcher de l'admirer. Il me mande « d'avoir écrit lui-même à Votre Majesté en partant ;

(1) Cette lettre est en français dans les *Stuarts papers*.

« et quoique je ne prétende pas excuser son silence « envers elle auparavant, je m'assure qu'elle fera moins « d'attention à un pareil manquement qu'au courage « et aux sentiments qui le font agir, et qu'elle voudra « bien le croire d'autant plus digne de son amitié et « de sa protection, qu'il tâche d'imiter son exemple « et de suivre ses traces, en affrontant les plus grands « périls pour arriver à l'accomplissement de ses justes « desseins. Il est certain que sa conduite présente fera « une grande impression sur l'esprit de ses compa- « triotes, et que je ne regarderais pas comme tout « à fait impossible qu'il puisse réussir sans secours « étrangers. Mais cela serait de ces événements extra- « ordinaires, sur lesquels il ne faut pas compter; et « je croirais tenter la Providence si, dans la présente « importante conjoncture, je n'implorais avec toute « l'instance possible l'aide et l'assistance de Votre Ma- « jesté, sans lesquelles il est bien difficile que la pré- « sente tentative puisse réussir.

« Votre Majesté a fait venir mon fils en France; et « comme il y a demeuré une année et demie, elle n'aura « certainement pas perdu de vue l'objet pour lequel « elle l'a fait venir; c'est à présent ou jamais à mettre « la main à l'œuvre, les moindres délais pouvant être « dangereux, tandis qu'avec peu de risques et de frais, « Votre Majesté pourra achever l'ouvrage que mon fils « et mes sujets fidèles ont commencé tout seuls. Quel « regret n'aurait point le cœur de Votre Majesté, s'ils « venaient tous à périr faute d'un petit secours! Et, « d'autre part, quelle gloire et quelle consolation pour « elle à se rendre ma patrie et ma famille redevables « de leurs libertés et de leur bonheur? Enfin, après

« Dieu, toute ma confiance est en Votre Majesté, et « après lui aussi notre sort est entre ses mains. Je ne « mettrai donc point de bornes à mes espérances.

« L'exemple de mon fils aîné anime, comme de « raison, mon cadet; il ne saurait souffrir patiemment « de se voir à Rome tandis que son frère est en Écosse; « et quoique les dangers et les difficultés de sortir de « ce pays-ci soient plus grands que jamais, il fera ce- « pendant plutôt l'impossible que de ne pas se rendre « au plus tôt à Avignon, pour y attendre les ordres de « Votre Majesté.

« A l'égard de moi-même personnellement, il y a « longtemps que Votre Majesté est instruite de mes « réflexions et de mes vues, par rapport à une renon- « ciation à mes droits en faveur de mon fils : je per- « siste toujours dans les mêmes sentiments, avec cette « différence, cependant, que ce que je croyais autre- « fois devoir être avantageux à ma famille me paraît « devenir à présent indispensable et nécessaire même « pour mon honneur. Mes infirmités augmentent avec « mes années; et je croirais agir avec témérité, je puis « même dire avec peu de bonne foi, si je prétendais « me charger du poids du gouvernement, lorsque je « suis absolument incapable d'aucune fatigue, soit de « corps, soit d'esprit, et par conséquent nullement « en état de remplir les devoirs d'un prince sur le « trône, tandis que j'ai la consolation d'avoir un fils « en état de travailler avec assiduité et succès au bien « de son peuple, et qui a déjà eu occasion de mon- « trer qu'il est digne de le gouverner. D'ailleurs Votre « Majesté sentira bien l'impression que fera sur le pu- « blic de voir mon fils exposé à mille risques et dans

« gers en Écosse en combattant pour sa famille et sa « patrie, pendant qu'on me verrait immobile dans la « ville de Rome. Le public ne saurait juger que des « apparences extérieures, et s'en tiendrait au simple « fait, sans faire trop d'attention à l'impossibilité ab- « solue où je suis de sortir à présent d'Italie, à cause « de ma santé, et de la guerre qui empêche un libre « commerce dans ce pays-ci. Dieu seul sait quand les « chemins seront libres, et voilà encore un nouveau « motif pour ne pas différer davantage ma renoncia- « tion. Le vrai temps de la publier serait quand je « saurai mon fils heureusement débarqué en quelque « partie de la Grande-Bretagne; mais cependant, quel- « que convenable et nécessaire que je trouve cette « démarche, je ne veux pas prendre sur moi de la « publier que de concert et avec l'agrément de Votre « Majesté, et je la supplie de ne pas tarder à me faire « savoir ce qu'elle en pense, désirant être dirigé par « ses conseils en cela et en toute autre chose. Votre « Majesté excusera, j'espère, la longueur de ma lettre; « mais dans cette importante occasion je ne pouvais « me dispenser de lui ouvrir mon cœur sans réserve « sur ce qui regarde ma propre personne et celle de « mes enfants; nous lui sommes tous trois inviolable- « ment attachés, et j'ose répondre qu'elle ne nous « trouvera jamais indignes de son amitié et de sa bien- « veillance.

« De Votre Majesté,

« Le bon frère et cousin,

« Jacques, R. »

En même temps Jacques III écrivait au ministre de Sa Majesté Très-Chrétienne :

« AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

« Rome, ce 11 août 1745.

« J'ai cru que je ne pouvais vous écrire par un « canal qui vous fût plus agréable que celui du car- « dinal de Tencin, de qui vous recevrez cette lettre. « J'en joins une autre pour Sa Majesté Très-Chré- « tienne; je vous prie de la lui remettre, et d'en ap- « puyer le contenu avec toute l'efficacité de vos bons « offices auprès d'elle. En assistant mon fils sans délai, « c'est mettre une prompte et glorieuse fin à la guerre; « mais si elle l'abandonne, il est perdu, et je pourrai « dire ma patrie avec lui. Après le compte que m'a « rendu M. O'Bryen de vos sentiments obligeants pour « nous, je ne saurais douter de vos dispositions. Je « m'adresse donc à vous avec toute confiance, dans « une conjoncture également critique et importante « pour nous. Vous avez à cœur la gloire du roi, dont « vous avez la confiance. Vous avez, vous-même, des « sentiments dignes de la place que vous occupez ; « ainsi que ne dois-je pas espérer de vous, envers qui « j'ai tous les sentiments d'estime et d'amitié que vous « méritez si justement de moi ?

« JACQUES, R. »

Nous trouvons annexée à ces deux lettres une apostille ministérielle; c'est M. le comte de Maurepas qui

consulte son collègue, et lui demande : « Croyez-vous « qu'il convienne que le roi réponde ou ne réponde « rien à ce pauvre roi Jacques ? Un mot de consola- « tion serait, il me semble, bien digne du bon cœur « de Sa Majesté. »

Politique vraiment sentimentale, qui avait besoin d'être réchauffée par la victoire de Preston-Pans!

Les jacobites anglais avaient besoin aussi de ce stimulant; et Charles-Édouard fit partir, le 22 septembre même, pour l'Angleterre, un agent nommé Hickson, que les instructions écrites de la main du prince autorisaient à dire aux chefs du parti qu'ils seraient inexcusables devant Dieu et les hommes de ne pas venir le rejoindre immédiatement avec de l'argent et des provisions : « *Je désire que le pays souffre le moins possible de la marche des troupes;* qu'ils sachent qu'il ne s'agit plus de délibérer : aujourd'hui ou jamais! je suis résolu à vaincre ou à périr. Si je périssais, qu'ils voient ce qui les attend, eux et leur postérité. » Malheureusement M. Hickson fut arrêté à Newcastle, et, ces instructions étant trouvées sur lui, on le mit en prison (1).

(1) *Culloden papers.*

APPENDIX

AU TOME Ier.

MANIFESTE, DÉCLARATIONS, LETTRES, ETC.

I.

DÉCLARATION DE SA MAJESTÉ JACQUES ROI (1).

Jacques VIII, par la grâce de Dieu roi d'Écosse, d'Angleterre, de France et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., à tous nos bien-aimés sujets, de quelque rang et qualité qu'ils soient, salut.

Ayant toujours porté la plus constante affection à notre ancien royaume d'Écosse, d'où nous tirons notre royale origine, et où nos ancêtres ont régné avec gloire pendant la plus longue succession de rois dont puisse se vanter aucune monarchie jusqu'à ce jour, nous ne pouvons voir qu'avec le plus profond chagrin les maux que souffrent nos sujets sous une domination étrangère et usurpée, et les intolérables fardeaux journellement ajoutés à ce joug; ce qui nous devient encore plus sensible quand nous considérons l'affection et le zèle constant que la généralité de nos sujets de notre ancien royaume nous a témoignés en toute occasion, et particulièrement quand nous eûmes la satisfaction d'être nous-même au milieu d'eux (2).

Nous voyons une nation, fameuse par sa valeur, et hautement estimée par le plus grand des souverains étrangers, réduite à la condition d'une province, sous le spécieux prétexte d'une union

(1) Je publie cette pièce telle qu'elle fut écrite ou traduite en français dans les journaux du temps.

(2) Allusion à 1715.

avec un plus puissant voisin. En conséquence de cette union prétendue, des taxes exorbitantes et sans exemple ont été imposées et levées avec rigueur, malgré toutes les représentations; elles ont dû produire cette pauvreté et cette décadence du commerce qu'on prévoyait aisément devoir être les conséquences nécessaires de mesures si oppressives.

Pour prévenir les effets d'un juste ressentiment, nos fidèles montagnards, peuple de tout temps belliqueux, ont été privés de leurs armes. On a bâti des forteresses et l'on a mis des garnisons là où nulle invasion étrangère ne pouvait être appréhendée, et l'on a introduit chez eux un gouvernement militaire comme dans un pays conquis. Il est aisé de prévoir quelles peuvent être les conséquences de ces actes d'une violence inouïe, si l'on n'y remédie à temps; et il n'est pas moins manifeste qu'on ne saurait y remédier que par notre restauration au trône de nos ancêtres, dont les âmes royales n'ont jamais admis ces principes destructeurs.

Nous croyons inutile de rappeler quelle a toujours été notre sollicitude, et combien de fois nous avons exposé notre personne royale pour parvenir à cette grande fin, que la divine Providence semble maintenant nous accorder le moyen d'atteindre, en mettant nos bons et loyaux sujets d'Angleterre en état de secouer le joug sous lequel ils ont aussi senti leur part des communes calamités. Notre ancienne expérience ne nous laisse aucun doute sur la joyeuse et zélée concurrence de nos sujets d'Écosse pour l'achèvement de ce grand et glorieux ouvrage; mais afin que la mémoire des troubles passés ne puisse empêcher personne de revenir à son devoir, et de retrouver le bonheur dont il jouissait auparavant, nous croyons convenable de publier nos gracieuses intentions envers notre peuple.

C'est pourquoi, par notre royale déclaration, nous pardonnons et remettons absolument toute trahison et autres crimes commis jusqu'ici contre le roi notre père, ou contre nous-même. Nous n'exceptons du bienfait de ce pardon que ceux qui, après cette publication, s'opposeront volontairement et méchamment à nous, ou ceux qui se montreront ou sembleront disposés à se montrer en armes contre notre service.

Nous déclarons en outre que nous voulons, dans le plus bref délai, convoquer un parlement libre, afin que, par l'avis et l'assis-

tance d'une telle assemblée, nous puissions réparer les maux causés par une si longue usurpation, et délivrer notre peuple de l'insupportable fardeau du droit sur la drèche, ainsi que de toutes les impositions et les rigueurs qui ont été les conséquences de la prétendue union ; en sorte que la nation puisse recouvrer l'honneur, la liberté et l'indépendance dont elle jouissait autrefois.

Nous promettons aussi, sur notre parole royale, de protéger, assurer et maintenir tous nos sujets protestants dans le libre exercice de leur religion, dans la pleine jouissance de tous leurs droits, priviléges et immunités, et dans la sûre possession de toutes les églises, universités, écoles et colléges, suivant les lois du pays.

Nous sommes prêts à confirmer tout cela dans notre premier parlement, dans lequel nous promettons de passer tout acte qui sera jugé nécessaire pour assurer à chacun la pleine jouissance de sa liberté et de sa propriété, pour encourager le commerce, soulager le pauvre, et consolider le bonheur général et la tranquillité de la nation. Sur tous ces points nous sommes pleinement résolus d'agir toujours par l'avis de nos parlements, et de n'estimer aucun titre autant que celui de *père de notre peuple*, que nous mériterons toujours par nos constants efforts pour assurer le repos et le bonheur de tous nos sujets.

Nous nous appliquerons particulièrement à établir, encourager et maintenir la pêche et les manufactures de toile, dont nous sentons l'avantage pour la nation; avantages, nous l'espérons, qu'il nous était réservé d'assurer. Relativement à ceux qui paraîtront le plus zélés pour le recouvrement de nos justes droits et la prospérité de leur pays, nous prendrons soin de les récompenser suivant leurs rangs et leurs mérites. Nous promettons particulièrement, comme il est dit ci-dessus, notre plein, libre et général pardon à tous les officiers, soldats et marins maintenant engagés au service de l'usurpateur, sur mer ou sur terre, pourvu qu'après la présente publication, et avant qu'il y ait eu aucun combat contre nos troupes, ils quittent ledit service et retournent à leur devoir; auquel cas nous leur payerons tout l'arriéré qui leur sera dû alors par l'usurpateur. Nous accorderons aux officiers leur même grade, sinon un peu plus haut encore; et à tous les soldats et marins une gratification de toute une année de paye pour leur empressement à entrer à notre service

De plus, nous promettons et déclarons que les vassaux de ceux qui, sans égard à notre présente déclaration, persisteront dans leur rébellion, et perdront par là tout droit à notre clémence royale, seront délivrés de leur première servitude, et que les terres qui leur seront accordées par des donations et des chartes relèveront immédiatement de la couronne, pourvu que, sur la publication de notre déclaration, ils se déclarent ouvertement pour nous, et servent de tout cœur la cause de leur pays.

Ayant ainsi déclaré nos intentions à nos bien-aimés sujets, nous les requérons et leur commandons de nous assister dans le recouvrement de nos droits et de leurs propres libertés; que tous nos sujets, depuis l'âge de seize à soixante ans, aient à se rassembler immédiatement sous notre royal étendard, ou qu'ils se joignent aux premiers qui se montreront pour nous dans leurs comtés respectifs; qu'ils saisissent aussi les chevaux et les armes de toute personne suspecte, et toutes les munitions, fourrages, etc., pour l'usage de nos troupes.

Nous commandons aussi expressément à tous les receveurs, collecteurs, ou autres personnes qui peuvent être nanties de sommes levées au nom et pour l'usage de l'usurpateur, de retenir ces sommes entre leurs mains, jusqu'à ce qu'elles puissent les payer à quelque personne de distinction publiquement engagée à notre service, et les réclamant pour nous; leurs reçus seront une suffisante décharge pour les collecteurs, receveurs, etc.

Enfin, nous requérons tous les shérifs des comtés, intendants de seigneuries, et leurs députés respectifs, les baillis et tous les magistrats des bourgs royaux, et tous ceux à qui il peut appartenir, de publier cette déclaration dans les carrefours de leurs villes et bourgs respectifs; et là de nous proclamer, sous peine d'être poursuivis selon la loi, pour leur négligence d'un devoir si important. . . . . .

Donné en notre cour, à Rome, le vingt-troisième jour de décembre 1743, et la quarante-troisième année de notre règne.

J., R.

II.

JACQUES, R.

Comme nous avons l'espoir prochain d'être rétabli au trône de nos ancêtres par les bons sentiments de nos sujets pour nous; et comme, d'après la situation présente du pays, il nous est absolument impossible d'y être en personne lorsque sera arboré notre royal étendard, et même quelque temps après, nous estimons que, pour notre service et le bien de nos États et royaumes, il nous faut nommer et constituer, comme par le présent acte nous nommons et constituons, notre très-cher fils Charles, prince de Galles, seul régent de nos royaumes d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et de tous nos autres États, pendant notre absence. C'est notre intention et volonté que notre dit très-cher fils possède et exerce tout ce pouvoir et cette autorité, qui, suivant l'ancienne constitution de nos royaumes, ont été possédés et exercés par d'autres régents. Requérons tous nos fidèles sujets de rendre toute due soumission et obéissance au régent ci-dessus nommé, comme représentant immédiatement notre personne royale, et agissant par notre autorité. Nous révoquons toute autre commission de régence accordée à quelque autre personne que ce soit. Enfin, nous le dispensons de toutes autres formalités, déclarant cette commission aussi valide que si nos grands sceaux y étaient apposés, et qu'elle fût dans les formes et le style accoutumés.

Donné sous notre seing et privé, en notre cour, à Rome, le vingt-troisième jour de décembre 1743, dans la quarante-troisième année de notre règne.

Jacques, R. (*Loco sigilli.*)

III.

CHARLES, PRINCE RÉGENT.

En vertu de la ci-dessus commission de régence, accordée à nous par le roi notre père, nous venons maintenant pour exécuter le bon plaisir et la volonté de Sa Majesté, en déployant son éten-

dard royal, et soutenir son droit incontestable au trône de ses ancêtres.

C'est pourquoi, au nom de Sa Majesté, et conséquemment à la teneur de ses diverses déclarations, nous accordons un plein, libre et général pardon pour toutes les trahisons, rébellions et offenses quelconques, commises avant cette publication contre notre royal grand-père, contre Sa Majesté actuelle, et contre nous-même.

Nous reconnaîtrons un juste droit au bienfait de ce pardon à ceux des sujets de Sa Majesté qui témoigneront leur désir de l'accepter, soit en joignant promptement nos troupes, soit en arborant l'étendard royal, soit en se rendant pour notre service là où il est arboré, ou du moins en renonçant ouvertement à tous prétendus engagements envers l'usurpateur, et à toute obéissance à ses ordres ou à ceux de toutes personnes employées par lui, ou agissant publiquement pour lui.

Relativement à ceux qui se montreront les plus zélés pour le recouvrement des justes droits de Sa Majesté et la prospérité de leur pays, nous prendrons soin de les récompenser suivant leurs rangs et leurs mérites. Nous promettons particulièrement, comme il est dit ci-dessus, un plein, libre et général pardon à tous les officiers, soldats et marins maintenant engagés au service de l'usurpateur, pourvu que, sur la présente publication, et avant tout combat contre les troupes de Sa Majesté, ils quittent ledit service et retournent à leur devoir; car ils doivent sentir que nul engagement avec un usurpateur ne peut dispenser de la fidélité qu'on doit à son souverain naturel. Pour les encourager au devoir et à l'obéissance, nous promettons aux officiers un plus haut grade à notre service, sinon le même que celui dont ils jouissent actuellement, ainsi que l'entier payement de l'arriéré qui leur sera dû au moment où ils se déclareront pour nous; et à tout soldat et dragon qui se joindra à nous, aussi bien qu'à tous marins et matelots de la flotte qui se déclareront pour nous et nous serviront, nous garantissons tout leur arriéré, et une année entière de paye en gratification, aussitôt que la tranquillité sera rétablie.

En outre, nous promettons et déclarons au nom de Sa Majesté, et en vertu de ladite commission, qu'aussitôt que cet heureux état de choses sera obtenu, le roi s'appliquera, par l'avis d'un libre parlement, dans lequel ni corruption ni influence quelconque ne pour-

ront diriger les votes, à établir, confirmer et assurer tous les droits ecclésiastiques et civils de tous ses royaumes; Sa Majesté étant pleinement résolue à maintenir l'Église d'Angleterre suivant la loi établie, ainsi que les Églises protestantes d'Écosse et d'Irlande, conformément aux lois de chaque royaume, avec la tolérance pour tous les protestants dissidents. Sa Majesté étant ennemie de toute persécution et oppression quelconque, particulièrement pour ce qui regarde la conscience et la religion; étant nous-même parfaitement convaincu de la raison et de l'équité des mêmes principes, nous promettons en conséquence et déclarons que tous les sujets de Sa Majesté seront, par elle et par nous, maintenus dans la pleine jouissance et possession de tous leurs droits, priviléges et immunités, et spécialement de toutes les églises, universités, écoles et colléges conformes aux lois du pays, lesquelles seront toujours l'invariable règle du gouvernement de Sa Majesté et de nos propres actions.

Afin que notre entreprise puisse s'effectuer avec aussi peu d'inconvénient que possible pour les sujets du roi, nous requérons tous les officiers et magistrats civils, maintenant en place, de continuer jusqu'à nouvel ordre à exercer leurs emplois respectifs, en notre nom et par notre autorité, autant qu'il est nécessaire pour le maintien de la justice, de l'ordre et de la paix; voulant en même temps qu'ils obéissent exactement aux ordres et directions qui pourront émaner de nous, ou de ceux qui seront investis de quelque partie de notre puissance.

Nous commandons aussi à tous les employés des douanes, à tous les percepteurs d'impôts, de quelque dénomination qu'ils soient, et à tous ceux qui peuvent avoir quelque partie des deniers publics entre leurs mains, de les verser dans celles de quelque agent principal autorisé par nous, et de prendre en échange son reçu, qui leur sera une suffisante décharge. En cas de refus, nous chargeons ces agents de lever ces mêmes impôts pour notre usage, et d'en être comptables envers nous, ou les autorités préposées à cet effet.

Ayant ainsi sincèrement, et en la présence du Tout-Puissant, déclaré les intentions et les vrais sentiments du roi notre père, aussi bien que les nôtres propres, nous requérons tous ses bien-aimés sujets de nous assister dans le recouvrement de ses justes droits et

de leurs propres libertés ; que tous, depuis l'âge de seize à soixante ans, se rangent sous l'étendard royal de Sa Majesté, ou se joignent à ceux qui se montreront pour son service dans leurs comtés respectifs ; qu'ils confisquent les chevaux et les armes de toute personne suspecte, et tous les fourrages, munitions et quoi que ce soit pour l'usage de nos troupes.

Enfin, nous requérons tous les maires, shérifs, et autres magistrats de quelque dénomination qu'ils soient, leurs députés respectifs, et tous autres à qui il peut appartenir, de publier notre déclaration sur les places de leurs cités, villes et bourgs ; et là de proclamer Sa Majesté, sous peine d'être poursuivis conformément à la loi, pour avoir négligé un devoir si important ; car, de même que nous avons généreusement et sincèrement offert un libre et général pardon du passé, nous avertissons aussi les sujets de Sa Majesté que nous abandonnerons à la rigueur de la loi tous ceux qui dorénavant s'opposeront à nous, ou volontairement concourront à quelque acte civil ou militaire au détriment de notre cause et de nos droits, ou au préjudice de ceux qui, suivant leur devoir et nos intentions publiquement manifestées, se déclarent et agissent pour nous.

Donné à Paris, le 16 mai 1745.

C., P. R.

IV.

DÉCLARATION DU PARLEMENT D'ANGLETERRE EN RÉPONSE AUX PIÈCES PRÉCÉDENTES.

« *Décidé* (resolved)

« par les lords spirituels et temporels et par les communes, assemblés en parlement, que les deux écrits signés Jacques, R., et datés de Rome le 23 décembre 1743, et les quatre imprimés signés Charles, P. R., datés des 16 mai, 22 août, 9 et 10 octobre 1745, sont de faux, scandaleux et traîtres libelles, à dessein d'empoisonner les esprits des sujets de Sa Majesté, contenant les plus malignes et les plus audacieuses insinuations pour commettre les plus abominables trahisons ; d'infâmes calomnies contre le gou-

« vernement, la couronne et la personne sacrée de Sa très-excel-
« lente Majesté le roi Georges II, notre seul légitime souverain; de
« séditieuses et présomptueuses déclarations contre la constitution
« de l'union de ces royaumes; représentant la haute cour du par-
« lement, légalement assemblée par l'autorité de Sa Majesté, comme
« une assemblée illégitime, et comme nuls tous les actes du parle-
« ment passés depuis l'heureuse et dernière révolution; que lesdits
« imprimés sont pleins de la dernière arrógance et des plus inso-
« lents affronts à l'honneur de la nation britannique, supposant
« que les sujets de Sa Majesté sont capables de s'en laisser imposer,
« d'être séduits ou effrayés par de fausses et injurieuses invectives,
« d'insidieuses promesses ou de vaines et impuissantes menaces,
« ou de se laisser assez abuser pour échanger la libre jouissance de
« leurs droits et de leurs libertés tant civiles que religieuses, sous le
« gouvernement bien établi d'un prince protestant, pour le papisme
« et l'esclavage, sous un prétendant papiste et bigot, depuis long-
« temps exclu par les plus solennels serments et les plus sages
« lois, en faveur de notre glorieuse constitution.

« Décidé

« par les lords spirituels et temporels et les communes, assem-
« blés en parlement, qu'en signe d'horreur et de détestation pour
« de si viles et traîtres pratiques, lesdits imprimés seront brûlés
« par les mains du bourreau au palais de la Bourse, à Londres, le
« jeudi 12 du courant, à une heure après midi, et que les shérifs
« de Londres présideront à cette exécution. »

V.

LETTRE DE CHARLES-ÉDOUARD A SON PÈRE.

« Perth, 10 septembre 1745.

« SIRE,

« Depuis mon débarquement, tout a réussi selon mes souhaits; il a plu à Dieu de me conduire jusqu'ici et de dépasser mes espérances. J'ai réuni treize cents hommes, et l'on m'en promet d'autres encore, gens de cœur, résolus à vaincre ou mourir avec moi. L'ennemi a fait marcher un corps de troupes régulières pour m'at-

taquer; mais, arrivés près de nous, ces hommes ont changé d'avis, et, prenant une autre route, ils se sont échappés vers le nord, faisant des marches forcées, au grand désappointement de mes montagnards. Je n'en suis nullement fâché; j'aurai plus de gloire à les battre lorsqu'ils seront plus nombreux, et soutenus par les dragons.

« J'ai eu tous les jours occasion de réfléchir aux dernières paroles de Votre Majesté, — que je trouverais le pouvoir, s'il était tempéré par la justice et la clémence, chose facile pour moi, et bien accueillie de ceux qui seraient au-dessous de moi. C'est par l'observance de cette règle, et par le soin de me conformer aux coutumes de nos Écossais, que j'ai gagné leurs cœurs à un degré que ne sauraient concevoir ceux qui n'en sont pas témoins. A voir la discipline que j'ai établie, on prendrait ma petite armée pour un corps de vétérans; à voir la bonne amitié et l'harmonie qui règnent parmi nous, on nous considérerait comme une grande famille, dans laquelle chacun des membres aime mieux les autres que lui-même.

« Je me porte mieux dans ces sauvages montagnes que dans la *Compagna felice*, et j'y dors mieux en couchant sur la dure que je ne faisais dans les palais de Rome.

« Il est une chose, une seule, sur laquelle j'ai eu quelque différend avec mes fidèles montagnards. C'est au sujet du prix que j'ai mis à la tête de mon parent, ce qui, j'en suis sûr, connaissant l'humanité et la générosité de Votre Majesté, vous choquera comme je fus choqué lorsqu'on me montra la proclamation par laquelle on mettait aussi ma propre tête à prix. Je souris, et traitai cette pièce avec le dédain qu'elle méritait : là-dessus nos montagnards d'entrer dans une violente colère, et d'insister pour que je répondisse par une proclamation semblable. Comme cette insistance ne provenait que de l'amour de ces pauvres gens pour moi, je ne savais comment m'en fâcher; et j'essayai de les calmer en leur représentant que c'était là un lâche et barbare principe parmi les princes, qui devait les déshonorer aux yeux de tous les gens d'honneur; et que je ne voyais pas comment l'exemple donné par mon cousin me justifierait d'imiter ce que je blâmais tant en lui. Mais rien de tout ce que je pus dire ne parvint à les apaiser. Quelques-uns allèrent jusqu'à dire : Risquerons-nous notre vie pour un homme qui semble si indifférent pour la sienne? C'est ainsi que

j'ai été entraîné à faire une chose que je blâme moi-même.

« Votre Majesté sait que, de ma nature, je ne suis ni cruel ni vindicatif. Dieu, qui connaît mon cœur, m'est témoin que si le prince qui me force à cela (car c'est lui qui m'y a forcé) était en mon pouvoir, mon plus grand plaisir serait de le traiter comme le Prince Noir traita son prisonnier le roi Jean, afin de le rendre honteux de s'être montré si inhumain envers un homme qui n'a fait que ce qu'il ferait lui-même, et qu'il mépriserait s'il ne l'eût fait, en supposant qu'il ait du cœur.

« Je prie Votre Majesté d'être sans inquiétude sur moi. Il est en sûreté, celui que Dieu protége. Si je meurs, ce sera comme j'ai vécu, avec honneur; et la vie m'est plus qu'indifférente, quand je pense que j'ai un frère, sous tous les rapports, plus digne que moi de soutenir votre juste cause et de délivrer mon pays de l'oppression sous laquelle il gémit (s'il consent à se laisser délivrer). Comme je connais et admire le courage avec lequel Votre Majesté supporte les infortunes, et le généreux dédain que vous avez mis à repousser toutes les offres d'une assistance forcée, à des conditions que vous pensiez être déshonorantes pour vous et nuisibles à votre patrie, si des amis aussi intéressés que braves voulaient prendre avantage de la tendre affection qu'ils savent que vous avez pour moi, j'espère que vous rejetterez leurs propositions avec la même magnanimité que vous avez montrée jusqu'ici : laissez-moi au besoin me tirer d'affaire moi-même, comme Édouard III laissa son fils, lorsqu'il fut en danger d'être accablé par le nombre de ses ennemis. Non, Sire, qu'il ne soit jamais dit que pour sauver votre fils vous avez sacrifié votre pays. Lorsque vos ennemis mêlent à la lutte des troupes étrangères, et que vous rejetez tout secours étranger à des conditions déshonorantes, vos sujets abusés d'Angleterre doivent voir quel est le vrai père du peuple. Quant à moi, je déclare une fois pour toutes que, tant que je vivrai, je ne consentirai jamais à aliéner une partie de terre qui appartienne à la couronne d'Angleterre; jamais je ne signerai aucun traité contraire à sa souveraineté et à son indépendance. Si les Anglais veulent ma vie, qu'ils la prennent quand ils pourront; mais aucun mauvais traitement de leur part ne me forcera à rien faire qui puisse les justifier de le faire. Je puis être accablé par mes ennemis, mais je ne

me déshonorerai pas. Si je meurs, ce sera l'épée à la main, combattant pour la liberté de ceux qui combattent contre moi.

« Je sais qu'il y aura de nombreuses adresses des diverses corporations d'Angleterre; mais j'espère qu'elles n'en imposeront qu'aux gens de la classe la plus basse et la plus ignorante. On cherchera sans doute à rappeler toutes les fautes et tous les excès du malheureux règne de mon grand-père, pour les imputer à Votre Majesté et à moi, qui n'y avons eu aucune part et en avons plus souffert que personne. Est-il rien de plus déraisonnable que de supposer que Votre Majesté, qui connaît si bien et qui a si souvent considéré les funestes erreurs de son père, voudrait, les yeux ouverts, aller les recommencer?

« Malgré les assurances répétées, données par Votre Majesté dans votre déclaration, que vous ne prendrez le bien de personne, on cherche à persuader aux hommes irréfléchis qu'une des premières choses auxquelles on doit s'attendre, sera de voir le crédit public ruiné : comme s'il était de votre intérêt de vous rendre méprisable aux yeux de toutes les nations de l'Europe et des royaumes sur lesquels vous espérez régner, pauvre roi au dedans, roi insignifiant au dehors! On cherche aussi sans doute à inspirer de vaines terreurs aux possesseurs actuels des biens des églises et des abbayes, comme si c'était l'intention de Votre Majesté de les réclamer tous, oubliant que vous avez vécu trop longtemps dans un pays catholique, et lu trop attentivement l'histoire d'Angleterre, pour ne pas avoir remarqué tous les tristes monuments qu'on y rencontre de la folie de ces princes pieux qui, croyant honorer la religion, l'ont amoindrie en observant des rites superstitieux dans l'Église, élevant ainsi insensiblement une puissance qui n'est que trop souvent devenue plus forte que celle de leurs successeurs!

« Je regrette vivement que le brave lord Maréchal ne soit pas avec moi. Son caractère est très-estimé dans ce pays, et il doit en être de même partout où il est connu. J'aimerais mieux le voir arriver qu'un millier de Français : ne viendraient-ils que comme amis pour aider Votre Majesté à récupérer vos justes droits, les esprits faibles croiraient qu'ils viennent pour les envahir.

« Il est un homme en Écosse que je voudrais avoir pour ami, et c'est le duc d'Argyle, qui, je le vois, est ici en grand crédit par

l'effet de ses talents et de ses qualités. Sa fortune considérable lui donne aussi une clientelle nombreuse; mais on m'a dit qu'il ne faut pas me bercer de cette espérance. Les mauvais procédés que sa famille a reçus de la nôtre lui ont laissé une profonde rancune. Quelle responsabilité pèse sur ces princes qui, par leurs cruautés, ont suscité des ennemis non-seulement contre eux, mais encore contre leurs enfants innocents!

« Je ne puis fermer cette lettre sans rendre justice aux sujets protestants de Votre Majesté, lesquels je trouve aussi zélés pour votre cause que les catholiques romains. C'est ce que m'avait promis souvent le docteur Wagstaff. J'ai le projet de me mettre en marche demain, et j'espère que ma prochaine sera datée d'Édimbourg.

« Je suis de Votre Majesté, etc. »

VI.

A MILORD SEMPILL.

« Gravelines, 15 mars 1744.

« Votre lettre du 10 ne me fait que trop comprendre que les dommages causés par la tempête dans la rade de Dunkerque n'ont pas été diminués dans les relations qu'on en a faites à la cour. Il est vrai que onze ou douze vaisseaux ont été perdus, mais j'apprends qu'il en reste assez pour transporter toutes les troupes qui ont été destinées pour l'Angleterre. Quelques hommes se sont noyés en faisant de trop grands efforts pour se sauver, ce qui m'afflige vivement; mais je ne saurais m'imaginer que ce qui vient d'arriver puisse détourner le R. T. C. de l'exécution d'une entreprise si glorieuse, et dont les suites seront si avantageuses à la France; car il est évident que le débarquement du corps de troupes que nos amis d'Angleterre ont demandé y renversera le gouvernement présent, malgré tout ce que nos malheurs ont donné le temps à l'électeur d'Hanovre de faire pour sa défense; après quoi le R. T. C. pourra régler la paix d'Europe suivant ses justes désirs, puisqu'il n'est point douteux que le roi mon père, rétabli sur le trône de ses ancêtres, n'agisse en cela, et en toutes choses essentielles, de concert avec un ami si généreux. Si quelques-unes des troupes qui ont été

embarquées sont hors d'état de servir, et que l'expédition puisse avoir lieu avant qu'elles soient rétablies, il sera facile de les remplacer par celles qui sont dans le voisinage ; mais on m'assure que les bataillons qui ont le plus souffert sont ceux qui témoignent le plus d'ardeur pour le service de leur souverain dans cette entreprise. Quant aux matelots, on dit que la plupart d'entre eux seront incessamment en état de reprendre leur service; et l'on sait d'ailleurs que S. M. T. C. en a toujours un grand nombre prêts à suppléer à ceux qui peuvent manquer. Nous n'avons encore ici aucune nouvelle de M. de Roquefeuille, et nous ne savons pas s'il est en état de soutenir le transport des troupes contre les efforts de Norris; mais vous savez que l'escadre de Norris, équipée à la hâte et très-mal pourvue de matelots, n'est point si formidable que l'on pense.

« Des rapports bien différents de ceux qui m'ont été faits auront apparemment porté S. M. T. C. à me rappeler de la côte; mais je me flatte qu'elle ne trouvera pas mauvais que j'y reste jusqu'à ce que vous ayez représenté tout ce que je pense sur la situation présente : je m'y suis déterminé avec d'autant plus de franchise que je suis ici tout à fait inconnu, et qu'il n'y a pas le moindre soupçon à mon égard.

« Je ne puis envisager l'état actuel de l'Angleterre sans en être vivement touché, et sans avoir un désir ardent de délivrer la nation du joug sous lequel elle gémit. S'il y avait le moindre lieu de croire que ma présence sans un corps de troupes pourrait avoir cet effet, je m'y rendrais dans un canot sans balancer un moment; mais vous savez que rien n'est possible dans ce pays-là sans une force capable de résister aux premiers efforts du gouvernement, et de donner le temps à la noblesse affidée de se rendre sous l'étendard royal; toute autre levée de boucliers ne ferait qu'appesantir le joug sous lequel nos amis gémissent, en augmentant le crédit et la réputation du gouvernement. Cette considération me retient, et m'empêche de suivre les mouvements de mon zèle; mais je ne puis me résoudre à reculer, jusqu'à ce que vous ayez de nouveau pesé toutes les circonstances avec M. Amelot et avec le ministre de la marine, et jusqu'à ce que ces messieurs aient eu la bonté de rapporter toutes vos réflexions et celles qu'ils auront faites eux-mêmes, au roi leur maître. Faites attention que c'est ici la première

démarche que je fais dans le monde. Quoique le public ignore le lieu de mon séjour actuel, on saura que j'ai été près de celui où se faisait l'embarquement : si je me retire sans rien faire après de si belles espérances, toute la terre dira que les malheurs de ma famille restent attachés à toutes les générations, et n'auront jamais de fin : ces propos, quoique mal fondés, ne laisseront pas de faire une certaine impression ; nos amis en seront affligés, et ils serviront à relever le courage de nos ennemis, que j'apprends avoir été presque abattus par la nouvelle de l'embarquement. Dans cette situation, je dois mettre tout en usage pour soutenir les espérances de nos fidèles amis; et s'il est absolument impossible, dans les circonstances présentes, de transporter en Angleterre le corps de troupes qui y serait nécessaire, je crois qu'on ne peut mieux faire que de tourner ses pensées du côté de l'Écosse.

« Vous savez que les dispositions des sujets du roi mon père me sont connues depuis quelques années; et dès qu'on a été en état d'en donner une idée juste et satisfaisante à la cour de France, je n'ai jamais douté que S. M. T. C. n'eût la générosité de nous mettre en état d'en profiter. Les avances qu'elle a bien voulu faire ont été telles que nous les avions toujours espérées de ses vertus vraiment royales; ces avances auraient même trop prouvé au public son amitié pour des princes malheureux, si elles n'étaient continuées de façon à produire le grand événement qu'on a tant lieu d'en attendre : mais votre lettre m'a rassuré là-dessus; je suis pénétré des bontés de S. M. T. C., et pleinement convaincu qu'elle ne s'arrêtera pas en si beau chemin. Si vous trouvez donc que l'escadre de Brest soit jugée inférieure à ce nombre de vaisseaux que des contre-temps inévitables ont donné le temps au gouvernement de ramasser pour faire parade, et qu'en conséquence le transport des troupes destinées pour l'Angleterre ne puisse point se faire avec la sûreté requise dans la saison fâcheuse où nous sommes; en ce cas, je vous charge de vous appliquer avec toute l'attention possible à faire connaître les avantages qui doivent résulter d'une expédition en Écosse. Il y a à Dunkerque bien plus de vaisseaux de toute espèce qu'il n'en faut pour transporter le petit nombre de troupes qui sera requis pour ce royaume, et il est essentiel, tant pour mon honneur que pour donner de la confiance à nos amis, que je sois à la tête des premières qui seront employées au service du roi mon

père partout où ce puisse être, et surtout en Écosse, d'où nous tirons notre origine, et où le gros de la nation nous a toujours été inviolablement attaché. Je sais que les régiments irlandais m'y accompagneront avec joie; et si S. M. T. C. veut bien y ajouter deux bataillons français et un régiment de dragons démontés, je me rendrai, avec la bénédiction du ciel, bientôt maître de cet ancien royaume, où je serai en état de former une armée qui occupera toute l'attention et toutes les forces du gouvernement d'Angleterre pour pouvoir me résister. Les dix mille armes et les munitions qui ont été destinées pour l'Angleterre, pourvu que l'on me donne quelques milliers de sabres pour mes montagnards, me suffiront en Écosse, jusqu'à ce que S. M. T. C. puisse commodément m'en envoyer davantage. La somme d'environ quatre cent mille livres, argent de France, qu'on demande pour mettre nos gentilshommes montagnards en état d'entrer en campagne avec leurs vassaux, les quatre sous par jour pour la paye des soldats de l'armée d'Écosse, qu'on supplie S. M. T. C. de vouloir bien avancer pendant les premiers trois mois, et les petits armements dont le milord Maréchal a fait mention, tous ces articles ensemble ne monteront pas à la dépense qu'il faudra faire pour la prise ou la défense d'une seule bonne forteresse en Flandre; au lieu que l'entreprise en Écosse, quelles qu'en puissent être les suites pour les intérêts du roi mon père, rendra du moins les efforts du gouvernement d'Angleterre bien peu considérables sur le continent pendant la campagne prochaine; j'ose même dire pendant que Dieu me laissera la vie.

« D'ailleurs il est visible que ma descente en Écosse fera croire ou qu'on n'a jamais eu dessein de débarquer en Angleterre, ou que, n'y ayant point de concert et d'intelligence, on a été obligé de se rabattre sur un pays plus affectionné à la France et plus attaché à son souverain naturel : cette idée fera tourner tout le poids du gouvernement contre l'Écosse, et facilitera le transport d'un corps de troupes avec le duc d'Ormond pour achever la ruine de l'usurpation présente dans toute la Grande-Bretagne.

« Dans d'autres circonstances, je serais charmé de pouvoir faire la campagne dans une grande armée commandée par des généraux de réputation, et surtout dans quelqu'une des armées françaises, où les rois mon père, mon grand-père, et plusieurs princes de notre maison, ont autrefois acquis de la gloire; mais l'état actuel de la

Grande-Bretagne, et l'attente des peuples auxquels je me dois, m'obligent de tourner toutes mes pensées de ce côté-là. Je le fais avec un zèle qui me porterait à entreprendre le rétablissement du roi mon père et la délivrance de ses sujets opprimés, avec le petit nombre de fidèles Écossais qui ont pu conserver leurs armes. Je sais que la plupart de nos montagnards se joindraient à moi quand même ils me verraient arriver chez eux tout seul et sans appui. Ne me convient-il pas mieux d'aller périr, s'il le fallait, à la tête de ces braves gens, que de traîner une vie languissante dans l'exil et la dépendance ?

« La longueur de cette lettre vous fera sentir combien je suis touché des accidents qui font suspendre l'exécution de notre entreprise ; mais quoique je voie tous les inconvénients de ce retardement, et par rapport aux intérêts de S. M. T. C. et aux nôtres, je n'en suis point abattu, et ne le serai jamais tant que Dieu me fera entrevoir des moyens possibles pour parvenir aux justes fins que nous nous proposons. Je n'ignore pas les nobles sentiments et les bontés de S. M. T. C., et je compte beaucoup sur votre zèle et sur les lumières de ses ministres pour lui faire voir que celles qu'elle pourra avoir pour moi en toute occasion lui seront également utiles et glorieuses.

« *Signé*, CHARLES, P. »

VII.

AU ROI LOUIS XV.

« MONSIEUR MON ONCLE,

« Les obligations que j'ai à Votre Majesté sont si essentielles et se font sentir si vivement, que je trouve à peine des expressions qui y répondent ; mais l'importance de la conjoncture ne me permet plus de garder un silence qui devient incompatible avec ma reconnaissance. Les sages précautions que Votre Majesté a prises en me tenant caché depuis que je suis dans son royaume, et surtout depuis l'ouverture de la campagne, ont entièrement aveuglé le gouvernement présent de la Grande-Bretagne. On a non-seule-

ment renvoyé les six mille Hollandais, mais l'on a même transporté en Flandre plus d'un tiers des troupes réglées qu'on avait auparavant jugées nécessaires pour contenir les peuples dans la sujétion de l'usurpateur. D'ailleurs, ceux d'entre les bons sujets du roi mon père qui donnent le mouvement aux autres, et avec lesquels on avait concerté l'embarquement des troupes françaises, ces sujets fidèles, tant Anglais qu'Écossais, se sont comportés à cette occasion avec tant de prudence et de fermeté, qu'ils paraissent plus dignes que jamais de la confiance dont Votre Majesté les avait honorés. Ils m'ont souvent renouvelé les assurances du zèle avec lequel ils étaient prêts à remplir les engagements qu'ils avaient pris, en cas que les troupes de Votre Majesté eussent débarqué nonobstant l'arrivée des Hollandais et les autres préparatifs du gouvernement pour pouvoir se maintenir; mais aussitôt qu'il fut décidé dans le conseil de l'électeur d'Hanovre de ne laisser en Angleterre qu'un nombre peu considérable de troupes, ils m'en ont donné avis avec une joie extrême; et comme ils pensent qu'on peut, malgré la supériorité de la flotte du gouvernement, transporter un corps de troupes tel que celui que Votre Majesté faisait embarquer à Dunkerque, ils tiennent pour certain qu'avec ce secours j'aurais l'honneur de rétablir le roi mon père, sans exposer la nation aux malheurs d'une guerre civile. Ils disent qu'ils seraient en état de renverser le gouvernement par leurs propres forces, s'ils n'appréhendaient celles que l'usurpateur pourrait faire descendre en Angleterre avant que je pusse former une armée capable de s'y opposer; et ils déclarent que ce n'est que cette appréhension qui les empêche de me recevoir sans autre appui que celui de la justice de ma cause. Tel est le résultat des dernières conférences des principaux royalistes anglais, que milord Barrymore m'a fait savoir par un exprès. Les Écossais, plus ardents et entreprenants, ne s'effrayent point des idées d'une guerre civile: ils viennent de m'envoyer un homme de condition, parent de M. de Mac-Grégor, pour m'assurer que le concert qui y a été formé en 1739 subsiste toujours dans toute sa force; que la disposition générale du pays est si favorable, qu'il ne leur reste plus rien à faire qu'à gagner les troupes que le gouvernement entretient parmi eux, et qu'ils s'y appliquent avec quelque espérance de réussir : mais ils me supplient de ne point attendre des dispositions ultérieures, de saisir l'occasion que l'éloi-

gnement des troupes du gouvernement me présente actuellement, et de faire auprès de Votre Majesté les plus fortes instances pour leur procurer des armes, et le peu de secours dont les Écossais ont besoin pour se mettre en campagne; ils promettent de s'en servir d'une manière qui prouvera à Votre Majesté que l'ancienne vigueur de la nation écossaise n'est point éteinte.

« Ils ajoutent qu'ils renvoient le comte Traquair en Angleterre, pour entretenir et affermir la confiance entre les fidèles sujets des deux royaumes. Ces dispositions tant de l'Angleterre que de l'Écosse sont si heureuses, que j'ai cru en devoir donner moi-même quelque idée à Votre Majesté, et envoyer milord Sempill pour informer plus particulièrement les ministres qui sont auprès d'elle. Si Votre Majesté veut bien permettre que ce milord leur en fasse un rapport, j'ose me flatter que celui qu'ils feront à Votre Majesté la déterminera à m'accorder le corps de troupes que les fidèles sujets de la Grande-Bretagne demandent avec tant d'empressement, ce qui me mettra en état de lui donner dans peu des preuves réelles de la vive reconnaissance dont je suis pénétré, et du respect avec lequel je serai toute ma vie,

« Monsieur mon oncle,

« De Votre Majesté

« Le très-affectionné neveu,

« CHARLES, P.

« Paris, ce 24 juillet 1744. »

VIII.

LE PRINCE CHARLES-ÉDOUARD A SON PÈRE (1).

« Pinky-House près d'Édimbourg, 21 septembre (v. s.) 1745.

« SIRE,

« Depuis ma dernière, datée de Perth, Dieu a daigné accorder aux armes de Votre Majesté un succès qui a dépassé mes espérances. Le 17, nous entrâmes à Édimbourg l'épée à la main, et

(1) Voir, sur cette lettre apocryphe, le chapitre XVI, page 381.

prîmes possession de la ville sans être obligés de répandre une goutte de sang ou d'employer aucune violence. Ce matin, j'ai remporté une victoire signalée avec peu ou point de perte. Si j'avais eu un ou deux escadrons de cavalerie pour poursuivre les ennemis, pas un seul n'eût échappé. Dans l'état des choses, à peine s'il leur reste quelques dragons, qui, par une fuite précipitée, se seront, je crois, jetés dans Berwick.

« Si j'avais obtenu cette victoire sur des étrangers, ma joie eût été complète; mais l'idée que c'est sur des Anglais y a mêlé plus d'amertume que je n'imaginais. Les hommes que j'ai vaincus étaient les ennemis de Votre Majesté sans doute, mais ils auraient pu devenir vos amis et vos loyaux sujets, lorsqu'ils auraient ouvert les yeux et vu le véritable intérêt de leur pays, que vous voulez sauver et non détruire. C'est à cause de cela que j'ai défendu toute réjouissance publique. Je n'entrerai dans aucuns détails de la bataille, préférant que Votre Majesté les connaisse d'après les rapports d'un autre, plutôt que par les miens. Je vous envoie la présente par Stewart, en qui vous pouvez avoir pleine confiance : c'est un homme probe et fidèle, parfaitement instruit de tout ce qui a eu lieu jusqu'à ce jour. Je le regretterai, mais j'espère être bientôt dédommagé de cette perte par son prompt retour, avec les plus agréables nouvelles que je puisse recevoir, je veux dire celles de la santé de Votre Majesté et de mon frère.

« Je vous ai envoyé deux ou trois gazettes pleines des adresses et des mandements des évêques au clergé. Ces adresses sont telles que je les attendais, et ne peuvent en imposer qu'aux faibles et aux crédules. Les mandements sont de la même force, mais plus artificieusement composés. Les évêques ordonnent à leur clergé de faire sentir aux peuples les grands bienfaits dont ils jouissent sous les princes de la famille qui les gouverne actuellement. Ils leur disent d'appuyer sur la scrupuleuse administration de la justice, sur le saint respect des lois, sur la sécurité de leur religion, de leur liberté, de leur propriété. Ce sont là de grands mots qui peuvent en imposer aux esprits irréfléchis; mais celui qui lit avec attention découvre aisément l'imposture. Quel besoin a un prince de troubler le cours ordinaire de la justice, quand il a eu le secret de corrompre la source des lois? N'est-ce pas risquer même de donner l'alarme? N'est-ce pas dire qu'il n'est pas venu pour les protéger

comme il le prétend, mais réellement pour les trahir? Quand ils parlent de la sécurité de leur religion, ils ont bien soin de ne pas dire un mot des progrès effrayants que l'athéisme et l'impiété ont faits depuis quelques années : si j'en crois des hommes de sens, ces progrès sont tels que plusieurs de leurs personnages les plus importants auraient honte de s'avouer chrétiens, et que beaucoup d'autres, d'un rang moins élevé, agissent comme s'ils ne l'étaient pas. En conversant sur ce triste sujet, j'en suis venu à reconnaître ce que je n'avais pu jusqu'ici comprendre, que ceux-là qui crient le plus haut contre le papisme et le danger de la religion protestante ne sont pas réellement des protestants, mais une bande d'hommes dissolus, doués de talent, ayant de l'instruction, mais vides de tout principe, et se prétendant républicains.

« Je demandais à ceux qui me disaient cela ce qui pouvait rendre ces hommes si jaloux de conserver la religion protestante, puisqu'ils ne sont pas chrétiens? On me répondit que c'est pour se recommander au ministère, qui (s'ils écrivent pour lui ou s'ils se font nommer membres du parlement) ne manquera pas de les pourvoir amplement. Le motif de ce zèle extraordinaire est qu'ils se procurent par là pour le moins la connivence, sinon la protection du gouvernement, pendant qu'ils propagent leur impiété et leur athéisme.

« J'espère, grâce à Dieu, que le christianisme n'est pas aussi bas tombé dans ce pays que me le représentent les rapports qui me sont faits. Cependant, si je compare ce que j'ai souvent vu et entendu à Rome avec ce que j'ai observé depuis, j'ai peur qu'il n'y ait que trop de vrai dans ces rapports.

« Les évêques sont aussi partiaux et peu sincères en parlant de la sécurité de la propriété que de celle de la religion ; car ils ne disent pas un mot de cet énorme fardeau de la dette toujours croissante sous laquelle gémit la nation, et qui ne peut être payée (si on a l'intention de la payer jamais) qu'aux dépens des propriétés. Il est vrai que toute cette dette n'a pas été contractée sous les princes de cette famille, mais bien la plus grande partie ; et le tout aurait pu être acquitté par une administration économe pendant ces trente dernières années de paix profonde, n'eussent été les immenses sommes qui ont été prodiguées pour corrompre les parle-

ments et pour soutenir des intérêts étrangers, au détriment de ceux des trois royaumes.

« C'est trop parler à Votre Majesté, j'en ai peur, de ces tristes mandements; mais en ayant fait mention, j'ai voulu vous en donner mon opinion. Je me rappelle que le docteur Wagstaff (avec qui je regrette de ne m'être pas entretenu plus fréquemment, car il me disait toujours la vérité) me disait un jour que je ne devais pas juger le clergé de l'Église d'Angleterre d'après les évêques, qui ne parviennent pas à l'épiscopat par leur savoir ou leur piété, mais par d'autres talents, comme d'écrire des pamphlets, d'être actifs aux élections, et de voter au parlement sous la direction du ministère. Quand j'aurai gagné une autre bataille, ils écriront pour moi, et se chargeront de répondre à leurs propres lettres.

« Il est une autre classe dans laquelle, comme dans celle du clergé, je suis porté à croire que les moins élevés en rang sont les plus honnêtes : je veux parler de l'armée, car jamais on ne vit plus belles troupes que celles que j'ai combattues ce matin; cependant elles ne se sont pas montrées aussi braves que je l'aurais cru. Je pense avoir entrevu que les simples soldats n'aimaient pas le parti qu'ils avaient adopté. S'ils avaient eu à combattre des Français venus pour envahir leur pays, je suis persuadé qu'ils se seraient mieux défendus. La solde de ces pauvres gens, et l'avenir qui les attend, ne suffisent pas pour corrompre leur instinct de justice et d'honnêteté. Il n'en est pas de même de leurs officiers, qui, excités par leur propre ambition et leurs fausses notions sur l'honneur, se sont battus avec acharnement. J'ai demandé à l'un d'eux, qui est mon prisonnier (un vrai brave), pourquoi il portait les armes contre son prince légitime, lorsqu'il vient pour délivrer son pays d'un joug étranger? Il m'a répondu qu'étant homme d'honneur, il se montrerait fidèle au prince dont il mangeait le pain, et par qui sa commission d'officier était signée. Je lui dis que c'était là un noble principe, mais mal appliqué; et je lui demandai s'il n'était pas un whig. Il me répondit affirmativement. — Eh bien! alors, ai-je ajouté, comment pouvez-vous regarder votre commission et le pain que vous mangez comme étant la commission et le pain du prince, plutôt que du pays qui vous paye pour le servir et le défendre toujours contre des étrangers? car j'ai entendu dire que tels étaient

les vrais principes des whigs. Ignorez-vous comment vos compatriotes ont été transportés en pays étranger pour y être insultés, maltraités par les défenseurs de la foi protestante, et égorgés dans une querelle où l'Angleterre est si peu intéressée, et qui ne tend qu'à l'agrandissement de l'électorat de Hanovre? A cela il n'a rien répondu, mais il a baissé la tête d'un air sombre.

« La vérité est qu'ils ont peu de bons officiers. Ils sont braves, parce qu'ils ne peuvent s'empêcher de l'être; mais généralement ils connaissent peu leur métier, sont corrompus dans leur morale, et ne sont guère retenus par le frein de leur religion, quoiqu'ils prétendent faire croire qu'ils combattent pour elle. Quant à leur honneur, dont ils parlent tant, j'aurai bientôt l'occasion de l'éprouver; car, n'ayant pas de place forte pour mettre mes prisonniers, je serai obligé de les relâcher sur parole. S'ils ne la tiennent pas, je ne leur souhaite pas de retomber dans mes mains: il ne serait plus en mon pouvoir de les sauver du ressentiment de mes Highlanders, qui les immoleraient de sang-froid; ce qui me désolerait, car je n'aime pas la vengeance. Mon superbe ennemi regarde comme au-dessous de lui, je le suppose, de régler un cartel. Si je le désire, c'est autant pour ses partisans que pour les miens. J'espère, avant peu, le forcer de s'estimer heureux que je le lui accorde.

« J'apprends que six mille hommes de troupes hollandaises sont arrivés, et qu'on fait venir dix bataillons anglais: je voudrais qu'ils fussent tous hollandais, afin de ne pas avoir la douleur de verser le sang anglais. J'espère que j'obligerai bientôt l'électeur de faire venir le reste, ce qui, à tout événement, sera un service rendu à l'Angleterre, en la faisant renoncer à une guerre étrangère ruineuse pour elle. Malheureusement la victoire apporte des embarras que je ne connaissais pas encore. Je suis chargé d'avoir soin de mes amis et de mes ennemis. Ceux qui devraient ensevelir les morts se sont enfuis, comme si cela ne les regardait pas. Mes Highlanders croient au-dessous d'eux de le faire, et les paysans se sont retirés. Cependant je suis résolu à voir si en payant je puis avoir des hommes qui se chargent de ces tristes fonctions, car je ne saurais supporter l'idée de laisser pourrir des Anglais sur la terre. Je suis très-embarrassé encore sur ce que je dois faire de mes prisonniers blessés. Si je fais un hôpital de l'église, on se récriera sur cette

grande profanation, et l'on répétera que je manque à mon manifeste, par lequel je m'étais engagé à ne violer aucune propriété. Si les magistrats voulaient s'en mêler, ils m'aideraient à sortir de cette difficulté. Advienne ce que pourra, je suis décidé à ne pas laisser de pauvres blessés dans la rue; si je ne puis mieux faire, je convertirai le palais en hôpital, pour le leur abandonner. Je suis si absorbé par toutes ces choses, et le soin que je dois avoir de mes troupes, qu'il ne me reste que le temps d'ajouter que je suis le très-dévoué fils de Votre Majesté.

« CHARLES, P. »

IX.

PORTRAIT DU CHEVALIER DE SAINT-GEORGES, PAR HORACE WALPOLE.

« Le chevalier de Saint-Georges, dit Horace Walpole, est grand de taille, maigre, d'une figure mélancolique. Les alternatives d'espoir enthousiaste et de découragement dont s'est composée sa destinée ont empreint sur sa personne une solennité qui excite plutôt la pitié que le respect. Il semble le fantôme qu'une imagination prévenue évoquerait pour se représenter Charles Ier avec ses malheurs, moins ses fautes. Sans avoir le visage d'aucun Stuart, le chevalier a les traits prononcés et l'air de fatalité de cette famille. Du moment où je le vis, je n'aurais pu douter de la légitimité de sa naissance; idée qui ne saurait, du reste, causer aucun scrupule à ceux qui, par principes, approuveraient l'exclusion du prince le plus légitime, dont la religion et les maximes politiques seraient incompatibles avec la liberté de son pays.

« Il ne donna jamais au monde des idées bien favorables de lui. En Écosse, sa conduite fut loin d'être héroïque; à Rome, où pour être bon catholique romain il n'est pas nécessaire d'être très-religieux, on a pour lui peu d'estime : ce n'est pas à Rome qu'on aime beaucoup les martyrs et les confesseurs; mais ce fut sa conduite avec la princesse Sobieska, sa femme, qui révolta dans l'origine la cour papale. Cette princesse aimable mêlait au zèle du papisme sa politique insinuante, agréable, adroite et hardie; elle trouva un appui dans la cour pontificale, lorsqu'elle ne put supporter plus

longtemps les mortifications que voulaient lui faire subir Hay, comte titulaire d'Inverness, et sa femme, auxquels le chevalier accordait toute sa confiance. Le prétendant se retira à Bologne, et il fut obligé de sacrifier ses favoris pour pouvoir revenir à Rome. Son nouveau premier ministre fut alors Murray, comte nominal de Dunbar, homme adroit, aimable et gracieux dans sa personne et ses manières. Il s'était distingué très-jeune dans le parlement de la reine Anne, et il s'attacha plus tard ouvertement à ceux dont il avait cru pouvoir préparer le retour en Angleterre.

« Le mérite le plus évident de la cour du prétendant est la grande régularité de ses finances et l'économie de son trésor. Son revenu annuel a pu monter à 23,000 livres sterling tout au plus, provenant des pensions du pape et de l'Espagne, des contributions des jacobites d'Angleterre, et des dons des diverses cours. Cependant il payait toujours avec exactitude, et avait en réserve une somme considérable qui fut dépensée en 1745. Après la perte d'une couronne à laquelle il croyait avoir des droits, après une suite de revers depuis sa naissance, après la triste et humiliante désertion de ses amis et leur capricieuse inconstance, vrai jouet des intrigues, des mécontentements et de l'ambition déçue des grands seigneurs d'Angleterre, le prince a vu la discorde s'introduire dans sa petite cour, et ses affections paternelles troublées par les germes de factions qu'y jeta ce maître en fait de sédition, le fameux Bolingbroke. Celui-ci mit en avant le projet de faire abdiquer le prétendant au profit de son fils aîné, comme plus propre à gagner le cœur des Anglais. Le père et les anciens jacobites ne purent jamais approuver un tel projet, qui fut mieux accueilli du jeune homme et de ses adhérents, comme si le prétendant avait une couronne à abdiquer. Quelque peu nombreux que fût leur cabinet, des partis le divisèrent : lorsque j'étais à Rome, lord Winton était un patriote dans cette cour, et la miniature d'une minorité composée de sa seule personne. » (*Mémoires et Souvenirs d'Horace Walpole.*)

N'oublions pas que ce tableau est emprunté au fils du ministre qui ne cessa de faire une guerre active aux jacobites pendant toute son administration, quoique par feinte ou par tout autre motif, Walpole eût paru un moment assez disposé à écouter les offres du prétendant, sinon à lui en faire lui-même.

« Le chevalier de Saint-Georges, le prétendant, est le meilleur homme du monde et la complaisance même, » dit, dans ses Mémoires, la princesse Palatine, mère du régent; et elle ajoute : « Ayant demandé un jour à milord Douglas, Que pourrais-je faire pour plaire à ma nation? Douglas répondit : « Prenez douze jésuites, embarquez-vous avec eux, et quand vous serez arrivé, faites pendre les jésuites publiquement : vous ne sauriez rien faire de plus agréable aux Anglais. »

TABLE

DU PREMIER VOLUME.

HISTOIRE DE CHARLES-ÉDOUARD.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

HISTOIRE

DE

CHARLES-ÉDOUARD,

DERNIER PRINCE DE LA MAISON DE STUART;

PAR

AMÉDÉE PICHOT, D. M.

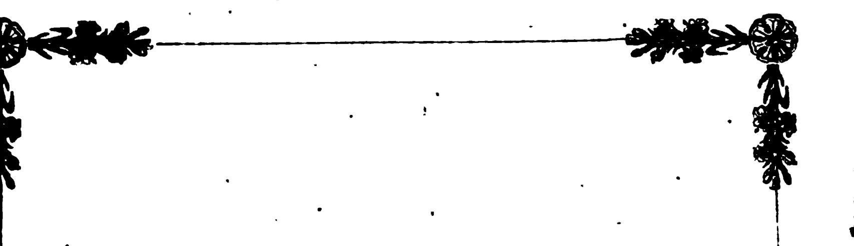
STUART a name once respected.
A name, which to love was the mark of a true heart,
But now' tis despised and neglected.
ROBERT BURNS.

Quatrième Édition.

TOME PREMIER.

PARIS.
LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR,
6, RUE DE LA PAIX.
LONDRES.
BARTHÈS ET LOWELL,
14, GREAT MARLBOROUGH STREET.
1845-1846.





REVUE BRITANNIQUE,

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION

DE M. AMÉDÉE PICHOT,

(Rue Grange-Batelière, n° 1. — Prix de la souscription : 50 fr. par an.)

Par livraisons d'environ seize feuilles par mois, et quelquefois accompagnées de gravures ou de cartes.

LITTÉRATURE. — BEAUX-ARTS. — SCIENCES. — HISTOIRE. — CRITIQUE. — BIOGRAPHIE. — ÉCONOMIE POLITIQUE. — INDUSTRIE. — COMMERCE. — VOYAGES. — ROMANS. — THÉATRE. MISCELLANÉES, ETC., ETC.

Paris. — Typographie de Firmin Didot Frères, rue Jacob, 56.















